



espace en société
logique territoriale

Antiurbain

Origines et conséquences de l'urbaphobie

Publié sous la direction de

Joëlle Salomon Cavin

Bernard Marchand

Antiurbain

Origines et conséquences de l'urbaphobie

*
espace en société
logique territoriale

Antiurbain
Origines et conséquences de l'urbaphobie

publié sous la direction de
Joëlle Salomon Cavin
Bernard Marchand



Egalement disponibles dans cette même collection :

Enjeux de la sociologie urbaine

Michel Bassand, Vincent Kaufmann, Dominique Joye (sous la dir. de)

Banlieues/Une anthologie

Thierry Paquot (préparée et présentée par)

Habitat en devenir/Enjeux territoriaux, politiques et sociaux du logement en Suisse

Luca Pattaroni, Vincent Kaufmann, Adriana Rabinovich (sous la dir. de)

Conception graphique: *tangram, Lausanne.

Mise en page: Marlyse Audergon

Les Presses polytechniques et universitaires romandes sont une fondation scientifique dont le but est principalement la diffusion des travaux de l'École polytechnique fédérale de Lausanne ainsi que d'autres universités et écoles d'ingénieurs francophones. Le catalogue de leurs publications peut être obtenu par courrier aux

Presses polytechniques et universitaires romandes,

EPFL – Rolex Learning Center,

CH-1015 Lausanne,

par E-Mail à ppur@epfl.ch,

par téléphone au (0)21 693 41 40,

ou par fax au (0)21 693 40 27.

www.ppur.org

Première édition

ISBN 978-2-88074-888-3

© Presses polytechniques et universitaires romandes, 2010

CH – 1015 Lausanne

Tous droits réservés.

Reproduction, même partielle, sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, interdite sans l'accord écrit de l'éditeur.

Imprimé en Italie

Table des matières

Les auteurs	1
Préface <i>Thierry Paquot</i>	3
Introduction	13
Idéologie et sentiment <i>Joëlle Salomon Cavin</i>	13
Remerciements	25
I Aux sources de l'urbaphobie	
1/ Jean-Jacques Rousseau.	
La ville non aimée, la Cité idéalisée	29
<i>Yvette Jaggi</i>	
Un voyageur distrait Villes occultées	30
Le moraliste sévère Grandes villes condamnées	33
Le citoyen engagé Les bonnes petites villes	38
Le promeneur et philosophe urbain	
Les contradictions de la ville	41
2 L'urbaphobie en Allemagne	47
<i>Marc Cluet</i>	
3 La structure spatiale de la ville américaine : urbaphobie ou ambivalence?	79
<i>Cynthia Ghorra-Gobin</i>	
La structure spatiale de la ville au XX ^e siècle	80
Les intellectuels américains au milieu du XIX ^e siècle	83
Conclusion : Urbaphobie ou valorisation limitée de la ville?	88

4/	Rétro... polis	
	Blade Runner et le cinéma de science-fiction comme révélateurs du caractère mythologique et archétypal de l'urbaphobie	93
	<i>Georges-Henry Laffont</i>	
	Ville, cinéma, science-fiction : une complicité établie	95
	Le credo urbaphobe américain	98
	Retour vers le futur	101
	Filmographie	106
5/	Méline en japonais : la ville-campagne (Den'en toshi, 1907)	111
	<i>Augustin Berque</i>	
	Les valeurs terriennes	112
	Après le traité de Portsmouth	113
	La publication de Den'en toshi (1907)	114
	L'esprit de la vie aux champs dans notre pays, I	116
	L'esprit de la vie aux champs dans notre pays, II	118
	L'esprit de la vie aux champs dans notre pays, III	120
6/	L'urbaphobie au Japon : ruraphilie en milieu urbain et ruralisme persistant	123
	<i>Masami Hagai et Patricia Marmignon</i>	
	Ses fondements : contrôle social, moralité et ruralisme	124
	Ses conséquences : éclatement et ruralisme gouvernemental	129
	Existence de penseurs pro-urbains et d'une politique progressiste « urbaine »	133
7/	Urbaphobie ou civilisation de la campagne dans la littérature vénézuélienne	141
	<i>Meridalba Munoz Bravo</i>	
	La ville vénézuélienne, la mal-aimée	142
	Civiliser la campagne	145
	La nature, espace régénérateur... ultime refuge	150
	L'urbaphobie aujourd'hui au Venezuela...	152
	... et en Amérique latine...	153

II	L'urbaphobie en pratiques	
8/	L'autre ville	
	Éléments urbaphobes dans l'idéologie urbaine du Mouvement moderne	161
	<i>Dieter Frick</i>	
	Urbaphobie et Mouvement moderne	162
	L'autre ville	163
	Perspectives	173
9/	L'épouvantail urbain, motif de l'aménagement du territoire en Suisse	177
	<i>Joëlle Salomon Cavin et Bernard Woeffray</i>	
	Aux sources de l'urbaphobie	178
	Le rêve d'un aménagement du territoire pour lutter contre la ville	180
	Un renversement récent en faveur des villes	187
10/	Quand les mots trahissent la pensée...	193
	<i>Laurette Wittner</i>	
	L'analyse de contenu de l'allocution de Jean-Claude Gayssot	196
	Qualificatifs de « ville »	197
	Qualificatifs d'« urbain »	199
	Qualificatifs positifs de « ville »	199
11/	Le graviérisme aujourd'hui	203
	<i>Bernard Marchand</i>	
	Décentraliser pour renforcer l'Etat	205
	Les territoires, un mythe français	207
	Les effets sociaux du graviérisme : France « authentique » et France ostracisée	209
12/	Le biais antiurbain dans les pays en développement	217
	<i>Rémy Prud'homme</i>	
	La ville absente des théories du développement	218
	La ville absente des politiques des Etats	222
	La ville absente des politiques d'aide au développement	224
	Conclusion	230

13/ Le Kampuchea démocratique : l'illusion d'une révolution sans ville	233
<i>Adeline Carrier</i>	
Itinéraire d'une conquête de la ville	234
La désurbanisation hors projet	236
L'impérialisme, c'est la ville	239
Le citoyen, ennemi du peuple	243
Conclusion	245
 III Les limites de l'urbaphobie	
14/ L'urbanophilie actuelle, ou comment le constructionnisme politique se réaffirme en s'indexant à la ville	251
<i>Philippe Genestier</i>	
Le discours urbanophile: sources, contenu, structure	252
Détester ou adorer les grandes villes: une expression idéologique euphémisée	255
Les conséquences urbanistiques de l'urbanophilie	261
 15/ La ville bien-aimée: identités urbaines émergentes	269
<i>Béatrice Bochet, Jacques Lévy</i>	
La ville bien-aimée existe, mais elle n'est pas suffisamment dite	271
La dimension affective et les identités urbaines	275
Alteridentités: de nouvelles manières d'aimer la ville	277
 16/ Les géographes et la ville: retour à la « question urbaine »	287
<i>Marie-Claire Robic</i>	
Dans le rétroviseur: retours sur une tradition	289
Illisibilité, vérités et légitimités	295
 17/ Amour/désamour de la ville: esquisse d'une méthode générale pour l'examen du rapport affectif à la ville	303
<i>Denis Martouzet</i>	
Analyse critique de l'état de la question	305
De la nécessité de précisions sémantiques	308
Aimer	308

La dimension temporelle de la construction du rapport affectif à la ville	312
Esquisse d'une méthode générale pour l'examen du rapport affectif à la ville et sa construction comme objet de recherche	315
Conclusion	319
Conclusion	323
<i>Bernard Marchand</i>	

Les auteurs

Augustin Berque: géographe orientaliste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, CNRS, Paris.

Béatrice Bochet: urbaniste, géographe, maître assistante à l'Observatoire de la ville et du développement durable, Université de Lausanne.

Adeline Carrier: urbaniste, Université de Paris VIII et chercheuse associée au Centre Asie du Sud-Est (CASE).

Marc Cluet: germaniste, professeur à l'Université de Strasbourg.

Dieter Frick: urbaniste, professeur émérite à l'Université technique de Berlin.

Philippe Genestier: architecte-urbaniste en chef de l'Etat, Laboratoire RIVES, ENTPE-CNRS, Université de Lyon.

Cynthia Ghorra Gobin: géographe et américaniste, directeur de recherche au CNRS (UMR 7227), enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Masami Hagai: professeur à l'Université métropolitaine de Tokyo.

Yvette Jaggi: ancienne syndique (mairie) de Lausanne et professeure de géopolitique urbaine à l'Université de Lausanne.

Georges-Henry Laffont: géographe-urbaniste, ingénieur de recherches, Ecole des Mines de Nantes (IRSTV CNRS 2488).

Jacques Levy: professeur de géographie et d'urbanisme à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, directeur du laboratoire Chôros, co-directeur de la revue EspacesTemps.net.

Bernard Marchand: professeur des Universités, Paris.

Patricia Marmignon: urbaniste orientaliste, post-doctorante à l'Ecole des hautes études en Sciences sociales, Paris.

Denis Martouzet: professeur en aménagement de l'espace et urbanisme à l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours (UMR 6173 CITERES).

Meridalba Muñoz Bravo: architecte, professeur à l'Université des Andes, Mérida, Venezuela.

Thierry Paquot: philosophe, professeur, rédacteur en chef de la revue *Urbanisme*, Paris.

Rémy Prud'homme: économiste, professeur émérite, Université de Paris XII.

Marie-Claire Robic: géographe, directeur de recherche au CNRS, UMR Géographie-cités, Paris,

Joëlle Salomon Cavin: géographe-urbaniste, maître assistante à l'Université de Lausanne.

Laurette Wittner: chargée de recherche en urbanisme, Laboratoire RIVES (ENTPE), Lyon.

Bernard Woeffray: géographe-aménagiste, directeur du réseau urbain neuchâtelois, Neuchâtel.

Préface

Thierry Paquot

La ville n'affiche pas que des amis. Elle ne fait pas partout l'unanimité et ne remporte pas tous les suffrages. L'amoureux des villes arrive difficilement à comprendre pourquoi certains de ses congénères les détestent, les craignent, les évitent. Pour lui, un jour sans prendre *un bain de ville* s'avère une douleur, un raté, un temps mort. Pourtant, dès l'apparition de «cette habitation d'un peuple assez nombreux», selon la formule du dictionnariste Antoine Furetière (1690), qu'on appellera dans notre langue «ville», des bons esprits, souvent au nom de la morale, s'empressent de la disqualifier, d'en faire le lieu spécifique du lucre, de la débauche, de la perversion ! La ville, comme rassemblement composite d'humains, favorise le mélange, la rencontre, la confrontation et rompt avec l'étroite unité communautaire, et souvent familiale, confortée et reproduite par la vie villageoise.

A lire les textes rassemblés dans ce volume, l'on retrouve cette opposition entre deux «mondes» pourtant toujours en relation, en concurrence, en rivalité, parfois en complicité et en complémentarité, celui de la ville et celui de la campagne, qui ne sont pas étanches l'un à l'autre, mais au contraire s'interpénètrent. Il faut dire que l'agriculture, c'est-à-dire la domestication des plantes et des animaux, est constitutive de l'apparition des premières villes, dans les bassins fluviaux de Mésopotamie, d'Égypte, d'Inde, de Chine, etc. Serait-ce un invariant qui accompagnerait l'humanité dans «la longue durée» de son histoire, ce balancier ville/campagne ? Beaucoup d'historiens des villes, depuis plus d'un siècle, se focalisent sur cette «contradiction» à laquelle ils attribuent une dimension universelle. Cela correspond davantage, me semble-t-il, à une argumentation pour un habile rhétoricien qui espère rendre simple une situation particulièrement alambiquée, contrastée et changeante selon les périodes de l'histoire et les

cultures. En effet, nous possédons des témoignages très anciens qui pour les uns critiquent la vie citadine (déjà le « paraître », les magouilles, le spectacle, la futilité, les intrigues de palais...) et pour les autres se moquent de la rusticité des campagnards, de la lourdeur de leurs comportements et de la lenteur de leurs cerveaux, sans omettre le poids des « traditions » ! Je relève que parfois ce sont les mêmes bons esprits dont l'avis se modifie selon leur âge ou leur activité.

Il me paraît plus subtil de saisir ces deux positions extrêmes, et l'éventail des attitudes qu'elles permettent et bornent, dans le même mouvement explicatif, puisqu'elles sont non seulement irréductiblement liées mais qu'elles constituent les deux faces de la même médaille. Ce qui n'est plus le cas de nos jours avec l'urbanisation planétaire et l'effacement progressif des paysanneries, car il nous faut penser l'urbain comme ce qui succède historiquement et géographiquement à la ville et à ses campagnes environnantes, subordonnées ou non. Par conséquent, il apparaît particulièrement délicat d'évoquer des sentiments « pro » ou « anti », ville en l'occurrence, pour des périodes éloignées ayant des contextes culturels totalement différents. Comment reconstituer un passé à partir de ses propres notions, sensations, perceptions, représentations ? Que savons-nous véritablement de la manière dont vivaient nos ancêtres ? Que ressentaient-ils face à l'injustice, la famine, la guerre, la mort d'un proche, le chant d'un oiseau, la fraîcheur d'un ruisseau, l'ombre d'un arbre, la sinuosité d'une ruelle, l'animation d'un marché, la beauté d'un visage, la douceur d'une voix, la caresse d'un geste ? Pourtant, nous comprenons l'ermite qui s'isole dans le désert afin d'honorer son dieu, par la prière, la méditation, la solitude, sans être distrait par les bruits de la ville. Du reste, j'observe que les trois religions monothéistes entretiennent avec le désert des relations décisives quant à leur propre élaboration théologique. Le peuple juif se doit de traverser le désert pour se libérer, quant à Jésus et à Mahomet ils subiront l'épreuve du désert où Satan tente de les corrompre. Est-ce de là que vient cette distinction entre l'écoumène (cette « terre habitée », à qui l'on associe la ville, mais aussi la campagne et ses villages) et l'érème (justement ce désert, *erēmos* en grec, inhospitalier, sauf aux anachorètes qui par foi en acceptent la dureté) ?

On s'en souvient, Caïn, le berger, tue son frère Abel, l'agriculteur, et est condamné à l'errance, il est contraint à résider dans le pays de Nod, mot qui en hébreu signifie « errance », et c'est là qu'il se fait « bâtisseur de villes », dont celle de Hanock, mot qui en hébreu contient l'idée du « commencement », de ce qui « inaugure ». Le mot ville en hébreu, *ʿir*, indique justement « l'éveil », ainsi avec la ville, c'est une autre histoire qui débute, celle de l'éducation (en hébreu « éducation » se dit *ʿhinoukh*) et par

conséquent de la fraternité, mais c'est aussi l'histoire d'une alternance plus tragique, celle de la guerre et de la paix. Nemrod, fils de Kouch et descendant de Cham, second fils de Noé, édifie des villes : Babylone, Akkad, Kalné, Ninive, Kalah, Resen et bien d'autres lieux où s'épanouira la civilisation urbaine, sans pour autant ni rejeter la guerre ni accorder une plus grande place à Dieu... Par conséquent, qui dit «ville» ne dit pas pour autant accueil. Babel (mot dont la racine hébraïque signifie «mélanger») va échouer dans sa tentative de rassembler tous les humains et de les doter d'un nom. Sodome refuse l'hospitalité à certains demandeurs d'asile et depuis est identifiée au vice. Les «villes-refuges» (les quarante-deux villes des Leviim et les six villes-refuges instituées par Moïse et par Josué), au contraire, admettent le meurtrier involontaire, le protègent, lui offrent un exil provisoire. Reste la ville des villes, Yeroushalaïm (Jérusalem), cité dédoublée, terrestre et céleste à la fois, entièrement imprégnée de religiosité¹. Les premiers chrétiens se font discrets dans les villes romaines et même si Constantin embrasse leur religion, les théologiens se méfient des villes et préfèrent les paroisses de campagne et les monastères isolés. Il faut attendre les ordres mendiants urbains et l'ouverture des universités pour que le christianisme s'aventure dans les villes. A dire vrai, sans grande conviction, puisque sa base (spirituelle, mais aussi fiscale...) repose principalement sur les paysans, et ce jusqu'au milieu du XX^e siècle. Avec la mécanisation de l'agriculture, l'exode rural et la laïcisation «rampante» de la société française de plus en plus urbanisée, certains prêtres s'inquiètent de la baisse de fréquentation des cultes et de la difficulté croissante à attirer des jeunes dans les séminaires. Ils considèrent qu'il est temps d'évangéliser la banlieue (les cris d'alarme du Père Lhandes à la radio au cours des années trente) et aussi le pays (*La France, pays de Mission?* titre du célèbre livre des Pères H. Godin et Y. Daniel, publié en 1943) à l'instar de ses colonies... L'Eglise catholique s'avoue urbanophobe et envisage l'urbanisation comme une libéralisation des mœurs contraires à ses principes moraux². Quelques partisans de Vatican II osent, timidement au début des années soixante, imaginer de nouveaux horaires pour la liturgie, de nouveaux lieux de prière dans la ville et même la célébration de la messe

¹ Cf. Parmi une littérature abondante, *Sans feu ni lieu. Signification biblique de la Grande Ville*, par Jacques Ellul, Gallimard, 1975, et «La ville dans la Torah», Séminaire du Beith Hamidrash Beer Moshé, sans date.

² J'ai tenté une synthèse de près de 200 «travaux» sur le thème de l'Eglise et la ville, «Théologie chrétienne et urbanisation», *Les Annales de la recherche urbaine*, N° 96, octobre 2004, pp. 7-16. Tout le dossier «Urbanité et liens religieux» est à consulter.

sur le lieu de travail de ces «nouveaux paroissiens» nomadisés... La ville, comme source du péché, espace de tentation, immorale dans son expression même, appartient à l'inconscient collectif des pratiquants, pour qui l'idéal communautaire est forcément celui du petit nombre, de la proximité, du voisinage.

La grande ville serait-elle stigmatisée par toutes les religions? L'effacement des rituels catholiques dans la ville au cours du siècle écoulé (cortège des premiers communiant, funérailles, fêtes de certains saints, etc.) relève, certes, d'une réelle et incontestable diminution des pratiquants, mais aussi, plus généralement d'une transformation des fêtes urbaines. L'islam, quant à lui, marque sa puissance dans des villes. Il conquiert le Machrek et le Maghreb, en arabisant les cultures et en construisant des villes, avec des souks des métiers regroupés autour de la mosquée du vendredi, selon leur plus ou moins degré de pureté et d'impureté³. De nos jours, la construction de mosquées s'amplifie, alors même que l'on constate non seulement un net recul «statistique» des musulmans, mais surtout la séparation de plus en plus visible entre les pratiques cultuelles et le lieu culturel de leur apparition (Roy, 2008). Les religions «à-la-carte», qui dorénavant se manifestent dans l'urbain, ne s'affirment ni «pour» ni «contre» *l'esprit de la ville*, et se reconfigurent au fur et à mesure des variations apportées par ces nouveaux «croyants». Les syncrétismes, les hybridations transculturelles, les télé-évangélismes, les particularismes sectaires issus du protestantisme, correspondent à la consommation généralisée des marchandises (sachant que même la croyance se mue en marchandise, disposant d'un marketing, d'une promotion, d'une valeur fluctuante, etc.) qui s'impose à l'échelle planétaire et qui, du coup, font corps avec les processus d'urbanisation *sans ville*, ou avec un *ersatz* de ville, que l'on se doit d'étudier précisément. Ce que réalisent, avec érudition et talent, les contributeurs de ce volume concocté par Bernard Marchand et Joëlle Salomon Cavin, en questionnant les disciplines (géographie, urbanisme, architecture, cinéma, littérature...), puis des idéologies politiques qui dans tel ou tel pays (Venezuela, Cambodge, Allemagne, Italie, Japon, Etats-Unis...) ont connu un moment de gloire «honteuse», dirais-je, tant leur réussite est marquée de souffrances et de violences (au nom de la pureté de la campagne, certains partis n'hésitaient pas à déporter massivement les

³ Là aussi, la bibliographie est gigantesque, je me permets de renvoyer à un texte synthétique, «La géométrie politique de la Cité, *polis, umma* et *gated communities*», par Thierry Paquot, *Géométrie, mesure du monde. Philosophie, architecture, urbain*, sous la direction de Thierry Paquot et Chris Younès, La Découverte, 2005, pp. 255-276.

habitants des villes, soupçonnés de tous les maux...), avant de laisser s'exprimer des personnalités.

Sans déflorer le propos des auteurs, je souhaite souligner la difficulté à tracer la ligne de démarcation qui séparerait les «pro» des «anti», excepté pour les idéologies politiques qui se doivent d'être particulièrement claires et même simplistes, pour mobiliser leurs troupes. Dans les autres cas, et je l'ai déjà dit au début de ce texte, la frontière est ténue et plus d'un «pro» ou d'un «anti», dans certaines circonstances, est amené à mettre de l'eau dans son vin. Prenons quelques exemples. Les utopistes ne partagent pas la même conviction quant aux villes et aux campagnes. Il serait absurde d'affirmer que les utopistes sont tous «ceci» ou «cela». Il suffit de lire divers textes utopiques et de visiter quelques utopies réalisées pour se rendre compte de l'incroyable diversité des points de vue, aussi bien en ce qui concerne le travail, l'amour, l'éducation, l'architecture, que la ville... et la campagne! (Paquot, 2007). Thomas More qui invente le mot et le genre littéraire, avec son *Utopie* (1516), loge ses Utopiens dans les villes (l'île en possède cinquante-quatre identiques) bien qu'ils travaillent, pour la majorité d'entre eux, dans les champs. Ils deviennent des sortes d'agriculteurs-citadins. Pour lui, la ville est le haut lieu de la culture et de la civilité (thème cher à son ami Erasme) et il souhaite ardemment que les Utopiens se cultivent, donc aient accès aux bibliothèques, aux salles de spectacles ou de conférences... A l'heure de l'industrialisation, au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, un Charles Fourier ou un Robert Owen penchent plutôt pour des unités agro-industrielles et leurs partisans, qui expérimentent leurs conceptions d'une société «libérée et libératrice», le feront dans des villages ou des hameaux. Un industriel «fourériste», André Godin, édifie un Familistère à Guise (dans l'Aisne), habitat collectif équipé d'une école mixte, de magasins coopératifs, d'un théâtre, d'une buanderie-piscine, de jardins ouvriers, etc. Il s'évertue à associer le travail, le capital et le talent, sans pour autant dénigrer la ville ou la campagne, comme si la «réforme sociale» qu'il préconise vise d'abord les êtres humains indépendamment de leur localisation et modes de regroupement. Dans les romans de science-fiction, qui s'apparentent à l'utopie, ou à l'uchronie, le constat est semblable, il y a ceux qui dénoncent les mégapoles bétonnées monstrueuses, polluées, invivables, ségréguées, violentes et leur opposent des microsociétés agro-pastorales, saines, simples, heureuses. Et ceux, moins nombreux, il est vrai, qui isolent les humains dans des conurbations sous verre, monde artificiel «parfait» avec une nature aseptisée et reconstituée – sans ses désagréments –, et les protègent de la jungle – ou du désert – qui les environne, sans pouvoir les altérer. Quelques rares auteurs concilient

certains usages de la ville à l'ancienne à de nouvelles pratiques écologiques, je pense ici à *Ecotopia* d'Ernest Callenbach, pour la plus grande satisfaction des habitants, désaliénés. Ainsi, l'utopie n'est ni «pour» ni «contre» la grande ville, les utopistes s'efforcent d'attribuer à l'architecture et à l'urbanisme une place dans la transformation de la société contestée, non sans mal. Ils s'affirment davantage imaginatifs pour repenser l'organisation du travail ou les institutions de gouvernance que pour suggérer une architecture et un urbanisme radicalement différents, originaux, ludiques, plaisants... On a l'impression que quelques archétypes servent de modèles, à partir desquels chaque architecte ou romancier brode son propre dessin de «ville idéale». Cela est frappant dans le cinéma d'anticipation, il y a incontestablement un «patron» donné par *Metropolis*, qui se retrouve, avec quelques retouches, dans *Blade Runner*, *Brazil*, *Soleil Vert*, *Dark City* ou encore *Immortel (ad vitam)* (Paquot, 2005, et dans ce volume, l'article de Georges-Henry Laffont).

Et les révolutionnaires, sont-ils partisans de la ville, de la campagne ou d'autre chose qui n'existe pas encore? Marx et Engels dénoncent la promiscuité de la grande ville industrielle, l'insalubrité des logements pour les pauvres, la spéculation immobilière, l'inconfort du logis prolétarien, le contrôle policier, l'alcoolisme et bien d'autres caractéristiques de la vie urbaine à l'heure du capitalisme. Dans son enquête sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* (1845), Engels s'attarde sur le logement ouvrier à Manchester et, dans une moindre mesure, à Londres et à Dublin, mais le bilan est commun : les pauvres sont entassés dans des habitations indécentes et des quartiers malsains. Pourtant, Engels ne s'oppose pas à la grande ville – malgré des conditions sanitaires, économiques et sociales peu reluisantes pour les «classes laborieuses» –, car elle a son revers : «Les grandes villes sont les foyers du mouvement ouvrier; c'est là que les ouvriers ont commencé à réfléchir à leur situation et à lutter : c'est là que s'est manifestée d'abord l'opposition entre prolétariat et bourgeoisie; c'est d'elles que sont issues les associations ouvrières, le chartisme et le socialisme. Les grandes villes ont transformé la maladie de l'organisme social qui se manifeste à la campagne sous une forme chronique, en une affection aiguë; elles ont ainsi clairement révélé sa véritable nature et simultanément le véritable moyen de la guérir. Sans les grandes villes et leur influence favorable sur le développement et l'intelligence publique, les ouvriers n'en seraient pas où ils en sont, tant s'en faut.» Avec Marx, au même moment, ils rédigèrent *L'Idéologie allemande*, copieux et touffu ouvrage, dans lequel, plusieurs pages sont consacrées à l'opposition entre la ville et la campagne depuis l'époque romaine. Ils montrent à quel point la ville, nœud de communications et d'échanges, sert la civili-

sation avant de stocker des travailleurs condamnés à l'ignorance et à l'abrutissement du travail manufacturier. Sans jamais traiter de la grande ville et d'en mesurer ses effets et méfaits sur la libération du prolétariat et, plus généralement, du genre humain, Marx et Engels laissent entendre qu'avec le communisme une autre façon d'occuper et de valoriser le territoire sera possible. L'individu communiste n'est plus un engrenage dans la vaste division technique du travail, mais un être libre de son temps, soucieux de satisfaire ses désirs et ses talents, aussi œuvre-t-il à l'élaboration d'un habitat complice de ce nouveau mode de vie et surtout d'être au monde. C'est ainsi que les «urbanistes» et les «désurbanistes», deux courants culturels des années vingt en URSS, vont comprendre les rares orientations laissées par Marx et Engels, sur l'après-capitalisme. Les premiers misent sur des «agglomérations socialistes» et les seconds condamnent la ville capitaliste et prônent une dédensification des regroupements populationnels (Lefebvre, 1972; Kopp, 1975). En réaction aux marxismes qui fleuriront après la mort des fondateurs du «socialisme scientifique», d'autres révolutionnaires, non sans un zeste d'idéalisme, dénoncent les aberrations de la métropole capitaliste vendue au marché et à son impitoyable loi et des campagnes soumises au seul productivisme destructeur de la terre-mère. William Morris, qui connaît bien l'œuvre de Marx et d'Engels, dans ses *Nouvelles de nulle part* (1891) réconcilie le travail artisanal et le travail agricole et leur attribue un cadre urbano-rural, ni ville gigantesque et surpeuplée, ni campagne égoïste et fermée. Piotr Kropotkine, géographe anarchiste, avec *Champs, usines et ateliers* (1898) expose sa conception d'une «industrie combinée avec l'agriculture» qui dépasse la vieille opposition «ville/campagne» pour favoriser la multiplication de «villages industriels», où chacun possède sa maison et bénéficie à la fois d'un cadre champêtre et des avancées d'un progrès consacré à l'amélioration du bien-être de tous et non pas à la surproduction, à la vitesse ou à la guerre! Dans cette lignée, l'on peut évoquer l'excellent ouvrage du leader syndicaliste belge, Emile Vandervelde, *L'exode rural et le retour aux champs* (1901 et nouvelle édition en 1910), qui préconise un exode urbain, envisageable que si les moyens de transports collectifs (horaires et coûts) et l'organisation du travail (baisse du temps de travail hebdomadaire et horaires à la carte) le permettent. Il ne s'agit pas d'interrompre le flux migratoire des campagnes vers les villes, ou de l'inverser, mais de favoriser l'installation des citadins dans des bourgs accessibles par le tramway, le train ou la bicyclette. Je travaille en ville et réside à la campagne, voilà ce que suggère Vandervelde, invoquant une autre qualité de la vie, l'approvisionnement en produits fermiers, l'accès aux bois et aux activités de plein air pour les enfants, etc. Des parentés entre ces nouvelles articulations

viles/campagnes et les projets de cités-jardins s'imposent et nécessitent une nouvelle appréciation moins tranchée. Il existe, en cette période de boom démographique qui se manifeste par un incroyable accroissement de la population des grandes villes, de nombreuses alternatives, comme ces fusions des qualités spécifiques aux villes et aux campagnes, sans leurs défauts. Un amour sélectif de l'un et de l'autre, en quelque sorte⁴.

Dernier exemple, l'Amérique (White, White, 1962; Kristol, 1970; Massu, 1981). Voilà un pays qui se constitue en s'urbanisant, en s'équipant de chemins de fer, en s'industrialisant, en éliminant les Indiens, en repoussant sans cesse sa frontière de l'Est au Pacifique et qui simultanément élabore, et entretient, le mythe de la «petite maison dans la prairie», d'une nation de cultivateurs indépendants et libres, méfiants vis-à-vis de la grande ville ensorceleuse, dévoreuse et déstabilisatrice. Pourtant, Ralph Waldo Emerson fréquente son club à Boston, tout en résidant à Concord, son jeune ami, David Thoreau, certes s'installe deux ans dans sa cabane dans le bois de Walden, mais revient régulièrement voir ses amis et s'approvisionner en livres et en nouvelles également à Concord. Bien plus tard, des lecteurs enthousiastes et assidus, des «transcendantalistes», comme Lewis Mumford et Frank Lloyd Wright, vont mêler, imbriquer, associer des éléments urbains et des éléments «naturels» ou ruraux dans des configurations résolument urbaines (c'est-à-dire citadines) qui ne seront ni des campagnes urbanisées ni des villes denses et compactes. Certes, ils sont charmés par la voiture (et même l'hélicoptère personnel!) et l'incroyable mobilité individuelle qu'elle assure. C'était à l'époque de l'essence abondante et pas chère... Néanmoins, leurs interrogations sur une urbanisation qui, d'une certaine manière, transcendait la ville et la campagne pour aboutir à une «ville-territoire», à une «ville-paysage», à une «ville-région», sont encore les nôtres, dans un contexte énergétique, politique et urbanistique bien différent.

Bernard Marchand et Joëlle Salomon Cavin ont raison de présenter plusieurs formes d'urbaphobie (ou «urbanophobie», pathologie particulière qui consiste à craindre la ville, à en avoir peur) et de ne pas élaborer ni une typologie quasi clinique, ni d'imposer une définition stricte du phénomène. Des motifs opposés peuvent conduire à rejeter la ville, ou du moins, une certaine typo-morphologie de la ville, comme par exemple, les partisans de la cité-jardin. Certains sont convaincus que l'habitant y puisera un grand conten-

⁴ Le texte de William Morris a été traduit et présenté par Paul Meier, *Nouvelles de nulle part*, Editions sociales, 1961, le livre de Kropotkine a été publié en français, par Stock en 1910, et l'ouvrage d'Emile Vandervelde est paru en 1910, chez Félix Alcan, pour la seconde édition augmentée.

tement, alors que pour d'autres, tel Theodor Fritsch, antisémite allemand notoire, la cité-jardin n'accueille que des «vrais aryens» et les protège de tous les mélanges douteux que la grande ville accepte comme un plus cosmopolitique. Un ouvrage collectif, parmi bien d'autres, *Urbanisation et désurbanisation. Problème de l'heure* (par Henri Decugis, André Lebreton, les docteurs G. Heuyer et L. Derobert et l'économiste Charles Rist, Plon, 1945) désigne la ville comme cause principale de la décadence et, plus encore, de la détérioration de la race (du coup, les auteurs légitiment, dans certains cas, l'eugénisme...), plus tard et ailleurs l'on (il s'agit des Serbes) bombarde Sarajevo et confère ainsi à l'urbicide ses lettres de déshonneur...

Cet ouvrage est précieux, car il aborde de front une question trop souvent murmurée et essentielle : pourquoi aimons-nous ou n'aimons-nous pas une ville ? Les réponses fusent et nous font réfléchir. Elles sont de nature bien contrastée. Un manque peut-être, mais ô combien délicat à cerner : le pourquoi de l'amour ou du désamour d'une ville ? Sans accorder à la psychologie une place imméritée, comment éviter de répondre aux questions suivantes : J'aime cette ville car j'aime en cette ville ? J'aime cette ville car elle m'aime aussi ? J'aime cette ville qui est aimante ? J'aime aimer en cette ville et du coup elle me plaît ? Et inversement. Et réciproquement. Chacun, selon son parcours, les villes dans lesquelles il a vécu, où il n'a fait que passer, qu'il a côtoyées, dont il se souvient ou qu'il a oubliées, sait, finalement, si cette ville-ci ou cette ville-là le tourmente, l'intrigue, le séduit. Il le sait par l'intensité de ses frissons. L'écho de son souvenir. Son désir d'y retourner. Quand on aime c'est pour toujours.

Bibliographie

Decugis H., Lebreton A., Heuyer Derobert L., Rist C., *Urbanisation et désurbanisation. Problème de l'heure*, Plon, Paris, 1945.

Ellul J., *Sans feu ni lieu. Signification biblique de la Grande Ville*, Gallimard, Paris, 1975.

Godin H., Daniel Y., *La France, pays de Mission ?*, Editions du Cerf, Paris, 1943.

Kopp A., *Changer la vie, changer la ville. De la vie nouvelle aux problèmes urbains. URSS 1917-1932*, UGE, 10/18, Paris, 1975.

Kristol I., «Urban Civilization and Its Discontents», *Commentary*, july 1970, pp. 29-35.

Kropotkine P., *Champs, usines et ateliers*, Stock, Paris, 1910 (1898).

Lefebvre H., *La pensée marxiste et la ville*, Casterman, Paris, 1972.

Massu C., « Broadacre City de Frank Lloyd Wright : l'utopie d'une Amérique agraire et anti-urbaine », *Revue française d'études américaines*, n° 11, 1981, pp. 55-65.

Morris W., *Nouvelles de nulle part*, Editions sociales, 1961 (1891).

Paquot T., « Théologie chrétienne et urbanisation », *Les Annales de la recherche urbaine*, N° 96, octobre 2004, pp. 7-16.

Paquot T., « La géométrie politique de la Cité, polis, umma et gated communities », in T. Paquot, C. Younès *Géométrie, mesure du monde. Philosophie, architecture, urbain*, La Découverte, Paris, 2005, pp. 255-276.

Paquot T., « Science-fiction et utopie » in T. Jousse, T. Paquot (dir.), *La ville au cinéma, encyclopédie*, Les Cahiers du Cinéma, 2005, pp. 200-209.

Paquot T., *Utopies, utopistes*, collection « Repères », La Découverte, Paris, 2007.

Roy O., *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Seuil, Paris, 2008.

Vandervelde E., *L'exode rural et le retour aux champs*, Félix Alcan, Paris, 1910 (1901).

White M., White L., *The Intellectual versus the City. From Thomas Jefferson to Frank Lloyd Wright*, Harvard University Press and the MIT Press, 1962.

Introduction

Idéologie et sentiment

Joëlle Salomon Cavin

Alors que l'hostilité à l'égard de la ville constitue une tendance globale et multiséculaire, elle est paradoxalement un phénomène peu explicité et peu étudié. Rares en effet sont les recherches consacrées à l'urbaphobie et encore plus rares sont celles qui ont tenté d'aller au fond des origines, des contenus et de la portée de la pensée urbaphobe. Parmi ces exceptions, il faut évidemment citer les travaux de Morton et Lucia White (1962) et leur passionnante analyse de l'hostilité à l'égard de la ville des intellectuels américains. Jefferson, Emerson, Thoreau, Hawthorne, Poe, Melville, Henry Adams, Henry James, Frank Lloyd Wright, autant de célèbres auteurs qui ont façonné l'univers antiurbain nord-américain : « *It is a significant fact of our national life that our most distinguished and influential writers have felt and expressed an extraordinary amount of antipathy toward the American city.* »¹

Moins connue, la thèse de Klaus Bergmann (1970) offre dans un tout autre cadre un remarquable travail sur les origines de l'urbaphobie en Allemagne et ses implications dans le régime nazi. Par la suite, Bernard Marchand (2001) va prolonger son analyse alors qu'Anna Trèves (1981) et

¹ Concernant le cas américain, nous tenons à signaler, au moment de la relecture des épreuves, l'ouvrage dirigé par Michael J. Thompson, *Fleeing the City* (2009).

Ricardo Mariani (1976) vont s'intéresser sous un angle similaire au fascisme italien.

Le cas anglais a fait également l'objet de quelques contributions précieuses comme le classique *The Country and the City* de Raymond Williams (1985) qui s'attache à l'évolution des valeurs associées aux mots de ville et de campagne en montrant bien leur association dialectique et les renversements de valeurs : tantôt plus favorables à la ville, tantôt plus favorables à la campagne. Les valeurs associées à l'idée de ville sont également au cœur du propos de *Cities perceived* d'Andrew Lees (1985), ouvrage ambitieux qui identifie des alternances comparables en Angleterre, France, Allemagne et aux États-Unis, entre les années 1820 et 1840. Citons également l'article d'Anton King (1980) sur les caractéristiques de l'urbaphobie anglaise entre 1880 et 1939.

Dans *La ville mal-aimée*, j'ai voulu creuser la question du désamour de la ville en Suisse en particulier dans ses implications sur l'aménagement du territoire (Salomon Cavin, 2005). Cette relation avait été évoquée (notamment Walter, 1995) mais non approfondie. Il me semblait alors qu'au-delà d'un phénomène présenté comme une évidence : « En Suisse, on n'aime pas la ville », il fallait creuser pour comprendre les origines et les implications concrètes de ce désamour. Bernard Marchand travaillait au même moment sur le cas français. Ensemble nous avons constaté d'évidentes analogies entre les conceptions aménagistes françaises et suisses dans leur défiance vis-à-vis de la grande ville (Marchand et Salomon Cavin, 2007).

En France, ce champ de recherche intéresse désormais aussi des historiens. Récemment, Arnaud Baubérot et Florence Bourillon (2009) ont dirigé un ouvrage consacré aux manifestations et aux projets urbaphobiques en France aux XIX^e et XX^e siècles. A quelques semaines d'intervalle, Bernard Marchand publie *Les ennemis de Paris*, première anthologie des textes hostiles à la capitale. Montesquieu, Rousseau, Henri Lecouturier, Renan, Taine, Veuillot, Maurras, Méline : les détracteurs de Paris sont nombreux.

A ces travaux, qui tentent une analyse en profondeur des imaginaires antiurbains, s'ajoutent des prises de positions de chercheurs qui dénoncent les effets néfastes de l'urbaphobie ambiante. Dans cette catégorie, citons le remarquable article de la sociologue Ruth Glass « Clichés of Urban Doom », mais aussi le texte de Tom Angotti « Apocalyptic anti-urbanism : Mike Davis and his Planet of Slums » ou celui de Moriconi Ebrard « Explosion urbaine. Le sens de la démesure ». Ces trois articles dénoncent chacun à leur manière le destin funeste toujours promis aux villes et cette tendance à penser l'urbanisation avant tout comme une catastrophe. Par-dessus tout, ils fustigent les préjugés qui empêchent toute analyse sensée de

l'état urbain du monde : «*Nevermind whether the doom watchers' rhetoric makes sense. Its repetition on the international circuit endows it with an aura of authority (...). The city is the scapegoat for our troubles*» (Glass, 1989), «*(...) l'urbanisation représente un danger pour l'humanité. Cette angoisse, largement reflétée dans les médias, conduit à travailler dans l'urgence et bride toute réflexion de fond d'autant qu'elle s'appuie sur des prévisions et des projections que la réalité ne cesse de démentir*» (Moriconi-Ebrard, 1996).

Le présent ouvrage s'ajoute à une liste encore courte de travaux consacrés à l'urbaphobie. Dans le prolongement du colloque de Cerisy «ville mal-aimée, ville à aimer»², son ambition est de donner corps à un champ de recherche aux contours encore mal identifiés. Autant prévenir le lecteur, les controverses demeurent vives, y compris dans les textes réunis ici, sur la désignation et la définition de l'objet dont je vais esquisser le portrait.

L'urbaphobie, équivalent des termes *Antiurbanism* ou *Anti-urbanism* (Slater, 2009) et *Grossstadtfeindschaft* (Bergamn, 1970; Marchand, 1999), désigne une idéologie qui condamne la ville par opposition à la campagne ou à la nature. Loin de se suffire à elle-même, cette courte définition mérite explicitation; en creux, pour commencer. L'urbaphobie n'est pas un sentiment individuel. La présence du verbe «aimer» dans l'intitulé du colloque de Cerisy a orienté parfois les communications et les débats vers la relation affective que l'individu entretient avec la ville en général ou une ville en particulier, par exemple celle qu'il habite. Il s'agit là de la valeur positive ou négative accordée au milieu de vie ou encore à la relation sensible à l'environnement bâti. Si on parle d'amour, ne doit-on pas parler des gens? Pourquoi aiment-ils la ville? Pourquoi ne l'aiment-ils pas? Ce point de départ individuel, intime, n'est pas celui de l'urbaphobie qui désigne un imaginaire collectif, un système de croyances, de symboles, de mythes, de valeurs et de signes. L'urbaphobie peut évidemment influencer la valeur que chaque individu accorde à la ville, mais appartient néanmoins à un imaginaire commun, indépendant et précédant l'expérience individuelle. Dans la catégorie générale des représentations antiurbaines, que l'on pourrait dénommer «la ville mal-aimée», il est important de distinguer une sphère collective des idéologies antiurbaines et une sphère individuelle du désamour individuel de la ville. Ces sphères s'interpénètrent mais sont loin de se superposer l'une à l'autre.

² Toutes les communications du colloque sont accessibles en ligne sur le site http://www-ohp.univ-paris1.fr/Ref_Page1/TOC_Def.htm.

Autre élément d'identification en creux, l'urbaphobie désigne une condamnation de la ville, un rejet de celle-ci. Toute critique de la ville n'est pas signe d'urbaphobie. Sans hostilité particulière vis-à-vis de la ville et même par amour de la ville, ne peut-on dénoncer ce qui n'y fonctionne pas bien? Dire que des quartiers sont insalubres n'est pas condamner la ville en soi, mais au contraire regretter que des conditions ne permettent pas de la rendre plus accueillante. Dans *Espèces d'espaces*, Georges Perec juge Paris inhabitable mais cette sentence le rend malheureux car il adore sa ville. En revanche, quand Rousseau déclare dans *l'Emile* que Paris est «le gouffre de l'espèce humaine» il ne se contente pas de la critiquer, il la condamne.

Evoluant dans la sphère des représentations collectives, l'urbaphobie est une idéologie au sens où Althusser a pu la concevoir (Ruby, 2003), soit un système d'idées, de jugements, de valeurs hostiles à la ville qui possède la capacité d'orienter les pratiques. Même si ce terme d'idéologie est parfois considéré avec méfiance, il correspond parfaitement à la dimension dans laquelle évolue l'urbaphobie : celle de l'idéal certes, mais d'un idéal parfois décalé du réel pour servir plus ou moins consciemment des intérêts partisans³. L'étude de l'urbaphobie prend tout son sens dans sa relation avec la réalité et les pratiques. Ainsi, son analyse est apparentée à celles de Lynch (1971), Ledrut (1973) ou, plus récemment, Chalas (2000) ou Lussault (2007) qui interrogent la relation entre l'imaginaire urbain et les pratiques urbaines. Ces auteurs considèrent l'idée de ville non pas comme une dimension résiduelle mais comme une dimension déterminante de la fabrication de la ville. Il s'agit en particulier de décrypter les représentations cachées des faiseurs de ville (architectes, urbanistes, politiques, etc.), représentations d'autant plus invisibles, enfouies dans l'inconscient, qu'elles sont négatives. Cette ville invisible infléchit en effet, loin en amont, les politiques et les projets urbains toujours justifiés de manière technique et concrète. La chose est toujours simple et raisonnable : la ville va mal, changeons la ville ! Or, comme le formulait si justement Françoise Choay dans la postface de *La dimension cachée* d'Edward T. Hall (1971), décrypter cet imaginaire urbain, c'est démolir «la prétention scientiste et universaliste de la tradition de l'aménagement de l'espace. Le paradigme fonctionnaliste [auquel Frick consacre un texte dans cet ouvrage], a largement contribué en effet au développement de pratiques

³ Lorsqu'un ardent défenseur du paysage suisse déclare que la Suisse est en passe d'être complètement urbanisée alors que seul 7% de son territoire est occupé par des constructions, il s'agit d'une manipulation du réel (Salomon Cavin, Pavillon, 2009).

d'aménagement s'inscrivant dans un territoire (...) comme si ceux qui étaient chargés d'aménager le territoire étaient exempts de représentations et de valeurs.» Tout aussi occultées, les valeurs des habitants se sont effacées devant les solutions rationnelles proposées.

Enfin, négatives ou positives, les valeurs associées à la ville sont indissociables de celles de la campagne ou de la nature. Comme l'a très justement souligné Nicole Mathieu dans son intervention au colloque de Cerisy (2007), l'idée de ville s'établit dans la relation avec son symétrique l'idée de campagne (ou de nature). «La ville n'est pas mal-aimée en soi» mais toujours dans son rapport à la non-ville. La détestation urbaine est ainsi indissociable de l'idéalisation d'un ailleurs naturel et rural. Le projet du colloque de Cerisy «ville mal-aimée, ville à aimer» est d'ailleurs né à la suite de la tenue d'un colloque sis également à Cerisy, sur les origines culturelles de l'idéalisation de la nature et son impact sur les formes urbaines contemporaines⁴. Il nous avait alors semblé évident que la démarche consistant à faire un objet de recherche de la nature idéalisée appelait légitimement cette réflexion sur l'origine et l'effet de la ville mal-aimée. Le rejet de la ville et le désir de nature ne sont-ils pas l'endroit et l'envers d'une même doxa?

Pour défricher le champ des questions ouvertes par cette définition de l'urbaphobie, deux hypothèses de travail peuvent être esquissées en prenant appui sur les différents travaux cités et aussi sur les débats menés lors du colloque de Cerisy. La première hypothèse est géographique, la seconde est historique.

Première hypothèse: l'urbaphobie est un phénomène transnational mais dont les manifestations sont ancrées localement.

Lorsque j'ai débuté ma recherche sur l'urbaphobie en Suisse, je considérais ce pays ainsi qu'il aime lui-même à se définir, comme un *Sonderfall*, un cas particulier: un pays où l'idéalisation extrême du rural au travers du mythe alpin expliquait le rejet de la ville et plus tard sa prégnance sur les pratiques aménagistes. Mais plus je poussais mes recherches plus je constatais que la Suisse ne constituait pas un cas isolé. Les travaux déjà cités dessinaient en effet les contours d'un phénomène qui dépassait les cultures nationales. Partout, la construction des identités nationales européennes, amorcée à la fin du XVIII^e siècle, a invariablement mobilisé

⁴ *Les Trois sources de la ville campagne*, colloque organisé par A. Berque, P. Bonnin et C. Ghorra Gobin (Cerisy, 2004) publié en 2006 sous le titre *La ville insoutenable*.

la référence au monde rural et à la paysannerie (Thiesse, 2001) en même temps qu'elle dévalorisait la ville et le mode de vie urbain. L'urbaphobie apparaît ainsi comme un élément obligé de la grammaire symbolique de la construction du patrimoine identitaire. D'un côté, la nation prend ses racines dans une nature et une campagne qui, lissée de toute sa complexe réalité, incarne la permanence et la stabilité rassurante des ancêtres, la communauté atemporelle et donc pérenne. De l'autre, elle condamne la ville à partir d'une représentation qui en fait un lieu des changements, de l'émancipation, de la modernité.

En dépit de cette envergure globale, la diversité des cultures et des histoires nationales confère aux représentations collectives de la ville et de la campagne, de même qu'à l'imaginaire antiurbain, des facettes toujours multiples. La manière dont la République helvétique s'est formée à la suite d'une victoire des campagnes contre les villes constitue une facette typiquement suisse de l'urbaphobie (Salomon Cavin, 2005). En France, Paris monopolise en grande partie les discours hostiles à la ville. Le fait que l'Angleterre ait connu la première les bouleversements urbains liés à la Révolution industrielle a donné peut-être plus qu'ailleurs un ancrage très concret aux représentations antiurbaines à l'inverse des Etats-Unis où la grande ville a été décriée par anticipation.

L'hypothèse de l'internationalisme et le particularisme de l'urbaphobie est parfaitement illustrée dans cet ouvrage par le texte d'Augustin Berque : «Méline en japonais» est l'expression nipponne de la physiocratie, mais dans un pays où la distinction ville-campagne n'a que peu de sens, l'urbaphobie va se manifester non pas par un rejet de la grande ville mais dans une interprétation jusqu'à la négation de celle-ci par la nature.

Pour être étayée, cette hypothèse implique la recherche d'invariants, de grandes figures archétypales du discours antiurbain : la ville stérile et improductive (physiocratie, mélinisme), la ville comme désagrégation de la communauté (opposition *Gemeinschaft-gesellschaft* telle définie par Ferdinand Tönnies), la ville malsaine, lieu de la dégénérescence physique et morale (rousseauisme), la ville artificielle comme antinature (*deep* écologisme). A ces figures traversantes s'ajouteront les déclinaisons locales spécifiques de l'antiurbain.

Seconde hypothèse : l'urbaphobie et l'urbaphilie expriment des valeurs toujours présentes dans l'histoire de l'Occident mais l'on peut identifier, pour le moins dans l'histoire récente, des moments forts d'émergence et de résurgence de celles-ci.

Babylone et Jérusalem constituent la toile de fond urbaine de la culture judéo-chrétienne. De même, la grande ville est symbole des Lumières en même temps que tombeau des familles. Ces représentations urbaines forment les deux faces extrêmes et coexistantes des valeurs prêtées à la ville.

En dépit de cette coprésence du positif et du négatif, la Révolution industrielle est certainement à l'origine d'une modification durable du regard porté sur la ville. Les conditions de vie désastreuses des populations dans les grandes villes industrielles, à l'instar de Londres ou de Manchester, vont justifier bien après leur disparition, la condamnation de la grande ville et participer à la consolidation d'un imaginaire antiurbain européen. Le surgissement des discours antiurbains semble être un symptôme de rupture ou de dysfonctionnement de la société. On retrouve les manifestations les plus aiguës de cette hostilité à des moments de crises tant économiques, politiques que sociales. Sur le long terme, les discours antiurbains émergent en même temps que la Révolution industrielle. A cette cause générale s'ajoutent des moments forts d'ébranlement des valeurs : crises politiques, comme la Révolution française et les autres réactions nationales contre l'absolutisme monarchique ou urbain, dans toute l'Europe ; crises économiques, comme celle que traverse l'agriculture à la fin du XIX^e siècle en Suisse ou la crise économique mondiale qui suit l'effondrement boursier de 1929 ; et enfin, les guerres mondiales. Ces moments de crise exacerbent des discours antiurbains, par ailleurs toujours latents. A l'inverse de la grande ville, la nature et la campagne, lissées de toute leur complexe réalité, incarnent la permanence et la stabilité rassurante des ancêtres. Le village incarne la communauté atemporelle et pérenne ; une référence solide et immuable. Face aux changements qui se produisent en ville, la campagne et la nature apparaissent comme des refuges.

Pour être étayée, cette seconde hypothèse implique la recherche de moments clés d'émergence et de rupture dans l'urbaphobie, l'identification des contextes transnationaux et nationaux propices à la mise en cause de la ville et, à l'inverse, à sa glorification. Ainsi, la période de l'après-guerre, celle du baby-boom, semble plutôt marquée par un imaginaire en connivence avec la ville. De même, la fin du XX^e siècle notamment, via le principe de développement durable qui renoue avec un modèle de ville idéal, pourrait bien accompagner la diffusion d'une tendance urbophile.

Ces deux hypothèses traversent pratiquement l'ensemble des textes réunis dans cet ouvrage à l'exception du dernier qui propose une autre perspective, quoique voisine de la nôtre, celle de la relation affective à la ville (Martouzet). La première partie de cet ouvrage interroge les sources de

l'urbaphobie dans divers contextes nationaux. Les textes réunis identifient des auteurs incontournables de la construction de l'imaginaire antiurbain à travers le monde, ceux qui vont façonner le regard collectif sur la ville, tels Rousseau, Spengler, en Europe, Jefferson ou Thoreau, aux Etats-Unis ; vous verrez que la détestation urbaine a souvent été servie par des plumes talentueuses, tel Spengler traduit par Marc Cluet : « La ville géante [Riesensstadt] suce la campagne jusqu'à la moelle, insatiable, exigeant et engloutissant des rivières humaines, toujours nouvelles, jusqu'à ce qu'au milieu d'un désert à peu près vide elle dépérisse et meure. »

Yvette Jaggi propose un portrait complexe de la relation du promeneur solitaire avec la ville. Ce serait trop simplifier le personnage que d'en faire un ennemi catégorique de la cité. Rousseau condamne la grande ville pour ses embarras, son insalubrité, son insécurité comme le font d'autres philosophes à la même époque mais, il reconnaît également qu'elle est indispensable et inéluctable. La pensée urbaphobe est toujours complexe et contradictoire. La ville est détestée mais aussi considérée comme nécessaire. Alors que les nazis la fustigent, ils n'ont d'autre solution que de développer leur industrie de guerre en ville (Cluet). Et, paradoxalement, après-guerre, leurs crimes seront associés au versant urbain et industriel d'un régime qui condamnait pourtant la grande ville comme le siège de la dégénérescence physique et morale des individus.

Idéalisation de la nature, mythification de la campagne, les figures se répètent de par le monde pour fustiger l'urbain. Durant la période Edo au Japon, on préconise ainsi de « renvoyer les samourais dans les campagnes pour leur ôter le goût du luxe et leur éviter les méfaits émollients de la vie en ville » (Hagai, Marmignon). La pensée confucéenne mais aussi l'agrarisme furent des véhicules fondamentaux d'une urbaphobie nippone que l'on retrouve au XX^e siècle dans un traité d'urbanisme très librement inspiré de la théorie howardienne (Berque).

Les grandes villes industrielles anglaises sont devenues au XIX^e siècle l'image repoussoir pour condamner l'urbanisation associée au capitalisme industriel. Les pères fondateurs américains en feront l'argument pour ériger la nature en valeur guide d'une nation qui développera ensuite un modèle urbain inédit de banlieues, mélange entre ville et campagne (Ghorra-Gobin). Mais, là encore, l'urbaphobie est ambivalente puisque les Etats-Unis vont fort bien s'accommoder de l'urbanisation. Echo contemporain de cette méfiance vis-à-vis de la densité urbaine, le cinéma de science-fiction se charge de réinterpréter encore et encore le mythe de la ville catastrophe (Laffont). Pourtant, il ne faudrait pas mésestimer la relation effective entre urbaphobie et maux urbains. L'imaginaire urbaphobique prend aussi

sa source dans des épisodes historiques traumatisants. Les conditions de vie effroyables dans les villes grandies trop vite ne sont pas contestables. Il y a évidemment Londres au XIX^e siècle mais aussi Caracas au XX^e siècle, qui, dans la foulée de la révolution pétrolière, s'est remplie de migrants et s'est enrichie de manière incontrôlée (Méridalba).

L'analyse de l'imaginaire antiurbain prend tout son sens lorsque l'on s'intéresse à ses effets. La plupart des textes réunis dans la première partie de l'ouvrage s'interrogent également sur les conséquences de l'urbaphobie. Cynthia Ghorra-Gobin souligne ainsi l'importance des valeurs antiurbaines pour expliquer le développement territorial suburbain et Augustin Berque lie l'émergence tardive d'une pratique urbanistique au Japon à la faveur accordée aux valeurs rurales et à la nature. Dans la deuxième partie, on voit que l'influence de l'urbaphobie est d'abord à rechercher dans la manière de concevoir les villes. Les deux grandes théories de l'urbanisme (Choay, 1965) n'ont-elles pas déjà été qualifiées d'antiurbaines (Corboz, 1992; Berque, 1995)? Mais, s'il est vrai que tant l'urbanisme culturaliste que l'urbanisme fonctionnaliste s'appuient sur une condamnation virulente de la ville moderne, là n'est pas fondamentalement le siège de leur urbaphobie. C'est essentiellement dans l'occultation de la ville existante et dans la destruction de ses éléments constitutifs qui en résulte que réside le caractère antiurbain de ces deux théories (Salomon Cavin, 2007). Dieter Frick qualifie ainsi d'urbicides les réalisations inspirées plus ou moins fidèlement du Mouvement moderne; des cités sans urbanité, sans *genius loci*. Des lieux où «l'organisation spatiale et bâtie ne sont que partiellement utilisables et compréhensibles».

Pratique voisine, l'aménagement du territoire possède son ouvrage de référence *Paris et le désert français* publié pour la première fois en 1947. C'est un pamphlet antiurbain et par-dessus tout antiparisien (Marchand, 2001). Accusant Paris de ruiner la France, Jean-François Gravier y propose de limiter sa croissance afin de garantir un hypothétique équilibre national⁵. Les arguments sont violents «développement tératologique de la capitale», «dévorer la substance nationale», «son action a (...) stérilisé la plupart des économies provinciales». Bernard Marchand dénonce ce «graviérisme» qui distille aujourd'hui encore son poison dans les politiques territoriales et montre qu'il a fait aussi école ailleurs, en Colombie par exemple. En Suisse,

⁵ Mot magique, l'équilibre opposé à la terrible concentration urbaine va devenir un objectif clé de l'aménagement en France. Pourtant, il est aisé de comprendre que «quand la population est concentrée, à tort ou à raison, dans les villes, assurer un équipement égal du territoire revient à assurer un équipement inégal des ménages» (Marchand).

le cas d'Armin Meili, pionnier de l'aménagement est assez similaire à celui de Gravier (Marchand et Salomon Cavin, 2007). Le contexte antiurbain explique le développement des politiques territoriales qui tant au niveau national que cantonal vont se détourner de la ville pour ne considérer que les zones naturelles et rurales (Salomon Cavin et Woeffray). Mais, l'idéologie antiurbaine n'est pas toujours aussi explicite que dans le cas de Gravier ou Meili. Dans leur analyse de la loi Gayssot, Laurette Wittner et Pierre-Jean Dutey montrent ainsi l'in vraisemblable somme d'images négatives de la ville et d'injonctions contradictoires (on prône la mixité tout en distillant un message négatif sur la promiscuité) dont est truffé le texte.

Les conséquences directes, matérielles de l'urbaphobie sont souvent difficiles à établir mais le cas des Khmers rouges et de leur politique de désurbanisation du Cambodge ne laisse planer aucun doute tant la volonté de détruire la ville (bien que non préméditée) est évidente et sa mise en œuvre efficace (Carlier). Cette partie se termine avec le texte de Rémy Prud'homme qui esquisse l'hypothèse d'un biais antiurbain dans les politiques d'aide au développement qui expliquerait la faveur accordée au développement rural et l'impossibilité de considérer les grandes concentrations urbaines autrement que comme un foyer de misère. Même si une telle hypothèse doit être soigneusement étayée, on comprend l'enjeu essentiel, dans un monde de plus en plus urbanisé, qu'il y a à mettre au jour les préjugés antiurbains (Salomon Cavin, 2009; Schoepfer, Salomon Cavin, 2010).

La troisième partie est celle des controverses. Offert en pâture à la cinquantaine de chercheurs et praticiens réunis à Cerisy, ce champ de recherche tout neuf dédié à l'urbaphobie a été la cible de nombreuses attaques. Parfois contestables mais toujours fécondes, elles ont été la condition nécessaire pour révéler les contours, les limites, les lacunes, toutes choses utiles à la consolidation *in fine* de l'objet et à l'identification des divers champs de recherches couverts par la question de l'amour/désamour de la ville. Cette dernière partie de l'ouvrage réunit ainsi des contributions qui prennent le contre-pied de ce que Bernard Marchand et moi avions proposé comme liminaire au colloque de Cerisy en soulignant l'urbaphilie ambiante (Genestier) ou émergente (Bochet et Lévy) en contestant l'ampleur du phénomène chez les géographes plus urbaphuges que urbaphobes (Robic), et pour conclure en s'intéressant au sentiment plutôt qu'à l'idéologie (Martouzet).

Finalement, à travers ces textes qui dévoilent l'ampleur de la pensée et les effets de l'urbaphobie mais qui ne nient ni les contradictions entre les points de vue ni les difficultés de définition, nous espérons Bernard Marchand et moi avoir convaincu le lecteur de l'enjeu scientifique qu'ouvre l'urbaphobie.

Bibliographie

- Bauberot A., Bourillon F., *Urbaphobie, la détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, éditions Bière, Bordeaux, 2009.
- Bergmann K., *Agrarromantik und Grossstadtfeindschaft*, Meisenheim am Glan, 1970.
- Berque A., *Les raisons du paysage*, Hazan, Paris, 1995.
- Berque A., Bonnin P., Ghorra-Gobin C., *La ville insoutenable*, Belin, Paris, 2006.
- Chalas Y., *L'invention de la ville*, collection villes, Anthropos, 2000.
- Choay F., *L'urbanisme, utopies et réalités. Une anthologie*, Seuil, Paris, 1965.
- Corboz A., «L'urbanisme au XX^e siècle, esquisse d'un profil», in *Faces*, n° 24, 1992, pp. 53 -55.
- Glass R., *Clichés of Urban Doom*, Basil Blackwell, Oxford, New York, 1989.
- Hall E.T., *La dimension cachée*, Point, Seuil, Paris, 1971.
- King A.D., «Historical patterns of reactions to urbanism: the case of Britain, 1880-1939», in *International Journal of Urban and Regional Research*, 4, 1980, pp. 453-467.
- Ledrut R., *Les images de la ville*, Anthropos, Paris, 1973.
- Lees A., *Cities Perceived. Urban Society in European and American thought, 1820-1940*, Manchester University Press, Manchester, 1985.
- Lussault M., *L'homme spatial*, Seuil, Paris, 2007.
- Lynch K., *L'image de la cité*, Dunod, Paris, 1971.
- Marchand B., «Nationalsozialismus und Grossstadtfeindschaft», in *Die alte Stadt*, 1, 1999, pp. 39-50.
- Marchand B., «La haine de la ville : Paris et le désert français de Jean-François Gravier», in *L'information géographique*, 3, 2001, pp. 234-253.
- Marchand B., Salomon Cavin J., «Anti-urban ideologies and planning in France and Switzerland: Jean-François Gravier and Armin Meili», *Planning Perspectives*, vol. 22, N° 1, 2007, pp. 29-53.
- Marchand B., *Les ennemis de Paris, La haine de la grande ville des Lumières à nos jours*, PUR, Rennes, 2009.
- Mariani R., *Fascismo e «città nuove»*, Feltrinelli, Milan, 1976.
- Mathieu N., «L'urbaphobie dans la relation ville/campagne», Communication au Colloque *Ville mal aimée, ville à aimer*, 5-12 juin 2007, Cerisy-la-Salle.
- Monnet J., «Pitié pour les grandes villes!», *Cybergeo: European Journal of Geography*, Débats, Les grandes villes, document 16, mis en ligne le 18 février 1997. URL : <http://www.cybergeo.eu/index5387.html>

Moriconi Ebrard F., « Explosion urbaine, le sens de la démesure », *Le Monde Diplomatique* du 13 juillet 1996.

Perec G., *Espèces d'espaces*, Galilée, Paris, 2000.

Ruby C., « Idéologie », J. Lévy, M. Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 2003.

Salomon Cavin J., *La ville mal-aimée*, PPUR, Lausanne, 2005.

Salomon Cavin J. « Les cités-jardins de Ebenezer Howard : une théorie contre la ville? », Communication au Colloque *Ville mal-aimée, ville à aimer*, 5-12 juin 2007, Cerisy-la-Salle.

Salomon Cavin J., Pavillon P.-A., « L'urbanisation : ennemie ou alliée du paysage suisse? », *Espacestemp.net*, Actuel, 17.12.2009, <http://espacestemp.net/document7965.html>

Salomon Cavin J., « Eloge de la concentration urbaine. Plaidoyer de la Banque mondiale en faveur de la grande ville » *Cybergeog*, la Banque mondiale et la géographie, 02.10.2009, <http://cybergeog.eu/index22685.html>

Slater T., « Anti-urbanism », R. Kitchin, and N. Thrift, (eds) *The international Encyclopedia of Human Geography*, Elsevier, London, 2009.

Schoepfer I., Salomon Cavin J., « Banque mondiale : la ville reconsidérée », *Géo-Regards* 3, 2010.

Thiesse A.-M., *La création des identités nationales*, Seuil, Paris, 2001.

Thompson M. J. (ed.), *Fleeing the City; Studies in the Culture and Politics of Antiurbanism*, Palgrave Macmillan, New York, 2009.

Tönnies F., *Communauté et société : catégories fondamentales de la sociologie pure*, Retz - C.E.P.L, Paris, 1977.

Treves A., « La politique anti-urbaine fasciste et un siècle de résistance contre l'urbanisation en Italie », in *L'espace géographique*, 2, tome X, 1981, pp. 115-124.

Walter F., *La Suisse urbaine, 1750-1950*, Editions Zoé, Carouge - Genève, 1994.

White M., White L., *The Intellectual versus the City: from Thomas Jefferson to Franck Lloyd Wright*, Harvard University Press, Cambridge, 1962.

Williams R., *The Country and the City*, The Hogarth Press, London, 1985.

Remerciements

Nous tenons ici à remercier le CCIC de Cerisy-la-Salle, la DATAR (alors DIACT), l'Office fédéral du développement territorial (ODT-ARE), l'Institut de politiques territoriales et d'environnement humain (IPTEH) de l'Université de Lausanne, la Fondation du 450^e anniversaire ainsi que le fonds des publications de l'Université de Lausanne, dont le soutien matériel et financier a permis la réalisation du colloque de Cerisy «Ville mal aimée, ville à aimer» et de cet ouvrage collectif.

Notre reconnaissance s'adresse également aux nombreuses personnes, participants au colloque, relecteurs, éditeurs, qui nous ont apporté leur aide et leur concours.

I

Aux sources de l'urbaphobie

1

Jean-Jacques Rousseau. La ville non aimée, la Cité idéalisée

Yvette Jaggi

Rêveur solitaire, Jean-Jacques Rousseau n'a pas aimé les villes, surtout pas les grandes, lieux de contradictions qu'il était particulièrement à même de comprendre et dont il a tiré sa théorie de l'évolution culturelle. Philosophe politique, il a célébré la cité, cette *polis* où se développent l'initiative citoyenne, la démocratie de proximité et, partant, une gouvernance moderne. Car la question urbaine, si l'on ose cet anachronisme, aura été constamment présente dans la vie de Rousseau. Elle aura non seulement joué un rôle décisif dans la formation de sa pensée mais aussi confirmé l'intuition qui fait de lui un précurseur. Il a en effet apporté une contribution significative à la prescience de la ville moderne, à la conscience de son étrangeté, de son hétérogénéité, de ses différences et oppositions internes – de sa diversité, terme neutre et englobant en usage dans le vocabulaire correctement euphémique de nos contemporains.

De Jean-Jacques Rousseau, nous connaissons beaucoup d'images¹. En jeune galant de 18 ans cueillant des cerises pour deux aimables demoiselles

¹ On trouve ces images notamment dans Bernard Gagnebin, *A la rencontre de Jean-Jacques Rousseau*, Genève, Ed. Georg, 1962, dans l'*Album Rousseau*, édité à l'occasion de la Quinzaine de la Pléiade par Gallimard en 1976, dans Michel Soëtard, *Rousseau*, Genève/Lucerne, Ed. René Coeckelberghs, 1988, et dans Marc-Vincent Howlett, *Jean-Jacques Rousseau, l'homme qui croyait en l'homme*, Paris, Découvertes-Gallimard, 1989.

dans un verger de Thônes près d'Annecy. En autodidacte passionné, lisant dans le jardin des Charmettes un grand livre ouvert sur un lutrin portable. En promeneur infatigable, faisant de longues balades dans la forêt de Montmorency, coiffé du tricorne alors de mise. En *Homme de la nature* gravé par Augustin Le Grand, offrant un bouquet de fleurs sauvages à la femme qui donne le sein à un nourrisson, en présence d'un enfant qui pourrait se prénommer Emile. En costume arménien, prenant à nouveau son bâton de pèlerin involontaire, chassé à coups de pierres de Môtiers. En batelier d'occasion, conduisant son épouse et ses amies ainsi que des lapins destinés à peupler un îlot du lac de Biemme. En silhouette amaigrie sobrement vêtue de gris, herborisant du regard à la faveur de ses dernières sorties dans le parc d'Ermenonville.

Autant d'images soulignant le fort lien qui unissait Jean-Jacques Rousseau à la nature, dont témoignent la plupart de ses écrits, autobiographiques en particulier. Au point qu'il semble largement identifié comme l'inspirateur d'une sensibilité nouvelle aux paysages naturels, tels les Alpes et les lacs suisses, qui ont ému les lecteurs de *La Nouvelle Héloïse* et les âmes romantiques avant de susciter l'intérêt jamais démenti des touristes.

Et pourtant, ces espaces de non-nature que sont les villes ont joué un rôle important dans la vie de Rousseau : natif de Genève, dont il avait la citoyenneté, il a passé la majeure partie de sa vie entre Paris, Lyon, Chambéry et Genève, faisant au reste des passages plus ou moins fréquents et des séjours plus ou moins prolongés dans plus de deux cent cités et bourgades de France et de la Suisse actuelle principalement, ainsi que d'Italie et même d'Angleterre. Dûment reconstituée par les chercheurs, la chronogéographie² de ce grand voyageur et vagabond que fut, de gré ou de force, Rousseau est d'autant plus impressionnante que, par inclination naturelle ou à des fins d'économie, il a effectué de très nombreux déplacements à pied, le plus souvent par des étapes journalières d'une bonne vingtaine de kilomètres.

Un voyageur distrait Villes occultées

Avant tout préoccupé par ses mouvements intérieurs et ses états d'âme, Jean-Jacques Rousseau fut un voyageur distrait, capable de traverser villes

² Site tout entier consacré par Takuya Kobayashi à la Chronologie de Jean-Jacques Rousseau : www.rousseau-chronologie.com/

et villages sans y prêter davantage d'attention qu'à la planification de ses itinéraires. Sauf urgente nécessité de quitter un lieu ou d'en gagner un autre, comme en juin 1762 lors de la fuite «à grandes journées» de Paris à Yverdon en évitant la «place de guerre» de Besançon au profit de cités plus discrètes telles Salins ou Pontarlier, il aimait les voyages sans contrainte, qu'il faisait de préférence à la manière de longues promenades propices aux retrouvailles avec soi-même et à la réflexion. «Je ne puis méditer qu'en marchant», précise-t-il dans *Les Confessions* où l'on trouve, dispersées au gré de souvenirs imprécis, la plupart des informations parcimonieusement données sur ses déplacements au plus ou moins long cours³.

Et encore, ces renseignements, livrés après des années, demeurent partiels et souvent non cohérents. Inutile d'y chercher par exemple de quoi rétablir l'ordre chronologique ou la définition géographique des onze allées et venues faites dans les années 1731 à 1770 entre le pays savoyard ou romand d'une part et Paris ou ses alentours d'autre part⁴. Conscient de sa relative négligence, Rousseau fait par moments mine de regretter de n'avoir pas tenu de journal de ses voyages. A en juger d'après le très lacunaire *Carnet de route* figurant parmi les fragments autobiographiques divers⁵, on n'y perd pas grand-chose. Décidément, Jean-Jacques était plus doué pour le journal intime que pour le reportage, davantage porté sur l'introspection que sur l'observation de l'entourage.

En réalité, si Rousseau ne dit rien des nombreuses localités qu'il traverse, ni même ne mentionne celles où il passe plus d'une nuit, c'est que l'environnement construit ne retient pas son attention, le dérange même. Seul le milieu naturel lui convient, l'incitant à la contemplation ou à une méditation dont le résultat ou le simple souvenir resurgit ultérieurement dans ses écrits romanesques ou personnels. Ainsi du voyage de Paris à Venise, entre le 10 juillet et le 4 septembre 1743, tel que relaté vingt-cinq ans plus tard dans *Les Confessions*: sur une quinzaine de villes-étapes, il en oublie bien douze, dont Marseille où pourtant il découvre la mer et embarque sur une felouque (et non à Toulon comme il l'écrit); il se contente de citer Gênes où il demeure bloqué en quarantaine et Vérone dont les arènes l'impressionnent par leur bel état de conservation⁶. Ainsi aussi du retour de Venise à Paris, entre le 22 août et le 7-10 octobre 1744. Pas le moindre commentaire sur les villes traversées, dont seules quelques-unes sont

³ *Les Confessions*, O.C. I, p. 410.

⁴ «*Les voyages de Rousseau*», *Annales Jean-Jacques Rousseau*, XI (1916-1917), pp. 27-30.

⁵ *Carnet de route*, O.C. I, p. 1178.

⁶ *Les Confessions*, O.C. I, pp. 295-297 (Toulon et Gênes) et p. 256 (Vérone).

citées dans des lettres ou *Les Confessions*⁷ : Padoue, Bergame, Côme, Varèse, Larno, Domodossola, Brigue, Sion, Lausanne, Genève, Nyon, Lyon. En revanche, la traversée du lac Majeur le 26 août et la découverte des îles Borromées enchantent Rousseau, au point de lui faire envisager d'abord d'y situer l'action de *La Nouvelle Héloïse*, finalement placée sur les bords du Léman⁸. De ces sept semaines de voyage, le sommet, dans les deux sens du terme, reste le passage à pied du « col du St. Plomb » (*sic*) et la découverte de l'effet vivifiant de « l'air pur et subtil » des hauteurs⁹, qui fait si dangereusement défaut dans la grande ville. Relativement appréciées par Rousseau, les villes sises sur le territoire de la Suisse actuelle n'ont pas pour autant droit à une description, ni même toujours à une citation : les cités des bords du Léman et du pied du Jura, d'Yverdon à Soleure, passent aussi inaperçues que Bâle, Berne ou Fribourg, alors qu'il a passé et séjourné à plusieurs reprises dans une bonne quinzaine d'entre elles.

Cette indifférence du voyageur aux villes confirme, par contraste, sa prédilection pour le « beau pays », pour cette nature sauvage et primitive qui parle au cœur et à l'imagination. Elle révèle aussi à quel point il préférerait son for intérieur à tout environnement marqué par la civilisation. Elle signale enfin son manque d'intérêt – et de toute sensibilité esthétique – pour ce qui fait la ville et lui donne de tout temps sa consistance : les constructions, leur densité, les espaces laissés aux publics, l'architecture des bâtiments représentatifs et résidentiels. Mais il y a chez Rousseau pire encore que l'indifférence : l'occultation délibérée, pour ne pas dire le rejet, de toute mise en scène urbanistique, a priori promise à une condamnation morale irrévocable. Dans sa représentation des origines de la société, Rousseau fait d'emblée l'association qu'il juge si pernicieuse : « Je vois édifier les Palais et les villes, je vois naître les arts, les lois, le commerce. »¹⁰

A la réprobation générale dont la ville fait l'objet dans l'esprit et l'œuvre de Rousseau, une forme urbaine aurait pu trouver un semblant de grâce à ses yeux : la cité fortifiée. Il en a connu deux illustrations, Soleure (1731) et Besançon (1732), l'une et l'autre liées à la « tentation militaire », ressentie à l'époque et très présente notamment à la fin du livre IV et dans tous le cinquième livre des *Confessions*. En pleine errance et formation autodidacte, le jeune Rousseau, qui n'avait pas encore pleine conscience de

⁷ *Les Confessions*, O.C. I, pp. 324-325.

⁸ *Les Confessions*, O.C. I, pp. 430-431 et p. 521.

⁹ *Les Confessions*, O.C. I, p. 324 (St. Plomb) et *La Nouvelle Héloïse*, O.C. II, pp. 78-79 (air pur).

¹⁰ *Essai sur l'origine des langues*, O.C. V, p. 401.

sa vocation artistique, musicale avant d'être littéraire, a rencontré en les murs des deux villes précitées des officiers et intermédiaires qui auraient pu lui procurer un emploi proche du service armé. Or, malgré cette implication personnelle, Rousseau n'a pas un mot pour les murs de Soleure ni pour les fortifications de Vauban, dont il ne prononce pas même le nom quand il parle de son voyage à Besançon où il est vraisemblablement arrivé le jour de ses 20 ans¹¹. En revanche, Jean-Jacques Rousseau, partagé entre opportunité militaire et formation musicale, a sans doute été sensible à ce que Jacques Berchtold a désigné d'une très belle métaphore : «la musique des murailles»¹². Par-delà le cas particulier de ce double registre offert par Besançon, la cité fortifiée, lieu clos et fermé sur lui-même, peut être perçue comme une sorte de refuge préfigurant l'îlot de Clarens de *La Nouvelle Héloïse* ou l'île Saint-Pierre de la *Cinquième Réverie*. Tout le contraire d'une ville en somme, surtout d'une ville de bonne taille, par définition ouverte, hétérogène et cosmopolite.

Aussi bien, quand il s'en prend à la civilisation urbaine, c'est implicitement à la grande ville qu'il se réfère, celle qui par exemple affirme sa centralité et son urbanité en construisant un théâtre, à l'instar de Paris bien sûr qui compte déjà plusieurs scènes, mais aussi de Lyon, de Bordeaux ou de Nantes, alors les villes les plus peuplées du Royaume. Vue par Rousseau davantage sous l'angle des mœurs que des arts, la question d'un éventuel théâtre à édifier dans la Cité de Calvin l'a profondément opposé à d'Alembert, qui avait préconisé une telle installation dans son article de *L'Encyclopédie* consacré à Genève. Né citoyen de cette ville, Jean-Jacques Rousseau voulait la préserver, ainsi que sa population, des arts du spectacle organisés, à ses yeux beaucoup moins recommandables que les fêtes populaires et autres danses spontanées sous les ormeaux.

Le moraliste sévère – Grandes villes condamnées

Hormis Genève et Paris, qui occupent une place à part dans sa géographie urbaine personnelle, Rousseau n'a vraiment connu que quatre grandes villes. Turin, où M^{me} de Warens l'avait envoyé «se faire catholique» en mars 1728 et où il devient laquais avant d'être renvoyé en juin de l'année

¹¹ *Les Confessions*, O.C. I, pp. 208-210. Voir aussi Jacob (2002 : 19-20).

¹² Jacques Berchtold, *La musique des murailles - Rousseau visiteur de Vauban*, in Jacob F. (2002 : pp. 23-34). Texte repris dans les *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, 48 (2008), pp. 42-60.

suiivante. Montpellier, où il se rend en faisant «des journées de limaçon¹³» et en galante compagnie pour y consulter le D^r Fizes qui n'a pu ni le guérir durant l'automne/hiver 1737-1738 ni corriger la très mauvaise impression produite sur son patient par un «pays» fort «antipathique» au séjour insupportablement «ennuyeux et maussade»¹⁴. Lyon, où il a fait moult passages et cinq séjours d'une durée totale d'environ deux ans entre 1731 et 1770. Venise, où il a promptement appris et plutôt bien rempli sa fonction de secrétaire d'ambassade, de septembre 1743 à août 1744. Ces quatre villes n'existent qu'associées à des événements de sa vie privée, qui lui ont laissé des souvenirs plutôt douloureux. Les avances explicites faites par deux hommes lors de son premier séjour dans la métropole rhodanienne lui ont donné «une impression peu avantageuse au peuple de Lyon», ville qu'il a toujours regardée «comme celle de l'Europe où règne la plus affreuse corruption»¹⁵. Quant à Venise, qui avait la réputation de rassembler sur la lagune la plus grande densité de courtisanes de toute l'Europe, elle a offert à Rousseau deux prostituées dont il a chichement payé les charmes, malgré son «dégoût pour les filles publiques» et surtout sa crainte d'en sortir «poivré»¹⁶.

Selon Rousseau, la grande ville porte un nom, un seul. Et ce n'est pas celui de Londres, cité qui approchait les 800 000 habitants quand il y passe deux semaines en janvier 1766, au début de son séjour en Angleterre. Mais bien sûr celui de Paris, «siège de l'empire d'Europe» selon les expéditeurs des *Lettres persanes*, alias Montesquieu, «ce vaste désert du monde» selon Saint-Preux, porte-parole de l'auteur de *La Nouvelle Héloïse*¹⁷. Capitale du Royaume de France, dont la richesse et le prestige tiennent à un extraordinaire concours de pouvoirs, de savoirs et de population, Paris jouit d'une flatteuse renommée sur tout le continent, exerçant une attraction d'autant plus forte que seuls ses quelque 500 000 habitants connaissent et vivent au quotidien les risques et les chaos qui font «les embarras de Paris». Lesquels, comme le relève finement Philippe Roger, reflètent ceux «des Philosophes français du XVIII^e siècle face à la ville» (1995: 15-28). Tous dénoncent l'insalubrité et l'insécurité régnant à Paris, Voltaire allant jusqu'à préconiser de sévères démolitions pour faciliter la libre circulation

¹³ *Les Confessions*, O.C. I, p. 250.

¹⁴ Lettre du 23 octobre 1737 à M^{me} de Warens in *Lettres*, p. 41.

¹⁵ *Les Confessions*, O.C. I, p. 168.

¹⁶ *Les Confessions*, O.C. I, pp. 316-318. Sur la réputation de Venise la tolérante, cf. Pignol J.-L., 2003, Tome I, p. 689.

¹⁷ *Lettres persanes*, Lettre XXIII, d'Usbek à son ami Ibben. *La Nouvelle Héloïse*, Lettre XIV, à Julie, O.C. II, p. 231.

de l'air; et plusieurs, de Turgot à Lavoisier, dénoncent la tendance de la capitale à concentrer les richesses du Royaume. Les philosophes sont encore loin de considérer les grandes villes comme des lieux de croissance et les métropoles comme des pôles de développement.

Mais, à l'instar des mêmes Lumières, Encyclopédistes en tête, Rousseau reconnaît quelque charme et avantage aux salons, spectacles et nuits de Paris, au moins à titre temporaire. Quand, en juin 1731, il fait quinze heureux jours de marche entre Soleure et Paris pour aller prendre du service auprès du neveu d'un colonel de la Garde suisse, il croit se rendre vers la plus belle des grandes villes. La déception ne se fait pas attendre : « Combien l'abord de Paris démentit l'idée que j'en avais ! » L'entrée par le bourg Saint-Marceau s'avère désastreuse : « Je ne vis que de petites rues sales et puantes, de vilaines maisons noires, l'air de la malpropreté, de la pauvreté (...). Tout cela me frappa d'abord à tel point que tout ce que j'ai vu depuis à Paris de magnificence réelle n'a pu détruire cette première impression, et qu'il m'en est resté toujours un secret dégoût pour l'habitation de cette capitale. »¹⁸ De fait, le jeune Rousseau quitte Paris au bout de quelques semaines pour rejoindre la Savoie et M^{me} de Warens. Une dizaine d'années plus tard, une nouvelle tentative d'installation dans la grande ville se présente sous des auspices plus favorables. Jeune intellectuel avide de reconnaissance, Rousseau monte à Paris en juillet 1742 avec son *Projet concernant de nouveaux signes pour la musique*, escomptant avec optimisme l'effet combiné de sa bonne mine, de ses connaissances et des lettres de recommandation remises par l'abbé de Mably pour voir s'ouvrir les bonnes portes dans la capitale. Et cela se passe plutôt bien : « Autant à mon précédent voyage j'avais vu Paris par son côté défavorable, autant à celui-ci je le vis par son côté brillant. »¹⁹ Certes, le logement laisse à désirer, la carrière connaît des hauts et des bas, la vie en société, toute empreinte d'artifice, exige de lui des concessions continuelles que son manque d'humour rend impossibles. Paris n'en reste pas moins le centre du monde. Et, à son naturel défendant, Rousseau passera plus de la moitié des trente-six années qui lui restent à vivre dans la grande ville honnie ou, réelle amélioration, dans ses alentours champêtres, à Vincennes, Passy, Saint-Germain-en-Laye et surtout à Montmorency, avant de finir ses jours à une douzaine de lieues de Paris, dans les bois et champs d'Ermenonville.

¹⁸ *Les Confessions*, O.C. I, p. 159.

¹⁹ *Les Confessions*, O.C. I, p. 282.

A Paris plus encore qu'à Lyon ou à Venise, Jean-Jacques Rousseau a observé – et vécu – les vices de la société urbaine, discriminatoire et aliénante. Le spectacle de la pauvreté lui saute d'emblée aux yeux ; à 19 ans, il n'avait connu, à part Turin, que des petites villes et bourgades où la différenciation sociale n'apparaissait ni aussi brutale, ni surtout pareillement insurmontable. Lui-même, fils d'un horloger-citoyen de Genève, aurait fait l'apprentissage des différences de classes en relative douceur s'il n'avait été d'une sensibilité et d'une susceptibilité extrêmes, qui lui rendaient pénible toute situation d'infériorité ou de dépendance. Il supporte mal la condition d'apprenti-graveur, de laquais, d'employé du cadastre, de caissier, de précepteur même, avant de se mettre en 1751 à copier de la musique pour gagner sa vie. Il est révolté par l'échec subi à Venise où, malgré l'ardeur, l'habileté et un réel sens politique mis à remplir sa fonction de secrétaire d'ambassade, il doit quitter cet emploi valorisant, pour l'humiliante raison que son chef, lui, M. de Montaignu, n'était en aucune manière à la hauteur de sa mission de représentant du Roi de France auprès de la Cité des doges. Revenu à Paris la rage au ventre, il continue de côtoyer les grands du centre du monde, se faisant un honneur de ne pas les flatter ni même de les traiter aimablement – mécènes et protecteurs se retrouvant à la même enseigne. Mais sa doctrine est faite : «Paris est peut-être la ville du monde où les fortunes sont les plus inégales, et où règnent à la fois la plus somptueuse opulence et la plus déplorable misère.»²⁰ Rien ne vient corriger ce scandaleux contraste, ni «cette apparente commisération» de la part des nantis, ni «cette facile tendresse de cœur qui contracte en un moment des amitiés éternelles» dans les salons mondains. Ce ne sont là que «sentiments suspects», propos hypocrites, caresses opportunistes, promesses sans lendemain, artifices obligés de la vie en société, signes d'une urbanité rimant avec superficialité et non avec sincérité.

On peut s'amuser des caprices de la mode, si impérative en ville qu'«une femme quittant Paris pour aller passer six mois à la campagne en revient aussi antique que si elle s'y était oubliée trente ans», comme le dit joliment Rica/Montesquieu²¹. On peut aussi citer les commentaires moins souriants mais somme toute plus nuancés de cet éternel sérieux qu'est Saint-Preux/Rousseau : «La mode domine les provinciales, mais les Parisiennes dominent la mode, et la savent plier chacune à son avantage.»²²

²⁰ *La Nouvelle Héloïse*, O.C. II, p. 232.

²¹ *Lettres persanes*, Lettre C, de Rica à Ibben.

²² *La Nouvelle Héloïse*, O.C. II, p. 266.

Mais la mode, code suprême de l'habit faisant le moine, prend une signification qui outrepassa la frivolité. Car elle symbolise toute l'insupportable légèreté des gens de la capitale où « tout n'est que babil, jargon, propos sans conséquence »²³. Or, cette fuite dans le divertissement, cette prédilection pour le paraître, cette déperdition de l'esprit exprime le déni d'une réalité évidente aux yeux de Rousseau : la condition urbaine, mode de vie acquis, est totalement contraire à l'état de nature, inné dès avant l'origine de l'inégalité sociale. Pour reprendre deux termes appliqués à Jean-Jacques Rousseau par Jean Starobinski, son exégète le plus éclairant, la grande ville représente « l'obstacle » de la civilisation, alors que la nature garantit « la transparence » de l'immédiateté, avant tout dans les relations entre êtres humains également ingénus. En bref, « la culture nie la nature, telle est l'affirmation pathétique des deux *Discours* et de *l'Emile* » (Starobinski, 1957 : 26).

Pathétique, seulement ? D'accord pour les *Discours sur les sciences et les arts* (1750) et *sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755), écrits comme des démonstrations et lus comme des manifestes, qui ont déclenché l'un et l'autre de très vives polémiques dès leur publication. Les réponses substantielles et parfois ironiques de Rousseau à ses détracteurs, de Grimm à Voltaire en passant par M. Philopolis (alias Charles Bonnet, philosophe et citoyen de Genève) soulignent la radicalité de son réquisitoire contre les sciences et les arts et la solidité de son « investigation » – dans l'acception du mot réintroduite par Rousseau après un long oubli – sur l'inégalité entre les hommes.

En revanche, par rapport aux *Discours*, *l'Emile* marque un tournant, différent mais aussi prononcé que le *Contrat social*, les deux ouvrages paraissant en 1762. Passant du stade de la description à celui de la prescription, Rousseau tient toujours l'évolution culturelle pour inéluctable, mais il veut désormais l'orienter par la loi, lui donner un cadre institutionnel adéquat et, pour le reste, y adapter les comportements. S'agissant des villes, lieux d'accumulation et de contradictions difficiles à maîtriser, le réalisme dicte à Rousseau d'inciter les éducateurs du jeune Emile à lui apprendre la vie en société urbaine et de recommander aux édiles des plus modestes cités de tout faire pour préserver à la fois leur taille et, recommandation nouvelle, le rythme de vie de la communauté d'individus que chacune d'elle rassemble, assez peu nombreux pour demeurer transparents les uns aux autres.

²³ *La Nouvelle Héloïse*, O.C. II, p. 254.

On connaît bien, donnée dans l'*Emile*, la définition des (grandes) villes, qui «sont le gouffre de l'espèce humaine» dont les individus, entassés dans des fourmilières pour lesquelles ils ne sont point faits, doivent leur survie et leur régénération au continu et vivifiant apport de populations venues des saines campagnes²⁴. On connaît moins le portrait d'Emile lui-même : «Un sauvage fait pour habiter les villes [qui doit savoir] y trouver son nécessaire, tirer parti de leurs habitants, et vivre, sinon comme eux, du moins avec eux.»²⁵ Certes, l'état social et la société civile résultent d'un aménagement imparfait de ce qui peut être sauvé quand l'état de nature est révolu, remplacé par la division du travail, la spécialisation des arts et l'essor du commerce – toutes formes d'organisation et d'activités caractéristiques de l'économie urbaine. Mais puisqu'il faut vivre ensemble dans la ville, mieux vaut y être préparé par «une éducation qui prévienne et contrecarre l'influence malfaisante d'une société corrompue»²⁶. Une éducation qui mette l'enfant au bénéfice d'«un compromis entre la sauvegarde des droits de la nature (...) et sa nécessaire socialisation» (Ansay et Schoonbrodt, 1989 : 364). Une éducation qui permette aussi, dans le cas privilégié de l'appartenance à une collectivité de petite taille, de concourir au bien-être de tous ses citoyens et habitants.

Le citoyen engagé Les bonnes petites villes

Nul ne sait quelle suite a donnée M. d'Alembert à la plus intéressante des nombreuses injonctions formulées par Jean-Jacques Rousseau dans la fameuse lettre qu'il lui a écrite à propos de son article Genève dans *L'Encyclopédie* : «Restez quelque temps dans une petite ville, où vous aurez cru d'abord ne trouver que des automates. Non seulement vous y verrez bientôt des gens beaucoup plus sensés que vos singes des grandes villes, mais vous manquerez rarement d'y découvrir dans l'obscurité quelque homme ingénieux qui vous surprendra par ses talents...» Cette citation est extraite de pages faisant aussi bien la critique morale de la grande ville «pleine de gens intrigants» et de son ambiance délétère que l'apologie sociopolitique de la petite ville et de sa société paisible. Il s'y passe certes moins de faits notables que dans une capitale «parce que les passions sont moins vives et les besoins moins pressants». Mais les petites villes sont riches en

²⁴ *L'Emile*, O.C. IV, pp. 276-277.

²⁵ *L'Emile*, O.C. IV, p. 484.

²⁶ Introduction au *Discours sur l'origine de l'inégalité*, O.C. III, p. LIX.

personnalités originales, inventives et attachantes, comme celles des «Montagnons» de Neuchâtel²⁷.

Tandis que «toutes les capitales se ressemblent» à force de cosmopolitisme et sous l'influence des cours, «les provinces reculées», en marge des grands mouvements de personnes et de marchandises, s'avèrent au contraire plus spécifiques et offrent une meilleure possibilité d'étudier «le génie et les mœurs d'une nation»²⁸. Observation facilitée par ce qui rend les petites villes aimables selon Rousseau et redoutables pour la plupart des gens : on y vit soumis à un contrôle social spontané et permanent – sinon toujours bienveillant. «Les particuliers, toujours sous les yeux du public, sont censeurs nés les uns des autres», précise avec une satisfaction provocante le correspondant de d'Alembert, lequel n'avait sans doute aucune sympathie pour ces lieux «où la police a sur tous une inspection facile»²⁹. A noter que dans sa vie, Jean-Jacques Rousseau a toujours préféré non seulement la solitude à la foule, mais aussi le refuge à la «maison de verre», la périphérie champêtre au centre de la ville aussi petite soit-elle, l'île Saint-Pierre à Môtiers, les Charmettes à Chambéry, Bossey à Genève.

Parmi les petites villes lémaniques et savoyardes qu'il connaissait bien et utilisait comme références au moins implicites, Genève occupe bien sûr une place à part, pour toute une série de raisons personnelles et plus générales. C'est la ville où il est né et a grandi, qu'il a quittée à 16 ans sur le premier grand coup de tête de sa vie. Une ville de plus de vingt mille habitants, aussi importante que Besançon, deux fois plus peuplée que Chambéry, trois fois plus que Lausanne, cinq fois plus qu'Annecy. Une ville surtout dont il était citoyen, tout comme son père Isaac et sa mère Suzanne Bernard, ainsi qu'il le précise fièrement tout au début des *Confessions*. Une citoyenneté avec les droits y afférents qu'il perd de fait en recevant le baptême catholique à Turin, cinq semaines après son départ de la République quasi théocratique de Genève. Rentré dans l'Église de Calvin en 1755, il estime retrouver du même coup son statut et signe comme citoyen de Genève le *Discours sur l'origine de l'inégalité*, qu'il adresse à la République de Genève et à ses «Magnifiques, très honorés et souverains Seigneurs», avec force déclarations de respectueuse fidélité. Le tout pour finalement «renoncer à [son] ingrate patrie»³⁰ qui a voulu brûler du même feu le *Contrat social* et l'*Emile*, par une lettre écrite de Môtiers-Travers

²⁷ *Lettre à d'Alembert*, O.C.V, p. 54.

²⁸ *L'Emile*, O.C. IV, p. 850.

²⁹ *Lettre à d'Alembert*, O.C.V, p. 54.

³⁰ *Les Confessions*, O.C. I, p. 609.

à M. Jacob Favre, premier syndic de la République de Genève : «J'abdique à perpétuité mon droit de bourgeoisie et de cité dans la Ville et République de Genève³¹» – geste impossible juridiquement mais symboliquement très fort.

Ce renoncement, et sa motivation, ont d'autant plus peiné Rousseau qu'il a toujours idéalisé Genève, la considérant comme «une heureuse ville [...], objet] d'un excès d'attendrissement»³² et surtout comme un modèle institutionnel : la République, malgré ses aspects oligarchiques, avec ses quatre ordres d'hommes que d'Alembert avait seul su comprendre, malgré surtout son caractère théocratique, poussait la démocratie locale sans doute plus loin que toute autre cité de l'époque. Le «peuple» des citoyens et bourgeois (à l'exclusion des natifs et des étrangers) détenait le pouvoir inaliénable du Souverain, dont le gouvernement, constitué par le Conseil des 200 et par son émanation le Petit Conseil, devait se considérer comme le fidèle exécutant.

Selon Rousseau et le *Contrat social*, dont la première version porte le titre de *Manuscrit de Genève*, la République est comprise dans un double sens, historique et politique. D'une part, elle s'apparente à la Cité antique, plus précisément à Sparte et à ses vertueux et ignorants patriotes tandis que, d'autre part, elle représente «le corps politique, lequel est appelé par ses membres Etat quand il est passif, Souverain quand il est actif, Puissance en le comparant à ses semblables»³³.

La clarté de cette formulation contraste avec le fâcheux glissement sémantique dont Rousseau tient les modernes pour responsables : «La plupart prennent une ville pour une Cité et un bourgeois pour un Citoyen. Ils ne savent pas que les maisons font la ville mais que les Citoyens font la Cité.»³⁴ Déplorable confusion entre la ville non aimée et la Cité admirée, entre une triste réalité et un modèle quasiment idéal et, aussi, entre l'inefficacité inévitable et l'adéquation garantie.

En effet, qu'elle soit Cité ou Etat, la République ne convient qu'au gouvernement d'un territoire ou d'une société de dimensions réduites. Rousseau sait parfaitement que la démocratie directe, à laquelle il est autant attaché qu'à l'inverse il se méfie de la délégation parlementaire, s'exerce dans la proximité, échelle de la participation et de la transparence. On retrouve ici la préférence pour les petites villes, dont la modestie est garante de bonne vie et mœurs, de meilleure gouvernance aussi. Au point que, pour

³¹ *Lettres*, p. 220.

³² *Les Confessions*, O.C. I, p. 144.

³³ *Du contrat social*, O.C. III, p. 362.

³⁴ *Du contrat social*, O.C. III, p. 361. Note de l'auteur.

Rousseau, «le milieu naturel, c'est la petite ville», ou plutôt la communauté villageoise, comme l'a bien résumé Pierre Burgelin (1952 : 190).

Le promeneur et philosophe urbain Les contradictions de la ville

Rousseau n'a donc pas aimé les villes. Ni celles qu'il a traversées dans ses nombreux déplacements et vagabondages, ni celles où il a séjourné plus longuement. Il a particulièrement détesté Paris, paradigme de l'évolution culturelle des Temps modernes. Il a décelé, dans les grandes villes, une sorte de déterminisme sociologique conduisant à l'imparable dégradation des mœurs. Il a vu dans l'urbanisme et l'architecture un effet de la vanité de l'homme et de son irrépensible tendance à l'accumulation des richesses matérielles, au péril de sa moralité et même de sa vie, comme l'ont montré les effrayantes conséquences du tremblement de terre de Lisbonne du 1^{er} novembre 1755. «Convenez, écrit-il à Voltaire le 18 août 1756 en réaction à son *Poème* sur ce désastre, que si la nature n'avait point rassemblé là vingt mille maisons de six à sept étages et que si les habitants de cette grande ville eussent été dispersés plus également et plus légèrement logés, le dégât eût été beaucoup moindre, et peut-être nul.»³⁵ Comme si la terre et le feu avaient vengé la nature défiée par l'arrogance urbaine et plus généralement puni la prétention humaine.

Mais c'est trop simplifier Rousseau que d'en faire un ennemi catégorique et définitif de la grande ville, de la capitale, de la société, du progrès, des spectacles et des arts. Certes, lui-même grossit souvent le trait à des fins de démonstration et joue la provocation en prenant, comme à titre préventif, le contre-pied de certaines idées pas encore totalement reçues. De fait, Jean-Jacques Rousseau adopte sur les villes une de ces positions paradoxales qu'il affectionne. Il ne craint pas de s'exposer à l'ironie facile en révélant ses apparentes contradictions, tout en faisant siennes les considérations critiques des philosophes sur les dangers de la vie en ville. Il dépasse toutefois ses contemporains par sa lucidité et pressent les risques sociaux et personnels liés au phénomène d'urbanisation et d'exode rural massif, cela un siècle avant les débuts de l'industrialisation.

Moraliste, Rousseau condamne la ville et ses princes, toujours entre orgueil et vanité. Homme de lettres et de musique, il trouve dans la capitale des possibilités et une célébrité qui le poursuivra jusque dans ses refuges les

³⁵ *Lettre à M. de Voltaire*, O.C. IV, p. 1061.

plus éloignés de Paris. Par exemple dans cette Suisse qui « n'est pour ainsi dire qu'une grande ville divisée en treize quartiers, dont les uns sont sur les vallées, d'autres sur les coteaux, d'autres sur les montagnes. Il y a des quartiers plus ou moins peuplés, mais tous le sont assez pour marquer qu'on est toujours dans la ville. »³⁶ Sans doute que les treize cantons de la Suisse d'alors auraient peu goûté de composer une « hyperville », pour reprendre l'image bien contemporaine d'André Corboz (2000). Il n'empêche, la vision de Rousseau a un caractère prémonitoire, laissant présager le mode d'occupation du territoire helvétique qui allait s'imposer deux siècles plus tard, entre mitage et conurbation.

En définitive, il apparaît que les « contradictions » de Rousseau reflètent celles de la grande ville elle-même, vue comme « le déploiement suprême, et le plus concret qui soit, des contradictions du mouvement de la civilisation et de son ambiguïté profonde » selon la pertinente observation de Karlheinz Stierle (2001 : 81). Mais plus encore, sous leurs allures paradoxales, les idées rousseauistes sur la ville révèlent l'exceptionnelle acuité de son intuition et la riche complexité de sa pensée.

Ces qualités font de Rousseau le précurseur de disciplines entières, telles la sociologie selon Emile Durkheim (1966) ou l'ethnologie selon Claude Lévi-Strauss (1962). Elles en font aussi, avec beaucoup de vraisemblance, un précurseur tant de l'écologie contemporaine et de son intelligente approche « globale » selon Catherine et Raphaël Larrère (1999 : 47-66). A tort sans doute mais avec une lourde insistance, la pensée rousseauiste passe encore pour avoir profondément inspiré le discours antiurbain contemporain, si attentivement analysé par Joëlle Salomon Cavin (2005). Discours idéologique tenu par Charles Maurras en France, commenté par Bernard Marchand (2001) ou, de nos jours encore en Suisse, par Christoph Blocher, selon une filiation à la fois reconstituée et fermement contestée par Gérard Delaloye (2004 : 16), qui s'insurge « contre cette appropriation induite de l'un des grands penseurs de la modernité par un chef de parti réactionnaire ».

Ayant posé son œuvre de penseur et confirmé sa position de précurseur, Jean-Jacques Rousseau se retrouve dès la fin de 1776 dans l'état que décrit la première phrase des *Rêveries* : « Me voici donc seul sur la terre [...] n'ayant plus de société que moi-même. » Il se sent enfin libre de s'adonner, dans la dernière année de sa vie en ville, à l'exercice combiné qu'il préfère : la rêverie et la promenade. Il réalise, mais un peu tard peut-être, que

³⁶ *Lettre au Maréchal de Luxembourg*, du 20 janvier 1763, Lettres, p. 199.

dans son existence la balade urbaine aura tenu un rôle très appréciable. Ses itinéraires à travers la capitale peuvent être reconstitués en lisant les *Rêveries*³⁷, dont trois Promenades évoquent longuement Paris, de l'accident de Ménilmontant causé par un puissant chien danois en octobre 1776 au dîner à la Porte de Maillot suivi d'une traversée du bois de Boulogne jusqu'à la Muette. La huitième Promenade marque même une sorte d'apaisement vis-à-vis de Paris, au milieu duquel il loge et d'où il s'échappe pour gagner les bois et prairies d'au-delà des boulevards dont le tracé correspond aux anciens murs. Chez Rousseau, grâce à ses dérives urbaines personnelles, le sentiment d'étrangeté et l'effet d'aliénation malade suscités par la ville semblent s'être également atténués, au point de préparer une forme de rapprochement.

Réconciliation : ainsi pourrait s'intituler le dernier acte, éminemment paradoxal, du scénario sur les rapports difficiles entre Rousseau et les villes. Pour Karlheinz Stierle, l'auteur des *Discours* passe avec raison pour un « grand philosophe urbain ». Et d'ajouter : « C'est une des contradictions de la ville qu'il faille d'abord l'expérience du citadin pour que le retour sentimental à la nature perdue soit possible » (2001 : 94). Nul hasard si l'auteur des *Rêveries* et de tant de belles pages lyriques reçoit l'hommage de nombre de ses pairs en écriture, à commencer par Charles Baudelaire, autre grand poète urbain. Lequel ouvre *Le Spleen de Paris* avec un texte en prose qu'il avait d'abord voulu appeler « Le promeneur solitaire » avant de l'intituler *L'étranger*, ce rêveur qui aime par-dessus tout « les nuages qui passent... là-bas... là-bas... les merveilleux nuages! ».

S'éloignent les villes considérées comme le gouffre de l'espèce humaine, se révèle la ville plus justement vue comme multiple, avec toutes ses différenciations et contradictions sublimées dans la méditation rêveuse. Se rapproche enfin le but poursuivi dans la vie par Rousseau, qui avait choisi pour devise une maxime de Juvénal, *vitam impendere vero*, consacrer sa vie à la vérité. La vérité de la ville, c'est l'hétérogénéité et la diversité, inhérentes aux structures de la population comme à l'aménagement urbanistique. La vérité de la Cité, c'est l'égalité et la cohésion, dans le respect des pouvoirs constitutifs de la République. Et la vérité pour Rousseau, c'est l'authenticité du moi, celle d'un individu hypersensible, passionné de nature et philosophe politique, capable des intuitions les plus fines, y compris sur l'avenir des villes.

³⁷ Voir par exemple le commentaire et la carte sur le « Paris de la promenade » dans l'édition Pocket Classiques des *Rêveries du promeneur solitaire*, Paris, Pocket, 1998, pp. 170 -173.

Bibliographie

Œuvres complètes de Jean-Jacques Rousseau, Paris, Ed. NRF Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1959-1995, 5 volumes (cit. O.C. I à V).

Lettres, présentation, choix et notes de Marcel Raymond, Lausanne, La Guilde du Livre, 1959 (cit. *Lettres*).

Ansay P., Schoonbrodt R., *Penser la ville – Choix de textes philosophiques*, Bruxelles, Aux Archives d'architecture moderne, 1989.

Beaud-Bovy S., Derathé R., et al., *Jean-Jacques Rousseau*, Neuchâtel, A la Baconnière, 1962.

Burgelin P., *La philosophie de l'existence de J.-J. Rousseau*, Paris, PUF, 1952.

Calatrava J., «Rousseau et l'architecture», *Annales Jean-Jacques Rousseau*, XLV, Genève, Librairie Droz, 2003, pp. 81-111.

Corboz A., «La Suisse comme hyperville», *Le visiteur*, n° 6 (automne 2000).

Corgiez M., *Rousseau et le paradoxe*, Paris, Honoré Champion, 1997.

Delaloye G., *Aux sources de l'esprit suisse – De Rousseau à Blocher*, Vevey, Ed. de l'Aire, 2004.

Durkheim E., *Montesquieu et Rousseau, précurseurs de la sociologie*, Paris, Librairie Marcel Rivière (1966).

Gray V., *Territoire et histoire selon Jean-Jacques Rousseau*, Mémoire présenté à l'Université de Toulouse Le Mirail, Département de philosophie, 2005. Site des «Rousseau Studies», Articles consacrés à Rousseau. <http://rousseaustudies.free.fr/>

Gsteiger M. (éd.), *L'image de la ville dans les littératures de la Suisse*, Berne et al., Peter Lang, 1994.

Jacob F. (éd.), *Rousseau à Besançon*, Besançon, Ed. Cêtre, 2002.

Jacob F., *La cité interdite – Jean-Jacques Rousseau à Genève*, Genève, Ed. Slatkine, 2009.

Jaggi Y., «Jean-Jacques Rousseau et les villes», in *Les textes comme aventure – Hommage à Doris Jakubec*, Genève, Ed. Zoé, 2003, pp. 163-169.

Larrère C., R., «Comment sortir de la modernité», in Younès, C., *Ville contre-nature – Philosophie et architecture*, Paris, La Découverte, 1999, pp. 47-66.

Marchand B., «La haine de la ville: «Paris et le désert français» de Jean-François Gravier», *L'information géographique*, 65, 3 (sept. 2001), pp. 234-253.

Pierce S., «The City for Voltaire and Rousseau 1776-1778: The Imaginings of Old Age», in Emden, C., Keen, C., Midgley, D. (eds.), *Imagining the City*, vol. 1, Oxford, Bern et al., Peter Lang, 2006.

Pignol J.-L., *Histoire de l'Europe urbaine - I. De l'Antiquité au XVIII^e siècle*, Paris, Ed. du Seuil, 2003.

Roger P., «Paris, un embarras de la philosophie», in *L'Homme des Lumières de Paris à Pétersbourg*, Napoli, Vivarium, 1995, pp. 15-28.

Salomon Cavin J., *La ville mal-aimée*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, Logiques territoriales, 2005.

Starobinski J., *Jean-Jacques Rousseau – La transparence et l'obstacle*, Paris, Librairie Plon, 1957.

Starobinski J., «Fenêtres – De Rousseau à Baudelaire», in *L'idée de la ville*, Actes du colloque international de Lyon, 26-28 octobre 1983, Seyssel, Champ Vallon, 1984, pp. 179-187.

Stierle K., *La capitale des signes – Paris et son discours*, préface de Jean Starobinski, Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 2001.

Trousson R., *Jean-Jacques Rousseau*, Paris, Ed. Tallandier, 2003.

Trousson R., Eigeldinger, F. S. (dir.), *Dictionnaire de Jean-Jacques Rousseau*, Paris, Honoré Champion, 1996.

Vacher M., *Le discours de J.-J. Rousseau sur Paris*. Exposé fait le 7 juin 2007 au Colloque de Cerisy «Ville mal aimée, ville à aimer». http://www-ohp.univparis1.fr/Ref_Page1/TOC_Def.htm

Vernes P.-M., *La ville, la fête, la démocratie – Rousseau et les illusions de la communauté*, Paris, Payot, 1978.

Walter F., *La Suisse urbaine 1750-1950*, Genève, Ed. Zoé, 1994.

2

L'urbaphobie en Allemagne

Marc Cluet

Depuis ses origines, judéo-chrétiennes et antiques, la tradition occidentale a tissé autour de la ville une *légende dorée*, mais aussi une *légende noire*. Cette tension vient peut-être d'un conflit, inscrit dans la condition humaine, entre un enthousiasme prométhéen *et* un sentiment de déréliction face au devenir – qui, *tous deux*, se cristalliseraient autour de la ville en tant que lieu où se fait l'histoire. La question est si vaste qu'elle reste forcément sans réponse univoque. En tout état de cause(s), le monde germanique n'échappe pas à la règle. Deux proverbes allemands qui circulent depuis la fin du Moyen Age illustrent l'une et l'autre légende : «Grandes villes, grands péchés.» – Et : «L'air de la ville rend libre.» Le second proverbe visait au départ les serfs fugitifs qui s'établissaient au pied des murs de la ville pour y mener l'existence précaire, mais *libre*, de premiers *prolétaires*, prêts à prendre du service en dehors des corporations. Cette forme de dépendance non formalisée leur paraissait préférable à toute dépendance formalisée, que ce fût celle du serf ou celle du compagnon. L'adage sur l'air de la ville qui rend libre semble connu aujourd'hui dans *tous* les pays développés, à la faveur d'un glissement de sens, rendu possible (/ – nécessaire) par des conditions socioéconomiques qui, depuis longtemps, n'ont plus nulle part un quelconque rapport avec le précapitalisme germanique. La liberté porte maintenant sur l'affranchissement d'une sociabilité de proximité *subie*, au profit d'un certain anonymat urbain et/ou au profit de réseaux de

sociabilité *choisis*. Cette évolution du sens, qui en Allemagne même pourrait s'être produite *sporadiquement* au seuil du XIX^e siècle (cf. *infra*), valorise paradoxalement un aspect de la ville qui, dans l'urbaphobie allemande du XIX^e et XX^e siècle, concentre un maximum d'attaques.

S'il fallait spécifier l'urbaphobie allemande par rapport à d'autres urbaphobies nationales¹, on serait, en effet, sans doute amené à mentionner, *en premier lieu*, la dénonciation de l'*atomisation sociale*, c'est-à-dire de la décom-

¹ L'urbaphobie allemande est sans doute l'une des mieux étudiées à ce jour parmi les différentes urbaphobies nationales. Le terme même d'«urbaphobie», retenu par les organisateurs du colloque de Cerisy-la-Salle des 5-12.06.2007 dont le présent volume constitue le prolongement et l'approfondissement, est un calque linguistique (savant) de l'allemand (standard) «*Stadtfeindschaft*» (l'«*Stadtfeindlichkeit*»). Les études pionnières, de l'ordre de l'histoire des idées, toujours inégalées et, de ce fait, «incontournables», sont :

1. Bergmann, K., *Agrarromantik und Großstadtfeindschaft*, Anton Hain (Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft 20), Meisenheim am Glan, 1970.
2. Sieferle, R. P., *Fortschrittsfeinde? Opposition gegen Technik und Industrie von der Romantik bis zur Gegenwart*, C. H. Beck, Munich, 1984.

Les ouvrages et articles suivants, en français ou en anglais, rendront service :

1. Lees, A., «Critics of urban society in Germany 1854-1914», *Journal of the History of Ideas* (New York), 40/1 [janvier-mars 1979], pp. 61-83.
2. Heller, R., «The city is dark: conceptions of urban landscape and life in expressionist painting and architecture», in Pickar G. et Webb K. E. (éds), *Expressionism reconsidered*, Fink (Houston German studies 1), Munich, 1979, pp. 43-57.
3. De Michelis, M., «Naissance de la *Siedlung*», *Les cahiers de la recherche architecturale*, N^{os} 15-17, 1^{er} trim. 1985 [*Architecture et politiques sociales 1900-1940*], pp. 138-153.
4. Cluet, M., *L'architecture du III^e Reich. Origines intellectuelles et visées idéologiques*, Peter Lang (collection Contacts, série III, vol. 4), Berne, 1987, chap. II [«Les données fondamentales du courant anti-urbain jusqu'en 1914» et chap. V [«La critique nationale-socialiste du fait urbain dans ses manifestations réelles et supposées à la fin du premier tiers du XX^e siècle»].

Pour approfondir la question, ces ouvrages et ces articles (en allemand) ouvrent des pistes intéressantes :

1. Linse, U., *Ökopax und Anarchie: eine Geschichte der ökologischen Bewegungen in Deutschland*, Deutscher Taschenbuch Verlag (dtv-Sachbuch 10550), Munich, 1986, *passim*.
2. Hermand, J., *Grüne Utopien in Deutschland. Zur Geschichte des ökologischen Bewusstseins*, Fischer Taschenbuch Verlag (Fischer Geschichte 10395), Francfort-sur-le-Main, 1986, *passim*.
3. Fehl, G., et Rodriguez-Lores, J. (éds) : «*Die Stadt wird in der Landschaft sein und die Landschaft in der Stadt*». *Bandstadt und Bandstruktur als Leitbilder des modernen Städtebaus*, Birkhäuser, Bâle/Berlin/Boston, 1997.
4. De Bruyn, G., «Zum Verhältnis von Stadtfeindschaft und Stadtplanung: Plädoyer für eine Theorie der Planung», in Altrock U., Frick D. et Kuder Th. (éds), *Zwischenbilanz: Standort und Perspektiven der Stadt- und Regionalplanung*, Arbeitshefte des Instituts für Stadt- und Raumplanung der TU Berlin, N^o 61 [1998].
5. Châtelier, H., «Moloch Großstadt», in François E. et Schultze H., *Deutsche Erinnerungsorte*, t. 2, Munich, C. H. Beck Verlag, paperback, 2003 (2001), pp. 567-583.
6. Henschel, G., «Moloch Großstadt», *Merkur*, 61 [2007], N^o 700, pp. 881-890.

Ma propre contribution au présent volume s'appuie sur cette littérature, prend en compte des sources négligées et essaie de dégager le pourquoi et le comment de ce qui spécifie (ou *ne* spécifie *pas*) l'urbaphobie allemande par rapport aux autres urbaphobies nationales.

position des communautés traditionnelles, intimement soudées, en agrégats de circonstance, à caractère instable. La fortune de cette critique tient au fait que depuis les guerres révolutionnaires et napoléoniennes (1792-1814), et surtout depuis la destruction du Saint Empire par Napoléon I^{er} en 1806, l'idée d'une nation germanique *une et fraternelle* n'a cessé de hanter les esprits, y compris après que l'unité allemande fut acquise en 1871. Loin de retomber, l'idéal de la nation soudée s'est même plutôt renforcé par la suite parce que l'unité enfin réalisée paraissait compromise par diverses évolutions socioéconomiques (Bergmann, 1970 : 72). L'industrialisation tardive, mais accélérée, de l'Allemagne s'est accompagnée d'une urbanisation vertigineuse qui a déplacé le problème du paupérisme depuis les campagnes vers les villes. Là, les *classes laborieuses*, radicalisées, faisaient d'autant plus peur aux *classes éduquées* [*gebildete Stände*] que celles-ci prenaient connaissance de Marx dans le texte. Par ailleurs, l'ensemble du monde agricole et, tout particulièrement, les grands propriétaires du Nord-Est se sont trouvés en conflit d'intérêt avec l'industrie dès lors que celle-ci s'est sentie assez forte pour réclamer – et obtenir en 1891-1893 – l'adoption d'une politique douanière à tendance libre-échangiste (Born, 1980 : 53 et 179s). Les exportations industrielles étaient facilitées, mais en retour l'agriculture subissait une concurrence accrue de la part des pays neufs. Capitalisme industriel et capitalisme agraire se sont trouvés affrontés, alors qu'ils avaient préalablement été alliés. Enfin, la *bourgeoisie de culture* [*Bildungsbürgertum*] qui jusque dans les années 1850 avait formé un front commun avec la bourgeoisie industrielle et commerçante pour combattre les structures héritées de l'absolutisme princier s'est trouvée séparée de celle-ci dans un contexte capitaliste où la première stagnait et la seconde prospérait (Vondung, 1970 : 29). La grande ville en tant que théâtre et/ou cause (supposée) de toutes ces ruptures sociales était l'infâme traîtresse à l'idéal de la nation une et fraternelle. La bourgeoisie de culture, en proie à un véritable *malaise de classe*, mais toujours dotée du monopole de la production des représentations, a dénoncé la ville moderne à ce titre, mais aussi idéalisé concomitamment la campagne ou la province sous le signe de la communauté intacte. Paradoxalement, la bourgeoisie industrielle et commerçante s'est laissée gagner à ces idées fausses, comme le montre, sur un mode mineur, sa prédilection particulière, au seuil du XX^e siècle, pour les villas suburbaines dans le « style des maisons de campagne anglaises » [*englischer Landhausstil*]. L'idéologie urbaphobe/rurophile servait avant tout la bourgeoisie de culture qui, à travers ce pacte mythique avec une campagne ou province, associée à un *rocher de bronze*, dans la tectonique des plaques sociale, se plaçait au cœur de la société, s'érigeait en classe messianique,

alors qu'en réalité elle était en passe d'être marginalisée par rapport à ces *acteurs majeurs* qu'étaient la bourgeoisie industrielle et commerçante, d'une part, et le prolétariat, d'autre part. Elle payait d'un égal mépris les deux classes, sous prétexte qu'elles étaient, toutes deux, prêtes à se battre pour un «bout de gras»², – à moins qu'elles daignent se rallier à sa rurophilie très «intéressée». Les motifs du ralliement de la bourgeoisie industrielle et commerçante à cette rurophilie qui ne la servait pas aussi directement qu'elle servait la bourgeoisie de culture sont simples: elle espérait grâce à elle pacifier le prolétariat. L'évolution des cités ouvrières est typique à cet égard: après avoir suivi le modèle de la caserne (1844ss), puis, là où les fonds le permettaient, celui du lotissement de *simili-villas* plurifamiliales (1890-1900), elles se sont orientées vers le modèle de la cité-jardin tronquée (1900ss).

S'il fallait déterminer un *second trait distinctif* de l'urbaphobie allemande, outre l'enjeu de la nation une et fraternelle (autour d'une bourgeoisie de culture rurophile), il faudrait citer sa dimension *biopolitique*, surtout à partir des années 1910: la ville favorisait non seulement la déchéance physique des individus, mais de l'espèce, et plus particulièrement de la *race germanique* (/ – «aryenne»), réputée plus agreste que la latine ou la juive. On constate une véritable fixation sur le corps, tant individuel que social (/ – urbain). Le mécanisme psychosocial à l'œuvre est sans doute celui-ci: le corps individuel, c'est-à-dire très exactement la santé, un développement physique harmonieux, l'équilibre psychophysique (souvent sous le signe du monisme) étaient devenus dès les années 1880 des enjeux majeurs à titre de métaphores du corps social. Mieux encore, la *synthèse subjective* (au niveau de la personne) était valorisée, non seulement en tant qu'*analogon* de

² Ce mépris tous azimuts ressort clairement de l'évocation rétrospective chez Wilhelm Riehl (1823-1897) – premier urbaphobe systématiseur du XIX^e siècle – de l'attitude que lui-même et ses camarades d'étude arboraient face aux autres classes sociales au temps où ils fréquentaient l'Université: «On faisait alors la distinction entre celui qui avait une formation classique [*klassisch gebildet*] et celui qui était simplement éduqué [*bloß gebildet*], et seuls les premiers étaient auréolés de culture supérieure. Nous autres, jeunes gens immatures [*unreife*], nous nous sentions déjà très supérieurs aux hommes d'affaires et entrepreneurs, aux officiers et techniciens, qui quand ils devaient lire le moindre vers latin confondait les brèves et les longues, et ne savaient pas lire le grec du tout. Même un prince de sang ne nous aurait inspiré aucun respect faute de culture classique. Par chance, nous ne connaissions aucun noble de rang aussi élevé. [...] Nous n'éprouvions aucune envie vis-à-vis du vieux Rothschild à cause de ses trésors; nous pensions au contraire que c'était plutôt à lui de nous envier notre sagesse antique. [...] Une bonne partie des attaques lancées aujourd'hui contre les meilleurs établissements d'enseignement demandent à être interprétées en termes de société. Les classes dénuées de culture classique, fortes en nombre, influentes, ne veulent plus admettre que les personnes formées aux études classiques [*klassisch studiert*] soient considérées comme plus nobles de par leur esprit.» (Riehl, 1892: 49s)

la *synthèse sociale*, mais aussi, implicitement, comme un *moyen* de réaliser celle-ci – comme si de la synthèse subjective pouvait émaner un effet de *magie analogique* dans le sens de la synthèse sociale. La santé physique des personnes, prises individuellement, était censée assurer la santé du corps social. De ce fait, on comprend mieux la multiplication à l'extrême des pratiques de santé en Allemagne à la même époque (Rothschuh, 1984 : 60ss). Or, si la santé corporelle avait un effet d'entraînement sur la communauté, à l'inverse, là où la communauté était prétendument le plus mise à mal, c'est-à-dire à la ville, régnait forcément la maladie. Les fantasmes autour de la ville, peuplée d'individus malades, et collectivement malade, résultent de la conjonction, d'une part, du diagnostic d'*atomisation sociale* formulé à propos de la ville et, d'autre part, de la transformation du corps individuel en enjeu sociétal, décidant du bon état, mais aussi du mauvais état de la communauté. Un nouveau pas dans la stigmatisation de la ville allait être franchi par la suite dans certains cercles *protonazis* [*völkisch*] quand ceux-ci se mirent à associer la ville malade, haut lieu de la décomposition du corps social, à la *judéité*. Les Juifs avaient inventé la ville pour nuire à la race germanique. C'était là un crime supplémentaire prêté aux Juifs, tout comme d'après certains, dans les mêmes cercles, l'invention du vêtement, dans le but supposé d'aliéner la race germanique à sa fierté corporelle naturelle, – mais ce ne fut certainement pas le fantasme décisif pour la politique, d'abord antisémite, puis génocidaire du Troisième Reich. A ce titre, l'association entre ville et Juifs relève davantage de l'histoire de l'antisémitisme allemand que de celle de l'urbaphobie allemande.

Un *troisième et dernier* élément déterminant de l'urbaphobie allemande, outre les thèmes de la ville, traîtresse à la communauté nationale, et de la ville, hôtesse, elle-même malade, d'individus malades, aura sans doute été, dans le sillage du Troisième Reich, une certaine tendance à «achever» les destructions de villes occasionnées par la Seconde Guerre mondiale. Cette urbaphobie *latente*, non articulée, s'est exprimée d'abord dans la préférence donnée à l'arasement des ruines plutôt qu'à leur relèvement, puis, dans la poursuite de l'idéal, proprement *antiurbain*, du *grand lotissement* [*Großsiedlung*]³ – avec un décalage temporel, pour la vogue de ce dernier, entre les deux Allemagnes, Est et Ouest : – en gros, de 1957 à

³ Ce vocable et concept, cher à Walter Gropius et à Bruno Taut, a l'avantage de ne pas préjuger des éléments constitutifs : immeubles collectifs et/ou maisons individuelles. L'Ouest a pratiqué les deux genres, dans la séparation ou la conjonction ; l'Est, on le devine, uniquement le premier genre.

1980 à l'Ouest⁴, et de 1970 à 1989 à l'Est. Certes, les *grands lotissements* ont eu leur heure de gloire tardive dans *tous* les pays développés, après avoir été pensés, à l'origine, principalement par Le Corbusier, Gropius et Mies van der Rohe, dans le cadre des fameux Congrès internationaux d'architecture moderne (1929-1934), mais l'Allemagne y a peut-être mis un zèle particulier. Le psychanalyste Alexander Mitscherlich (1908-1982) s'est essayé à une explication *psychohistorique* sur cette politique de table rase par rapport au passé, non seulement national-socialiste, mais aussi antérieur, – récent et séculaire. L'effet durable en fut d'enrayer, même là où elle avait existé avant la guerre et *a fortiori* ailleurs où elle aurait pu (*/* – dû) se (re)constituer, toute *urbanité* moderne, cette précieuse conjonction *locale* entre anonymat, interactions superficielles, opportunités d'échanges et de rencontres, culture publique du relationnel, sociabilité de proximité, attrait sensoriel soutenu⁵. La racine du mal était, nous explique A. Mitscherlich dans *Le deuil impossible* (corédigé avec son épouse), le fait que les Allemands avaient érigé Adolf Hitler en *Moi idéal* si bien qu'à sa chute ils n'ont pas été affligés, mais littéralement annihilés. La conséquence en fut, toujours selon les Mitscherlich, une attitude d'indifférence proprement impie vis-à-vis des morts de part et d'autre, vis-à-vis des victimes de génocide, voire même vis-à-vis de la mère-patrie. Les crimes étaient *déniés*, la mémoire oblitérée en bloc, pour un «bond du passé dans le présent», – la remise des compteurs à la mythique «année zéro». La *frénésie* [*Verbissenheit*], *maniaque* (au sens clinique), «avec laquelle on entreprit aussitôt de faire disparaître les décombres» serait un signe (Mitscherlich A. et M. 2004 : 40 et 126). Pour ce qui est de la suite, une fois la prospérité revenue, c'est plutôt l'économie de marché qu'il faudrait incriminer.

Les *trois traits* de l'urbaphobie allemande, dégagés jusqu'ici, et par lesquels celle-ci devrait se distinguer des autres urbaphobies nationales, impliquent, en tant que tels, que pour le reste l'urbaphobie allemande n'a rien de très original. On ne saurait même pas affirmer qu'elle soit *globalement* plus virulente que d'autres, notamment que l'américaine. La française n'est pas «tendre» non plus, par exemple quand Balzac juge, aux premières lignes, fameuses, de *La fille aux yeux d'or* (1834-1835), que l'«un des spectacles où se rencontre le plus d'épouvantement est l'aspect général de la population parisienne, peuple horrible à voir, hâve, jaune, tanné». D'ailleurs, faute de très grandes villes en Allemagne même, l'urbaphobie

⁴ Pour la date charnière de 1957, cf. *infra* notre n. 21.

⁵ Pour cette notion d'*urbanité*, pas toujours désignée de ce terme, mais néanmoins réelle et «palpable», voir plus particulièrement : Choay 1994 : 28.

allemande a longtemps consisté à agiter l'épouvantail d'un développement de type *parisien*.

L'urbaphobie allemande gagne une certaine autonomie par rapport aux références judéo-chrétiennes et antiques – qui néanmoins continueront de la hanter jusqu'au premier tiers du XX^e siècle⁶ – à l'époque des Lumières grâce à des thèmes nouveaux... d'importation anglaise et française. Dès le XVII^e siècle, des *arithméticiens politiques*, c'est-à-dire des pionniers de cette science nouvelle qu'était la *statistique*, visant à chiffrer les ressources et les déficits d'un *Etat*, se sont trouvés en Angleterre pour «établir» que les villes présentaient un bilan démographique *négatif* et pour rapporter ce «constat» à l'idée traditionnelle selon laquelle les citadins étaient ruinés au plan physique, mental et moral. L'idée nouvelle, greffée sur les anciennes, était donc celle-ci, – d'abord en Angleterre, puis en France, enfin en Allemagne (avec le statisticien Johann Peter Süßmilch [1707-1767]): si les villes ne recueillaient pas un afflux constant de ruraux, elles dépériraient. Les écrivains et les philosophes reprirent cette théorie. Ainsi, Goethe âgé fait écho à Rousseau, qui avait déclaré dans *l'Emile* que les villes étaient «le gouffre de l'espèce humaine» (Rousseau, 1993: 66), en confiant à son secrétaire ces pensées: «Notre paysannerie s'est toujours maintenue en bonne condition physique et il faut espérer que longtemps encore elle pourra [...] nous préserver du danger d'un déclin et dépérissement complet. Elle doit être considérée comme un dépôt à partir duquel les forces de l'humanité faiblissante se régénèrent et se ravivent sans cesse» (Eckermann, 1976: 686). Les thèmes solidaires – symétriques et contraires – de la ville, abîme démographique, et de la campagne, fontaine démographique, sont ainsi devenus des thèmes essentiels de l'urbaphobie (/ – rurophilie) allemande à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, même si, à certaines époques, des thèmes rivaux, comme celui de la ville, foyer révolutionnaire, ont pu les détrôner. Les événements révolutionnaires de 1848-1849 et de 1918-1919 ont joué dans ce sens. Néanmoins, malgré ces fluctuations, une belle continuité est observable, tant du côté des statisticiens «professionnels», soi-disant neutres,

⁶ Ainsi, par exemple, l'architecte Paul Schultze-Naumburg (1869-1949), actif au début du XX^e siècle dans la diffusion en Allemagne du «style des maisons de campagne anglaises», déplorait que les villes contemporaines fussent frappées de la «marque de Caïn» du matérialisme (Schultze-Naumburg, 1909: 479). C'était là un écho affaibli de la tradition selon laquelle l'invention de la ville serait imputable à nul autre que Caïn. En toute logique vétér testamentaire, le même P. Schultze-Naumburg envisageait aussi que les villes puissent être frappées d'une sorte de châtement divin sous forme d'épidémies. Il n'était pas le seul à opérer avec ce type de schémas – qui, paradoxalement, sera même systématisé peu de temps après dans un tout autre camp esthétique, à savoir du côté de peintres et de poètes expressionnistes.

que du côté des «observateurs» doctrinaires de la ville. Ainsi, autour de 1900, à un moment où le tournant «révisionniste» (réformiste) de la social-démocratie allemande, intervenu dans les années 1890, avait fait reculer la peur du *grand soir*, le statisticien munichois Georg Hansen (1852-1901) décrétait crûment que «le paysan ne [devait] pas seulement fournir les populations citadines [*Großstadtbevölkerung*] en beurre et en fromage, mais aussi et surtout en hommes», – à l'unisson, sur cette question, avec l'«observateur» doctrinaire Otto Ammon (1842-1916) qui, lui, filait volontiers les métaphores urbaphobes (/ – rurophiles) de la ville, moloch (dévoreuse de paysans), et de la campagne, fontaine de jouvence (Bergmann, 1970 : 54 et 188s). Oswald Spengler qui, dans son fameux *Déclin de l'Occident*, élaboré pendant la guerre de 14-18, présente entre autres choses une vaste synthèse de toutes les idées urbaphobes accumulées au fil des décennies, a décrit, la catastrophe finale en ces termes : «La ville géante [*Riesenstadt*] suce la campagne jusqu'à la moelle, insatiable, exigeant et engloutissant des rivières humaines, toujours nouvelles, jusqu'à ce qu'au milieu d'un désert à peu près vide elle dépérisse et meure.» (Spengler, 1924 : 120). Outre le pessimisme radical, qui valut à O. Spengler d'être lui-même stigmatisé comme un produit de cette ville mortifère qu'il dénonçait, la nouveauté, toute relative, résidait dans un changement de nature de l'influx : ce n'était plus de l'eau de jouvence que la campagne déversait dans la ville, mais du sang que celle-ci pompait de la campagne. Les idéologues nationaux-socialistes et plus particulièrement Walther Darré (1895-1953) s'en souviendront quand ils invoqueront «le sang et le sol» [*Blut und Boden*]] pour encenser la ruralité sous le Troisième Reich – à ces «détails» près que, chez eux, le sang n'était plus simplement du sang, frais, neuf, mais du sang «aryen», et la mort par hémorragie, absolument hors de question. L'urbaphobie à coloration biopolitique, raciste, avait déjà cours au moment où Spengler rédigeait *Le déclin*, mais cette strate de l'urbaphobie allemande lui était assez étrangère, – tout comme l'autre, plus ancienne, de la ville, foyer révolutionnaire.

Goethe a préparé de loin l'association ville/révolution à travers ses réflexions sur la Révolution française qui, ayant éclaté l'année de ses 50 ans, devait le préoccuper jusqu'à la fin de ses jours. A la manière souveraine qui est la sienne, il attribuait la responsabilité première à une noblesse d'Ancien Régime (français), sclérosée, égoïste, voire dépravée, mais déplorait une spirale de la violence où le «peuple» s'était révélé toujours plus terrible, tant en France même qu'en terre germanique «libérée» (Cisrhénanie). Outre les déterminantes «matérielles», il a cherché à comprendre les ressorts psychologiques qui étaient à l'œuvre. Parmi les pistes proposées, il y a celle-ci : la ville attise la «*Neugier*», littéralement

(étymologiquement) l'«appétit du nouveau», qui se manifeste d'habitude sous forme de curiosité (c'est là la signification habituelle du terme, très atténuée par rapport à l'étymologie), mais qui peut aussi prendre la forme extrême d'une envie de «tout changer». A mi-distance entre la curiosité et la révolution se tiennent les engouements éphémères qui nourrissent les phénomènes de mode : «Je suis interpellé et frappé, écrivait-il à Schiller, par la manière dont se comporte le public d'une grande ville [*große Stadt*]. Il vit dans le tourbillon permanent de ses appropriations et rejets.» (Lettre en date du 9.08.1797) Même une petite bourgade comme celle de l'«épopée bourgeoise» *Hermann und Dorothea* (1797), œuvre majeure, très populaire, de Goethe sur la question de la Révolution, peut être touchée par ce phénomène. Ainsi, un personnage, «rangé» par ailleurs, pharmacien de son état, rêve de procéder à des aménagements «dernier cri» dans sa maison (Chant 3, vv. 98-104). Mais globalement la petite bourgade reste épargnée par l'«appétit du nouveau». «Vive l'habitant de la petite/bourgade [*kleines Städtchen*], s'exclame Goethe (par l'entremise d'un porte-parole), sachant allier activité champêtre et activité citadine!/[...] /Il n'est pas égaré par les préoccupations des citadins aux multiples envies,/qui, quoique dépourvus de moyens, à rang et à richesse supérieurs/aspirent toujours assidûment» (Chant 5, vv. 31ss). Ainsi, Goethe suggérait que la ville était le lieu du mouvement social, individuel, mais aussi collectif, – autrement dit : potentiellement un foyer révolutionnaire.

Paradoxalement, les romantiques allemands qui, à quelques exceptions près, étaient beaucoup plus conservateurs que Goethe, sinon franchement réactionnaires, n'ont pas approfondi le lien ville/révolution que celui-ci avait discrètement noué, tout au plus : le lien Paris/Révolution. L'enchaînement principal qui avait conduit à la Révolution française était, selon eux, le rationalisme, les Lumières, la franc-maçonnerie, l'esprit de *L'Encyclopédie*. Mais la ville n'était pas déchargée, pour autant, des maux qui lui étaient traditionnellement associés. Au contraire ! Les citadins étaient plus que jamais en proie à la ruine physique, mentale et morale. Dans la *Lucinde* (1799) de Friedrich Schlegel, roman expérimental avant la lettre, qui fit scandale par ses audaces tant formelles que sensuelles, le jeune couple s'établit à la campagne, sous prétexte que les villes, «ces conglomerats empêtrés [*unbeholfne Klumpen*] de tout ce qu'il y a de malade et de corrompu dans l'humanité» (!), ne permettaient aucun épanouissement personnel (Schlegel, 1966 : 83). Dans le même ordre d'idées, Achim von Arnim estimait, à la suite de Rousseau, que «la jeunesse de l'homme appart[enaît] à la campagne», et que «nul ne devrait passer ses jeunes années entre les murs d'une ville» (Arnim, 1982 : 232). Nonobstant, plus encore que la campagne,

plus encore que la paysannerie, à laquelle était tout particulièrement attaché un Ernst Moritz Arndt, c'étaient les cités médiévales allemandes qui faisaient véritablement pendant, chez les romantiques, à la ville (contemporaine), c'est-à-dire plus spécialement au « nouveau Berlin » – la fameuse *Friedrichstadt*, agencée *au carré*, à l'initiative de Frédéric I^{er} de Prusse et de ses successeurs (1691ss). Le mérite d'avoir (re)découvert la cité médiévale allemande revient en premier à Wilhelm Heinrich Wackenroder. S'étant rendu en 1793 à Nuremberg, qui n'avait guère changé, pas même en nombre d'habitants, depuis l'époque de Dürer, il l'avait d'emblée perçue comme une *œuvre d'art totale*, alors qu'ailleurs, même à Cologne, il fallait trouver le Moyen Age dans le détail, dans tel ou tel édifice, dans tel ou tel élément architectural (Frevert, 2000 : 67). Dans *Les épanchements d'un moine ami de l'art* (1796), W. H. Wackenroder fait revivre le souvenir que lui a laissé sa première visite de Nuremberg en ces termes : « Nuremberg ! toi qui jadis étais célèbre dans le monde entier ! Combien j'ai aimé me promener dans tes ruelles tortueuses, avec quel amour enfantin j'ai admiré tes églises et tes maisons patriarcales qui portent la marque profonde et visible de l'art ancien de notre patrie ! » (Wackenroder et Tieck, 1977 : 50). La critique implicite de la ville contemporaine se précise après plusieurs pages de semblables *épanchements*, – lorsque Wackenroder explique qu'en tant qu'*œuvre d'art totale* une cité comme Nuremberg, du temps où elle était « vivante », opérait comme une véritable matrice du Beau : rien ne pouvait y être produit qui dérogeât à la règle. Alors que maintenant règne une certaine fadeur : « L'art allemand a été un jeune homme dévot, élevé dans l'intimité d'amis fraternels, dans l'enceinte d'une petite ville [*in den Ringmauern einer kleinen Stadt*] ; maintenant, il a pris de l'âge, il est devenu un homme du monde, cosmopolite, qui a effacé de son âme les habitudes de la petite ville et par là même sa sensibilité et son caractère propre » (Wackenroder et Tieck, 1977 : 56). Ces thèmes qui, à mesure que le sentiment national s'amplifiait, se sont toujours davantage incrustés dans les esprits, n'ont cependant pas eu d'incidence, à l'époque romantique, sur les comportements de ceux-là même qui les lançaient. Dans l'Allemagne des guerres napoléoniennes, les romantiques n'ont guère cherché à faire des racines quelque part en province. Généralement, quand ils ne circulent pas, ils résident dans les grandes villes. Certains d'entre eux furent même les premiers à thématiser en privé, notamment dans leur correspondance, les délices de l'anonymat de la grande ville ! Ainsi, à titre d'exemple « extrême », mais parlant, la jeune Caroline, future épouse Schlegel, qui, veuve à 25 ans d'un médecin de Göttingen, s'installa d'abord à Mayence pour y *vivre sa vie*, puis, se tourna vers Berlin, plutôt que vers une campagne proche, après

être tombée enceinte. A Berlin, en effet, il lui serait possible, à ce qu'elle se disait, de vivre «ni vue ni connue comme mille autres», tandis qu'à la campagne «on éveille davantage la curiosité [*Neugierde*]» (Frevert, 2000: 74). Cet étrange renversement par rapport à Goethe, qui, lui, situait la «*Neugier[de]*» à la ville, correspond à la sensibilité actuelle de tous les pays développés, dont l'Allemagne (cf. *supra*). Mais, à l'époque, ce fut d'abord la ligne goethéenne qui s'imposa sur cette question, avec une dimension politique, antirévolutionnaire, considérablement intensifiée, jusqu'à l'oubli du coenracinement initial de la Révolution et des phénomènes de modes dans la même «*Neugier*». Le *Kulturkritiker* et urbaphobe August Julius Langbehn (1851-1907), sur lequel on reviendra, fait figure d'exception quand, en 1890, il qualifie Paris de «ville du toujours nouveau» [*Stadt des Ewig-Neuen*] en songant *tout à la fois* aux révolutions qui ont suivi 1789 (1830, 1848, 1871) et à l'actualité artistique et littéraire (Langbehn, 1922: 83).

Le thème de la ville, foyer révolutionnaire, prend son véritable essor avec Wilhelm Heinrich Riehl (1823-1897), qui, dans sa jeunesse, avait eu E. M. Arndt pour maître. Sous l'impression des événements révolutionnaires de 1848-1849 en Allemagne, mais aussi et surtout de la révolution de 1848 en France, ce journaliste, écrivain, «folkloriste» fut amené à opposer la ville en tant que bassin collecteur d'un quart état apatride, sans le moindre respect pour les structures traditionnelles, à des campagnes dotées d'une salutaire force d'inertie (Bergmann, 1970: 43s et 47s). Le thème de la campagne, fontaine de jouvence, faisait place à celui de la ville attirant des éléments douteux des campagnes, – notamment des journaliers espérant s'enrichir à peu d'efforts. Cela dit, W. H. Riehl était un représentant typique de cette bourgeoisie de culture qui a produit l'urbaphobie (/ – la rurophilie) allemande (cf. *supra*⁷), si bien qu'il n'a jamais épargné non plus les princes (ou rois) des quelque trente Etats allemands d'avant l'unification de 1871, ni *a fortiori* la bourgeoisie industrielle et commerçante. Les premiers, désireux d'accroître les ressources de leurs Etats, travaillaient main dans la main avec cette dernière. L'émergence de nouveaux centres d'activité – auxquels Riehl réserve l'appellation de «villes artificielles», par opposition aux cités héritées du Moyen Age, réputées «naturelles» – était systématiquement favorisée – pour le bien commun, non pas de la communauté, mais uniquement de ces nouveaux alliés. Des villes manufacturières [*Fabrikstädte*], des stations thermales [*Badestädte*] et des centres de villégiature de toutes sortes étaient ainsi créés *ex nihilo* – sans parler des villes qui surgissaient

⁷ Plus particulièrement aussi notre note 2.

aux croisements des lignes de chemin de fer (privées) (Riehl, 1861 : 116s et 109s). La transformation de certaines régions d'Allemagne par l'«industrie du tourisme» naissante retenait davantage l'attention de Riehl que les *pays noirs*, pas si «noirs» encore au milieu du XIX^e siècle. Mais le pire était, sans doute, à ses yeux, le dépérissement des campagnes restant à l'écart des nouvelles voies de communication (chemin de fer, mais aussi canaux), qui drainaient toute l'activité. Des «individus isolés», faibles de caractère, se laissaient happer par l'exode rural pour rejoindre les «villes artificielles», en particulier manufacturières, et, là, donner toujours plus de consistance au «spectre noir» du communisme. Paris, «l'abcès toujours purulent de la France», voire de l'Europe tout entière, représentait le stade le plus avancé de l'infection révolutionnaire (Bergmann, 1970 : 42). Par-delà la révolution communiste, on s'exposait à une sorte d'implosion apocalyptique de la société industrielle (Riehl, 1861 : 127s). Quoi qu'il en ait été exactement de ces fantasmes qui rejoignent certaines visions expressionnistes ultérieures⁸, l'association ville/révolution est restée fortement présente dans l'urbaphobie allemande jusque vers 1890, pour s'éclipser ensuite pendant près de quarante ans, puis resurgir de nouveau au début des années 1920, dans la littérature «contre-révolutionnaire», «soldatique», et finalement disparaître pour toujours, – même sous le Troisième Reich. Cette littérature «soldatique», très «datée», fut produite par des acteurs du combat antibolchevique, pour la plupart des «têtes brûlées», à l'intention de leurs camarades et sympathisants. Sa diffusion est restée limitée, en comparaison de celle d'un urbaphobe «bon ton» comme Riehl, abondamment fréquenté, lui, par plusieurs générations «bourgeoises-cultivées», mais il est *un élément* par lequel ces extrêmes se rejoignent (sans communiquer) : les métaphores répugnantes auxquelles Riehl s'enhardit à l'occasion pour frapper les esprits (l'abcès, le pus) deviennent prégnantes chez eux, sur un mode *obsessionnel* (au sens clinique) : les camarades antibolcheviques semblent, en effet, avoir vécu le spartakisme et ses suites en Allemagne (1917ss) comme un véritable déferlement de fange, de pus, de sang poisseux, dont nuls autres qu'eux ne pouvaient, à leur idée, «nettoyer» les villes touchées (Berlin, Munich, etc.) sans succomber à la tentation de la «souillure» ! (Theweleit, 1977 : 289-312 et 492-520). Les auteurs de cette obédience n'ont pas eu d'incidence – aussi doué qu'ait pu être au plan *littéraire* un Ernst von Salomon – sur une politique digne de ce nom, constructive. En revanche, une influence notable a été exercée au plan pratique par Riehl.

⁸ Cf. notre note 6.

Le lien que Riehl noue entre ville et révolution pouvait être tranché *en pratique* de deux manières différentes : soit on cherchait à rendre stables, *à la campagne même*, les éléments instables s'apprêtant à gagner la ville ; soit, pour ceux qui l'avaient déjà rejointe, et de façon générale tous ceux qui y vivaient par leur ordinaire, on cherchait à les stabiliser *à la ville*, – à enrayer son effet démoralisateur (à incidences insurrectionnelles) en important un peu de campagne à la ville. Cette seconde démarche est la première qui fut mise en application. Les «espaces verdoyants» que le baron Haussmann avait fait aménager à Paris sous le Second Empire étaient déjà, pour partie, ainsi motivés. Les autorités municipales allemandes ont emboîté le pas, au terme d'un cheminement propre (à partir de Riehl), et en le faisant savoir. Ainsi, dans les «années de fondation» de l'Empire allemand (1871ss), le «magistrat» (i. e. l'exécutif municipal) de Berlin disait appliquer, entre autres principes d'aménagement, celui-ci : «L'un des meilleurs moyens [...] d'adoucir les tempéraments brutaux» sont «[des] espaces verts, bien entretenus» (Albers, 1975 : 66). L'effet de «ré-enracinement» auquel les architectes accordaient communément foi devait découler plus particulièrement de l'attachement atavique des Allemands (/ – Germains) à la verdure (Baumeister, 1876 : 184. Également Sitte, 2006 : 292). L'autre mode d'action, consistant à «consolider» la campagne, est directement associé, à l'origine, au nom du «meilleur élève» de Riehl : l'instituteur de campagne, écrivain régionaliste et activiste rurophile Heinrich Sohnrey (1859-1948). Récusant la ville au double titre du bilan démographique et du risque révolutionnaire (l'exode rural était pour lui «soit la marche vers la révolution, soit la marche vers la mort»), il considérait qu'«[une] population paysanne en bonne condition [était] à la clef de la bonne condition de l'Etat national» (Bergmann, 1970 : 65 et 63). Il œuvra donc à la bonne condition de la population paysanne, non seulement au plan matériel, mais aussi moral. Pour le moral, il fut écrivain régionaliste, quitte à être lu d'abord seulement par des «bourgeois cultivés», rurophiles «opportunistes» (cf. *supra*). Et dans le but d'améliorer les conditions matérielles à la campagne, il milita, à travers divers organes de propagande qu'il dirigeait et/ou éditait (1895ss) pour la «colonisation intérieure», c'est-à-dire l'attribution de fermes, regroupées en «colonies», à des journaliers et autres candidats à l'exode rural. Domaines sous-exploités et friches semblaient se prêter à de tels projets dans un Empire allemand qui incluait la moitié de la Pologne actuelle. A la croisée des préoccupations *matérielles* et *idéelles*, Sohnrey a enfin participé de loin à la fondation, en 1904, de la *Ligue pour la préservation de la patrie [Bund Heimatschutz]* – qui, malgré son nom aux accents guerriers, visait «simplement» à «préserver» la campagne et la nature, en Allemagne et même ailleurs, des altérations

urbaines et industrielles (Bergmann, 1970 : 122). Le fondateur officiel de la *Ligue*, Ernst Rudorff (1840-1916), avait une conception extensive de la patrie « à préserver » : les paysages « naturels », la faune et la flore indigènes, les « curiosités géologiques », les monuments historiques, les paysages humains (d'avant l'industrialisation), les us et coutumes populaires, les techniques traditionnelles, notamment en matière de construction. Plus encore que la « nature », la campagne devait être mise sous cloche. En effet, si E. Rudorff admet finalement, bon gré mal gré, la construction, par exemple, du chemin de fer à crémaillère du Rigi, ou l'installation d'un restaurant sur le site de telle ou telle cascade, il trouve déplorable que des paysans se rendent à la ville en train pour s'y distraire. Paradoxalement, leur bon état physique est parfois même subordonné à leur bon état moral, ainsi, par exemple, quand Rudorff combat les premières machines agricoles propres à soulager leurs peines. Ce genre de passéisme extrême fut, cependant, contrecarré dans la pratique, au sein même de la *Ligue*, par d'autres personnalités comme l'architecte Paul Schultze-Naumburg (1869-1949) – qui n'en était pas moins un urbaphobe invétéré⁹. Le personnage appartenait à l'espèce, relativement répandue au seuil du XX^e siècle en Allemagne, du « clerc révolté », combinant « allègrement » les éléments de programme d'une « réforme de la vie » [*Lebensreform*] qui, sans toucher *directement* aux structures politiques et sociales, était néanmoins censée les transformer à terme, – par suite de la généralisation de nouvelles exigences éthiques. Il partageait ce multiréformisme « doux » avec quelqu'un comme le peintre et illustrateur Hugo Höppener, dit Fidus (1868-1948).

La « réforme de la vie » avec ses différents éléments de programme librement combinables (excursionnisme, nudisme, artisanat d'art, cité-jardin, etc.¹⁰) n'implique pas forcément l'urbaphobie (/ – la rurophilie), mais la tendance est forte. La préoccupation centrale de la « réforme de la vie » est la reconstruction d'une communauté (/ – de communautés¹¹) là où règne présentement l'*atomisation sociale*, – la guerre économique de tous contre tous, classe contre classe, individu contre individu, groupe professionnel

⁹ Cf. notre note 6.

¹⁰ Pour un panorama de la « réforme de la vie » avec ses multiples éléments de programme voir : Kerbs et Reulecke, 1998, et Buchholz *et al.*, 2001.

¹¹ Le pluriel est mieux venu parce que la communauté une, coextensive au pays, serait tendanciellement totalitaire, or, la « réforme de la vie », qui le plus souvent « place le levier » au niveau des personnes individuelles, et non des structures politiques et sociales, est par là même tendanciellement antitotalitaire. Ce qui, on le notera, ne signifie pas qu'elle échappe à l'antisémitisme. Dans la combinatoire infinie des éléments de programme, le végétarisme, par exemple, peut se combiner à l'antisémitisme, mais ce n'est pas obligatoire.

contre groupe professionnel. Or, ces lignes de fracture sont toutes associées à la «civilisation» capitaliste, industrielle et *urbaine*, si bien que les «remèdes» sont le plus souvent recherchés dans un monde (/ – des mondes) «anté-capitaliste(s)», pré-industriel(s) et *agreste(s)*¹². Les «remèdes» mis en œuvre pour reconstituer un tissu social se répartissent selon trois techniques, elles-mêmes combinables : 1. l'action par le biais des «contenants» *physiques* (habitat, urbanisme, aménagement) ; 2. l'action par le biais d'un «grand englobant spirituel» à réactiver ou à créer de toutes pièces (le religieux au sens étymologique) ; 3. la magie analogique déjà évoquée (la *synthèse subjective* supposée agir dans le sens de la *synthèse sociale*). Il est impossible de détailler ici ces trois techniques. On retiendra simplement que pour chacune il existe une application principale, plus ou moins urbaphobe. L'action par le biais des «contenants» physiques s'est concrétisée principalement dans le modèle, d'importation anglaise, de la cité-jardin avec ses «voisinages». La ville n'était pas rejetée totalement, comme le montrent les termes anglais de *garden city* et allemand de *Gartenstadt*, mais elle devait prendre une coloration villageoise, manifeste dans l'application «démonstrative» du modèle à Hellerau, près de Dresde, à partir de 1906. (Hartmann, 1976 : 49ss. Egalement Cluet, 2003 : 181). Pour ce qui est de la deuxième technique, opérant au niveau du religieux («re-ligieux»), on peut dire que sa concrétisation la plus courante – omniprésente, si bien que, faute de distance, on en perdrait presque de vue les enjeux idéologiques – a été la mystique de la nature, qui était toujours envisagée en opposition à la ville, jugée prosaïque. Excursionnistes, adultes ou juvéniles (les fameux *Wandervögel*), – tous, absolument tous, faisaient la même expérience, «préfabriquée» par des littérateurs, du départ «groupé» depuis la ville, à pied ou en train (!), pour aller à la rencontre d'une nature *personnifiée* qui, même quand – surtout quand – elle était perçue comme «éthérée» et insaisissable, était censée avoir un effet intégrateur sur le groupe. Enfin, la dernière technique, reposant sur la magie analogique, mobilise, outre l'anthropologie moniste (à «vivre», par exemple, à travers une nudité «décomplexée»), des figures exemplaires auxquelles on pouvait se conformer, à temps partiel, à défaut de les réaliser à temps plein. Deux figures principales s'offraient à cet égard : l'artisan (pré-industriel), en qui on reconnaissait une sorte d'agent permanent de la réconciliation sociale, sous prétexte qu'il savait «comprendre et assembler [...], non seulement à l'atelier, mais dans la vie en général [...], – comprendre

¹² Ici, le pluriel s'impose carrément (cf. n. précédente) parce qu'il existe une multiplicité de mondes «anté-capitalistes», pré-industriels et ruraux qui peuvent fournir des «remèdes», – y compris de tradition extra-germanique (par exemple, l'Inde ou la vieille Russie).

et assembler [...] les contraires humains et notamment sociaux» (Tessenow, 1919: 10), – et, en amont de cet artisan mythique, la figure du paysan, qui, au dire d'A. J. Langbehn, son concepteur, et d'ailleurs le père spirituel de toute la «réforme de la vie», était le «caractère assembleur» *par excellence* (Langbehn, 1922: 192). Significativement, la «pédagogie nouvelle» allemande s'est attachée par la suite à inscrire des travaux d'atelier et de jardinage dans les programmes scolaires, en particulier dans les «internats de campagne» [*Landerziehungsheime*] qui fleurirent au premier tiers du XX^e siècle. À l'attention des ouvriers, l'aménagement de jardins familiaux groupés, organisés en associations, fut favorisé par les autorités. Quant aux ressortissants de la bourgeoisie de culture, qui désiraient manier la bêche, ils pouvaient faire un séjour dans un établissement physiothérapique offrant ce type d'activités, en Allemagne même ou ailleurs, – par exemple au *Monte Verità* dans le Tessin. Une carte postale qui était en vente au comptoir du *Monte Verità* présente un homme d'une quarantaine d'années, entièrement nu, bêche au pied dans le potager de l'établissement. Il était donc possible d'enterrer le «vieux homme», «urbain», morcelé, à coups de bêche donnés dans un potager, – voire même d'enterrer *plus encore*, car, à ce qui était dit *aussi*, ce bêcheur nu était un ancien homme d'affaires et attaché commercial de Hollande, du nom de... Joseph Salomonson¹³. La polarité ville/campagne qui se dessine ici intègre une polarité «raciologique», venue se surajouter à toutes les autres. On frémit, même si la solution reste «humaine» – et participe, à sa manière, d'un arc authentiquement juif qui va d'Adam, premier paysan, au concept de kibboutz.

On se souvient que, selon Riehl, l'exode rural captait des sujets peu recommandables. Le problème résidait dans leur profil psychologique – sans que celui-ci ne fût rapporté à une hérédité biologique et/ou «raciologique». Un premier pas dans le sens d'une urbaphobie biopolitique fut franchi par O. Ammon en 1893. Cet ancien «ingénieur» (au sens allemand de technicien supérieur) qui avait trouvé un «créneau», lucratif et valorisant pour lui, dans le combat antiurbain de la bourgeoisie de culture, se targuait d'avoir découvert la «loi scientifique» selon laquelle les paysans qui ralliaient la ville étaient majoritairement des «dolichocéphales», de souche «germanique», mais qu'après l'avoir enrichie de leurs ressources intellectuelles supérieures leurs lignées s'y éteignaient plus vite que celles des «brachycéphales», de souche «asiatique» (Bergmann, 1970: 567).

¹³ Reproduit dans toutes les monographies sur le Monte Verità et disponible en ligne, entre autres, sous: <http://www.voelkerkundemuseum-muenchen.de/inhalt/images/myimages/salon-04-apr-2.jpg> (consulté le 19.03.2010).

Ammon était, cependant, moins alarmé qu'on pourrait penser, parce que, selon lui, la campagne dégagait des excédents démographiques, non seulement de «brachycéphales», mais aussi et surtout de «dolichocéphales». Une sorte d'équilibre s'établissait; le mécanisme décrit était un véritable *perpetuum mobile sociale*. Néanmoins, certains de ses lecteurs ne voyaient pas les choses de la sorte, – ainsi, par exemple, Max Robert Gerstenhauer (1873-1940), un fonctionnaire de Thuringe, d'abord à l'échelon local, puis central, mais toujours disponible pour produire de la littérature *völkisch* [*protonazie*]: la «loi d'Ammon», fit-il savoir en 1913, soit très exactement vingt ans après sa formulation, signifiait le «crépuscule des Aryens» (Bergmann, 1970: 213). Si on ne voulait pas de villes peuplées exclusivement d'«êtres inférieurs», au milieu de campagnes désertifiées, il fallait agir vite. Très vite, car les mécanismes conduisant à la dégradation biologique et/ou «raciologique» de la ville étaient multiples et s'additionnaient (Puschner, 2001: 115-117). Tout d'abord, il y avait l'idée selon laquelle la médecine moderne, citadine, permettait à des «êtres inférieurs» d'atteindre l'âge nubile et de se reproduire¹⁴; ensuite, l'observation juste, mais «dramatisée», selon laquelle les élites citadines avaient moins d'enfants que la «masse» et, tout particulièrement, que les «asociaux»; puis, la théorie selon laquelle le «Germain» (/ – l'«Aryen»), de nature agreste, était atteint dans son «vouloir-vivre» en milieu urbain, contrairement au Latin ou au Juif, de nature citadine; enfin et surtout, la théorie selon laquelle l'instinct sexuel, qui «normalement» orientait les êtres vers leurs pairs, en termes biologiques et/ou «raciologiques», était désorienté à la ville. Les sens étaient émoussés, en particulier l'odorat qui permettait de repérer le congénère, l'âme sœur (sœur à tous égards). De même qu'un tigre et un léopard s'accouplaient éventuellement en captivité – chose inconcevable à l'état sauvage –, de même la ville favorisait la «panmixie». La ville, «chaos racial», – ce thème, élaboré à la veille de la guerre de 1914 dans des cercles fonctionnant presque en vase clos a débordé dans le champ public dans l'immédiat après-guerre, au «temps des crises» (1918-1923), et de nouveau au moment de la Grande Dépression. Alfred Rosenberg, «philosophe» attitré du parti national-socialiste, a interpellé les Allemands (de «bonne race») à ce sujet en 1930, – les plaçant devant cette alternative dramatique: «Soit nous parviendrons, dans un sursaut de volonté et d'énergie, à accorder une signification nouvelle au sang des

¹⁴ Cette idée, ainsi que celle qui suit (dans le corps du texte), faisait l'objet d'un consensus qui allait bien au-delà des cercles *völkisch*. Jusque du côté de certains médecins sociaux-démocrates!

anciens et à le cultiver de façon optimale à travers une activité purificatrice, soit les dernières valeurs de l'Occident germanique, touchant à la moralité et à l'ordre politique, sombreront dans les eaux sales, racialement troubles, des grandes métropoles [*Weltstädte*]» (Rosenberg, 1934: 82). Comme chez beaucoup d'urbaphobes allemands avant lui, Paris était l'anti-modèle absolu, avec une cathédrale Notre-Dame, déjà baignée d'eaux de ce genre, – «racialement troubles» (Rosenberg, 1934: 103). Les moyens pour enrayer la dégénérescence et l'abâtardissement de la *race germanique* (*I* – «aryenne»), arrêtés dès avant la guerre de 1914 dans les cercles qui avaient posé le diagnostic le plus alarmiste, s'orientaient en gros dans trois directions, susceptibles d'être superposées: il fallait déjà mettre en place, en particulier dans les villes, une politique eugénique négative, consistant à exclure les «êtres inférieurs», en termes biologiques, de la reproduction¹⁵; de plus, amener les «Germaines», sinon par des lois, du moins par des opérations de sensibilisation, à éviter les contacts (en tous genres) avec des «non-Germains»; enfin, préserver et accroître la qualité «racologique» là où elle restait relativement intacte, à savoir à la campagne. Ainsi, l'activiste *völkisch* de la première heure Bruno Tanzmann (1878-1939), lui-même d'extraction paysanne, voulait, d'une part, arrêter net l'afflux de paysans à la ville, et, d'autre part, multiplier les cités-jardins sur le modèle de Hellerau, où il s'était établi, mais en en excluant les Juifs (ce qui à Hellerau n'était en aucune manière le cas). Il suivait en cela les recommandations de son aîné Theodor Fritsch (1852-1933), également d'extraction paysanne, qui, dans sa *Ville de l'avenir* (*Stadt der Zukunft*), publiée en 1895, avait prôné un modèle de ville moyenne «verdoyante» et «aérée», peuplée uniquement de «Germaines» (*I* – d'«Aryens»)¹⁶. Ainsi encore, des *desperados* issus de l'excursionnisme juvénile, en particulier de la mouvance *jung-deutsch*, apparue pendant la guerre de 14-18 sous l'impulsion d'Otger Gräff (1893-1918), ont fondé dans l'immédiat après-guerre des «communautés de régénération», censées fournir, tout à la fois, des produits de ferme en quantité suffisante pour vivre en autarcie et de beaux enfants «bleus-blonds» pour conserver la «race» (Linse, 1983: 188-220. Egalement Cluet, 1999: 680-717). Ces fondations, peu nombreuses et éphémères, auraient sombré dans l'oubli si, selon un cheminement souterrain, «subculturel», elles ne constituaient pas

¹⁵ Cette idée aussi était partagée en dehors des cercles *völkisch* (Cf. note précédente).

¹⁶ Theodor Fritsch prétendra par la suite que le modèle de la cité-jardin, y compris originel anglais, plagiait sa *Ville de l'avenir*. Ce n'étaient là que mensonges, évidents, quand on sait que, tant en Angleterre qu'en Allemagne, l'idée de la cité jardin était nimbée d'humanisme «de gauche» (Hartmann, 1976: 33. Egalement Schubert, 1985: 155-157).

l'une des sources principales du *Lebensborn* de Himmler – moins haut en couleur, mais égal en «in-humanité». En attendant cette résurgence, les «années de stabilisation» de la République de Weimar (1924-1930) ont été marquées par une diversification (apparente) de l'urbaphobie allemande.

Les manifestations extrêmes d'urbaphobie qui distinguent les «années de crise» de la République de Weimar (1918-1923), à savoir les «communautés de régénération» (dotées et/ou «entourées» d'organes de propagande, à diffusion restreinte), – également la littérature «soldatique», offrant un tableau halluciné des villes allemandes «en révolution» – tout cela est retombé pendant les «années de stabilisation» (1923-1930) pour laisser affleurer les strates les plus résistantes de l'urbaphobie allemande : les citadins, ruinés au plan physique, mental et moral ; les citadins, individualistes jusqu'à l'«atomisation» complète de la société (urbaine) ; les citadins, réticents à faire des enfants ; la ville, lieu de dégénérescence du genre humain par multiplication relative des «asociaux». Ces thèmes qui, excepté le dernier, figurent en bonne place dans *Le déclin de l'Occident* (1918-1922), se retrouvent tous, y compris cette fois le dernier, chez tous les «sous-Spengler», voguant sur la même vague, jusque dans la diction (Bergmann, 1970 : 193-207). Concomitamment, la politique du logement, très active, de la République de Weimar a suivi majoritairement les modèles conçus dès avant 1914 sur des bases urbaphobes : à savoir la cité-jardin tronquée, organisée en «voisinages» et réalisée dans un style régional. Dans un ouvrage polémique contre les cités modernistes «de style Bauhaus», Schultze-Naumburg lui-même a concédé en 1929 que celles-ci restaient minoritaires par rapport aux (pseudo-)traditionnelles (Schultze-Naumburg, 1929 : 164s).

Les cités modernistes sont celles qu'on associe en propre à la République de Weimar en raison de leur nouveauté. Leur arrière-plan théorique a ceci de remarquable que des pans entiers de doctrine urbaphobe, y sont intégrés, mais soumis à un véritable *renversement des valeurs*. Ainsi, par exemple, l'*atomisation*, le déracinement, l'existence «nomade», selon l'expression établie par Spengler (et promise à fortune durable), ne sont plus déplorés, et encore moins combattus, mais érigés en normes anthropologiques (Cluet, 1987 : 107ss). Ces nouvelles normes étaient obligatoires pour les architectes, sinon ils faisaient violence aux usagers...¹⁷ Paradoxalement, malgré cette urbaphilie massive – il est vrai : dictée plutôt par la raison que par le cœur, mais néanmoins effective –, force est de constater que la théorie et la pratique

¹⁷ Le texte d'époque où le *renversement* de Spengler et consorts est le plus visible est un article de Gropius : Gropius, 1956 (1929).

architecturales contemporaines *conservernt tels quels* d'autres thèmes urbaphobes. La version commentée que Le Corbusier donna, en 1941, du corps de doctrine (co-)élaboré par les différents Congrès internationaux d'architecture moderne jusqu'à celui de 1933 (inclus), dit tout haut – mais sans les accents polémiques dont Le Corbusier était coutumier –, ce que les collègues, en particulier allemands, pensaient tout bas. La coupure des citadins d'avec la nature – certes partiellement redéfinie par suite de l'intégration d'éléments maritimes et alpins (en sus des agrestes et sylvestres) – entraînait toujours leur ruine physique, mentale et morale¹⁸. Significativement, le *Neues Bauen*, le Mouvement moderne allemand, pas si moderne en l'occurrence, ne faisait pas fi non plus des vertus pédagogiques traditionnellement associées au jardinage, tant auprès des ouvriers que des enfants. Le jardin paysagé disparaissait au profit de la pelouse à usage sportif, – mais pas forcément le potager. Les thèmes de la maladie et de la mort restaient associés à la ville, mais portaient plutôt sur l'*organisme* urbain que sur la *population* citadine. La frontière entre les deux était, cependant, souple sous la plume d'un Walter Gropius¹⁹. Les quartiers insalubres, peuplés d'individus sans emploi stable, étaient un «ballast mort» dont il fallait soulager la ville. La gêne que représentaient «ces gens» pouvait être levée par une «purge» de la ville. À l'extérieur, en périphérie, au soleil, à l'air et dans la verdure, ils trouveraient une nouvelle stabilité, en liaison avec de nouvelles opportunités d'emploi. Sans parler de la possibilité de mieux contrôler «ces gens», dès avant leur «guérison» et réinsertion sociale. Le «grand lotissement» [*Großsiedlung*]²⁰, «parfaitement structuré en son sein», rompaît, à ce que pensait un compagnon de combat de W. Gropius, Adolf Rading (1888-1957), avec la dichotomie traditionnelle entre côté rue et côté cour (*/* – arrière-cour), entre «espaces ordonnés [en façade] et quelque chose de désordonné à l'arrière» (Rading, 1928: 66). Si les édiles voyaient «le peuple usé, décrépit, malade et dépravé» sortir «en colonnes rangées»

¹⁸ Les formules correspondantes de *La Charte d'Athènes* sont célèbres, mais pour la confrontation (*/* – l'appariement hélas! possible) avec l'urbaphobie (allemande) d'avant la guerre de 1914, on se permettra, de les restituer, quand bien même, ici: «Soleil, espace, verdure. Une extension incontrôlée a privé les villes de ces nourritures fondamentales, d'ordre aussi bien psychologique que physiologique. L'individu qui perd contact avec la nature en est diminué et paie cher, par la maladie et la déchéance, une rupture qui affaiblit le corps et ruine sa sensibilité par les joies illusives de la ville» (Le Corbusier, *La Charte d'Athènes* [1941], § 11).

¹⁹ Un texte paraît typique à cet égard: Gropius, 1974 (1943-1949). Voir également: Gropius, 1976 (1935): 109. Le fait que ces deux sources sont postérieures au départ d'Allemagne de Gropius (1934) ne change rien à leur représentativité pour l'urbaphobie du *Neues Bauen*. La communauté d'inspiration avec un Adolf Rading (cf. *infra* dans le corps du texte) est complète.

²⁰ Cf. notre note 3.

de «ses trous misérables et recoins pourris», ils n'hésiteraient pas «à implanter de nouvelles cités [...] à côté des villes anciennes, voire sur les décombres de celles-ci» (Rading, 1928: 73); il était déraisonnable «qu'une partie majeure de la ville continu[ât] de mener, secrètement, une existence séparée – qui, derrière le déroulement visible de la vie, constitu[ait] un courant souterrain de détresse, obscur et incontrôlé» (Rading, 1925: 6). Ainsi fut fait, à travers les nombreuses cités réalisées sous la République de Weimar, – non seulement modernistes, comme le souhaitaient les Gropius, Rading, Mies van der Rohe, mais aussi et surtout (pseudo-)traditionnelles, – en tout cas, toutes suburbaines. Un effet connexe, mi-souhaité, mi-accepté, a été la destruction de l'*urbanité* moderne. A. Rading, pas plus que Le Corbusier, n'y voyait un inconvénient. «L'éclat des brasseries, cinémas, théâtres, bâtiments publics» devait disparaître du «grand lotissement» (Rading, 1928: 66). Le Corbusier souhaitait, pour sa part, fournir aux habitants des villes «[du] repos vraiment vivifiant pour la santé physique et morale» – loin des «multiples disgrâces de la rue» – au stade ou à la piscine, dans la nature proche ou lointaine (*La Charte d'Athènes*, § 40). Dans un sursaut de sincérité, une fois que le mal avait été fait (et reprenait même avec force), le plus «corbuséen» des architectes allemands, Ludwig Hilberseimer, a reconnu, en 1963, que le «grand lotissement», en particulier, «vertical», constitué de «tours» [*Hochhausstadt*], «ressemblait davantage à une nécropole qu'à une métropole» (Hilberseimer, 1963: 22).

Les épithètes de «funéraire» et «funèbre» sont souvent appliqués à l'architecture et à l'urbanisme du Troisième Reich. Une tendance à «minéraliser» les villes s'est effectivement manifestée sitôt les nationaux-socialistes parvenus au pouvoir. Le signal de ce revirement, par rapport à la politique attendue, a été l'arrachage, dès 1933, des plantations de la *Königsplatz* à Munich pour dallage, en liaison avec l'érection de deux «temples», «voués» aux putschistes de 1923. Rosenberg en a été si contrarié qu'il est revenu sur cette question dans ses Mémoires rédigés en prison, en marge du Procès de Nuremberg! (Rosenberg, 1996: 336s). Tous les arguments urbaphobes, au nom desquels le parti national-socialiste avait annoncé pendant les «années de lutte», à des fins électoralistes (auprès de la paysannerie, mais aussi et surtout de la bourgeoisie de culture [cf. *supra*]), un programme rurophile, étaient, sinon bannis du discours officiel, du moins quelque peu mis hors jeu dans la pratique. L'impératif «industriel» du réarmement, d'une part, et, d'autre part, le souci «real-politicien» de ne pas brader la domination traditionnelle, proprement «politique», de la ville sur la campagne, furent déterminants. L'idée initiale de Rosenberg (Rosenberg, 1934: 551ss) selon laquelle l'Allemagne avait certes besoin de quelques

centres de 500 000 habitants, d'un certain nombre de grandes villes de 100 000 habitants, mais ne pouvait pas tolérer de dépassements, en particulier dans cette dernière catégorie, dans l'intérêt même, d'ordre «hygiénique», des personnes refusées d'installation (ruraux) ou relogées ailleurs (jeunes couples), n'avait pas été pesée dans toutes ses implications au moment de sa formulation initiale (1930). Significativement, Rosenberg fut enfermé dans son rôle de «philosophe du parti» sous le Troisième Reich – tout comme furent «mis au placard» les anciens protagonistes de la cité-jardin, ou encore les jeunes théoriciens de la «ville [nouvelle] de 20 000 habitants», même quand les uns et les autres étaient totalement ralliés au régime. Par exemple, Schultze-Naumburg ou Gottfried Feder (1883-1940), – ce dernier se distinguant par une réflexion urbanistique riche et féconde, en pointe à l'époque. Les principales retombées «positives», si l'on ose dire, de l'urbaphobie (/ – rurophilie) extrémiste des «années de crise» (1918-1923) et de l'époque de la Grande Dépression se trouvent, ainsi, dans les plans et projets, restés lettre morte, pour les Marches orientales, présentes et futures, du «Grand Reich» (Teut, 1967 : 342-365). Un réseau de centres principaux et secondaires, répondant aux critères, tout à la fois, de la cité-jardin et de la ville-garnison devait assurer la domination, l'exploitation et, à terme, la germanisation de territoires toujours plus lointains. L'une des idées les plus chères à Hitler et à Himmler – le premier ayant accordé au second l'organisation et la gestion exclusives de la chose – était des villages de paysans-soldats implantés jusqu'en Sibérie.

Dans le «Grand Reich», les thèmes urbaphobes ont continué à circuler – pour la plupart, par convention –, mais ils pouvaient subir des critiques ponctuelles de la part de spécialistes autorisés, par exemple démographes, dans un cadre universitaire (Marchand, 1999 : 42s). Mais même dans le champ public, l'urbaphobie est restée globalement à l'arrière-plan, en comparaison d'une rurophilie massivement présente. Le discours officiel, la littérature et la peinture, «mises au pas» ou opportunistement dociles, ont tant et si bien encensé la paysannerie que le paradigme (supposé) de toute rurophilie nationale-socialiste, «le sang et le sol», a fini par se retourner contre celui qui avait le plus manié cette formule : W. Darré, ministre de l'Agriculture et «chef des Paysans». L'usure des thèmes rurophiles précipita sa chute au moment où le Reich connaissait des problèmes de ravitaillement (1942). Néanmoins, il y a *un* thème rurophile (/ – urbaphobe) dans lequel Darré avait toujours versé depuis la Grande Dépression, dans le sillage des Gerstenhauer et Tanzmann, qui s'est avéré, non seulement inusable, mais virulent jusqu'au bout, à savoir le thème de la campagne, milieu «naturel» des Germains (/ – «Aryens»), mais étranger aux Juifs, –

et le thème, symétrique et contraire, de la ville, milieu « naturel » des Juifs (et Latins), mais étranger aux Germains (/ – « Aryens ») (Bergman, 1970 : 42s). En 1940, l'anthropologue Otmar von Verschuer (1896-1969) se demandait de façon typique : « Notre but doit-il consister à cultiver un homme adapté à la grande ville ? » – pour répondre aussitôt : « Je crois qu'il y a un seul exemple de ce type dans l'histoire : le Juif » (Henschel, 2007 : 881). Nul besoin n'était de préciser quels avaient été les effets connexes pour les Juifs de cette auto-domestication urbaine, tant ils faisaient partie de la vulgate urbaphobe du Troisième Reich. Au moment où Verschuer procédait à ses insinuations typiques, Albert Speer, « inspecteur général de la Construction », c'est-à-dire ministre de la Construction, depuis 1937, n'avait en rien ralenti le réaménagement de Berlin entamé en 1938 – avec des « dégâts collatéraux », pas seulement fortuits, mais calculés, pour les Juifs. Quand un immeuble d'habitation était démoli, pour dégager le terrain en vue du schéma urbanistique imaginé par Speer pour Berlin, et repris (avec des variations locales) dans toutes les grandes villes, les habitants connaissaient un traitement distinct selon la « race » : les « Aryens » étaient relogés dans des logements saisis ailleurs en ville sur des Juifs (ou délaissés par des Juifs ayant quitté l'Allemagne) ; les Juifs étaient regroupés dans des immeubles réservés, une sorte de ghetto invisible, désigné du terme administratif cryptique de « *Schachtelraum* » (qu'on pourrait rendre par « espace enclavé »), et où les conditions d'entassement étaient telles que leur « évacuation » (à partir de 1942) allait paraître « raisonnable » (Willems, 2002 : 88-103). Ainsi, la « race » qui, de par sa nature et/ou son évolution, était la mieux adaptée à la ville, n'avait plus sa place dans celle-ci – et *a fortiori* pas sa place non plus à la campagne. Pour ce qui est de la ville, le paradoxe est moins grand qu'il paraît : la ville national-socialiste perdait, du vœu de ses concepteurs, théoriciens et praticiens, les traits qui en faisaient un milieu, proprement urbain, « congénial » aux Juifs.

Le schéma urbanistique de base, appliqué à Berlin, capitale d'un Troisième Reich poursuivant la domination universelle, ne différerait pas, sauf par l'échelle, et un style plus « riche » pour les bâtiments « suprêmes », de celui des quelque quarante villes vouées à « remodelage » sous le Troisième Reich : une croisée d'axes, un hall du peuple et une esplanade, généralement désignée du nom d'*Adolf-Hitler-Platz* (Cluet, 1987 : 211-217). Cette structure était censée interpeller en permanence les citoyens, même en dehors des meetings, programmés dans le hall et sur l'esplanade, et stimuler leur sentiment de coappartenance à une communauté politiquement unie et racialement homogène (les deux choses étant indissociables). Un Germain pouvait déplorer l'absence de verdure, mais la santé morale

confortée, la négation de l'*atomisation sociale* répondaient aussi bien à sa nature que le feraient un village, la campagne ou une forêt, surtout s'il n'y avait pas de Juifs alentour. Là où il n'y avait pas d'*atomisation sociale*, là où régnait la communauté, la ville cessait d'être lieu de désagrégation et de fracture – et n'existait donc plus ! D'ailleurs, son abolition n'était pas seulement « idéelle », mais aussi « réelle », puisque le Troisième Reich a généralement ignoré, sinon bafoué, au nom de ses principes, les conditions élémentaires de l'*urbanité* moderne, – tout comme l'avait déjà fait, avant lui, l'avant-garde weimarienne, sur d'*autres* motivations. Non seulement, bien sûr, les aménagements de centres-villes « politiques » étaient hors d'échelle, même là où n'étaient pas atteintes les dimensions berlinoises, mais les cités (pseudo-)traditionnelles, du type de la cité-jardin tronquée, qui s'étaient affirmé de façon majoritaire sous la République de Weimar, avaient maintenant l'exclusive absolue en zone suburbaine, périurbaine et rurale.

A l'heure de la victoire alliée sur l'Allemagne national-socialiste, 55% du parc immobilier de 1939 étaient détruits sous l'effet conjugué des bombardements et des combats. Dans certaines villes comme Berlin, Hambourg, Cologne ou Dresde, les pourcentages étaient bien plus élevés encore. Dans l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire jusqu'à la création des deux Etats allemands en 1949, la reconstruction s'est faite « sur le tas », au propre et au figuré, – en particulier en zone d'occupation soviétique où l'administration militaire prélevait des réparations de guerre « en nature » (machines, métaux, ciment, etc.). Etant donné que les centres-villes restaient « impraticables », et que les propriétaires des terrains étaient, d'une part, dépourvus des moyens nécessaires pour rebâtir et, d'autre part, réticents à vendre dans les circonstances, les premiers logements construits l'ont été en périphérie (Gruber, 1977 : 192) ; généralement dans une veine (pseudo-)traditionnelle, telle que l'avait défendue à partir de 1904, avec un effet durable à travers tous les régimes, la *Ligue pour la préservation de la patrie* (cf. *supra*), mais, entre-temps, sans que celle-ci pèse autrement qu'à distance, et sans que soient respectées ses exigences de qualité (dans la simplicité). Les types qui dominent sont la maisonnette et le petit immeuble, en brique ou en crépis, avec toits à deux pentes. L'atmosphère provinciale, villageoise, que respirent ces lotissements hâtivement construits, y compris les rares administrations ou sièges sociaux d'entreprise qui pouvaient s'y trouver mêlés, répondait à une logique urbaphobe « pensée-impensée ». Par suite d'une perception erronée du Troisième Reich, commune en Allemagne à l'époque – du moins, là où les communistes ne faisaient pas valoir leur thèse, plus réfléchi, mais pas moins fausse, du « fascisme », forme ultime du capitalisme –, les crimes nationaux-socialistes étaient

«consciemment-inconsciemment» rattachés au versant urbain et industriel du régime. La politique de pillage des autres pays, de spoliation et d'exploitation à mort des individus «de race contraire» résultait forcément d'un rationalisme, matérialisme, déficit d'âme, typiques d'individus «dé-naturés». Une personnalité équilibrée, mentalement et moralement saine, en contact avec la nature, de préférence à travers son jardin, – c'était là (/ – c'eût été là) la meilleure garantie contre la barbarie (Petsch, 1976: 228-230). Ainsi, certaines catégories de l'urbaphobie étaient maintenant retournées contre le Troisième Reich. Les concours pour des bâtiments scolaires articulent au plan formel et théorique ce type de préoccupations (Kieser, 1998: 201ss). Quand les centres-villes ont fini par être reconstruits, ce fut généralement sur les tracés préalables dans un style de compromis, situé entre l'ancien et le nouveau, «sans saveur ni odeur». L'alphabet formel du mouvement moderne restait insupportable à l'immense majorité de la population. Les lotissements (pseudo-)traditionnels qui ont dominé à l'Ouest jusqu'à la fin des années 1950²¹ et à l'Est jusqu'à la fin des années 1960 ont pu servir, à l'occasion, de toile de fond à quelques projets de prestige, – en particulier à l'Est où on souhaitait donner corps, en termes architecturaux, au «socialisme en marche». Stalinstadt (littéralement Staline-Ville), «première ville socialiste sur le sol allemand», a été conçue comme une cité «complète», en liaison avec le Combinat Acier Est (*Eisenhüttenkombinat Ost/EKO*). La typologie qui rappelle Cerdà, en plus souple, est un peu plus «citadine» qu'à la cité-jardin de Hellerau ou que dans les cités d'usine du Troisième Reich (les immeubles sont plus élevés et parés d'éléments classicisants), mais il en résulte, tout au plus, une *urbs in horto*, pas une «vraie» ville. Significativement, l'allégresse de commande qui avait cours dans les premières années du régime communiste puisait abondamment dans les métaphores rurales: «Quand je vous chante Staline-Ville,/je vous dis: fraîches sont les semailles,/neuve sera la moisson/et resplendissante d'or l'Ere nouvelle» (Meyhöfer, 1993: 34). Le retour en force des idées des Congrès internationaux d'architecture moderne, à la fin des années 1950 à l'Ouest et à la fin des années 1960 à l'Est, a donné à l'Allemagne ses grands ensembles. On les associe aujourd'hui surtout à l'Est et au communisme, mais c'est une illusion d'optique qui tient au fait qu'à

²¹ Rétrospectivement, 1957 apparaît comme une date charnière à l'Ouest avec l'«Exposition du bâtiment» *Interbau*, à Berlin(-Ouest), pour laquelle Gropius et Le Corbusier ont construit des immeubles d'habitation. Des signes avant-coureurs étaient observables depuis quelques années déjà, à Berlin ou encore à Hambourg.

l'Est la vogue en a duré plus longtemps, – ainsi qu'au fait que, là, il n'y avait même pas de quartiers pavillonnaires pour rompre la monotonie par... une *autre* monotonie. La seule ville de Hambourg s'est dotée de vingt grands ensembles. Le zèle à pratiquer le «grand lotissement», dans lequel l'Ouest a, donc, donné en premier avant que l'Est suive²², avec retard comme en beaucoup de choses, était dû principalement à trois facteurs. Tout d'abord, on choisissait le camp occidental et plus particulièrement les Etats-Unis où le *Neues Bauen* avait trouvé refuge et fleuri. Les Gropius et Mies van der Rohe qui avaient été accueillis aux Etats-Unis comme des «dieux blancs» revenaient en Allemagne²³, parés de la blancheur de leur innocence, – d'une innocence dont on voulait profiter, mais sous laquelle se cachait aussi leur ancienne urbaphobie latente (cf. *supra*), qui, dans l'environnement américain, s'était plutôt intensifiée. Ensuite, deuxième facteur, du même ordre, qui pourrait expliquer la fortune (ouest-)allemande du «grand lotissement»: ce «grand lotissement» constituait une nouvelle strate, de béton, d'asphalte et de pelouse, sous laquelle on scellait le passé, – *tout* le passé, dont surtout celui qui était «dénié» (au sens freudien), selon la thèse convaincante d'A. et M. Mitscherlich (cf. *supra*). L'éviction concomitante des classiques de la littérature (Goethe, Hölderlin, Kleist, etc.) des programmes scolaires, ainsi que la destruction *continué* du parc immobilier ancien – à concurrence de 85% en 1977 contre 55% en 1945 – vont dans le sens des Mitscherlich. Enfin, il ne faudrait pas oublier qu'opter pour le «grand lotissement», c'était aussi opter pour la civilisation automobile à l'américaine, tout en servant l'économie nationale dans l'Allemagne du «miracle économique». En tout état de cause(s), l'*urbanité* qui avait distingué Berlin, au même titre que Paris ou Vienne, et ce jusqu'à la guerre, malgré la terreur national-socialiste, pour qui avait envie (/ – loisir) de s'y plonger était sacrifiée, concomitamment avec toute «turbulence» urbaine. En 1957, au moment de l'«Exposition du bâtiment» *Interbau*, à Berlin(-Ouest)²⁴, qui, d'une part, a transformé en grand ensemble l'ancien *Hansa-Viertel* (littéralement quartier de la Hanse), très endommagé par la guerre, et, d'autre part, produit la première voie rapide intra-urbaine, le Sénat de Berlin salua celle-ci par un adieu outrageant au... promeneur: «La nouvelle voie n'a que faire des incorrigibles néandertaliens. Qui [...] n'a pas de but est un promeneur, et ferait mieux d'aller dans un parc» (Rudolph, 2001). Ce genre de doctrines, proprement inhumaines, n'ont pas manqué

²² Cf. notre n. 3.

²³ A travers leurs seules constructions. Les deux ont décliné toutes les offres de retour effectif.

²⁴ Cf. notre n. 21.

de produire des réactions, du moins à l'Ouest, mais seulement dans les années 1970, au moment même où l'Est embrassait sa propre politique du grand ensemble.

Les années 1970 ont, en réalité, donné lieu à des attitudes contradictoires à l'Ouest, – qui toutes se laissent, cependant, rattacher sommairement aux «idées de 1968», – en particulier, sur la nécessité de changer les rapports humains. Certains se souciaient d'*urbanité*, bien comprise, en prônant la revitalisation des centres-villes, voire une redensification de toute la ville, dont le signal fut, sans doute, le premier bloc réalisé à Berlin(-Ouest) depuis des décennies – en 1974 sur la *Vineta-Platz* par Josef Paul Kleihues. D'autres «acteurs culturels», moins nombreux, tournaient carrément le dos à la ville. Toute une littérature a surgi, portée par divers projets alternatifs, réalisés ou non. Des titres comme *La vie à la campagne*, *L'auto-organisation à la campagne*, *Des villages poussent à la ville* traduisent une urbaphobie nouvelle dont les ressorts étaient la vie simple, le relationnel et la «quête de soi-même» – toutes choses jugées irréalisables à la ville. Le roman utopique d'Uwe Wolff, *Papa Faust* (1982), paraît typique à cet égard. Le personnage éponyme, un citadin hyperactif, trouve sagesse et quiétude dans une communauté rurale, où homme, animal et nature sont traités avec amour (Hermand, 1991 : 155). Ces tendances reculent dans les années 1980, même si un Rudolf Bahro (1935-1997), philosophe dissident d'Allemagne de l'Est, expulsé vers l'Ouest en 1979, et cofondateur, l'année suivante, des Verts (ouest-)allemands, prônait encore à la fin des années 1980 une ligne radicalement urbaphobe, pour ne pas dire antiurbaine. Dans un ouvrage de 1987, *Logique du salut*, qui fut un échec commercial – en comparaison de *L'Alternative* qu'il avait publié en 1977 –, il dénonce ses camarades «verts», tombés dans une urbaphilie faussement «alternative», de l'espèce des Daniel Cohn-Bendit (non désigné), qui se laissent bercer par la maxime trompeuse : «sous les pavés la plage». Il reprend à son compte le reproche que d'autres Verts proféraient à son encontre et selon lequel il était un pourfendeur exalté de la «Babylone écologique». Oui, c'était exactement cela (Bahro, 1987 : 116). Et puis : «Nul besoin [n'était] de mettre le feu à la ville pour illuminer son effondrement : un surcroît de lumière électrique fera[it] l'affaire» (Bahro, 1987 : 228). Enfin, retournant une formule de Gropius, sans citer l'original, ni *a fortiori* son auteur, il assignait pour but à l'écologie radicale «non seulement la dédensification [des] zones fortement urbanisées [*Zusammenballungen*], mais leur dissolution» (Bahro, 1987 : 116; Gropius, 1956 [1931] : 104). Par-delà le «renversement» de Gropius, il renouait ainsi avec l'architecte et urbaniste Bruno Taut qui, dans sa phase expressionniste, avait lancé cette formule, relevant de l'apocalyptique

urbaphobe, déjà présente chez Riehl²⁵. Toutefois, la «réforme de la réforme urbanistique» (/ – de toutes les réformes depuis la cité-jardin!) s’est finalement affirmée au fil des années, tant du côté des «faiseurs», décideurs et maîtres d’œuvre, que des usagers de toutes tendances.

De la zone piétonne (à distinguer de la simple rue piétonne), dont la première, allemande, date de 1967, au «néo-passage», inspiré des modèles du XIX^e siècle, dont le premier, allemand, date de 1978, c’est la même nostalgie de la flânerie citadine qui se manifeste, – exploitée (/ – incarnée) sous forme commerciale. (L’apparition du «néo-passage» s’expliquant par la détérioration des zones piétonnes en termes de commerce.) L’aménagement de cours intérieures de blocs anciens selon la même logique, de profit et de «divertissement», avec des cafés, boutiques, etc., comme par exemple à Berlin dans les *Hackesche Höfe*, réhabilités en 1997, est encore plus «tendance». Dans ce contexte, il existe aussi, depuis quelque temps, une clientèle pour un habitat urbain, d’allure franchement «urbaine», – ou encore suburbain densifié, tel qu’il fut présenté, à la vue de tous, en 1982, à la première *Documenta urbana*, mais était en gestation depuis les années 1970. Des places compactées, telles que les réclamait également, entre autres, dès cette époque, la revue bruxelloise *Archives d’Architecture Moderne* (1975-1990), non seulement pour Bruxelles ou Paris, mais aussi pour diverses villes allemandes particulièrement «ravagées» (Krier, 1978), n’ont pas manqué de suivre, même si l’alphabet architectural n’en était pas forcément le post-moderne, «speerien enjoué», que les *Archives* préconisaient. En tout état de cause, la *Potsdamer Platz* de Berlin capitale, achevée en 2000, essaie de satisfaire à l’impératif de la compactation et de la redensification qui fuse de toutes parts. Une telle place, les blocs intra-urbains, les «maisons de ville» suburbaines suffiront-ils cependant à recréer l’urbanité perdue? Certes, on mesure mieux que jamais, aujourd’hui, l’ampleur de la perte – en particulier, en Allemagne où chacun des mouvements et contre-mouvements de l’architecture, (co-)responsables de l’«urbicide» permanent depuis le XIX^e siècle, fut suivi avec une ardeur sans pareille –, mais ce serait assurément, une fois encore, une erreur d’architecte strictement «environnementaliste» que de penser que les prérequis architecturaux de l’urbanité puissent suffire à la ressusciter. On se souvient de cette curiosité relevée par Walter Benjamin: à Paris, au XIX^e siècle, certains flâneurs promenaient une tor-

²⁵ Cf *supra* dans le corps du texte. La question de l’urbaphobie expressionniste ne pouvait pas être abordée dans le cadre de la présente contribution. Des choix ont été nécessaires. La question, peu connue du public francophone, des «communautés de régénération» des «années de crise» de la République de Weimar (1918-1923) a paru prioritaire.

tue propre à ralentir encore leur marche (Benjamin, 1991 : 532 [notation M 3, 8]). Même l'oisif craignait donc d'être gagné par la logique du *Time is money* et de l'«affairement» – ou, s'il se savait immunisé, voulait faire montre de sa «résistance», auprès des autres qui ne l'étaient pas (/ – ne l'étaient plus). Le mal qui menaçait alors était déjà celui de l'indisponibilité permanente et ubiquitaire, y compris dans les moments perdus (à ne plus perdre!), qui sévit aujourd'hui avec le téléphone portable «multifonction». – Et ce dans tous les pays développés dont, bien sûr, l'Allemagne. Là, comme ailleurs, l'architecture est donc une condition *nécessaire*, mais *non suffisante*, à la reconquête et à l'entretien de l'urbanité.

Bibliographie

Albers G., *Entwicklungslinien im Städtebau. Ideen, Thesen, Aussagen 1875-1945: Texte und Interpretationen*, Bertelsmann Fachverlag (Bauwelt Fundamente 46), Düsseldorf, 1975.

Arnim L. A. von, *Armut, Reichtum, Schuld und Buße der Gräfin Dolores*, Insel-Verlag, Leipzig, 1982 (1810).

Bahro R., *Logik der Rettung. Wer kann die Apokalypse aufhalten? Ein Versuch über die Grundlagen ökologischer Politik*, Ed. Weitbrecht in K. Tiedemanns Verlag, Stuttgart/Vienne, 1987.

Baumeister R., *Stadterweiterungen in technischer, baupolizeilicher und wirtschaftlicher Bedeutung*, Ernst & Korn, Berlin, 1876.

Benjamin W., *Das Passagen-Werk*, Suhrkamp (suhrkamp taschenbuch wissenschaft 935), Francfort-sur-le-Main, 1991 (1982).

Bergmann K., *Agrarromantik und Großstadtfeindschaft*, Anton Hain (Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft 20), Meisenheim am Glan, 1970.

Born K. E., *Von der Reichsgründung bis zum Ersten Weltkrieg*, Deutscher Taschenbuch Verlag (DTV Wissenschaft 4216), München, 1980 (1970).

Buchholz K. et al., *Die Lebensreform. Entwürfe zur Neugestaltung von Leben und Kunst um 1900*, 2 tomes, catalogue de l'exposition de 2001-2002 à l'Institut Mathildenhöhe Darmstadt, haeusser media/Verlag Häusser, Darmstadt, 2001.

Choay F., « Le règne de l'urbain et la mort de la ville » in Dethier J. et Guiheux A., *La ville. Art et architecture en Europe 1870-1993*, ouvrage publié à l'occasion de l'exposition présentée du 10 février au 9 mai 1994 dans la grande galerie du Centre Georges Pompidou, Ed. du Centre Pompidou, Paris, 1994, pp. 26-35.

Cluet M., « Cité-jardin et idées "réactionnaires-progressistes" » in Koehn B., *La Révolution conservatrice et les élites intellectuelles européennes*, Presses Universitaires de Rennes, 2003, pp. 177-199.

Cluet M., *L'architecture du III^e Reich. Origines intellectuelles et visées idéologiques*, Peter Lang (collection Contacts, série III, vol. 4), Berne, 1987.

Cluet M., *La « libre culture ». Le mouvement nudiste en Allemagne depuis ses origines au seuil du XX^e siècle jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir (1905-1933). Présupposés, développements et enjeux historiques*, thèse d'Etat, études germaniques, Paris IV Sorbonne, 1999, diffusée en version papier par l'Atelier national de reproduction des thèses (Thèse à la carte), Lille, sous la réf. 99PA040196.

Eckermann J. P., *Gespräche mit Goethe, in den letzten Jahren seines Lebens*, Deutscher Taschenbuch Verlag (dtv-bibliothek 6065), Munich, 1976 (1836-1848).

Frevert U., «Stadtwahrnehmungen romantischer Intellektueller in Deutschland», in Graevenitz, G. von, *Die Stadt in der europäischen Romantik*, Königshausen & Neumann, Würzburg, 2000, pp. 55-78.

Gropius, W., «Die soziologischen Grundlagen der Minimalwohnung für die städtische Industriebevölkerung» (1929), in Gropius W., *Architektur: Wege zu einer optischen Kultur*, Fischer Bücherei (Bücher des Wissens 127), Francfort-sur-le-Main/Hambourg, 1956, pp. 84-93.

Gropius W., «Flach-, Mittel- oder Hochbau» (1931) in Gropius W., *Architektur: Wege zu einer optischen Kultur*, Fischer Bücherei (Bücher des Wissens 127), Francfort-sur-le-Main/Hambourg, 1956, pp. 94-105.

Gropius W., «Organic neighborhood planning» (1943-1949), in Gropius W., *Scope of Total Architecture*, Collier Books, New York, 1974 (1955), pp. 116-123.

Gropius W., *The New Architecture and the Bauhaus*, The M.I.T. Press (M.I.T. Paperback 21), Cambridge (Mass.), 1976 (1935).

Gruber K., *Die Gestalt der deutschen Stadt*, Georg D. W. Callwey, Munich, 1977 (1952).

Hartmann K., *Deutsche Gartenstadtbewegung. Kulturpolitik und Gesellschaftsreform*, Heinz Moos, Munich, 1976.

Henschel G., «Moloch Großstadt», *Merkur*, 61 (2007), n° 700, pp. 881-890.

Hermund J., *Grüne Utopien in Deutschland. Zur Geschichte des ökologischen Bewußtseins*, Fischer Taschenbuch Verlag (Geschichte Fischer 10395), Francfort-sur-le-Main, 1991.

Hilberseimer L., *Entfaltung einer Planungsidee*, Ullstein (Bauwelt Fundamente 6), Berlin/Francfort-sur-le-Main/Vienne, 1963.

Kerbs D. et Reulecke J. (dir.), *Handbuch der Reformbewegungen 1880-1933*, Peter Hammer Verlag, Wuppertal, 1998.

Kieser M., *Heimatschutzarchitektur im Wiederaufbau des Rheinlandes*, Verlag des Rheinischen Vereins für Denkmalpflege und Landschaftsschutz (Beiträge zur Heimatpflege im Rheinland 4), Cologne, 1998.

- Krier R., « Reconstruction d'espaces urbains détruits : Stuttgart » (1973) in ***, *Architecture rationnelle/Rational Architecture*, Ed. des Archives d'Architecture Moderne, Bruxelles, 1978, pp. 90-93.
- Marchand B., « Nationalsozialismus und Großstadtfeindschaft », *Die alte Stadt*, 26 (1999), n° 1, pp. 40-50.
- Meyhöfer D., « Utopie in Stein », *Zeitmagazin*, 29.10.1993, pp. 26-37.
- Mitscherlich A. et M., *Die Unfähigkeit zu trauern. Grundlagen kollektiven Verhaltens*, Piper (Serie Piper 168), München, 2004 (1967).
- Langbehn A. J., *Rembrandt als Erzieher*, C. L. Hirschfeld, Leipzig, 1922 (1890).
- Linse U. (éd.), « Zurück o Mensch zur Mutter Erde ». *Landkommunen in Deutschland 1890-1933*, Deutscher Taschenbuch Verlag (dtv dokumente 2934), Munich, 1983.
- Petsch J., *Baukunst und Stadtplanung im Dritten Reich. Herleitung/Bestandsaufnahme/Entwicklung/Nachfolge*, Carl Hanser, Munich/Vienne, 1976.
- Puschner U., *Die völkische Bewegung im wilhelminischen Kaiserreich. Sprache – Rasse – Religion*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2001.
- Rading A., « Die Typenbildung und ihre städtebaulichen Folgen », in Block F. (éd.), *Probleme des Bauens*, Müller & Kippenheuer, Potsdam, 1928, pp. 55-86.
- Rading A., « Stadt, Form, Architekt », *Die Form*, I (1925), pp. 6-10.
- Riehl W. H., *Kulturgeschichtliche Charakterköpfe*, Cotta, Stuttgart, 1892 (1891).
- Riehl W. H., *Land und Leute*, J. G. Cotta'scher Verlag, Stuttgart, 1861.
- Rosenberg A., *Der Mythos des 20. Jahrhunderts. Eine Wertung der seelisch-geistigen Gestaltenkämpfe unserer Zeit*, Hoheneichen Verlag, Munich, 1934 (1930).
- Rosenberg A., *Letzte Aufzeichnungen. Nürnberg 1945/46*, Jomsburg, Uelzen, 1996 (1955).
- Rothschuh K. E., *Naturheilbewegung – Reformbewegung – Alternativbewegung*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1984.
- Rousseau J.-J., *Emile ou De l'éducation*, GF-Flammarion, Paris, 1993 (1762).
- Rudolph D., « BVG [Berliner Verkehrs-Gesellschaft] wird abgeschafft », *Berliner Zeitung Scheinschlag*, 8/2001 [23.08 - 19.09.2001]. En ligne sous : http://www.scheinschlag.de/archiv/2001/08_2001/texte/07.html (consulté le 18.03.2010).
- Schlegel F. von, *Lucinde*, Philipp Reclam jun., Stuttgart, 1966 (1799).
- Schubert D., « Theodor Fritsch ou La version nationaliste allemande de la cité-jardin » (traduction de l'allemand de J. Schimchilachvili), *Les cahiers de la recherche architecturale*, N°s 15-17, 1^{er} trim. 1985 [*Architecture et politiques sociales 1900-1940*], pp. 154-161.

Schultze-Naumburg P., *Das Gesicht des deutschen Hauses (Kulturarbeiten IV [agencement des volumes, modifié par rapport à l'avant-guerre])*, Georg D. W. Callwey, Munich, 1929.

Schultze-Naumburg P., *Kulturarbeiten. Band IV [agencement originel des volumes] : Städtebau*, Georg D. W. Callwey, Kunstwart-Verlag, Munich, 1909 (1906).

Sieferle R. P., *Fortschrittsfeinde? Opposition gegen Technik und Industrie von der Romantik bis zur Gegenwart*, C. H. Beck, Munich, 1984.

Sitte C., «Großstadt-Grün» (1900), in Wilhelm K. et Jessen-Klingenberg D. (éds), *Formationen der Stadt. Camillo Sitte weitergelesen*, Birkhäuser Verlag für Architektur (Bauwelt Fundamente 132), Bâle, 2006, pp. 292-309.

Spengler O., *Der Untergang des Abendlandes*, t. 2, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, Munich, 1924 (1918-1922).

Tessenow H., *Handwerk und Kleinstadt*, Cassirer, Berlin, 1919.

Teut A., *Architektur im Dritten Reich 1933-1945*, Ullstein (Bauwelt Fundamente 19), Berlin/Francfort-sur-le-Main, Vienne, 1967.

Theweleit K., *Männerphantasien*, t. 1 [*Frauen, Fluten, Körper, Geschichte*], Verlag Roter Stern, Francfort-sur-le-Main, 1977.

Vondung K., «Zur Lage der Gebildeten in der wilhelminischen Zeit», in Vondung K. (dir.), *Das wilhelminische Bildungsbürgertum. Zur Sozialgeschichte seiner Ideen*, Vandenhoeck & Rupprecht (Kleine Vandenhoeck-Reihe 1420), Göttingen, 1970, pp. 20-33.

Wackenroder W. H., et Tieck L., *Herzensergießungen eines kunstliebenden Klosterbruders*, Philipp Reclam jun., Stuttgart, 1977 (1796).

Willems S., *Der entsiedelte Jude. Albert Speers Wohnungspolitik für den Berliner Hauptstadtbau*, Ed. Hentrich, Berlin, 2002.

3

La structure spatiale de la ville américaine : urbaphobie ou ambivalence ?

Cynthia Ghorra-Gobin

Interpréter la structure spatiale de la ville américaine et son étalement (en dehors de toute notion de limite), et cela depuis plus d'un siècle environ, s'avère peu aisé. En géographie comme au sein des sciences sociales, un important courant de recherches remontant aux années 1980 a privilégié et continue de privilégier l'hypothèse des réseaux techniques pour expliquer l'étalement de la ville, en mettant bien entendu l'accent sur le réseau autoroutier et sur l'avènement de la voiture comme mode de déplacement en milieu urbain (Dupuy et Offner, 2005). Difficile d'invalider cette hypothèse tant les réseaux techniques participent de la construction de la ville moderne. Les plans d'aménagement et d'urbanisme du XX^e siècle et plus particulièrement de la seconde moitié du siècle ont, il est certain, été travaillés selon le principe du zonage et de la circulation automobile. Les ingénieurs ont été aidés par les architectes qui, sous l'influence de la théorie de l'architecture moderne (Le Corbusier et *La Charte d'Athènes*) ont formalisé leur intervention à partir du binôme *Habiter-Circuler* et ont ainsi œuvré suivant les principes de la fonctionnalité au détriment, par exemple des espaces publics¹.

¹ Pour plus de détails sur cette alliance entre architectes et ingénieurs, consulter le chapitre introductif de l'ouvrage dirigé par C. Ghorra-Gobin, *Les espaces publics à l'heure globale : réinventer le sens de la ville*, L'Harmattan, 2001.

Pour éviter cependant toute forme de déterminisme technique dans l'explication de la structure spatiale de la ville en dehors de toute notion de limite et notamment de la ville américaine, l'analyse se doit de prendre en compte les représentations de la ville telles qu'elles sont véhiculées par les acteurs de la ville. En effet les acteurs de la ville ne se réduisent pas aux seuls ingénieurs et architectes : il faut également compter sur les élus locaux et nationaux (en charge des investissements financiers), les responsables administratifs, les habitants et les promoteurs immobiliers qui, en dépit de leurs rivalités dans l'espace politique partagent souvent une conception similaire de la ville ou de ce que devrait être la ville. Dans le contexte des Etats-Unis qui, en Occident, présentent la spécificité d'avoir été le premier pays à se doter d'une Constitution reposant sur le principe d'une démocratie moderne s'inspirant des idées européennes du Siècle des lumières, les historiens ont pris l'habitude de préciser que les Pères fondateurs avaient choisi d'ancrer ses règles démocratiques dans les valeurs du monde rural. Cet argument autorise le géographe soucieux de s'interroger sur la structure spatiale de la ville américaine au XX^e et au XXI^e siècle tout en évitant une lecture imprégnée de déterminisme technique de faire référence aux discours et aux regards portés par la société américaine sur la ville, au moment où le pays, – avant même d'avoir mis fin à l'esclavage (guerre de Sécession) –, fait face à l'industrialisation et à ses deux corollaires l'urbanisation et l'immigration (Ghorra-Gobin, 1985 ; Jackson, 1986).

La structure spatiale de la ville au XX^e siècle

La configuration spatiale de la ville nord-américaine a été étudiée par de nombreux géographes qui, à la suite de Brian J. L. Berry, se réfèrent généralement au modèle proposé par le sociologue de l'Ecole de Chicago, Ernest Burgess. Suivant les grandes lignes de ce schéma, la ville nord-américaine se caractérise par la ségrégation des fonctions et des habitants en relation avec leur statut social et leur origine ethnique et par une succession de zones concentriques. Elle comprend une aire centrale (*downtown*) entourée d'une zone plus ou moins détériorée et habitée par les minorités ethniques et raciales et les immigrés récents, puis une troisième zone plus prospère où vivent les classes ouvrières, non loin de leur lieu de travail. Au-delà de ces trois aires s'étend le tissu suburbain, cadre privilégié de la famille américaine.

Le noyau central constitué d'un vaste territoire est peu homogène et abrite des fonctions diverses. Il inclut le centre des affaires (Central Business District, C.B.D.) dont l'importance n'a cessé d'augmenter parallèlement à l'accroissement des fonctions tertiaires au sein du secteur industriel, comme l'indique le nombre croissant des gratte-ciel au fil des ans. A proximité du C.B.D. se situe une aire d'entrepôts et d'hôtels bon marché où logent les travailleurs saisonniers (notamment ceux employés par l'agriculture dans le cas des villes moyennes des régions rurales) et où se concentrent les SDF (sans domicile fixe) vivant grâce à l'aide des fondations religieuses implantées dans ce secteur de la ville. *Skid Row* se présente a priori comme un territoire plutôt abandonné bien que traversé dans la journée par quelques camions. Ici, la marginalité économique oblitère toute différenciation raciale ou ethnique. Le centre-ville peut également inclure le marché en gros de fruits et de légumes, les gares routière et ferroviaire. Non loin de ce territoire central se situent les ghettos où vivent les minorités ethniques, c'est-à-dire les populations afro-américaines, asiatiques et hispaniques ainsi que les immigrés récents. La centralité des villes américaines est principalement fonctionnelle même s'il est vrai que la majorité des grands musées et des salles de théâtre et de musique se situent à proximité de ces gratte-ciel.

Dès les années 1870, la grande bourgeoisie américaine choisit de résider en banlieue (autre bien entendu les quartiers centraux privilégiés et ayant une longue histoire urbaine comme Manhattan et autres quartiers de Boston ou de Chicago). Son choix s'explique en raison de la valorisation dont fait l'objet la banlieue, compte tenu de la faible densité morphologique et démographique et notamment de sa proximité avec la nature. Les citadins des grandes villes américaines souhaitent bénéficier de meilleures conditions de vie tout en profitant de la croissance économique : vivre dans une vaste maison entourée d'un jardin propice à l'éducation des enfants et résider à proximité de la nature tout en ayant les moyens de se rendre tous les jours à la ville pour y travailler, se présente comme un idéal de vie. Aussi l'aménagement progressif de lignes de chemin de fer reliant la ville aux territoires environnants suivi plus tard par celles du tramway (*streetcar*) favorise le départ des ménages aisés pour la banlieue. Ce mouvement prend une nouvelle dimension à partir du moment où l'Etat fédéral aide les ménages à accéder à la propriété en banlieue (progressivement à partir des années 1940) et prend notamment en charge la création de voies autoroutières (années 1950) (Gutfrueud, 2004 ; Jackson, 1985). Le mouvement de masse s'amplifie à partir des années 1960 au moment où des pratiques

de déségrégation s'instaurent dans les districts scolaires : les enfants des quartiers blancs sont conduits dans les écoles situées dans les quartiers noirs et les enfants des quartiers noirs sont invités à se rendre dans les quartiers blancs. Les Américains parlent alors de la politique du *busing*.

La banlieue résidentielle ne tarde pas à occuper une place notable au sein du tissu urbain au milieu du XX^e siècle, à partir du moment où elle abrite les classes moyennes et ouvrières. A partir de la fin de la décennie 70, elle commence à accueillir la classe moyenne noire sans que pour autant ce mouvement entraîne à une véritable mixité ethnique et raciale. La banlieue résidentielle, c'est l'univers de la maison individuelle posée sur une pelouse et entourée d'un vaste jardin dans un cadre bucolique. A la fin des années 1950, elle est progressivement reliée au centre-ville par des autoroutes qui remplacent les lignes de transports en commun (Stilgoe, 1981 ; Gutfreund, 2004). Les banlieues, définies comme quartier résidentiel, préexistent donc à l'arrivée de l'automobile. A Los Angeles, pensée et imaginée, comme une ville de maisons individuelles vers les années 1870, à partir du moment où elle accueille grâce à l'arrivée du chemin de fer, des Américains en provenance de villes de la côte est et plus tard du Midwest, la voiture commence à être utilisée pour les trajets domicile-travail à la fin des années 1920. La structure spatiale de Los Angeles, comme celle des autres villes américaines, ne peut se réduire à une explication centrée sur l'avènement de la voiture et l'aménagement d'un réseau autoroutier. La société américaine avait en effet déjà engendré les *images* d'un *cadre de vie idéal*, situé hors de la ville bien avant l'avènement de la voiture (Ghorra-Gobin, 1987, 1993).

A partir des années 1980, les banlieues américaines font l'objet d'une nouvelle mutation avec la restructuration de l'économie urbaine parallèlement à la dynamique de la globalisation de l'économie. En effet, après avoir accueilli les fonctions commerciales avec l'implantation de centres commerciaux dans les années 1960 et 1970, elles accueillent des emplois et se parent de bâtiments de bureaux destinés aux différents secteurs du tertiaire et notamment de la technologie de pointe. On parle de la décentralisation de l'économie et la diffusion des emplois vers les banlieues et les périphéries urbaines. Les mutations des banlieues ont ainsi été à l'origine de nouveaux termes, comme *Edge Cities* (Garreau, 1991) et plus tard *Edgeless Cities* (Lang, 2002) : le premier terme fait référence à l'émergence de nouvelles polarités pendant que le second souligne le caractère plutôt diffus de la décentralisation économique, notamment dans les zones périurbaines (*exurbs*).

Mais pourquoi et comment la société américaine a-t-elle été amenée à valoriser la banlieue ? Qu'en est-il en ce début de XXI^e siècle ?

Les intellectuels américains au milieu du XIX^e siècle

Les Etats-Unis ont eu beaucoup de mal à s'inscrire dans la dynamique du capitalisme industriel. Cette crainte de l'industrialisation repose en fait d'une part sur les images négatives que suscite la ville dans un pays ayant ancré la démocratie dans les valeurs de la société rurale et d'autre part sur des récits des voyageurs ayant visité les villes britanniques confrontées à l'industrialisation, comme Manchester et Londres. L'urbanisation, corollaire de l'industrialisation est alors perçue comme un risque pour la société américaine. La ville industrialisée accueillant des flux migratoires intenses à partir des campagnes est confrontée à l'émergence d'un prolétariat pauvre et souvent peu discipliné vivant à proximité des usines. De ce fait, elle présente le risque de devenir le siège d'affrontements sociaux, pour ne pas dire le « site privilégié » d'une possible révolution. Les intellectuels américains mesurant le risque social lié à la densité ont alors porté un regard plutôt méfiant à l'égard de la ville (White, 1962) et ont de ce fait ancré leur idéal résidentiel dans le mythe pastoral (Marx, 1964 ; Waldie, 1996).

Aussi entre les années 1820 et 1860, au moment où l'industrialisation est perçue comme inéluctable, les intellectuels s'interrogent sur le devenir de la ville américaine et de la société américaine. Ils furent soucieux de prôner une alternative à l'entassement urbain, considéré comme la source de tous les maux de la société. « Habiter en banlieue » se présente progressivement comme un slogan au profit de la préservation des valeurs familiales et, à terme, de la stabilité sociétale. Les banlieues ne sont donc pas de simples produits du hasard résultant d'une politique d'aménagement centrée sur les réseaux techniques ou encore le fruit naturel d'un processus de lotissement à l'initiative de quelques promoteurs ambitieux. Elles constituent un cadre pensé pour le développement de la vie de famille et de l'éducation des jeunes enfants. Comme le démontre avec subtilité et finesse Kenneth Jackson, la culture américaine fut la première à valoriser la banlieue. Contrairement à la ville européenne (celle de l'Europe continentale), elle ne se définit pas comme un territoire en marge de la ville, délaissé par l'architecture monumentale et les classes dirigeantes pour être principalement habité par les classes ouvrières (faubourgs) (Perrot, 2001 ; Fourcault, 1998). Pour la société nord-américaine, la banlieue se veut le moyen de dépasser la traditionnelle distinction entre la ville et la nature, un mythe qui s'élabore au travers de la convergence de trois courants de pensée suscités par les philosophes, les pasteurs et les féministes domestiques.

Dans le contexte américain, l'industrialisation n'évoque pas uniquement des images de migrations de la campagne vers les villes, elle considère l'arrivée de flux migratoires de ruraux en provenance d'Europe. Compte tenu de leur ampleur jusque dans les années 1910, ces flux furent perçus comme des forces susceptibles de rompre l'équilibre fragile de villes qui, pour la plupart, dataient principalement de l'époque coloniale. Les intellectuels conscients de l'intensité de l'immigration et de la révolution technologique bouleversant modes de production et rythmes de vie des populations, ont alors choisi de trouver une alternative à la densité urbaine. Afin d'accueillir et de loger les flux d'immigrants tout en préservant la vie quotidienne des Américains, ils proposent d'éloigner ces derniers autant que possible des lieux de production. D'où l'idée de la maison et du jardin, situés hors de la ville et proches de la nature, comme lieu de résidence privilégié des ménages. A la ville incomberaient donc les fonctions économiques et l'acculturation des immigrés, cependant que la fonction résidentielle serait l'apanage de la banlieue. Trois courants idéologiques, le transcendantalisme, le mouvement religieux et le féminisme domestique convergent pour ériger la banlieue comme cadre de vie idéale (Jackson, 1986; Ghorra-Gobin, 1985).

Les philosophes transcendantalistes

Sous l'influence des philosophes Emerson (1803-1882) et Thoreau (1817-1862), la nation américaine repense au XIX^e siècle son rapport à la nature (Nash, 1967). Henry David Thoreau, le naturaliste de Concord (petite ville du Massachusetts située à 30 km au nord-ouest de Boston) qui s'inspire des travaux menés par Humboldt en Amérique du Sud, ne cesse de plaider pour l'adaptation permanente de l'être humain aux conditions naturelles. Il s'inscrit dans l'écologie arcadienne, privilégiant de ce fait l'ordre naturel auquel l'homme doit apprendre à s'adapter et refuse la tendance impérialiste de la science œuvrant en faveur de la domination de la nature (Worster, 1985)². En 1845, Thoreau quitte la petite ville de Concord pour vivre dans la nature: il y rédige son célèbre ouvrage *Walden: la vie dans les bois*. Son point de vue est toutefois relativisé dans *The Nature*, rédigé

² Donald Worster dont l'analyse se situe dans le prolongement des travaux de Max Horkheimer et de Theodore Adorno mettant l'accent sur la dialectique remontant au Siècle des lumières entre la science arcadienne privilégiant la raison en mesure de la transcender et la science impérialiste en faveur de la domination de la nature.

par un autre philosophe transcendantaliste, Ralph Waldo Emerson, qui reconnaît la valeur matérielle de la nature en tant que réservoir de matières premières (indispensables pour la survie de l'être humain) tout en la considérant comme une source d'inspiration pour l'imagination humaine : « *Nature is the symbol of the spirit.* » Emerson fait confiance à la nature et à l'être humain alors que Thoreau en assimilant la nature à la source de la religion, redoute la ville. Thoreau exprime de sérieuses craintes face à l'avancée de la civilisation technologique et privilégie la *wilderness* à l'être humain : « *Our lives need the relief of the wilderness* » (Nash, 1967 : 87).

Le courant philosophique intitulé « transcendantalisme » dont Emerson et Thoreau représentent les figures les plus marquantes s'inspire certes des courants romantiques européens revendiquant un autre regard sur la nature à l'heure de l'industrialisation. Il va toutefois jusqu'à accorder une place particulière à la *wilderness* au sein des mythes fondateurs de la société. Au moment de l'arrivée des premiers colons sur le territoire qui devint la Nouvelle-Angleterre, la nature jusqu'alors peu modifiée par les Indiens avait été perçue comme un environnement rebelle et sauvage qu'il fallait s'approprier et aménager au profit des activités humaines. Mais au début du XIX^e siècle, au moment où la nation – après avoir gagné son indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni – construit son identité, elle investit l'environnement d'une signification autre. La nature cesse alors d'apparaître comme redoutable : elle devient le symbole même de la vie spirituelle de l'individu et du groupe social. Dans ce contexte intellectuel, les termes de nature et de civilisation ne s'opposent plus. La nature devient la condition pour qu'il y ait civilisation en raison de son influence bénéfique sur l'être humain : « *Wilderness symbolized the unexplored quality and untapped capacities of every individual* » (Nash, : 87).

Le transcendantalisme remet en cause les conceptions puritaines du siècle précédent : être en harmonie avec Dieu devient désormais synonyme de vivre à proximité de la nature. Cette « nouvelle » posture fait prendre conscience au peuple américain du caractère exceptionnel de son environnement naturel : la *wilderness* représente pour l'identité américaine ce que le patrimoine architectural et historique représente pour les pays européens. Le terme de *wilderness* tel qu'il est évoqué par Roderick Nash fait référence à la nature sauvage, soit la nature non modifiée par l'homme. La *wilderness* qui, pour les Puritains, représentait l'équivalent de ce qu'était la forêt pour l'Europe du Moyen Âge, participe désormais d'une des caractéristiques fondamentales de la civilisation américaine : « *With the idea or symbol of wilderness, Americans built a civilization* » (Nash, 1967 : 40). Le transcendantalisme se présente comme un mouvement social et politique prônant la

protection et la conservation de la nature. Il inspire également les artistes, et notamment les peintres de l'École de la Hudson River, comme Thomas Cole et plus tard Albert Bierstadt parti à la découverte des paysages de l'Ouest.

Le transcendantalisme reconnaît la *wilderness* comme une spécificité de la civilisation américaine à l'heure où celle-ci se construit tout en faisant face à l'industrialisation et à l'urbanisation. La pensée de Thoreau est bien plus tranchée que celle d'Emerson se limitant à souligner l'ambivalence de la société américaine à l'égard de la ville, compte tenu de la richesse de la nature. Thoreau n'hésite pas à faire appel à d'anciens mythes, comme par exemple la légende associée à la genèse de Rome. Il souligne à différentes reprises que les deux enfants Remus et Romulus ont été sauvés par une louve. Cette référence lui permet de revendiquer le contact permanent de l'être humain avec la nature, comme condition l'autorisant à se ressourcer face aux maux de la ville (Nash, 1967 : 90). La quête d'un rapport privilégié avec la nature comme condition de survie de l'être humain alimente et enrichit la réflexion des pasteurs et des féministes domestiques.

Les pasteurs influencent les féministes domestiques

Les pasteurs des différentes dénominations religieuses sont également sensibles aux changements d'ordre technique à l'œuvre dans la sphère économique et s'inquiètent de leurs répercussions sur la société³. Ils expriment quelques doutes à l'égard des bienfaits de l'urbanisation et s'interrogent sur les moyens de concilier les exigences liées au progrès économique et technique avec les valeurs traditionnelles que sont la famille, l'entraide sociale et la religion. L'avènement d'une nouvelle société (société urbaine) incite les pasteurs à se pencher en premier sur l'enseignement religieux dispensé aux jeunes générations. Certains d'entre eux comme Horace Bushnell (Handlin, 1981) défendent alors l'idée d'un enseignement religieux dispensé non seulement dans les paroisses, mais au sein de la famille dès le plus jeune âge de l'enfant. C'est ainsi que se définit, autour de 1860, le concept de *Home Religion* à la suite du pasteur Bushnell dont les sermons sont imprimés et distribués dans la plupart des paroisses disséminées sur l'ensemble du territoire américain. La paroisse continue, certes, d'être le lieu de rencontre et de rassemblement pour les communautés mais la sphère familiale

³ La société américaine a toujours été caractérisée par une certaine forme de pluralité religieuse.

acquiert le statut de « foyer religieux ». La mère de famille a non seulement la responsabilité d'éduquer les enfants, il lui revient, d'assurer la pérennité de la propagation des valeurs traditionnelles au travers de l'enseignement religieux dans l'espace domestique.

Aussi, face au chaos que pouvait exprimer la ville soumise à l'industrialisation et à l'immigration, les pasteurs prônent le repliement sur la sphère domestique. La civilisation américaine ne possédant pas de culture urbaine assez solide pour intégrer sans dommage les mutations socioéconomiques en cours, faire du foyer familial le refuge des valeurs morales s'impose. Renforcer la famille et la doter d'un sens religieux se présente comme un moyen de faire face à toute forme de barbarie liée à l'urbanisation. Ce message des pasteurs est en fait repris par les féministes domestiques qui se proposent de redéfinir le rôle de la femme dans la société. Le mouvement féministe est loin d'être homogène : parallèlement à celles qui se battent pour l'égalité avec les hommes (une revendication conduisant au vote par le Congrès de l'obtention du droit de vote au lendemain de la Première Guerre mondiale) se dessine un mouvement qualifié par la suite de « féminisme domestique », à la tête duquel se retrouve Catherine Beecher (Hayden, 1981). C'est par la conviction de ses écrits que cette fille de pasteur, revendiquant la supériorité morale de la femme, lui attribue toute la responsabilité de l'éducation des enfants et de l'organisation du foyer familial. Dans l'ouvrage qu'elle publie avec sa sœur, Harriet Beecher Stowe, *The American Woman's Home*, elle consacre définitivement la division des tâches entre les sexes : à l'homme, les fonctions économiques ; à la femme, toutes les responsabilités liées au foyer.

L'ouvrage des sœurs Beecher, publié en 1869, eut un grand retentissement aux Etats-Unis. Il est vrai que Harriet, la sœur de Catherine, connaissait déjà une certaine renommée après avoir publié, en 1852, *La Case de l'oncle Tom*, roman dénonçant l'esclavage et symbolisant la forte mobilisation des femmes contre cette pratique⁴. Les sœurs Beecher ont choisi de reporter au sein de la famille les idéaux du village puritain du XVIII^e siècle : le cadre familial doit désormais remplir des fonctions incombant autrefois au village. La responsabilité du foyer familial revient à la femme, alors que l'homme, en tant que *homemaker*, pourvoit aux dépenses du foyer. Sous l'influence des sœurs Beecher, la maison, proche de la nature, est désormais considérée comme le cadre de vie idéal sous le contrôle de la femme. En tant qu'architecte, Catherine Beecher va jusqu'à décrire l'organisation spatiale du cadre

⁴ Les femmes américaines de la Nouvelle-Angleterre ont créé de nombreuses associations œuvrant pour l'abolition de l'esclavage.

familial. Elle intègre à son modèle de maison, les techniques récentes du chauffage, de l'éclairage et de l'adduction d'eau par réseau (Hayden, 1981 ; Wright, 1987).

La convergence des idées suscitées au sein de riches débats parmi les philosophes, les artistes, les pasteurs et les féministes domestiques a une forte influence sur les professionnels de l'aménagement urbain (architectes et paysagistes) qui comme Alexander Jackson et Frederick Law Olmsted conçoivent, à partir des années 1860, les prototypes des banlieues américaines avec les lotissements de Llewellyn Park (New Jersey) et Riverside (Chicago). Ces premières réalisations font l'objet d'une forte diffusion dans le reste du pays au travers de la presse illustrée et des magazines. La banlieue, cadre résidentiel de la famille américaine à proximité de la nature et en dehors de la ville, se veut une alternative à l'entassement urbain. Le foyer familial devient le garant de la religion et de la transmission des valeurs morales, un rôle qui ne lui avait pas été dévolu auparavant.

Conclusion : Urbaphobie ou valorisation limitée de la ville ?

Face à la dynamique de l'industrialisation s'accompagnant de l'arrivée massive d'immigrés et d'une forte urbanisation, l'attitude des intellectuels américains peut être qualifiée d'urbaphobe. Ce point de vue a été remarquablement présenté et défendu par l'ouvrage du couple White (1962) soulignant l'hostilité des intellectuels et de certains Pères fondateurs comme Thomas Jefferson à l'égard de la ville, à partir de leurs écrits⁵. Il est vrai qu'à l'époque des Pères fondateurs, la ville ne rassemblait pas plus de 5% de la population totale et que par ailleurs elle ne se présentait pas comme un site privilégié de la production économique.

Le faible poids démographique et économique de la ville au début de l'ère industrielle ainsi que sa valorisation limitée au sein d'une culture ancrée dans les valeurs d'une société rurale ont conduit les intellectuels américains à réfléchir à son devenir. Ils ont reconnu le rôle incontournable de la ville dans ce nouveau régime économique désormais qualifié d'industriel en choisissant de limiter son rôle aux fonctions économiques et à la fonction d'assimilation des immigrés afin d'instituer la banlieue comme le cadre privilégié de la famille américaine. Ils ont en effet estimé que la culture

⁵ Thomas Jefferson, *Notes on Virginia*.

urbaine de leur temps n'était pas en mesure de maîtriser ce double processus : urbanisation et immigration. D'où leur souhait de limiter toute forme de densité urbaine – que connaissaient alors les villes britanniques – et ainsi d'éviter tout risque d'explosion sociale. L'« idéal pastoral » est alors préservé dans ce choix résidentiel suburbain. Alors que jusqu'ici la ville se distinguait de la campagne (à l'image du contexte européen), les Américains choisirent d'inventer les banlieues (*suburbs*) situées à une distance raisonnable de la ville pour permettre au chef de famille de s'y rendre et y travailler et à proximité de la nature afin d'éduquer dans les meilleures conditions les enfants. La maison entourée d'un jardin proche de la nature devint le modèle par excellence de l'habitat urbain américain. La structure spatiale de la ville américaine reflète ainsi ce choix explicite en faveur d'une valorisation des banlieues, considérant une certaine méfiance à l'égard de la ville.

L'explication donnée à la structure spatiale de la ville américaine dans nos travaux repose en grande partie sur la thèse de Kenneth Jackson qui reconnaît l'aversion des Pères fondateurs pour la ville, compte tenu de sa grande diversité sociale, raciale, ethnique et religieuse et, de ce fait, d'une certaine probabilité d'explosion sociale. On peut alors reconnaître l'existence d'un courant urbaphobe aux Etats-Unis. Toutefois les historiens ont réussi à démontrer combien la civilisation américaine avait réussi à s'accommoder de l'urbanisation en faisant preuve d'invention. D'où la rapide diffusion des modèles de banlieues résidentielles réalisées à l'initiative de promoteurs immobiliers résolus à prendre des risques et de professionnels prêts à faire preuve de créativité pour penser une architecture domestique suburbaine revendiquant la suprématie de l'idéal pastoral. La thèse de Jackson, qui souligne les spécificités du débat américain autour de la ville en raison des craintes qu'elle suscite, est reprise par d'autres historiens qui parfois, comme Robert Fishman, n'hésitent pas à apporter quelques nuances au propos. Ce dernier ne fait pas vraiment état de la crainte de la ville chez les premiers intellectuels de la nation mais il explique l'émergence des banlieues résidentielles comme la résultante d'une certaine forme de mobilisation de la part de la bourgeoisie en faveur d'un chez-soi, loin du tumulte de la ville. Pour Fishman, la banlieue est un rêve de bourgeois américains soucieux de prendre ses distances avec la ville. Mais comment expliquer la forte motivation de ces bourgeois si on ne tient pas compte des images négatives véhiculées à l'égard de la ville, voire même d'une certaine forme d'urbaphobie ?

Après avoir expliqué la structure spatiale de la ville américaine au XX^e siècle à partir de travaux faisant état d'une méfiance, voire même d'une certaine forme d'urbaphobie, au sein de la culture américaine ayant

facilité dès le milieu du XIX^e siècle l'invention des banlieues comme cadre de vie idéal de la famille américaine, force est de constater l'actualité du courant au travers notamment de la science-fiction. Les multiples ouvrages de Mike Davis (1991), souvent reconnus par l'opinion publique comme des *bestsellers*, ont pour seule ambition de mettre en scène la violence et les sentiments de peur et de crainte que suscite la société urbaine principalement vouée à la simple consommation d'objets et vivant au rythme des scandales immobiliers et financiers.

Bibliographie

- Beecher C., et Beecher S. H., *The American Woman's Home*, New York, 1869.
- Binford H. C., *The first suburbs: Residential Communities on the Boston Periphery 1815-1860*, The University of Chicago press, 1985.
- Brun J., *America, America! Trois siècles d'émigration aux Etats-Unis*, Gallimard, Paris, 1980.
- Davis M., *City of Quartz: Los Angeles, capitale du futur*, La Découverte, Paris, 1997 (traduction d'un ouvrage paru en 1991).
- Dupuy G., et Offner J.-M., «Réseau: Bilans et perspectives», *Flux*, n° 62, 2005 (dossier spécial sur la production française concernant la thématique du réseau).
- Fourcault A., *Banlieue rouge: 1920-1960*, Autrement, 1992.
- Fishman R., *Bourgeois Utopias: the Rise and Fall of Suburbia*, Basic Books, New York, 1987.
- Garreau J., *Edge City: Life on the new frontier*, Doubleday, New York, 1991.
- Ghorra-Gobin C., *Etude comparée des modes de gestion de l'espace: les régions urbaines de Paris et Los Angeles*, thèse de doctorat d'Etat (non publiée), Université de Paris 1, 1985.
- Ghorra-Gobin C., *Les Américains et leur territoire. Mythes et réalités*, Documentation Française, Paris, 1987.
- Ghorra-Gobin C., *Les Etats-Unis: Espace, société, environnement, ville*, Nathan, Paris, 1993.
- Ghorra-Gobin C., *Les espaces publics à l'heure globale: réinventer le sens de la ville*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- Goldfield D., et Brownell B. A., *Urban America. From Downtown to No Town*, Miffling Company, Boston, 1979.
- Green N., *Du sentier à la 7ème Avenue: la confection et les immigrés, Paris-New York, 1880-1990*, Seuil, Paris, 1998.

Gutfreund O. D., *20th Century Sprawl: Highways and the reshaping of the American Landscape*, Oxford University Press, 2004.

Hayden D., *The Grand Domestic Revolution. An History of Feminist Designs for American Homes, Neighbourhoods and Cities*, M.I.T. Press, Boston, 1981.

Jackson K., *Crabgrass frontier*, Oxford University Press, New York, 1985.

Lang R. E., *Edgeless Cities: Exploring the Elusive Metropolis*, Brookings Institution, 2002.

Marx L., *The Machine in the Garden: Technology and the Pastoral Ideal in America*, Oxford University Press, 2000 et 1964.

Nash R., *Wilderness and the American Mind*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1967.

Perrot M., « La ville et ses faubourgs au XIX^e siècle », in *Citoyenneté et Urbanité*, Paris, 1991, *Esprit*, 17-30.

Racine J.-B., « Le modèle urbain américain », *Annales de Géographie*, 440, 1970, 397-427.

Stilgoe J., *Metropolitan Corridor*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1983.

Waldie D. J., *Holy Land: A Suburban Memoir*, St Martin's, New York, 1996.

White L. et M., *The Intellectuals versus the City*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1962.

Worster D., *Les pionniers de l'écologie: Une histoire des idées écologiques*, Paris, Ed. Sang de la Terre, 1992 (*Nature's Economy*, Cambridge University Press, 1977 et 1985).

Wright G., *Building the Dream. A Social History of Housing in America*, Pantheon Books, New York, 1987.

Rétro... polis Blade Runner et le cinéma de science-fiction comme révélateurs du caractère mythologique et archétypal de l'urbaphobie

Georges-Henry Laffont

*«Un avenir obscur qui laisse entrevoir quelques gratte-ciel,
des éclairages au néon et des vaisseaux interplanétaires.»*

Richard Hoggart, 1951

La culture du pauvre

En 1895, la ville industrielle enfantait l'homme à la caméra dans ses usines Lumière à plus d'un titre, puis le jetait dans le monde comme un clandestin débarqué sans ménagement d'un train entrant en gare de la Ciotat ou ailleurs. Dès lors, cet éternel nomade allait y errer en quête des lieux sur lesquels projeter ses récits. Nombre de cinéastes semblent avoir la ville qui sommeille en eux. Ainsi, Paris s'éveille, magnifiée par Clair, Carné, Rohmer, Besson ou Jeunet ; Berlin se confond avec les ombres expressionnistes de Lang, Murnau, voire de Wenders, où planent les ailes du désir ; la noirceur et la vitalité de New York sont sublimées par Brooks, Scorsese, Leone ou Ferrara ; enfin Scott, Lynch et Mann plongent leurs pellicules dans le révélateur de l'urbanité *angélienne*. Pour chacun d'entre nous,

c'est bien souvent par le cinéma que la rencontre la plus riche et captivante s'opère avec la ville qui effraie, attire, révolte ou fascine. La Révolution industrielle a créé le cinéma en même temps qu'elle engendrait une modification capitale du regard collectif porté sur la ville, devenant le lieu des conditions de vie désastreuses, de la perte et de la destruction de l'homme. La nostalgie, l'encensement de la nature et de la campagne par la pensée négative de Rousseau, Barrès, Gravier auront une résonance bien supérieure aux discours *pro-urbains* de la Commune, des Révolutions française et industrielle qui firent de la ville le creuset du progrès social, de l'émancipation de l'homme et de la liberté. La ville effraie ! On observe une dramatisation fondée sur le refus de la promiscuité urbaine et une certaine idéalisation de la vie en contact avec la nature. L'urbaphobie se compose de mythes et devient une mythologie, car elle est une matrice de sens, dans la mesure où ce qu'elle révèle est considéré comme vrai. Elle s'exerce sur les esprits en forgeant le sens des gestes, des pensées et des mots. C'est précisément cela que le cinéma, qui parle à tous, dans une temporalité fluctuante et participe à la mémoire individuelle et collective, saura révéler.

Filmer la ville revient à en donner une vision biaisée, toujours orientée dans le sens d'une histoire et d'une atmosphère. Dès le clap, par des choix délibérés de cadres, de focales, d'ambiances lumineuses ou sonores, le cinéma dote la ville d'une âme. Les représentations cinématographiques sont conjointement objectives (reflet du vécu), subjectives (ce même reflet transfiguré par le cinéaste) et interactives (elles nécessitent la réflexion, appellent à la réfutation ou à l'adhésion du spectateur). Chaque spectateur combine les dimensions informatives (connaissances conférées aux éléments qui composent le film), symboliques (symboles liés aux thèmes abordés, référentiel de l'auteur) et obtus (sensible, émotions) du film. Toute représentation cinématographique articule une convergence du présent et de l'absent ainsi qu'une tension ouverte entre un substituant (l'imaginaire urbain) et un substitué (le regard sur la réalité). L'image de la ville devient alors un double qui travaille nos frustrations, nos désirs et opère ainsi une fascination ou une répulsion avec la ville projetée. Dans le genre « science-fiction », ces images sont nombreuses et variées : les cliquetis et les chuintements des monstrueuses mécaniques fumantes de *Metropolis*¹, réglées par le mouvement d'une monumentale horloge qu'un esclave humain exécute ; la pauteur, la violence et la sensation d'étouffement d'une humanité qui

¹ Une filmographie complète est présente en fin de texte.

agonise dans *Green Soylent*; New York et Los Angeles où les indésirables d'une Amérique policée sont parqués (*Escape from New York* et *Escape from L.A.*); Londres, puis Glasgow, lieux à partir desquels de terribles virus se propagent et conduisent à la quasi-extinction de l'espèce humaine (*28 days later* et *Doomsday*); enfin, dans un vaste mouvement fusionnel, le spectateur s'enfonce dans les profondeurs humides et sombres de villes démesurées (*The Fifth Element*) ou s'élève vers les hauteurs aseptisées et timidement ensoleillées de villes tentaculaires et monumentales, aux lignes architecturales épurées, comme Coruscant, la ville-planète de la saga *Star Wars*. Toutes ces cités, imaginaires ou projetées, ont en commun les critiques morales dont il est fait grief à la ville, depuis Babel. S'y ajoutent les prophéties apocalyptiques liées aux problèmes environnementaux, économiques, sociaux et politiques. *Blade Runner* réalisé par Ridley Scott en 1982, adapté d'une nouvelle de Philip K. Dick, transcende les tensions de l'urbaphobie cinématographique et synthétise un siècle de représentations urbaines. En mélangeant espace mythique et espace réel, la science-fiction peuple l'imaginaire d'instantanés mobilisés en archétypes de l'urbaphobie.

Ville, cinéma, science-fiction : une complicité établie

La première salle de cinéma est née il y a un peu plus d'un siècle, au sous-sol du Grand Café, boulevard des Capucines, en plein Paris haussmannien. Epousant rapidement l'effervescence urbaine de cette fin de XIX^e siècle, le cinématographe devint une forme d'urbanité. S'y rendre équivalait à être pleinement un *urbain*. Le développement des centres urbains a précipité l'impérieux besoin de traduire leur mouvement en animant la photographie. Cette mutation a modifié la vision artistique, bouleversant ces instants privilégiés jusqu'alors « saisis dans la pose du modèle, au profit d'une succession d'instantanés quelconques que la machine enregistre à un rythme mécanique » (Bergson, 1941). La ville est ainsi devenue le lieu où se concentraient les facteurs de modernité et fournit aux cinéastes leur théâtre d'opérations pour de nouveaux enjeux esthétiques et sociaux. « Nous chanterons les grandes foules agitées par le travail, le plaisir ou la révolte; les ressacs multicolores et polyphoniques des révolutions dans les capitales modernes; la vibration moderne », scandait en 1909 Marinetti dans son *Manifeste du Futurisme*. Ce style incantatoire ne cessa de hanter le culte négatif ou encenseur de la ville au cinéma. Au travers des trépidations synchrones de la vie urbaine et de la caméra, le public citadin, fasciné par son propre trafic, découvrirait ainsi sous un angle nouveau les mouvements élémentaires du

grand corps auquel il appartenait. Maïakoski chantait *l'homme électrique* en 1929 et les futuristes italiens invitaient le peuple médusé à assister à l'enivrant concert des locomotives dans les gares. Contre le sentimentalisme bourgeois et l'idée de village, conduisant à un désamour envers l'urbain, le ralliement à la mécanisation de la vie était tonitruant et plein d'espoirs, voire prophétique. L'homme devait se libérer pleinement grâce à la science et devenir un être nouveau avec l'aide de la machine. Ce citadin du futur, aux mouvements admirablement cadencés et aux réflexes accélérés par le travail à la chaîne, a effrayé toute une société encline à la nostalgie d'une vie rythmée par les saisons. À l'inverse, notre contemporain dans une ville structurée essentiellement par un enchevêtrement de réseaux virtuels, devenu un véritable *cyborg*², n'inquiète étrangement personne ! Le vent du futurisme de Marinetti et Sant'Elia sur lequel reposèrent *Just Imagine* et *What a widow*, l'utopie moderne, portée par Lloyd Wright, le Corbusier et Gropius, plus que présente dans *Lost Horizon* ou *The Fountainhead* retomberont mais la ville, qui effraie et fascine, demeurera un objet de questionnement permanent de l'illusion cinématographique et de ses représentations urbaines à travers les âges de la science-fiction.

Celui du romanesque et de l'imaginaire en avait été précurseur. Jules Verne symbolisera pour longtemps ce temps où le scientisme triomphait avec le fer, la vapeur et la fée Electricité. Saint-Simon et Auguste Comte imposèrent ce modèle à tous les organes du corps social. Ingénieurs, savants, techniciens ; Eiffel, Pasteur, Nadar furent, mieux que les notables de l'ère industrielle, les gourous d'une nouvelle religion : la science ! Ce modèle vernien se caractérisait par une réelle foi dans le progrès infini d'une puissance technique et industrielle orientée vers la prospérité et la paix universelles. La grande ville en était la réalisation et l'urbanisme, le procédé. Mais cet élan tout comme ses traductions montrèrent leurs limites. La machine grippée implosa, laissant une œuvre à l'étonnante rémanence : *Metropolis*. La cité dépeinte par Fritz Lang est une ville machine qui broie dans ses souterrains une population d'esclaves modernes au profit d'une caste de privilégiés. Une transcription brutale et verticale de la ville industrielle. Sa partie haute, faite de terrasses inaccessibles représente les beaux quartiers. Sa partie basse, ramassée en un monstrueux et terrifiant sous-sol est la projection des périphéries industrielles. Lang l'aurait imaginée

² Terme employé par Antoine Picon, dans son ouvrage *La Ville territoire des Cyborgs*, Besançon, Les Editions de l'Imprimeur, 1998, qu'il utilise pour décrire l'homme postmoderne. Il sera réemployé et appliqué à l'étalement urbain par Augustin Berque, notamment dans : « Cybèle et Cyborg : les échelles de l'écoumène », *Urbanisme*, 214 (sept.-oct. 2000).

après une visite à New York, qualifiée de «cataclysme grandiose», alors que Paris, pas encore remodelée par l'imaginaire d'un Plan Voisin resté à l'état de projet, était un «dangereux magma» (Le Corbusier, 1937). Telle est la force de *Metropolis* qui stigmatise et caricature une réalité sociale. A cet âge utopique succédera celui de l'anti-utopie caractérisé par une froide et pessimiste anticipation. Le réalisme noir a transformé les belles images du futur en dystopies. Qu'il s'agisse des sociofictions comme *Escape from New York*, *Escape from L.A.*, *Green Soylent* ou des politiques-fictions comme *Rollerball*, *Brazil* ou *1984*, l'humanité souffrante est au bord de sa destruction. Le monde merveilleux est remis aux calendes grecques et nous risquons au mieux d'y rencontrer le moins mauvais. Ainsi, dans la trilogie *Matrix*, beaucoup d'humains préfèrent l'illusion de la vie confortable créée par les machines qui les asservissent plutôt que la lutte pour s'affranchir de leur domination. Une fois de plus, l'ère contemporaine fait fi du romantisme : bienvenue dans le monde réel ! La science-fiction va définitivement perdre la part d'illusion naïve qui lui restait. Ce réalisme critique et pessimiste lui a fait atteindre un âge adulte. En représentant de manière pédagogiquement efficace le visage d'un monde où l'homme aurait pratiquement disparu par sa propre faute, elle s'éloigne des utopies de son enfance. Des œuvres littéraires adaptées comme *Brave new world* (Aldous Huxley, 1931) et *1984* (George Orwell, 1948), montraient la ville du futur comme terrifiante. Ces représentations cinématographiques conjuguent la critique sociale, la toute puissance technologique, le chaos urbain, la robotisation des humains..., mêlant romanesque, faits scientifiques et visions prophétiques. Dans *Blade Runner*, Deckard, un Philip Marlowe d'après le jugement dernier erre dans une Los Angeles tentaculaire et sombre. Il souhaite protéger de la mort la femme qu'il aime et s'interroge sur son humanité, lui le tueur de *replicant* (androïdes), lesquels à bien des égards semblent plus humains que lui.

L'ensemble des pensées, savoirs, connaissances et représentations, qui composent le système cognitif, agissent sur le comportement et produisent des images mentales, formées de représentations individuelles, collectives et sociales. Elles s'affirment comme l'élaboration d'un objet social par une communauté avec l'objectif d'agir et de communiquer. Ainsi, *Blade Runner* se compose d'un contenu (un film), se rapportant à un objet (Los Angeles) ainsi qu'à un sujet (son futur et celui de la société qu'elle contient). Si l'homme organise et charge de sens ce qu'il voit, cinéaste, scénariste et spectateur interprètent individuellement et collectivement leurs observations tout en y projetant leurs rêves et leurs cauchemars. A l'instar des romans de Zola, Dickens, Steinbeck ou Hugo, le récit de science-fiction

est le miroir d'une société à un moment précis. Sous couvert de description futuriste, les auteurs évoquent des situations qui sont leur quotidien. Par exemple, Octavia Butler³ traite de la déliquescence sociale de Los Angeles. Elle enregistre le désordre ambiant et extrapole : le *Big One*⁴ a laissé en ruine une partie de la ville. Des émeutes éclatent chaque week-end. La *middle class* s'est retirée dans des banlieues ceintes de murs et les travailleurs pauvres ont été abandonnés à leur sort. Ainsi, L.A. est devenue une carcasse pourrissante. À l'inverse, dans *Blade Runner*, lorsque, après un fondu noir enchaîné, Los Angeles apparaît à l'écran, un frisson salvateur parcourt le corps. Cette scène d'ouverture offre au spectateur redevenu enfant, une carte postale de la ville en 2019, du genre de celles que l'on aurait envie d'envoyer aux personnes restées dans le Paris du Plan Voisin. Irrésistiblement, cette ville-là fascine et suscite en nous émerveillement et curiosité.

Le credo urbaphobe américain

Il fut un temps où toute l'Amérique voyait en Mars la banlieue ultime de Los Angeles. L'extrémité la plus lointaine de la *ceinture des commutants* du diagramme de Burgess deviendrait extraterrestre. Si cette extrapolation semble aujourd'hui absurde, cela est dû à un fait simple : ce futur imaginé durant l'ère Eisenhower a mal vieilli, enterrant beaucoup des espoirs et des fantasmes du XX^e siècle comme ceux des nombreux Lewis et Clark en scaphandre spatial qui prophétisaient l'ascension du mont Olympe avant 1996. Cette vision était notamment présente dans un article de *Collier's* écrit en 1954 par le désormais respectable Werner von Braun où l'illustrateur Chesley Bonestell lançait les bases d'une imagerie qui allait enflammer tout le pays. Il réalisa une vue saisissante d'astronefs en route pour Mars, en orbite terrestre, au-dessus du Pacifique. Loin sous cette armada se profilait une vaste métropole nocturne d'une rare précision : L.A. Cette image, véhiculée à son tour par *Blade Runner*, fut celle de l'urbain triomphant. Los Angeles, porte du système solaire ! Tel était l'avenir annoncé comme une prophétie. À l'instar de Bradbury dont les *Chroniques martiennes* transposaient les antagonismes américains sur la planète rouge, Bonestell

³ *The Parable of the Sower* (1993), « négatif » du *Neuromancer*, le roman cyberpunk WASP que William Gibson écrivit en 1984.

⁴ Tremblement de terre d'une amplitude sans précédent qui doit dévaster la Californie depuis plus d'un siècle.

illustrait l'équivalence, sur les plans éthique et imaginaire, de la conquête spatiale et de la *suburb*. Dans son tableau, le contrepoint au ballet symphonique de navettes spatiales, sorte de *2001 A Space Odyssey* figée, tient dans la géométrie euclidienne parfaite des futures banlieues qui gagnent sur le désert, se propageant le long des voies d'autoroute⁵.

Cependant, cette imagerie se heurtait à la réalité d'un pays qui demeure une nation profondément rurale et religieuse. La nature est encensée alors que la ville, telle une création démoniaque, est dénigrée. L'urbain menace les valeurs spirituelles fortement ancrées dans la culture nord-américaine. Les racines de ce ressentiment sont anciennes et profondes. Henry David Thoreau et Ralph Waldo Emerson ont imprégné la pensée politique et religieuse américaine par leurs essais et poèmes naturalistes. La principale critique qu'ils portent à la ville est l'éloignement qu'elle génère entre Dieu et l'homme : « Les villes ne donnent pas assez d'espaces aux sens de l'homme (...) c'est la meilleure part de nous-même qui aime la nature. On l'aime en tant que cité de Dieu » (Emerson, 1836). Cette harmonie portée par la philosophie transcendantaliste imprègne tout l'univers de la saga *Star Wars*. Ainsi, dans *Return of the Jedi*, l'antithèse de la ville impériale est la lune forestière d'Endor. Les Ewoks, illustrant cette symbiose, s'allieront avec la Rébellion pour triompher de la mécanisation, de l'ordre et de la toute-puissance technique de l'Empire. De même Coruscant, redevenue la capitale de la nouvelle République et refusant cette communion avec la nature, sera détruite. Une à une, ses lumières s'éteignent. Alors, même s'il y a de cela très longtemps et dans une lointaine galaxie, cette ville n'est qu'une transposition de la *global city* et de ses critiques⁶ : « Toutes ces énormes structures qui dominaient la cité, qui faisaient de Coruscant un monument à la gloire des espèces pensantes, paraissaient se transformer en témoignages de folie, de fierté futile luttant contre cette immensité et cette majesté dont aucun mortel ne pouvait s'emparer. Même le vent, dans les parties les plus élevées des structures, prenait un ton différent. Plus sinistre, plus triste, annonçant, en matière de héraut, ce qu'il adviendrait de façon inévitable de cette grande ville et de cette puissante civilisation » (Salvatore, 2002). Comme le montre Alain Musset dans son essai de géofiction, cette cité galactique est

⁵ On retrouve ici la parfaite illustration de la sectorisation, un des trois modèles de la désorganisation spatiale caractéristique de l'espace nord-américain analysé par David Mangin dans son ouvrage *La ville franchisée*. La sectorisation renvoie au pouvoir structurant des voies de circulation. Les réseaux produisent ainsi des modèles de villes structurant l'espace, induisant des découpages au profit d'une logique purement économique.

⁶ Titre de l'ouvrage de Saskia Sassen, écrit en 1991, où l'auteur met en avant l'existence de réseaux matériels et immatériels qui structurent l'ensemble de la planète.

condamnée à être ensevelie sous ses propres décombres. Sur cette nouvelle Babel faite de titanesques bâtiments aux côtés desquels ceux imaginés au début du siècle dernier font figures de baraques de chantiers, plane aussi l'ombre des attentats du *World Trade Center*: «Les explosions se succédaient et d'immenses champignons de fumée noire s'élevèrent sur son passage. Des tours entières se transformèrent en colonnes de duracier liquide. Dans certains cas, des bâtiments plus solides encaissaient les premières salves sans broncher puis succombaient au deuxième ou au troisième assaut» (Anderson, 2001). Babel, New York ou Coruscant, toutes trois sont des reflets de la même chimère urbaine qui dans sa toute-puissance défie Dieu et dans l'arrogance de son architecture matérialise la folie des hommes.

Lorsque les Puritains créèrent la première ville sur ce nouveau monde en 1620, ils désespéraient de l'Europe, ce vieux continent. En franchissant l'Atlantique à bord du *Mayflower*, ils rejetaient la *Traversée de la mer Rouge*. L'Amérique devait être la Terre promise. La Californie est l'ultime frontière dans l'idée d'*American frontier* où l'on puisse bâtir la Nouvelle Jérusalem qui porte le nom de Los Angeles, la cité des anges. Cet espoir déçu est visible dans *The Martian Chronicles*, où Bradbury comparera l'isolement des colons installés sur Mars avec ceux arrivés à L.A. en provenance du *Middle West*: la planète rouge n'étant qu'un double métaphysique, sorte de somme de tous les fantasmes produits sur la ville, de ses promesses magiques et de ses vices. *Blade Runner* puise et recycle bon nombre d'images bibliques comme le Déluge, la destruction de Babel, la Genèse ou l'Exode. Il y a bien évidemment cette pluie sans fin qui s'abat sur la ville. Même artificiels, des animaux sont sauvés comme si cette cité tout entière était devenue une arche. Une femme est en bons termes avec un serpent. Une ville corrompue et crasseuse se consume dans une sorte de bûcher. L'image pharaonique de la pyramide Tyrell fait écho aux jardins suspendus des ziggurats de Babylone. Les élus quittent la terre pour les colonies d'*off world* mais y recréent l'Égypte d'avant l'Exode. En effet, dans ce nouvel Eden, les *replicant* sont des esclaves: soldats comme Roy ou Léon, objets de plaisir comme Pris et Zora, pour qui Los Angeles est le paradis car c'est le lieu où ils furent créés par le dieu de la biomécanique avant d'être exclus. Enfin, Rachel et Deckard sont chassés du paradis par la Tyrell Corporation et vont errer dans un monde inconnu, comme le firent Adam et Eve dans la *Genèse*.

Blade Runner est une réactualisation des figures bibliques et cette Los Angeles est conjointement l'Eden – lieu de la création –, le mont Sinäï – le *replicant* y rencontre son Dieu – mais aussi Mitzrayim, l'Égypte, celle du peuple réduit en esclavage. Polyglotte, elle n'est rien d'autre qu'une tour de Babel, celle-là même servant de référence ultime de l'urbaphobie qui, dans

la science-fiction américaine, est bien plus qu'une menace fantôme. Ainsi, si L.A. ne se prête guère à la planification urbaine excepté en matière d'infrastructures lourdes, en revanche, elle s'offre sans limites aux faiseurs d'images.

Retour vers le futur

La ville des chefs-d'œuvre du septième art est surtout celle des illusions perdues et exerce une fascination sans limites. C'est une ville miroir d'exacerbation des sentiments. De *The Big Sleep* à *The Long Goodbye*, de *Chinatown* à *L.A. Confidential* la ville, se fondant dans l'intrigue, devient indéchiffrable, théâtre d'ombres moites à la géographie fluctuante, aux contours flous. A l'aube des années 1980, au cliché de la ville noire succéda celui de la ville *entertainment*. Los Angeles perdit ce charme désuet pour devenir un vaste parc d'attractions. De la trilogie *Beverly Hills Cop* à la quadrilogie *Lethal Weapon*, toute la ville fut prise d'assaut par les caméras. La mégapole était alors au bord de l'implosion. Les tours de verre, similaires à celles de *Die Hard*, reflétaient une ville hors champ qui se questionnait et que l'on questionnait (*Last Action Hero*) sur son identité et son avenir. Enfin, des films tels *Volcano* ou la quadrilogie *Terminator* promettaient une apocalypse à Los Angeles. Dans l'un, la nature se vengeait de cette nouvelle Babylone en l'engloutissant dans des flots de laves. Dans l'autre, les machines se rebellaient contre leurs créateurs en déclenchant une guerre nucléaire. John Carpenter, quant à lui, déclina Los Angeles en ville de western dans *Assault*; illusoire dans *They Live*, ou île prison, dépotoir de l'Amérique dans *Escape From L.A.* David Lynch montra que Mulholland Drive est une frontière séparant la ville et la vallée où se trouvent les studios, déguisée en route de crête sinueuse qui serpente entre les Joshua Trees. Le mythe d'un côté, ceux qui l'ont produit de l'autre. Enfin, pour terminer ce rapide kaléidoscope cinématographique, trois films semblent avoir réussi à l'appréhender avec justesse, à la traverser: *Falling Down*, *Heat* et *Collateral*, tous trois s'écartant des lieux habituels de la scénographie hollywoodienne, fréquentant les Barrios et autres quartiers en déliquescence. Vaste réservoir à fantômes, cité potentiellement en ruine, l'aura que dégage L.A. est unique et la rend au final incompréhensible. Los Angeles révoluse, fascine mais n'est ni un Narcisse des temps modernes perdu dans l'adoration de son image ni une vaste turbulence dans un monde éthéré.

Les représentations urbaines dans le cinéma de science-fiction se sont construites patiemment, balisées par *Metropolis* et *Blade Runner*.

L'iconographie qu'elles véhiculent est devenue un standard : des buildings démesurés, des rues faiblement éclairées, de la pluie, des industries qui crachent des gerbes de feu, des publicités au néon, une architecture rétro futuriste, un style punk dominant, une société multiethnique... Vingt-cinq ans après, rien d'original ! La vision de Scott va avoir une étonnante rémanence dans de nombreux films : *Batman*, *Strange Days*, *The Fifth Element*, *Dark City*, *Artificial Intelligence:AI*, *Star Wars Episode II: Attack of the Clones* et *Babylon Babies*. Cependant, *Blade Runner* a beaucoup à nous apprendre à propos du décalage entre deux représentations d'un même espace : celle des urbanistes et celle des cinéastes. La ville présentée tient bien plus de New York que de Los Angeles. L'embryonnaire *downtown* ne rivalise pas avec Manhattan. Pour Syd Mead, en 1982, la norme de la ville du futur est New York : les rues de *Blade Runner* ressemblent à Time Square. La police *High-tech* de *Blade Runner* et les bâtiments sensitifs vus dans d'autres films d'anticipation ne sont que de légères exagérations d'une réalité qui ne prête pas à sourire. Une norme s'est installée à Los Angeles : la sainte trinité sécuritaire entre l'urbanisme, l'architecture et les dispositifs policiers. De ces deux phénomènes, bunkerisation de la ville et délire sécuritaire, s'ensuit une destruction de l'espace public et sa privatisation. La vision olmstedienne de celui-ci disparaît totalement dans l'urbanisme angelinos. Ainsi, Los Angeles n'est que phénomène de replis, d'isolement où l'on tente de se protéger de tout ce qui pourrait relever de la pratique urbaine, de la sociabilité, de l'urbanité et l'on se réfugie dans l'hyperréalité. L'École de Chicago prenait la ville comme systématique. La mythographie de la ville ne joua aucun rôle. La sociologie et le géographie urbaines n'avaient pas encore d'espace conceptuel pour l'analyse de la ville en tant que simulation. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'éluider la question. La métropole américaine contemporaine se simule ou s'hallucine elle-même. Le fantasme social est désormais incarné par des « bulles touristiques », quartiers historiques, secteurs de divertissement, centres commerciaux et autres variations sur le thème des parcs d'attractions qui sont isolés du reste de la ville⁷. A cette hyperréalité urbaine correspond une mutation parallèle de l'espace électronique : les réseaux d'information à péage, les banques de données réservées à certaines élites ou les services de câble accessibles seulement par abonnement sont les exemples d'une privatisation par pan entier d'une

⁷ J'invite le lecteur à se procurer l'ouvrage de Bruce Begout *Zéropolis*, aux Editions Alia, où l'auteur démontre que Las Vegas représente l'horizon urbain, soumis à la superpuissance de l'*entertainment* qui dicte l'organisation spatiale et les pratiques habitantes.

agora de plus en plus immatérielle⁸. Un autre contraste entre la réalité et la fiction concerne la densité : L.A. en 2019 est certes étendue mais c'est une ville dense, c'est la transposition du New York de *Midnight Cowboy* et de *Taxi Driver*. New York incarne la métropole moderne alors que Los Angeles est souvent perçue comme une ville archétypale de la postmodernité⁹. Ce courant prône l'éradication de l'histoire au profit d'une médiation de la vie par la technologie. La forme de la ville de *Blade Runner* possède tous les traits urbains, les conditions de la postmodernité et le rejet du modernisme : la grande échelle, la rationalité technique, l'efficacité des plans urbains. « *The rational, planned city of efficient circulation and the international Style, perhaps epitomised by Le Corbusier, belonged to another modernism entirely. That modernism is indeed rejected by Blade Runner, while the modernist experience of the city described by Simmel, Benjamin and Kracauer – disordered, heterogeneous, street-level – is revisited and renewed... The city has existed in cinema as a place of delirious chaos, alienation, resistance and even improbable liberation. The city once again finds eloquent voice in Blade Runner* » (Bukatman, 1997). Cette L.A. est chaotique et hétérogène. La ville *patchwork* succède à la ville en anneaux circulaires du XX^e siècle. Devenue surmoderne, la mégapole soumise à l'image se détermine, entre autres, par une hétérogénéité de l'espace urbain qui amena Charles Jencks à la qualifier d'*hétéropolis*. Trois chercheurs s'intéressèrent au poids des images et des représentations. Fredrick Jameson s'attacha à démontrer que la ville et la société modernes ne sont plus propices au flâneur Baudelairien cher à Simmel qui, comme Louis Wirth, avait défini la modernité... Morcelée, aux territoires en pleine concurrence, Los Angeles devient la ville du cyborg, figure du postmodernisme par excellence. Cet être nouveau est l'ontologie contemporaine : une image condensée d'imagination et de réalité matérielle. Si l'urbanisme postmoderne, celui qui fit de L.A. une forteresse, représente une crise de la cohésion, son objet, ce *replicant*, ne représente-t-il pas celle du sens de la vie ? Vivre n'est plus le résultat d'une vérité biologique ou technique mais d'une subjectivité.

⁸ A l'âge de l'économie et de la culture numériques, la ville crée son propre double virtuel au travers de l'architecture complexe de ses réseaux de média et d'information. Peut-être qu'un jour, comme le suggéra William Gibson, des interfaces graphiques tridimensionnelles permettront aux flâneurs postmodernes de se promener dans la géométrie lumineuse de la cité mnémotique, où les bases de données seront métamorphosées en « pyramides bleues » et en « bras spirals froids ». S'il en est ainsi, le cyberspace urbain, en tant que simulation de l'ordre informationnel de la ville, s'en trouvera encore plus soumis à la ségrégation que l'espace urbain traditionnel.

⁹ Mouvement philosophique et intellectuel de la fin du XX^e siècle développé notamment par Lyotard, Derrida, Baudrillard, Augé, Virilio, Rem Koolhaas. Il tente, après l'effondrement des idéologies, de s'inscrire dans le prolongement du structuralisme et du déconstructivisme, tout en critiquant l'héritage du freudisme et du marxisme.

Ce *cyborg* dépasse ainsi la dichotomie moderniste du combat de l'homme contre la machine. Prolongeant cette première analyse, Soja tenta de comprendre comment s'intègrent les cartes mentales, les représentations, la fabrique d'images, en un mot l'imaginaire urbain américain dans la culture géographique. Il posa même la question du poids des rêveries, des métaphores comme corpus mobilisables à la compréhension du phénomène urbain. Soja dressera le portrait d'une ville faite de communautés fragmentées, de cultures et d'économies territorialisées concurrentielles. Enfin, Mike Davis tenta de pénétrer l'opacité de L.A. et revisita le diagramme de Burgess et les travaux de l'École de Chicago pour démontrer que la militarisation, la fragmentation et la surveillance sont le credo de la ségrégation spatiale.

À la lumière de ces travaux, *Blade Runner* apparaît comme un contre-modèle à une ville sans identité, sans histoire, une ville de nulle part (Alison Lurie, *Nowhere City*, 1990). La conclusion d'une ville postmoderne s'estompe au profit d'une *old fashioned* représentation moderniste d'un futur urbain à éviter. L'art de bâtir les villes est un subtil produit d'architecture et d'urbanisme où se mêlent mixité fonctionnelle, forte densité de population avec un bâti mélangeant les époques dans une configuration d'îlots de taille réduite. *Blade Runner*, c'est une ville aux antipodes de la géographie de nulle part qui qualifie l'urbain moderne et postmoderne dans la bouche de James Howard Kunstler. En dressant le portrait de l'urbanisme aux États-Unis, il s'alarma de la prédominance du désordre, du postmodernisme et du kitsch : « *Eighty percent of everything ever built in America has been built in the last fifty years, and most of it is depressing, brutal, ugly, unhealthy, and spiritually degrading—the jive-plastic commuter tract home wastelands, the Potemkin village shopping plazas with their vast parking lagoons, the Lego-block hotel complexes, the gourmet mansardic junk-food joints, the Orwellian office parks featuring buildings sheathed in the same reflective glass as the sunglasses worn by chain-gang guards.* » Il s'intéressa très peu à la *suburb*, l'*urban sprawl* dont Los Angeles a fait les frais, de sorte que le *downtown* apparaît comme une anomalie face à l'étalement sans fin sur 1052 km² de superficie. Cet apôtre du *new urbanism*¹⁰, aux côtés de Duany, Plater-Zyberk et Speck, redouta aussi le caractère extrême de la monofonctionnalité d'une ville que l'étalement condamnerait : « *We Americans have been building a national landscape that is largely devoid of places*

¹⁰ Courant urbanistique né aux États-Unis d'Amérique, qui connu une grande popularité jusqu'au début des années 1990. Le New Urbanism chercherait à *réhumaniser* l'espace urbain et à retrouver une échelle d'aménagement, une densité et un rapport entre le bâti et les vides plus favorables aux piétons ainsi qu'une « vraie » mixité sociale.

worth caring about. Soulless subdivisions, residential communities utterly lacking in communal life; strip shopping centres, big box chainstores, and artificially festive malls set within barren seas of parking; antiseptic office parks, ghost towns after 6 p.m.; and mile upon mile of clogged collector roads, the only fabric tying our disassociated lives back together» (Duany, 2000). La forte densité du prétendu enfer urbain qu'est L.A. dans *Blade Runner* n'est pas seulement fautive en tant que projection d'un futur, mais elle échoue à se débattre avec le paradigme du changement dans la manière de «penser la ville» qui a cours depuis la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, les urbanistes sont bien moins inspirés par la contemplation d'un ordre visuel ou de l'efficacité des voies de circulation que par les potentialités urbaines : de conflits, d'interactions, de diversité. Le futur de *Blade Runner* n'est pas si noir que ça. D'ailleurs, ne peut-on pas dire que Syd Mead a donné à Los Angeles ce que des générations d'urbanistes ne sont pas parvenus à réaliser : un *downtown* ? *Blade Runner* nous livre une ville désordonnée, hétérogène, bondée. Une ville dystopique dans la mesure où il s'agit d'une inversion, d'un négatif de l'utopie moderniste, fluide et ordonnée. Les liens entre la Los Angeles du futur et la contemporaine sont bien plus ambigus et puissants que le simple cauchemar devenu, dans l'imaginaire collectif, officiel.

Les spéculations sur la Los Angeles du futur firent de l'imagerie de *Blade Runner* le stade terminal et inévitable, de l'Amérique. Le film, lui, fut érigé au rang d'archétype urbaphobique de la postmodernité. Toutefois, si l'on ôte les couches superposées de Péril jaune, très en vogue durant les années 1980 ; de film noir et de tuyauterie technologique surimposée aux artères délabrées de la ville, il ne reste qu'un tableau, similaire à celui peint par Fritz Lang pour *Metropolis*. Le sinistre Everest artificiel de la Tyrell Corporation et les escadrons de voitures volantes baignant dans les ténèbres en sont les témoins. Lang déjà ne faisait que plagier ses contemporains, les futuristes américains. Au premier chef, l'architecte artiste Hugh Ferriss qui, avec Raymond Hood, le concepteur du *Chrysler Building*, et Francisco Mujica, architecte visionnaire dont les pyramides urbaines sont identiques à la tour Tyrell, a popularisé l'avènement de la *cité Titan*, avec ses gratte-ciel de centaines d'étages, ses autoroutes suspendues et ses aéroports sur les toits. En d'autres termes, *Blade Runner* reste une énième version du fantasme moderniste qui fait d'un Manhattan monstrueux la métropole du futur par excellence, utopie ou dystopie. Le nom le plus approprié de cette imagerie serait sans doute wellsiennne, puisque dès 1906, H. G. Wells dans « *The Future in America* » tentait de représenter la fin du XX^e siècle pour créer une sorte de gigantesque caricature du monde présent, tout étant enflé jusqu'à des

échelles énormes, massives, démesurées. En réalité, cette vision hypertrophiée d'un *downtown* Art déco, ne paraît pas être grand-chose d'autre qu'un cliché romantique lorsqu'on la compare avec les caractéristiques de la Los Angeles contemporaine: les bidonvilles sauvages qui se dressent dans la petite couronne des banlieues d'après-guerre, les grandes plaines sans fin de bungalows vieillissants, les appartements enduits de stuc et les villas fortes des *gated communities*. *Blade Runner* n'est pas tant le futur d'une ville que le fantôme des rêveries du passé, d'une ville qui s'hallucinait d'elle-même en un futur urbain perpétuel, sans limites physiques ni contraintes sociales.

Toutes ces villes du futur offrent au spectateur, devenu badaud, un regard sur lui-même, et assoient le cinéma comme un outil précieux pour révéler le rapport passionnel que la société entretient avec la ville. Le cinéma participe à comprendre la construction de son iconicité, dans sa quotidienneté (espace de vie) et dans sa perpétuelle projection (espace de représentations). La localisation, les pratiques d'un individu, le rapport qu'il entretient aux lieux sont révélateurs de choix relatifs à des besoins mais aussi de réponses à des peurs, des espérances, des craintes et des attentes relevant de la dramatisation de l'espace, qu'on peut voir à travers les archétypes proposés par le cinéma, sous-tendu par une mythologie résultant du couplage entre réalité et image. Le cinéma, en tant que médium, implique une interprétation de l'idée de ville et est projeté dans les pratiques urbaines quotidiennes. Il influence les manières de construire nos représentations du monde ainsi que la façon dont nous y agissons quotidiennement.

Filmographie

Metropolis 1926 Fritz Lang

Just Imagine 1930 David Butler

What a widow 1930 Allan Dwan

Lost Horizon 1937 Franck Capra

The Big Sleep 1946 Howard Hawks

The Fountainhead 1949 King Vidor

Midnight Cowboy 1969 John Schlesinger

Green Soylent 1973 Richard Fleischer

The Long Goodbye 1973 Robert Altman

Chinatown 1974 Roman Polanski

Rollerball 1975 Norman Jewison
Taxi Driver 1976 Martin Scorsese
Assaut 1976 John Carpenter
Escape from New-York 1978 John Carpenter
Terminator 1984 & 1991 James Cameron, 2003 Jonathan Mustow, 2009 MC G
Beverly Hills Cop 1984 Martin Brest, 1987 Tony Scott, 1994 John Landis
1984 1984 Michael Radford
Brazil 1985 Terry Gilliam
Return of the Jedi 1986 Richard Marquand
Lethal Weapon 1987, 1989, 1992, 1998 Richard Donner
They Live 1988 John Carpenter
Die Hard 1990 John Mc Tiernan
Last Action Hero 1993 John Mc Tiernan
Heat 1993 Michael Mann
Falling Down 1993 Joël Schumacher
Strange Days 1995 Kathryn Bigelow
Volcano 1997 Mike Jackson
Escape from L.A 1997 John Carpenter
The Fifth Element 1997 Luc Besson
L.A Confidential 1997 Curtis Hanson
Dark City 1998 Alex Proyas
Matrix 1999 & 2003 Andy & Larry Wachowski
Artificial Intelligence: AI 2001 Steven Spielberg
Mulholland Drive 2001 David Lynch
28 Days Later 2002 Dany Boyle
Rollerball 2003 John Mc Tiernan
Collateral 2004 Michael Mann
Attack of the Clones 2004 Georges Lucas
Batman Begins 2005 Christopher Nolan
Doomsday 2008 Neil Marshall
Babylon Babies 2009 Mathieu Kassovitz

Bibliographie

- Anderson K. J., *Etoile après Etoile*, Paris, Fleuve Noir, 2001.
- Berque A. Bonnin P., et Ghorra-Gobin C., *La ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006.
- Barthes R., *L'obvie et l'obtus*, Paris, Le Seuil, 1982.
- Borges J.-L., (*Œuvres complètes*, (Tome 1), Paris, Ed. Gallimard, 1993.
- Butler O., *The Parable of the Sower*, New York, Ace Hardcover, 1995.
- Bozzetto G., et Menegaldo G., *Les nouvelles formes de la science-fiction*, Colloque de Cerisy, Paris, Bragelonne, 2006.
- Brooker W., *The Blade Runner Experience: the Legacy of a Science Fiction Classic*, New York, Wallflower Press, 2005.
- Bukatman S., *Blade Runner*, London, British Film Institute, 1997.
- Le Corbusier, *Quand les cathédrales étaient blanches*, Paris, Plon, 1937.
- Davis M., *The Ecology of Fear: Los Angeles and the Imagination of Disaster*, New York, Vintage Books, 1999.
- Davis M., *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*, New York, Vintage Books, 1988.
- Dick P.K., *Do Androids Dream of Electric Sheep?* New York, First Edition, Signet, 1969.
- Duany A. E., *Suburban Nation: The Rise of Sprawl and the Decline of the American Dream*, New York, North Point Press, 2000.
- Emerson R. W., *The Nature*, London, Classics-Unbound, Ed. 2008, original, 1836.
- Ferriss H., *The Metropolis of Tomorrow*, New York, Dover, 1929.
- Gibson W., 1984, *Neuromancer*, New York, Aspect, 1984.
- Jacobs J., *The Death and life of Great American Cities*, New York, Vintage books, 1961.
- Jameson F., *Postmodernism, or, the Decline and Fall of Community*, Durham, NC, Duke University Press, 1991.
- Jencks C., *Heteropolis*, New York, John Wiley & Sons, 1993.
- Jousse T., et Paquot T. (dir), *Encyclopédie de la ville au cinéma*, Paris, Cahiers du cinéma, 2005.
- Kunstler J.-H., *The Geography of Nowhere: The rise and Decline of America's Man-made Landscape*, New York, Touchtone, 1993.

- Laffont G.-H., *Los Angeles: L'ex-centrique*, communication au colloque international de l'Institut des Amériques «La Transnationalisation de la recherche», Brest, 2009.
- Laffont G.-H., *La ville dans le cinéma de science-fiction*, Mémoire de DEA, Institut d'Urbanisme de Lyon & Université Jean-Monnet Saint-Etienne, 2000.
- Mangin D., *La ville franchisée*, Paris, Ed. la Découverte, 2004.
- Lurie A., *The Nowhere City*, New York, Owl Books, 1997.
- Mennel B., *Cities and Cinema*, New York, Routledge, Critical Introductions to Urbanism and the City, 2008.
- Musset A., *De New York à Coruscant: essai de géofiction*, Paris, PUF, 2005.
- Neumann D. (dir), *Film Architecture: From Metropolis to Blade Runner*, New York, Prestel, 1999.
- Picon A., *La ville, territoire des cyborgs*, Besançon, Les Editions de l'Imprimeur, 1998.
- Robin R., *Mégapolis, les derniers pas du flâneur*, Paris, Stock, 2009.
- Salvatore R. A., *L'attaque des clones*, Paris, Fleuve Noir, 2002.
- Sammon P. M., *The Making of Blade Runner: The Fascinating story behind the most influential sf film evermade*, London, Orion Media, coll. Future Noir, 1996.
- Soja E. W., *Thirdspace: journeys to Los Angeles and other Real-imagined places*, Oxford, Blackwell, 1996.
- Soja E. W., *Postmodern Geographies*, London, Verso, 1989.

Méline en japonais : la ville-campagne (Den'en toshi, 1907)

Augustin Berque

En 1907, un groupe du ministère de l'Intérieur japonais publie *Den'en toshi* (*La ville-campagne*), ouvrage qui, sous prétexte de présenter les idées d'Ebenезer Howard sur la cité-jardin (*garden city*), constitue en fait une apologie des campagnes traditionnelles, garantes de l'ordre social et des « vraies valeurs » à une époque où, du fait de l'industrialisation et des lendemains difficiles de la guerre contre la Russie, le Japon ne pouvait plus se dispenser d'une véritable politique urbaine et sociale. Souvenons-nous que Howard est d'abord un penseur social. Or, la thèse est en gros que le Japon n'a nul besoin de cités-jardins à l'occidentale, non seulement parce que ses villes sont depuis l'Antiquité des cités-jardins avant la lettre, mais surtout parce que ce sont ses campagnes qui détiennent l'antidote des poisons de la ville moderne. En somme, pour le ministère de l'Intérieur, rester paysan sera la meilleure solution aux problèmes posés par la ville.

L'article compare d'abord quelques représentants des valeurs terriennes, en France (Méline) et au Japon (Andô Shôeki, Ninomiya Sontoku [les noms japonais et chinois sont laissés dans leur ordre normal, patronyme en premier]). Il décrit ensuite la situation au Japon au lendemain du traité de Portsmouth (1905), fait une présentation générale de *Den'en toshi*, puis s'attache plus particulièrement aux trois derniers chapitres,

intitulés «L'esprit de la vie aux champs dans notre pays», et se termine par la traduction d'un passage représentatif.

Les valeurs terriennes

Jules Méline (1838-1925) fut l'un des grands ministres de la Troisième République, qu'il a marquée par sa politique agricole. Il est le père du Mérite agricole (1883) et de l'idée de «retour à la terre», qui fut reprise par le gouvernement de Vichy. L'expression figure dans le titre d'un de ses livres : *Le Retour à la terre et la surproduction industrielle* (1905), titre qui résume l'essentiel de ses thèses. Pour Méline en effet, l'agriculture forme les racines et le tronc de l'économie, tandis que l'industrie n'en fait que les branches et les feuilles. Cette vision est aux antipodes du saint-simonisme, dont la devise était au contraire : «Tout par l'industrie, tout pour l'industrie» (il est vrai qu'«industrie» avait à l'époque un sens plus large qu'aujourd'hui). Aussi bien, les «tarifs Méline» protectionnistes de 1892 mirent-ils fin à la politique de libre-échange, d'inspiration saint-simoniennne, qu'avait instaurée le Second Empire. Le mélinisme est ainsi l'une des raisons du retard industriel que prit alors la France, et corrélativement du maintien d'une population agricole relativement fournie, ainsi que d'un taux d'urbanisation relativement bas, par rapport aux nations de tête du monde moderne.

Si le mélinisme diffère de la physiocratie par son rejet du libre-échange – pas question pour lui de *laisser faire, laisser passer!* –, il en hérite néanmoins l'idée fondamentale que l'agriculture seule est source de richesse. Cette idée se retrouve au Japon dans l'agrarisme (*nôhonshugi*), courant de pensée qui apparaît à l'époque d'Edo et qui, après 1868, se développe en réaction aux changements sociaux induits par l'industrialisation et l'urbanisation. Avant Meiji, ses deux représentants les plus connus sont Andô Shôeki (1703-1762) et Ninomiya Kinjirô (également dit Ninomiya Sontoku, 1787-1856). Le premier fut un penseur utopiste, dont le *Shizen shin-eidô* (*Le Vrai ménage de la nature*), récusant radicalement le «monde de la loi» (*hôtei*) dominé par la classe improductive des guerriers, prônait un «monde naturel» (*shizen no yo*) où tous seraient producteurs, les hommes agriculteurs et les femmes tisserandes. Il eut peu d'influence directe, mais ses thèses contribuèrent à discréditer le système féodal du shôgunat. Ninomiya en revanche fut un homme d'action écouté, qui fut appelé à restaurer l'économie de plus de six cents municipalités. Sa «Méthode de la reconnaissance» (*Hôtoku shihô*) continua de se diffuser après sa mort, engendrant un mouvement populaire qui, sous Meiji, en vint à toucher le pays entier. C'était une morale

fondée sur le devoir de «rendre les grâces» (*hôtoku*) reçues du Ciel, de la Terre et des Humains dans les trois mondes passé, présent et à venir, selon les quatre principes de la sincérité parfaite (*shisei*), du travail diligent (*kinrô*), de l'abnégation (*suijô*) et de la mesure de soi (*bundo*).

Si les trois premiers de ces principes se trouvent déjà dans la langue chinoise et dans le syncrétisme populaire japonais, où se combinent les apports du shintoïsme, du bouddhisme et du confucianisme, *bundo* est une notion propre à la doctrine de Ninomiya, le *hôtokkyô*. Les deux sinogrammes qui la composent, prononcés en chinois *fendu*, signifient là seulement mesurer, graduer. Chez Ninomiya, *bundo* prend le sens de : connaître ses capacités réelles (*jitsuryoku*) en mesurant les dons que l'on a reçus du Ciel (*tenbun*), et fixer en conséquence les limites de son train de vie (*seikatsu no gendo wo sadameru*).

Cette morale présente de curieuses analogies avec celle du protestantisme dans l'interprétation webérienne des origines du capitalisme. Elle allie en effet l'intériorisation du devoir et son extériorisation par l'action, le jugement de soi-même et des règles de conduite objectives. Ses impératifs de vertu cachée (*intoku*), d'accumulation des bonnes actions (*sekizen*) et d'économie (*sekken*) se résolvent en un vigoureux industrialisme (*shokusan*) au sens classique du terme d'industrie, c'est-à-dire l'ensemble des opérations qui concourent à la production et à la circulation des richesses. L'accent reste cependant mis sur l'agriculture, car il s'agit bien d'abord d'une morale, celle-ci étant conçue pour une société encore en grande majorité rurale. Ajoutons que, dans la tradition japonaise, la distinction entre villes et campagnes n'a jamais été aussi nette que dans la tradition européenne. C'est pourquoi d'ailleurs Ninomiya n'a pas seulement «restauré» (*fukkô*) l'économie de nombreux villages, mais celle aussi de villes; le terme *chôson* comprend en effet les deux. Reste néanmoins que la dominante est ruraliste et que les vertus prônées par cette morale se réfèrent concrètement à la vie des campagnes traditionnelles. Sous Meiji et durant tout le XX^e siècle, les écoles japonaises auront eu pour signe la statue du petit orphelin Kinjirô, revenant du bois avec un gros fagot sur le dos, et ne cessant de lire tout en marchant.

Après le traité de Portsmouth

Par sa victoire contre la Russie (1905), le Japon avait prouvé au monde qu'il était, à l'égal des puissances occidentales, un «pays de premier rang» (*ittô koku*). La guerre, cependant, avait épuisé les ressources financières de l'État. Bien que le traité de Portsmouth, conclu à l'instigation des

Etats-Unis, eût accordé au Japon le sud de Sakhaline et des droits substantiels en Corée, au Liaodong, en Mandchourie, etc., la crainte des Occidentaux de voir s'étendre les troubles révolutionnaires en Russie les avait conduits à faire exempter les vaincus de toute compensation financière. Au Japon, le dépit fut grand dans le peuple, écrasé d'impôts et de privations par la guerre. Le jour même de la signature du traité, le 5 septembre 1905, des émeutes éclatèrent à Tokyo. La Préfecture de police et d'autres bâtiments publics furent incendiés. L'armée dut intervenir. Par la suite, des émeutes analogues se reproduisirent dans plusieurs autres grandes villes, et dans tout le pays se multiplièrent les rassemblements de protestation.

Cette conjoncture était exploitée par les nationalistes, qui exigeaient une politique plus ferme à l'extérieur, mais aussi par les mouvements démocratiques (souvent du reste nationalistes aussi), dont le mot d'ordre «à bas les factions!» (*batsuzoku daha!*) visait tout l'édifice conservateur du régime meiji. De ce bouillonnement devaient naître les mouvements de revendication multiformes que l'histoire appelle la «Démocratie Taishô» (*Taishô demokurashî*), du nom du successeur de l'empereur Meiji (r. 1912-1925), mais qui en fait couvre le quart de siècle qui s'étend entre la victoire contre les Russes et l'Incident de Mandchourie (18 septembre 1931), début de la «guerre de Quinze Ans» et d'une période de répression autoritaire à l'intérieur.

Peu de ces revendications démocratiques aboutirent, mais le fait est qu'elles s'exprimaient, au grand dam du pouvoir qui, dans le sens général d'une idéologie conservatrice, s'efforçait de les contenir par divers moyens, insistant notamment sur la discipline (*fûki*). A cet égard, le rôle du ministère de l'Intérieur (*Naimushô*) fut déterminant.

La publication de Den'en toshi (1907)

Sous le gouvernement Saionji (première période, janvier 1906 – juillet 1908), l'Intérieur avait été confié à Hara Takashi (1856-1921), ministre modérément réformateur qui souhaitait réduire l'influence des factions féodales (*hanbatsu*) au bénéfice des partis politiques; il devait du reste périr assassiné. Sous son ministère, les turbulences consécutives au traité de Portsmouth n'étaient pas encore apaisées qu'éclataient une série d'émeutes provoquées par la terrible affaire de pollution des mines de cuivre d'Ashio et par la solution brutale qu'avaient imposée les autorités: noyer la zone contaminée sous un lac de barrage, plutôt que de sanctionner le pollueur (le *zaibatsu* Furukawa). Ces troubles aiguillonnaient les conflits du travail aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

C'est dans cette atmosphère de crise sociale que parut en 1907, sous la signature collective d'un groupe de «volontaires du Bureau des Régions du ministère de l'Intérieur» (*Naimushô Chihôkyoku yûshi*), un livre intitulé *La Ville-Campagne* (*Den'en toshi* [J'utilise ici la réédition parue en 1980 sous le titre *Den'en toshi to Nihonjin* (*Les Japonais et la ville-campagne*), Tokyo, Kôdansha gakujutsu bunko, Tokyo, 1980, 425 p. Dans ce qui suit, je reprends quelques éléments de mon article «Destin, au Japon, de la garden city howardienne», pp. 147-162 dans Ignacy Sachs (dir.). *Quelles villes, pour quel développement?*, Paris, PUF, 1996, où l'on trouvera une bibliographie plus fournie sur la question.]). Ce titre ainsi que le thème le plus évident de l'ouvrage se réfèrent à la cité-jardin howardienne. *Den'en toshi* est du reste l'un des premiers ouvrages qui, hors de Grande-Bretagne, aient fait écho à *Garden cities of to-morrow*, publié en 1902 (mais qui reprend comme on le sait un livre initialement paru en 1898 sous le titre *To-Morrow: a peaceful path to real reform*). Le livre de Georges-Benoît Lévy *La Cité-jardin* date de 1904, celui de J. van Bockhoven *Tuinstedden* (même sens) de 1906. Sachant la différence de langue et l'éloignement, l'on doit reconnaître que le Naimushô suivait bien l'actualité occidentale. Comme on va le voir, il n'en gardait pas moins le souci de souligner que le Japon n'était pas l'Occident.

Plus que le texte fondateur d'Ebenzer Howard, les auteurs de *Den'en toshi* ont utilisé en fait le gros traité d'A. R. Sennett, *Garden Cities in Theory and Practice* (1905), qui comme son titre l'indique faisait le point sur les politiques urbanistiques effectivement mises en œuvre en Europe et en Amérique du Nord à la suite des propositions de Howard. Ils sont aussi allés inspecter certaines de ces réalisations sur place. *Den'en toshi* est ainsi, d'abord, un ouvrage d'information sur l'actualité urbanistique en Occident; domaine largement étendu à la question sociale en général, comme en témoignent les titres des douze premiers chapitres: I. L'idéal de la cité-jardin; II. Les exemples de cités-jardins; III. Le goût de la vie à la campagne; IV. L'amélioration de l'habitat et des ménages; V. Le sens des politiques sociales; VI. L'ardeur du peuple au travail; VII. Bonne conduite et équipements sociaux; VIII. L'aménagement du temps; IX. L'esprit de coopération et d'altruisme; X. La promotion des coopératives; XI. L'éducation des citadins et des villageois; XII. L'aide sociale et la lutte contre la pauvreté.

On voit que la cité-jardin, même si elle fait l'objet du titre et des premiers chapitres, n'occupe en fait qu'une mineure partie de *Den'en toshi*, dont le propos principal est le traitement de la question sociale, et cela dans un sens que révèlent les trois derniers chapitres (XIII, XIV, XV), qui tous trois portent le même titre: «L'esprit de la vie aux champs dans notre pays» (*Waga kuni den'en seikatsu no seishin*).

Sachant que le XX^e siècle n'a retenu de la cité-jardin howardienne qu'un modèle urbanistique, cet accent mis sur la question sociale pourra surprendre. Il est en fait strictement fidèle à l'intention de Howard, qui était avant tout un penseur social, et qui a conçu la *garden city* comme un moyen d'améliorer la situation déplorable où l'urbanisation moderne avait plongé le peuple dans les nations industrielles. C'est par un contresens radical quant à cette intention que l'urbanisme du XX^e siècle l'a réduite à la recette de banlieues vertes à l'usage des couches moyennes, voire des plus aisées dans le monde anglo-saxon. Comme Howard, *Den'en toshi* parle bien de villes (*toshi*) situées à la campagne (*den'en*), et non pas de banlieues. Mais comme dans le cas de la *garden city* – dont il est vrai que le titre, avec le mot *garden*, prête à confusion –, ce propos s'est perdu chez les épigones, dont la majorité n'y ont appris que la formule de la maison individuelle avec jardin.

Même dans le cas des villes nouvelles, qui ont également été inspirées par *Garden cities of to-morrow* et ont effectivement établi des noyaux urbains au-delà des banlieues métropolitaines, l'intention réformatrice de Howard n'a sauf exception pas été suivie, notamment pour ce qui touche à la propriété du sol. Dans le modèle howardien, celle-ci est collective. A cet égard, *Den'en toshi* non plus n'est pas fidèle à Howard ; il n'y est surtout pas question de modifier le système foncier nippon, où enflaient alors, pourtant, les luttes agraires. Comme celles de l'agrarisme de l'époque, les thèses sociales du Naimushô sont essentiellement conservatrices, et même tournées en fin de compte non point vers la ville de demain, mais vers la campagne d'hier. C'est cela dont témoignent les trois derniers chapitres, pour nous les plus intéressants, et que nous allons maintenant analyser.

L'esprit de la vie aux champs dans notre pays, I

Le mot *den'en*, que je traduis ici par «les champs, la campagne», est composé de deux sinogrammes dont le premier signifie «champ» ou, spécialement au Japon, «rizière», et le second «jardin». Associés, ils désignent la composition de champs, de vergers et de potagers qui caractérise la campagne. Les auteurs de *Den'en toshi* ont retenu ce terme après avoir hésité à rendre plus directement *garden* par *kaen*, mot qui désigne un jardin d'agrément ; mais comme on l'a vu plus haut, ils ont préféré rendre l'idée fondamentale de Howard, qui est de bâtir des villes en pleine campagne, et de ce fait largement autarciques.

C'est donc la vie de campagne (*den'en seikatsu*) qui fournit le thème principal des trois derniers chapitres, où s'expriment à l'évidence les idées

directrices des auteurs de *Den'en toshi*, donc, officieusement, celles du Naimushô.

Le chapitre XIII commence par souligner que les villes japonaises, traditionnellement, ne s'opposent pas à la campagne; en particulier la première d'entre elles, Kyôto (initialement Heian), l'ancienne capitale, qui était une « cité-jardin avant la lettre » (*mumei no den'en toshi*) :

On ne cesse aujourd'hui, dans notre pays, de parler de « ville-campagne » ou de « village-jardin (*kaen nôson*) ». [...] [Mais en fait] à son époque déjà l'ancienne capitale Heian regorgeait de ces paysages naturels entre tous que sont montagnes violettes et eaux claires (*sanshi-suimei* [locution chinoise (*shanzhishuiming*) synonyme de beau paysage. Rai San'yô (1780-1832), néo-confucianiste, historien et poète en langue chinoise, l'un des inspirateurs de la restauration meijiennne, donna ce nom à sa « chaumière » (*shôdô*, le chinois *caotang*, sur le modèle de Bai Letian au mont Lu), à Kyôto]); au printemps l'on y allait aux cerisiers (*sakuragari*) du Mont de l'Est (Higashiyama), c'était comme de marcher au sein d'un nuage (*unka no uchi* [où *unka* est à la fois le nuage des cerisiers en fleur, et la foule de leurs admirateurs]), en automne les érables du Mont de l'Ouest (Nishiyama) étaient plus rouges que les fleurs du second mois [lunaire], les gens dans la rue en arrêtaient leur canne.

Dans ce style mandarinal, truffé de formules chinoises, le Naimushô dit en somme que l'Occident n'a rien inventé en la matière : la cité-jardin, elle existe déjà depuis longtemps au Japon. Et cela pas seulement dans l'ancienne capitale, mais aussi dans la nouvelle et même encore davantage dans les autres villes :

Effectivement, c'est en renouvelant cette propension (*omomuki*) que même notre présente capitale, avec ses deux millions d'habitants, dispose en toute spontanéité (*onozukara* [écrit ici en hiragana, ce mot signifie : naturellement, spontanément, de soi-même. Encore un leit-motiv du discours sur la ville japonaise en général, et la capitale en particulier : celle-ci se produirait toute seule, comme un phénomène naturel. Parfaite couverture pour les bonnes affaires immobilières !]), entre ses immeubles de grande hauteur, une scénérie naturelle (*tennen no fûbutsu*). [...] A plus forte raison les villes de province, jouxtant les monts et bordant les eaux (*yama ni yori mizu ni nozomite* [i.e. en plein paysage : *yama-mizu* = *sansui* (le chinois *shanshui*) : paysage]), lorsqu'on

les observe de loin, cachent à demi leurs maisons dans la verdure, et même si toutes ne comportent pas de champs (*nôen wo sonaezu to mo*), il n'en est guère qui, de par leur paysage naturel (*tennen no kôkei yori*), n'aient spontanément (*onozukara* [v. plus haut]) un goût de campagne (*den'en no shumi*). (Naimushô 1980 [1907] : 347).

Ces lignes témoignent à l'évidence que la nature, ici, est saisie d'une part sous un angle esthétique parfaitement traditionnel et élitaire, celui du paysage, et d'autre part comme une «propension» et une «spontanéité» qui transcendent les siècles. Que ce soit à Heian dans l'Antiquité ou aujourd'hui à Tokyo, à la capitale comme en province, avant comme après la Révolution industrielle, c'est une tendance proprement nipponne qui s'exprimerait là, faisant même des «immeubles de grande hauteur» une «scénérie naturelle».

Cette façon de voir dispense de poser la question en termes urbanistiques. Elle la déplace sur un autre plan que celui des politiques urbaines, et à plus forte raison de la *real reform* qu'ambitionnait Howard : ce dont il va s'agir, c'est au contraire de raviver ce naturel nippon qui, si opportunément, avait su entretenir un «goût de campagne» en pleine ville (pour d'autres thèses concernant la question urbaine au Japon à cette époque, v. Higuchi 2006. Dans l'ensemble, ces thèses prônent l'extension des banlieues pour résoudre les problèmes d'hygiène de la grande ville).

L'esprit de la vie aux champs dans notre pays, II

Si l'on part de l'intention réformatrice de Howard, il n'est pas difficile d'y opposer, comme je viens de le faire, la translation qu'opère le Naimushô vers une vision traditionaliste, voire essentialiste. Ce n'est pas dire, toutefois, que cette vision transfigure arbitrairement la ville japonaise. Bien longtemps avant d'avoir lu *Den'en toshi*, c'est une impression fort analogue à ce «goût de campagne» que j'avais retirée de mes premières promenades dans Tokyo, à une époque où la ville comptait bien plus que les «deux millions d'habitants» du temps où fut écrit ce livre. Qu'il me soit permis de me citer : «Bref, cette promenade était purement illogique. En pleine ville, c'est la nature qui apparaissait. Nous musardions dans la nature, et ce n'était même pas, surtout pas, dans un parc!» (Berque, 1986 : 16). Il y a donc bien, dans la ville japonaise, quelque chose qui enracine l'artifice dans le naturel, et qui ne se résout pas dans une simpliste opposition de la culture à la nature. Ce «quelque chose», qui était l'objet du livre susdit, se

rattache sans doute, entre autres, au courant que le taoïsme a saisi avec son concept de *wuwei*, l'«inartifice», et plus spécifiquement au fond animiste du shintô; mais revenons à *Den'en toshi*.

Après cette brève et dense évocation des paysages «naturels» de la ville japonaise, puis une courte transition célébrant les beautés de la nature (*tennen no fûkô*) à la campagne, la suite des trois chapitres passe à ce qui en fait le propos essentiel : exalter, comme le formule un premier intertitre, «le saint enseignement des paysans industriels et les belles manières du peuple des provinces» (*Shinnô no seikun to chihômin no bifû*, intertitre de la p. 348). C'est un recueil d'*exempla* puisés pour la plupart dans l'histoire récente, i.e. la fin du shôgunat et les débuts de l'ère Meiji, entrelardés de quelques références occidentales modernes. Un peu à la manière de la *Légende dorée* – cette *Légende des Saints*, due au dominicain Jacques de Voragine (1230-1244), célèbre recueil des «histoires et légendes qui entourent la mort exemplaire des saints chrétiens du premier millénaire après le Christ et les débuts du Moyen Age» (p. 4 de couverture dans l'édition Seuil, 1998) –, ces histoires édifiantes ne sont pas classées dans un ordre conceptuel apparent : il n'y a pas de progression d'un thème à l'autre, ni de conclusion. Après un dernier *exemplum*, l'ouvrage se termine abruptement sur cette phrase, qui en récapitule effectivement le propos :

On peut ainsi espérer que, dans les villes et les campagnes de notre pays aussi, à l'avenir, dépenser ses efforts jusqu'à l'épuisement, toujours davantage, mène à de grandes réalisations, et que si l'on entend construire, comme on dit, les meilleures villes et les meilleures campagnes, il va sans dire en n'hésitant pas à introduire ce qui se ferait de mieux ailleurs, il faut en outre se remémorer, pour s'en inspirer, les mœurs populaires de notre propre tradition (*waga korai no minpû ni tazuné*), prenant ce qu'elles ont de beau et accentuant ce qu'elles ont de bien, jugeant respectivement l'intérieur et l'extérieur (*chûgai aishi*), éclairant l'un l'autre le passé et le présent (*kokon aiterashite*), les mélangeant et fusionnant (*konzen yûka*), afin d'accomplir demain, partout dans nos villes et nos campagnes, les progrès que l'on ne doit pas ne pas attendre (*ki sezarû bekarazu*). (*Den'en toshi...*, *op. cit.*, p. 410).

Pesamment sinomorphe, abusant des symétries répétitives et des négations de négations («on ne doit pas ne pas = il faut»), cette rhétorique mandarinale est cependant lumineuse dans son élitaire obscurité : ici, dans toute sa pompe, le pouvoir meijiën préconise, tout simplement, le salut

par l'abnégation. Retrouvez vos manches, et *basta!* Car un authentique Japonais, ça travaille sans demander son reste. Comme on savait y faire, à la campagne!

L'esprit de la vie aux champs dans notre pays, III

Comment on savait y faire, c'est ce que détaillent nos *exempla*. Inutile d'épiloguer; je me contenterai de traduire l'un d'entre eux, sans autre commentaire que philologique, entre crochets :

Les bonnes œuvres d'un homme déterminé et l'école de l'Endurance [*tokushisha no gikyo to taikyû gakusha*. *Tokushi* (chin. *duzhi*) est un terme confucianiste (*Analectes*, *Zizhang*) qui signifie «résolution ferme, ne pas perdre de vue son but»].

Au village de Hiromura dans le comté d'Arita de la province de Ki [aujourd'hui préfecture de Wakayama], se trouve un collège privé nommé Taikyû gakusha (école de l'Endurance), dirigé par M. Hamaguchi, un grand propriétaire terrien [*sohô* (chin. *sufeng*) est un terme issu du *Shiji* (*Huozhizhuan*), où il désigne un homme riche sans charge officielle; c'est-à-dire que, bien que «dépourvu de» (*su*) «fief, titre de noblesse» (*feng*), cet homme possède néanmoins des richesses comparables à celles d'un mandarin. C'est, en pratique, un grand propriétaire terrien.] de cette localité. Le littoral est en ces lieux baigné d'une onde pure et miroitante (*seiba ren'en*), le vert de la pinède s'étend à perte de vue, et dans les lointains de la vaste baie s'aperçoivent les fumées des habitations du bourg de Yuasa. Le paysage est de toute beauté, l'on se croirait dans un tableau (*gachû no omomuki ari*). La maison Hamaguchi, depuis des générations, fabrique de l'huile de soja, et jouit d'une excellente réputation [*sekizen no ie wo motte shirareru*, mot à mot «connu comme une maison où l'on accumule les mérites». *Sekizen no ie* traduit l'expression chinoise *jìshān zhī jiā*, «famille qui multiplie les bonnes œuvres, les actes charitables». On la trouve dans le proverbe *jìshān zhī jiā bì yǒu yúqìng*, «un bienfait n'est jamais perdu» (mot à mot: «famille riche en bonnes œuvres aura maintes faveurs pour sa postérité»)]. Le précédent chef de famille, Gihei de son prénom, s'efforça d'inculquer à ses apprentis l'esprit de frugalité [*kyôjôji*, chin. *juchangyi*. *Juchang* signifie «suivre la règle ordinaire, s'en tenir à la norme». L'expression connote la frugalité de l'anachorète.

On la trouve notamment dans un vers connu de Tao Yuanming (365-427), le « poète du retour à la terre » (*gui yuantian zhi shiren*), « j'attends la fin dans la frugalité » (*ju chang dai qi jin*), *Tô Enmei zenshû* (*Œuvres complètes de Tao Yuanming*), Tokyo, Iwanami bunko, 1990, vol. I, p. 125. Sur le courant érémitique des Six Dynasties et ses suites, v. Berque 2010], et dévoua son énergie au bien public de son village.

Hiramura étant situé en bord de mer, il était affecté par de fréquents mascarets. Beaucoup de petites gens [*saimin* : le menu peuple, les gens pauvres et de bas statut] y perdaient leurs maisons et leurs moyens de subsistance. Voyant cela, chaque fois, Gihei ne pouvait retenir sa compassion. Souvent, il finissait par payer de ses propres deniers la reconstruction de leurs maisons, et il leur procurait aussi du travail.

Cependant, il se préoccupait que cette aide ne fit pas perdre aux gens la volonté de prendre eux-mêmes leur sort en main. Il pensait en effet que « donner à tout va, au contraire, a l'inconvénient d'encourager la paresse. Ce qu'il faut avant tout, c'est procurer aux gens des moyens de travail, de manière qu'ils puissent eux-mêmes subvenir à leurs besoins. » En conséquence, il investit ses propres capitaux dans la construction d'une digue, ce qui d'une part prémunissait contre les risques d'inondation, de l'autre employa le menu peuple comme main-d'œuvre, permettant ainsi à chacun de se vêtir et se nourrir.

Sur la digue, il fit planter des sumacs, et des pins en contrebas. Ces plantations servaient de pare-vent, tout en embellissant le paysage ; mais la raison principale en était d'aider les petites gens à augmenter leurs ressources par un travail complémentaire. Cette première expérience ayant attiré l'attention générale, elle devait par la suite entraîner beaucoup d'autres du même genre.

Aux confins du village, du côté de Yuasa, coule la rivière Hirokawa. Dans le passé, les mascarets y détruisaient les ponts, et les villageois, par manque de moyens, avaient fini par renoncer à en bâtir. Gihei, à ses propres frais, en bâtit un nouveau. Le seigneur de l'époque [la région faisait alors partie du fief de Kii], organisant une cérémonie particulière en son honneur, le félicita chaleureusement. Les habitants du village aussi lui rendirent profondément grâce. Ils voulurent ensuite lui élever une stèle, pour transmettre son exemple aux générations à venir. Gihei refusa obstinément. Allant plus loin, il décida de promouvoir l'éducation dans tout le village, et en vint à ouvrir à ses frais la susdite école de l'Endurance.

De plus en plus énergique à mesure qu'il vieillissait, et d'une détermination à faire pâlir un homme dans la force de l'âge, Gihei fut de ceux qui, vers la fin du Bakufu, prônèrent l'ouverture du pays [le shôgunat des Tokugawa avait eu pour politique la fermeture du pays (*sakoku*)]. Vieillard de 70 ans, il accomplit le haut fait de la traversée vers les Etats-Unis; mais à peine arrivé, il mourut dans un hôtel à New York. On dit qu'un professeur de philosophie, Ladd, enseignant dans une université où il devait à peu de temps de là donner une conférence, ne cessa par la suite de faire l'éloge de ses bonnes œuvres.

... Et c'est ainsi que le Japon industriel se dispensa d'une politique de la ville.

Bibliographie

Berque A., *Le Japon, gestion de l'espace et changement social*, Paris, Flammarion, 1976.

Berque A., *Le Sauvage et l'artifice. Les Japonais devant la nature*, Paris, Gallimard, 1986.

Berque A. (dir.), *La Qualité de la ville. Urbanité française, urbanité nipponne*, Tokyo, Maison franco-japonaise, 1987.

Berque A., *Du Geste à la cité. Formes urbaines et lien social au Japon*, Paris, Gallimard, 1993.

Berque A. (dir.), *La Maîtrise de la ville. Urbanité française, urbanité nipponne II*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1994.

Berque A., «Destin, au Japon, de la garden city howardienne», in Sachs I. (dir.), *Quelles villes, pour quel développement?*, Paris, PUF, 1996, pp. 147-162.

Berque A., Bonnin Ph., et Ghorra-Gobin C. (dir.), *La Ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006.

Berque A., *Histoire de l'habitat idéal. De l'Orient vers l'Occident*, Paris, Le Félin, 2010.

Carré G., «Aux marges de la ville: faubourgs, parcs et résidences secondaires dans le Japon de l'époque d'Edo», in Berque, A., Bonnin, Ph. et Ghorra-Gobin, C., *La Ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006, pp. 280-291.

Higuchi T., «La croissance de la banlieue de Tokyo: histoire d'un débat», in Berque, A., Bonnin, Ph. et Ghorra-Gobin, C., *La Ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006, pp. 326-336.

Joly J., *Le Naturel selon Andô Shôeki*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1996.

Naimushô Chihôkyoku yûshi, *Den'en toshi to Nihonjin (La Ville-Campagne)* Tokyo, Kôdansha gakujuitsu bunko, 1980 [*Den'en toshi*, 1907].

6

L'urbaphobie au Japon : ruraphilie en milieu urbain et ruralisme persistant

Masami Hagai et Patricia Marmignon

L'objectif de cet écrit est de dépeindre les tendances urbaphobes au Japon dans une perspective historique et d'apporter des repères concernant les mouvements majeurs qui ont affirmé une haine contre la ville, afin de mieux la cerner. Contrôle social, morale, immobilisme, ruralisme et réactions face aux changements, aux transformations dévastatrices, mais aussi peur du progrès en sont les principales causes. Or, ces racines de «la ville mal-aimée», de ce désamour, remontées à l'époque d'Edo (1603-1868), perdurent encore aujourd'hui d'un point de vue étatique comme chez les habitants. Elles se retrouvent dans les développements urbains, en particulier dans ceux des *den'en-toshi* (villes-campagnes) qui commencèrent à se développer au début du XX^e siècle, et sont manifestes dans la politique de la ville, dans le conflit qui existe entre l'Etat et la ville. Dans cette ambiance prédominante, il existait cependant des penseurs pro-urbains, et depuis la période contemporaine (1945-), notamment au tournant du XXI^e siècle, une politique progressiste semble se développer peu à peu au Japon, tendant vers une autonomie.

Ses fondements : contrôle social, moralité et ruralisme

Sont identifiés ici les principaux fondements de l'urbaphobie nipponne : la communauté villageoise, *mura*, mais aussi le confucianisme, *jukyô*, l'agrarisme, *nôhonshugi*, et le mouvement paysan, *nômin undô*.

La communauté villageoise, *mura*

La communauté rurale ou village, *mura* (Iwao *et al.*, 2002), composée de maisons, *ie* (Beillevaire, 1986), fut l'unité de base de la structuration socio-spatiale nipponne. Elle perdura en milieu urbain sous de nouvelles formes sociétares, très nettement jusqu'aux années 1960 où la société urbaine fut alors nouvellement considérée.

Le *mura*, l'unité villageoise faite d'agriculteurs, est certainement la plus ancienne forme de « communauté de type englobante », *kyôdôtai*, (Marmignon, 2010) organisatrice de la société et attenante au territoire japonais. Elle était composée d'un ou plusieurs *dôzoku*, « association de *ie* fondée sur des liens généalogiques » (Tahara, 1985). *L'ie* a « un contenu proche de celui de “maison” en français, à la fois habitat, patrimoine et groupe humain partageant le même toit » (Beillevaire). Et, par le biais de *ie*, de maisons unies par des liens de sang et de terre, le *mura* organisait la société hiérarchiquement, dans un rapport attenant au territoire et à son exploitation. Cependant, avec la division administrative du pays, issue de la naissance d'un Etat centralisé à l'époque de Nara (645-794), le terme disparut temporairement. Ensuite, du VIII^e à la fin du Moyen Age (1185-1573), l'on passa à une attribution foncière privatisée avec l'apparition des domaines religieux ou aristocratiques de cour qui constituèrent alors l'ossature de la société provinciale jusqu'au début de l'urbanisation du pays au XV^e siècle (Souyri, 1998).

Avec la disparition des domaines, *shôen*, au Moyen Age, *Chûsei*, et la recentralisation du pouvoir exercé par Toyotomi Hideyoshi (1536-1598), l'importance du *mura* s'accrut de nouveau dans la socialité nipponne et « aboutit à la consécration de l'*ie*, réduite désormais à la taille d'une “famille souche”, comme élément social fondamental » (Beillevaire, 1986). Hideyoshi mit en place le cadastre en 1582, confectionné pour chaque village et évaluant la production agricole. Il rebâtit ainsi une hiérarchie et un contrôle social en prenant le *mura* comme unité de base dans son système de taxation, proportionnellement au produit de chaque terre.

Si, à partir du XVII^e siècle, l'on constate en milieu urbain la territorialisation des groupements professionnels ou corporations, *za*, l'époque d'Edo (1603-1868) fut la consécration du *mura*, avec une véritable culture rurale développée en ville par les *chônin*, des marchands, au statut social attaché à la propriété et s'autogérant en collaboration dans un système hiérarchisé. L'on parle ainsi par analogie de «communauté villageoise» de l'époque d'Edo.

Les *chônin* sont devenus depuis l'ouverture du pays sur l'Occident, sous Meiji (1868), des hommes d'affaires modernes. Les départements se sont substitués aux fiefs en 1871 pour se diviser en unités urbaines, *machi*, et villageoises, *mura*. Puis, depuis le grand séisme du Kantô, *Kantô Dai-shinsai*, de 1923, à Tôkyô comme à Ôsaka, les *chônin* se constituèrent l'un après l'autre en comités de quartier, *chônaiikai*, réinterprétation du *mura* en ville. Les *chônaiikai* sont un produit de la modernité dans le prolongement du *chi-en* (lien de terre) et du *ketsu-en* (lien de sang), dont l'unité est l'*ie* (maison) et non l'individu, et fondé sur la hiérarchie (Dewantari Dwianto *et al.*, 2003). L'*ie* fut à la base de l'organisation des petites exploitations agricoles, industrielles et artisanales, et le *mura* subsista ainsi en ville de manière évidente et directe jusqu'à la fin des années 1950.

Mais, après 1945, les *chônaiikai*, perçues comme antidémocratiques, furent désapprouvées (Dewantari Dwianto *et al.*, 2003), de même que la réforme agraire obligea les propriétaires à vendre, ce qui rompit les liens communautaires ruraux. Le *mura* passa de «communauté rurale» à une «société rurale» puis à une «collectivité régionale» (Tahara 1985). Il fut cependant réinvesti par les entreprises durant la haute croissance (1955-1973) en tant que groupement fonctionnel hiérarchisé. Le *mura* demeura donc en se réappropriant les nouvelles formes sociétales, toujours pour un contrôle socio-spatial.

Confucianisme, *jukyô*, et agrarisme, *nôhonshugi*

La pensée confucéenne et l'agrarisme sous Edo furent aussi des véhicules puissants et fondamentaux de l'urbaphobie développée au Japon, dont l'objectif était le maintien de l'ordre social au nom de la morale. Les personnalités les plus représentatives de cet «appel à la nature» furent certainement Ogyû Sorai (1666-1728), Andô Shôeki (1703-1762) et Ninomiya Sontoku (1787-1856), les deux premiers étant des penseurs confucéens, les deux derniers des figures emblématiques de l'«agrarisme», *nôhonshugi* (Berque, 2007).

Le code moral confucéen, inspiré des classiques chinois, a été transmis au Japon au VI^e siècle et ne cessa d'évoluer depuis. Il régit le jeu des rapports sociaux non point à partir de lois, mais par le biais des rites et d'un enseignement fondé sur la vertu d'humanité. L'ordre social est ainsi garanti par les vertus d'affection entre père et fils, de correction entre prince et sujet, de distinction entre époux, d'ordre entre aîné et cadet et enfin de sincérité entre amis (Ansart, 1998). Il s'agit d'une conception naturaliste du droit, à l'opposé du positivisme, puisque fondé sur la vertu de l'humanité et non point sur une contrainte juridique édictée par l'autorité compétente, mais issue d'un artifice et non plus de la nature, depuis la «découverte du politique» (Maruyama, 1952) par Ogyû Sorai.

Mais, malgré l'importance accordée par Sorai à l'expérience créative plus qu'à une conformité à l'ordre naturel, et aboutissant à l'émergence d'une pensée débarrassée de contraintes morales et normatives radicales, elle n'en demeure pas moins un idéalisme moral. Et, celui-ci repose sur les rites, la vertu, l'éducation et l'expérience dans un jeu interactionnel fondé sur la complémentarité où le *mura* ou «communauté villageoise» garantit la valeur et la pérennité. La structuration socio-spatiale de base nipponne sert par conséquent, pour les confucéens, d'assise saine et stable au code, au contraire de la ville où les règles de morale et de perpétuation de la tradition ne sont plus assurées.

Ainsi, à l'ère Genroku (1688-1704) où un appétit pour la culture urbaine était apparu, une image négative de la ville fut développée, parallèlement à la naissance des études nationales, *Kokugaku*. C'est ainsi que «des penseurs de la période d'Edo ne se sont pas privés de fulminer contre l'influence délétère de l'habitat urbain sur les mœurs guerrières: le plus célèbre d'entre eux demeure sans doute Ogyû Sorai, qui dans ses "Propos sur le gouvernement" (*Seidan*) préconise de renvoyer les samourais dans les campagnes pour leur ôter le goût du luxe et leur éviter les méfaits émoullissants de la vie en ville» (Carré, 2006). Sorai qualifie la vie urbaine de vie inconsistante, faite de légèreté et de mensonge, de «vie d'auberge» (Ansart, 1998) en raison du système de résidences alternées, *sankin kôtai*, sous Edo: les seigneurs devaient alors résider un an sur deux à Edo et y laisser femmes et enfants. Mais, Sorai édifia une pensée urbaphobe en universalisant les conséquences de cette situation. Selon lui, la ville est synonyme d'instabilité par les changements qu'elle engendre, et dissipe la morale et le social; seul le village représente l'unité de la nation et de la tradition.

Andô Shôeki, autre confucéen et figure marquante de l'agrarisme nippon, *nôhonshugi*, développa aussi une pensée urbaphobe à travers son «*Shizen shin-eidô (Le Vrai ménage de la nature)* (...) où tous seraient producteurs,

les hommes agriculteurs et les femmes tisserandes» (Berque, 2007). C'était une utopie d'une société égalitaire fondée sur l'agriculture où le commerce n'existerait pas, une pensée basée sur les valeurs terriennes et le rejet du libre-échange tout comme le «mêlinisme» (Berque, 2007). *Le retour à la terre* est, en effet, fondamental dans l'œuvre de Shôeki et l'exploitation des paysans, par les urbains improductifs, dénoncée. Il «procède à une critique des seigneurs et des marchands qui spéculent sur le dos des paysans (...). "Les commerçants ont horreur de travailler à la force des bras comme le font les paysans sans que la pluie ni le vent ne les arrêtent (...). Ainsi, rares sont ceux qui s'emploient à cultiver la Voie du Ciel et nombreux sont ceux qui, à tort et à travers, dévorent avidement (le riz des paysans)"» (Joly, 1996).

Ninomiya Sontoku, plus connu sous le nom de Kinjirô, fut aussi un des représentants de l'agrarisme. «Sous Meiji et durant tout le XX^e siècle, les écoles japonaises auront eu pour signe la statue du petit orphelin Kinjirô, revenant du bois avec un gros fagot sur le dos, et ne cessant de lire tout en marchant» (Berque, 2007). Il fut un grand spécialiste de la politique rurale à la fin de l'ère Edo, et il redressa l'économie de six cent cinq municipalités, *chôson*, en s'attaquant à la dégénérescence du «village féodal», par distinction entre la nature humaine et l'ordre universel. De même que Sorai avait mis en avant l'expérience créative, Ninomiya misa sur l'homme dans sa «*Méthode de la reconnaissance (Hôtoku shihô)*» (...). C'était une morale fondée sur le devoir de "rendre les grâces" (*hôtoku*) reçues du Ciel, de la Terre et des Humains dans les trois mondes passé, présent et à venir, selon les quatre principes de la sincérité parfaite (*shisei*), du travail diligent (*kinrô*), de l'abnégation (*suijô*) et de la mesure de soi (*bundô*)» (Berque, 2007).

Ce fut donc, aussi, au nom d'un idéalisme moral fondé sur les valeurs terriennes que se développa la tendance urbaphobe sous Edo. Elle fut reprise ensuite face aux développements urbains, par romanciers et poètes sous Meiji, par le gouvernement en place, les mouvements locaux dans les années 1910, notamment le mouvement paysan dénonçant la diminution des taux de ferme, et en continuité dans les années 1930 par les agriculteurs réactionnaires (Hanes, 2002).

Le mouvement paysan, *nômin undô*

Le mouvement paysan, *nômin undô*, fut la résultante d'un tournant de l'histoire sociale, démographique, économique et urbaine du pays. Il s'inscrit dans un contexte particulier de grandes transformations. Ce mouvement

développa une haine contre la ville et est incarné tout particulièrement par les émeutes du riz, *kome sôdô*, de 1918, qui s'étendirent ensuite à l'ensemble du pays. La principale remise en cause fut la grande ville, le développement urbain et la croissance de la population urbaine, qui ne permettait plus de répondre à la demande de riz, d'où la flambée des prix.

Si les émeutes paysannes furent nombreuses durant l'époque féodale, en raison des conditions de vie misérables et pénibles, chroniquement en dessous du niveau admissible de subsistance, les mouvements paysans développés depuis Meiji (1868-1912) et au début de l'ère Taishô (1912-1926) furent d'abord le fruit du développement urbain. Il y eut 523 cas recensés sous Meiji avec pour protagonistes principaux les paysans et 570 émeutes du riz sous Taishô menées en bonne partie par les prolétaires (Sugimoto, 1981).

Les émeutes du riz les plus connues sont celles de 1890, de 1897 et celle de 1918, la plus retentissante. Elle débuta avec la révolte des épouses de l'Etchû, *Etchû nyôbô ikki*, à Toyama, et se prolongea pendant huit semaines dans l'ensemble du pays, dans les villages ruraux ou de pêcheurs, dans les rues des villes et autour des mines de charbon. En juillet 1918, des femmes de pêcheurs s'étaient rassemblées pour faire baisser le prix du riz qui avait augmenté de 75% entre 1917 et 1918. Les transports de céréales furent suspendus par ces femmes et l'on réclama la vente du riz à bon marché, voire de le donner aux indigents. Dans les villes rurales et de taille moyenne, ces conflits allèrent de pair avec ceux des mineurs de charbon. Dans les grandes villes, à commencer par Kyôto et Nagoya, les magasins et les demeures luxueuses furent prises d'assaut (Iwao *et al.*, 2002).

La grande ville incarna l'oisiveté et le profit à un moment où la population japonaise doublait. Elle passa de 35 millions d'habitants en 1872 à 55 en 1918 et 70 en 1936 (Sômu-shô tokei kenshû-jo, 2006). Parallèlement, elle focalisa les masses à un moment où le pays s'industrialisait et se résidentialisait. C'était l'époque du développement des *den'en-toshi* (villes-campagnes), des extensions urbaines. Ainsi, si à Ôsaka la superficie de la ville mesurait 55 km² en 1897, en 1925, lors de la seconde extension de la ville, elle passa à 181 km². Le pourcentage de la population active rurale nipponne, qui était de plus de 80% au début de Meiji, tomba à 51% en 1920 (Chiba, 2006). La population augmentait et migrait de plus en plus vers les villes ce qui ne pouvait satisfaire la demande en riz et créa une hausse des prix bien supérieure à celle des salaires. Les propriétaires fonciers, *jinushi*, prenaient en plus des emplois à temps partiels dans des usines et leurs fils cadets ainsi que les locataires des terrains, *shakuchi*, s'exilaient pour leur part en ville.

Des nouveaux riches, *narikin*, apparurent et furent souvent perçus comme des parasites, de mauvais germes, tels les courtiers de Nagoya et les agents immobiliers. La ville engendrait de nouveaux métiers qui visaient la recherche de profit mais n'assurait plus le familiarisme, *kazoku-shugi*, i.e. la structure principale de la société japonaise fondée sur des valeurs traditionnelles dans un système hiérarchisé (Kawamura, 1994), des relations hiérarchiques basées sur l'obligation, *giri*, et la reconnaissance, *on*. Cette dénonciation fut ressentie particulièrement dans la révolte des mineurs (Lewis, 1990). Le développement des quartiers de plaisir aux abords des grandes villes contribua également à l'image d'une ville improductive.

Les exigences des mouvements paysans jusqu'en 1927 se portaient principalement sur la diminution des taux de fermage (97,6% des conflits en 1923). Dans les années 1930, à la suite de la crise de 1929, bien que cette question demeurait centrale (57,6% des conflits en 1933, Nishida, 1990), le conflit visa aussi les questions fiscales, les prix fonciers ou encore les aides. La loi de réglementation des cessions de terres, *nôchi-chôsei hô*, de 1938 vint répondre à ces revendications en stabilisant la position des cultivateurs et en instituant la cession des terrains à cultiver et des terres à défricher. Elle fut à la base des réformes agraires, *nôchi-kaikaku*, de 1945 et de 1949 qui aboutirent cependant à faciliter la construction des grands ensembles, *danchi*, et des villes nouvelles, *nyû taun*.

Ses conséquences : éclatement et ruralisme gouvernemental

Les principales conséquences de cette urbaphobie fondée sur un contrôle social, une moralité et un ruralisme furent l'éclatement urbain et la persistance de ce ruralisme dans la politique menée en urbanisme. Le concept de *den'en-toshi*, cité-jardin nipponne, fut nourri à la base de ce ruralisme gouvernemental, manifestation d'un conflit entre l'Etat et la ville.

Les *den'en-toshi* (villes-campagnes) sous la Démocratie Taishô, *Taishô demokurashi*

Une continuité de l'urbaphobie est l'idée de villes-campagnes, *den'en-toshi*, qui fleurirent sous l'ère Taishô, prémices de l'urbain diffus au Japon. Le terme apparut en 1907 dans un texte gouvernemental fondamental (Berque, 2007) démontrant d'un ruralisme passéiste encore plus

culturaliste que la pensée howardienne. Mais, bien que dans le discours politique et les revendications du peuple, le ruralisme prédominait, les réalisations marquantes furent plus mitigées. Le Japon se situa entre culturalisme et progressisme, à une période tourmentée où l'idée de démocratie, les idées occidentales se développaient, mais toujours avec, en toile de fond, l'hygiénisme.

À la fin de Meiji et sous Taishô, le ministère de l'Intérieur, *Naimushô*, voulut répondre aux difficultés sociales qui firent suite à la guerre russo-japonaise, *Nichi-Ro Sensô* (1904-1905), guerre gagnée par le Japon, mais qui vida les caisses de l'Etat. Les conditions sociales changèrent graduellement portée par une tendance libérale avec en outre l'idée de *minpon-shugi* (démocratie) de Yoshino Sakuzô. Et, devant les méfaits de l'urbanisation rapide, dense et incontrôlée, le gouvernement développa dans *Den'en-toshi* (1907) une image sinistre de la ville procurant un sentiment de mélancolie, *antan*. De là, des « cités-jardins » nippones furent créées au Japon, portées par un mouvement hygiéniste.

Le *Naimushô* dans *Den'en-toshi* (Berque, 2007) traduit par Berque par « ville aux champs » (Berque, 1996), puis par « ville-campagne » (Berque, 2007) énonçait clairement une critique de la ville pour un retour à la campagne et démontrait un culturalisme radical, à une période tourmentée et incontrôlée. Inspiré des tendances occidentales et des penseurs de l'agrarisme, de l'esprit traditionnel japonais tourné vers un contrôle social autour de l'idée de communauté, d'une moralité et d'un ruralisme, il exalta le goût de la vie aux champs, la pastorale, le retour au pays natal en « idéalisant l'esprit des communautés villageoises traditionnelles au Japon » (Berque, 1996). Il évoquait ainsi également pour les Japonais, le célèbre poème de Tao Yuanming (365-427) qui « chante la joie du retour au pays » (Higuchi, 2006).

Par contraste à l'image sombre, négative de la ville où la densité, le manque de logements, l'air vicié et les mœurs dégénérées étaient mis en relief, celle de la campagne fut dépeinte comme pure et fraîche, comme une éclaircie, *seishin*, dans la pénombre qu'offre la ville (Higuchi, 2000). La ville était présentée par opposition à la campagne. La campagne ressource, forme la moralité, et est favorable à la santé et aux questions d'hygiène. Cette tendance hygiéniste demeura dans les utopies et les développements en banlieue qui se multiplièrent alors pour exploser sous Shôwa (1926-1989). Cependant, la métaphore territoriale gouvernementale, alliant l'image des villages ruraux aux *den'en-toshi*, fut une simple et pure translation écrite qui ne représenta point les aménagements effectués en banlieue (Berque, 1996; Higuchi, 2000, 2006). Les réalisations des

den'en-toshi (villes-campagnes) se firent de manière un peu différente de l'idée du Ministère de l'intérieur, et portaient plus d'une alliance entre la ville et la campagne.

Une des réalisations fondamentales bien que de petite taille, fut Muromachi, à Ikeda au nord d'Ôsaka (Marmignon, 2010), créée par Kobayashi Ichizô (1873-1957) en 1907. Celle-ci apporta, en effet, les procédés de base des développements des *den'en-toshi*, et notamment à partir d'une alliance entre sociétés de gestion de logements et compagnies ferroviaires, de la création de la diversification du rail qui allie au réseau ferré, commerces d'un côté et agréments de l'autre, avec des logements entre, mais aussi de l'accession à la propriété fondée sur la vente à tempérament, *geppu hanbai*. Ce fut la mise en pratique de la pensée de Seki Hajime (1873-1935), maire d'Ôsaka et participant actif à l'élaboration de la première loi d'urbanisme de 1919, qui désirait établir des villes aux jardins fleuris, *Ka'en-toshi*. Il se situait entre culturalisme et progressisme, et pour lui la ville industrielle et organique demeurait au cœur des développements futurs d'un habitat en banlieue.

Mais, une des réalisations les plus importantes est Den'en-chôfu (1923), située dans la banlieue de Tôkyô et créée par la Den'en-toshi kabushiki kaisha (Société anonyme des villes-campagnes), établie en 1918 par Shibusawa Eiichi, pionnier du capitalisme moderne. Le chef du projet fut son fils, Shibusawa Hideo. Ce dernier prit pour modèle les quartiers résidentiels des banlieues de la côte ouest des Etats-Unis, plutôt que Letchworth ou Welwyn en Angleterre (Azuma, 2001). Et, bien qu'il ne s'agisse point d'une ville à part entière, cette réalisation innovante fut véritablement un pas important, gravé dans l'histoire de l'urbanisme au Japon.

Conflit entre l'Etat et la ville

Par ailleurs, le système centralisé et la structure fragmentée de la bureaucratie étaient plus tournés vers une politique ruraliste qui visait à un territoire équilibré, qu'à un équilibre là où se trouvait concentrée la population. Ce ruralisme persistant s'ancre dans les valeurs traditionnelles urbaphobes et perdure également avec les *zokugi'in*, les «parlementaires de tribus», i.e. des députés spécialisés principalement dans le domaine agricole, postal et de la construction, et à la tête de groupes d'intérêts. Ceux-ci formèrent, en effet, une bonne machine électorale pour le PLD (Parti libéral-démocrate), parti conservateur tourné vers les

paysans, à la tête du pouvoir de 1955 jusqu'en 2009, à l'exception de 1993-1994, bien que depuis cette date, existe au Japon un gouvernement de coalition.

De 1880 à 1945, l'avancement dans la transformation des grandes villes s'est fait de manière irrégulière. L'influence des guerres a certes été grande. Mais, dans le fond, le système d'administration était très centralisé et l'urbanisme dépendait du pouvoir central. Et, dans cette relation de force entre l'Etat et la ville, l'esprit d'initiative à l'échelle de la ville et une conscience autonome propre aux citoyens, surtout aux propriétaires, afin de créer un environnement agréable, n'existaient pas vraiment. Les critères de valeurs concernant les villes étaient de plus disparates et il n'y avait pas de consensus.

Après la défaite du pays en 1945, les institutions publiques, qui comprennent celles des gouvernements locaux, donc celles des villes, ont été réformées, essentiellement pour établir une société démocratique au Japon. La Constitution de 1946, *Nihonkoku kempô*, la Constitution du Japon, symbolise le plus ces réformes (Akagi, 1978; Hagai, 1997). Concernant les villes, des efforts ont été faits pour la reconstruction du pays, mais les résultats ne furent point satisfaisants pour diverses raisons, financières ou encore politiques. L'accent était mis en particulier sur la reconstruction des industries et de l'économie. Durant la haute croissance, *kôdo seichô* (1955-1973), le gouvernement accorda beaucoup d'importance au développement économique dans la reconstruction de la ville. Et, en même temps, l'ère des transports, de l'automobile, commençait déjà à dominer l'économie et la société d'après-guerre. Aussi, le cadre de vie et le paysage urbain d'avant-guerre ont disparu pour laisser place à des problèmes urbains qui se sont accumulés jusqu'à nos jours, sans contrôle public efficace (Koshizawa, 2001).

Le système centralisé de l'administration et la structure sectionnée de la bureaucratie n'ont en plus pas changé substantiellement. La ville était limitée dans ses compétences, ses ressources financières et fiscales, et n'était donc point autonome. Dans l'aménagement du territoire aussi, l'Etat était l'acteur principal et ses conceptions reposaient sur des idées urbaphobes, comme d'éviter la concentration des ressources, de la population, de l'économie ou encore de la culture, dans les grandes villes, et particulièrement dans Tôkyô. Son objectif était de créer un territoire équilibré à partir d'un fractionnement dans l'espace. Sur ce point, de nombreuses discussions ont eu lieu depuis les années 1960 et jusqu'à aujourd'hui, dans lesquelles le ruralisme développé dans *Den'en-toshi* en 1907 est répandue (Azuma, 2001).

La fusion entre la ville et la campagne, la création d'une ville-campagne harmonieuse, *den'en-toshi*, composée à partir des valeurs traditionnelles nippones dans ce monde post-moderne, est aujourd'hui encore une idée qui demeure et qui fascine la nation japonaise. Lors de l'Exposition universelle de 2005 (Aichi, 2005), le concept de *satoyama*, de village dans la montagne, au sein du pays natal, fut ainsi mis en avant pour un retour aux valeurs traditionnelles japonaises, comme réponse à un développement durable, *jizokukanô na hatten*.

Existence de penseurs pro-urbains et d'une politique progressiste « urbaine »

Mais, parallèlement à l'urbaphobie qui prédominait en toile de fond au Japon, aussi bien chez les habitants qu'au sein du gouvernement, il y eut aussi des penseurs pro-urbains qui eurent un impact important dans la politique urbaine au Japon. Et depuis le processus de décentralisation entamé à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale et développé dans les années 1980 sous Suzuki (1980-1982) et Nakasone (1982-1986), une nouvelle étape semble se profiler au tournant du XXI^e siècle vers une autonomie locale, *chihô jichi*.

Urbaphilie chez l'élite

Des idées pour faire des villes plus agréables et autonomes, l'on peut en voir chez certains penseurs urbaphiles et actifs depuis la fin du XIX^e siècle, surtout durant l'ère Taishô. Aussi, parallèlement à ce désamour de la grande ville prédominant, un courant urbaphile existait aussi. Et concrètement, certains initiateurs, promoteurs d'actions sociales que nous allons voir maintenant, ont commencé à s'interroger sur les problèmes urbains, la politique urbaine et à préparer des réformes.

Katayama Sen (1859-1933), chrétien et socialiste, a publié en 1903 *Toshî Shakai-shugi* (*Le socialisme urbain*) après avoir étudié aux Etats-Unis pendant plus de dix ans. Il pose dans son œuvre que les diverses questions urbaines, comme celle de la rue, du système des eaux, du gaz, de l'électricité ou des espaces verts, doivent être de responsabilité publique. L'important de son discours vient de son affirmation que le gouvernement de Tôkyô est « une compagnie » qui a un million cinq cent mille « actionnaires ou habitants » (Katayama, 1992). Et, cette idée de penser à l'autonomie des habitants et

de la ville, qui s'inspire d'expériences passées aux Etats-Unis, et que l'on ne possédait pas communément à l'époque au Japon, était alors perçue comme révolutionnaire.

Abe Isoo (1865-1949), également chrétien et socialiste, est allé aussi étudier aux Etats-Unis. Il publia plusieurs ouvrages entre 1908 et 1929. Dans son premier livre intitulé *Ôyô shisei ron (Traité de politique urbaine appliquée)*, il fonde une pensée tournée vers le paupérisme, comme Katayama, et relève trois éléments fondamentaux dans la politique urbaine, i.e. l'hygiène, des services publics bien desservis et un beau paysage urbain (Abe, 1988). Ceux-ci demeurent importants encore aujourd'hui. Et, le dernier est un problème très actuel non encore résolu.

Ikeda Hiroshi (1881-1935) est connu comme un haut fonctionnaire compétent, devenu le premier responsable du bureau de l'urbanisme établi en 1918. Il a beaucoup contribué à la formation de la première loi d'urbanisme de 1919, sous le ministre de l'Intérieur Gotô Shinpei. Avec la nomination de Gotô comme maire de Tôkyô, Ikeda devint son adjoint en 1920. En outre, l'on ne peut pas omettre sa participation à la reconstruction de Tôkyô après le grand séisme du Kantô, *Kantô dai-shinsai*, de 1923, alors qu'il était le bras droit de Gotô (Fukuoka, 1991). L'on peut même dire que la structure urbaine fondamentale, du Tôkyô que l'on connaît aujourd'hui est née de ses essais. Il a souligné l'importance d'une administration efficace comme base d'une ville autonome, et pour ce faire, le caractère essentiel de la responsabilité et des devoirs des citadins (Ikeda, 1988).

Seki Hajime (1873-1935) est aussi un personnage urbaphile qui a marqué de son empreinte le monde de l'urbanisme et l'étude des problèmes urbains. D'abord adjoint au maire de la ville d'Ôsaka en 1914, puis maire en 1923, il contribua non seulement au développement de l'urbanisme d'Ôsaka dans une vision globale de la ville et de sa périphérie, mais aussi à l'élaboration de la loi de 1919 (Seki, 1988; Miyamoto, 1999). En l'occurrence, il le fit par des études très détaillées sur le contrôle de l'usage des sols, sur le remembrement foncier à partir de la loi Adickes prussienne de 1902 incluant des règlements sur l'expropriation. Economiste à la base, il s'attaqua au paupérisme et à la question du logement. Pour lui, la grande ville était au centre de son économie du peuple, *kokumin keizai*, et les logements en périphérie devaient s'y rattacher par le chemin de fer qui représentait le sang de son grand organisme (Marmignon, 2007 et 2010).

Un autre aspect important est qu'il déplora aussi la dépréciation de l'autonomie de la ville, non seulement par le gouvernement central, mais aussi par la nation elle-même. A cette époque, les ressources fiscales propres aux grandes villes étaient largement insuffisantes. Leurs finances dépen-

daient totalement des subventions gouvernementales et étaient donc sous le contrôle, la tutelle de l'Etat.

Vers une autonomie des villes

Le processus de décentralisation et d'autonomie locale, entamé après la Seconde Guerre mondiale, se développa notamment dans les années 1980 sous Suzuki et Nakasone parallèlement à une politique de privatisation. Mais depuis 1995, cette orientation semble se magnifier. Et, comme avancement en ce sens, en 2000, le mécanisme traditionnel qui existait depuis Meiji, qui consistait à confier aux préfets ou aux maires un mandat concernant diverses politiques dont la politique urbaine, et qui limitait la participation des conseils généraux ou municipaux, a été finalement aboli. Aussi, dans le domaine de l'urbanisme, les compétences et les responsabilités des villes sont maintenant élargies.

Depuis la nouvelle Constitution du Japon de 1946, *Nihonkoku Kempô* (La Constitution du Japon), au profit des corps régionaux autonomes, *chihô jichitai*, la loi de 1947 sur l'autonomie des collectivités territoriales, *Chihô jichi hô*, une brèche fut ouverte vers une autonomie communale et les pouvoirs locaux n'étaient plus censés être supervisés par le gouvernement central. Son amendement en 1956 donna naissance au système des villes désignées par ordonnance (au nombre de douze), *seirei shitei toshi*, qui se virent élargir leur pouvoir décisionnel en raison du nombre important de leurs industries et de leurs habitants, et notamment en urbanisme. Leur gestion administrative, leur organisation et leurs finances n'étaient théoriquement plus supervisées, mais dans la pratique, ce fut l'époque de la planification administrative gouvernementale, *toshi-zukuri*, réalisée par le gouvernement central. Le premier plan national de 1962 visait à la promotion des nouvelles villes industrielles, et celui de 1969 à un rééquilibrage du territoire national afin de décongestionner les aires métropolitaines.

Mais, face à cet urbanisme planifié centralisé qui différait du local, le Japon se tourna de plus en plus vers un urbanisme participatif, *machi-zukuri*, tant pour renouer avec les communautés locales qu'afin d'alléger les dettes du gouvernement local et central, depuis la fin de la haute croissance en 1973. Cette nouvelle orientation, dans la tendance internationale, fut aussi le fruit d'une politique gouvernementale menée par réaction aux *jûmin undô* ou mouvements d'habitants.

Une enquête fut menée par les municipalités auprès des habitants pour une réorganisation des « communautés », *kyôdôtai*, qui étaient encore sous

le contrôle de l'Etat. La conception de la communauté fut alors revue en tant que société urbaine et non plus rurale (Yoshihara, 1977). Elle avait été pensée rurale jusqu'aux années 1960, bien que la population active urbaine ait été majoritaire depuis 1920. Les discours sur le déclin du village, de la communauté villageoise, *mura*, mirent alors en avant les techniques et les politiques urbaines, ainsi que la reconnaissance de la grande ville. L'urbanisme, considérant nouvellement la société urbaine, fut alors redéfini par opposition au ruralisme. Et ce changement alla de pair avec l'apparition du terme *komyuniti* (Okuda, 1985), «association», pour désigner ces nouvelles communautés urbaines qui ne sont plus fondées sur le *mura* et la nouvelle loi d'urbanisme de 1968.

Dans les années 1980, les villes japonaises développèrent, dans ce sens, des plans d'aménité prenant de plus en plus en compte la dimension locale, les habitants et leur milieu. Mais, une nouvelle étape, importante dans ce processus, semble aussi se profiler au tournant du XXI^e siècle. Ces dernières années, des associations se développent de plus en plus, accompagnées par une législation récente visant à leur prolifération. Leurs activités se multiplient et s'institutionnalisent depuis les années 1990-2000, depuis l'éclatement de la bulle (1985-1990), la crise de 1991 avec la guerre du Golfe, ainsi que le séisme de Hanshin-Awaji en 1995 qui appela à une aide massive de la population. La politique gouvernementale s'accéléra alors, avec la réforme de 1999, mise en vigueur à compter de 2001, qui visait une autonomie du gouvernement local, *dantai jichi*, et une autonomie des habitants, *jūmin jichi*.

L'objectif ultime est de créer une société qui permette aux citoyens de participer au processus de la formation de la politique urbaine, et de jouir d'une meilleure qualité de vie. Et la réalisation d'une politique urbaine souhaitable pour les citoyens ne peut se faire sans que les villes soient autonomes. Deux conditions sont, en effet, indispensables pour arriver à penser positivement la ville : d'un côté, l'autonomie, l'indépendance d'un gouvernement local doté de compétences et de ressources fiscales suffisantes et de l'autre, un civisme chez les citoyens (Hagai, 2007). Et, c'est dans cet esprit que se fit le regroupement des communes, et donc leur réduction (nombre de communes en 1999 : 3232, en 2010 : 1755), poussé par le gouvernement parallèlement au processus de décentralisation. Ces récents efforts peuvent être considérés comme la représentation d'une nouvelle tendance qui serait celle d'une urbophilie.

La ville et sa communauté urbaine, discréditées au profit du *mura* pendant si longtemps au Japon où persistent les valeurs traditionnelles avec l'idée de *kyōdōtai* (communauté, communauté englobante) dans les sphères

politiques, économiques et religieuses, sont nouvellement pensées aujourd'hui. Mais, reste que le contrôle social l'avait jusqu'à présent emporté sur celui des développements urbains. Aussi, il demeure des questions à résoudre, comme la répartition des ressources financières et fiscales entre l'Etat et les gouvernements locaux, et également entre la capitale et la province. De plus, l'établissement de sociétés locales en tant qu'associations, *komyunitî*, entre le public et le privé, afin d'accueillir l'opinion des citoyens, est récent et fragile. Il pose question, et cela surtout dans les grandes villes qui se sont accrues à la suite de leur fusion. Et il est indispensable pour le Japon, qui affronte de grands changements économiques et sociaux, de surmonter ces problèmes.

Bibliographie

Abe I., *Ôyô shisei ron (Traité de politique urbaine appliquée)*, Gakuyô shobô, 1988 (Or. 1908), 543 p.

Akagi S., *Gyôsei sekinin no kenkyû (Recherches sur la responsabilité administrative)*, Iwanami shoten, 1978, pp. 2-42.

Ansart O., *L'empire du rite. La pensée politique d'Ogyû Sorai. Japon 1666-1728*, Genève-Paris, Droz, 1998, p. 30; pp. 94-96.

Azuma H., *Asu no den'en-toshi eno izanai (Invitation à To-Morrow: A Peaceful Path to Real Reform)*, Shôgokusha, 2001, p. 247.

Beillevaire P., « Le Japon, une société de la maison », in Burguière A. *et al.*, *Histoire de la famille*, Paris, Armand Colin, 1986, vol. 2, pp. 287-340; p. 305.

Berque A., « Destin, au Japon, de la *Garden City* howardienne », in Sachs I., *Quelles villes, pour quel développement?*, Paris, PUF, 1996, pp. 147-162.

Berque A., « Méline en japonais: la ville-campagne (*Den'en toshi*, 1907), texte du colloque international *Ville mal-aimée, ville à aimer*, Cerisy-la-Salle, 5-12 juin 2007, pp. 1-2. Accessible *via* Internet.

Carré G., « Aux marges de la ville: faubourgs, parcs et résidences secondaires dans le Japon de l'époque d'Edo », in Berque A., Bonnin P., Ghorra-Gobin C., *La ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006, p. 290.

Chiba M., « Residential suburbs around Sendai after the Second World War: the meaning of growth and challenges », in Berque A., Bonnin P. et Ghorra-Gobin C., *La ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006, p. 338.

Dewantari Dwianto R., et Yoshihara N., *Grass Roots and the Neighborhood Associations*, Jakarta, Grasindo Gramedia Widiasarama indonesia, 2003, pp. 15, 36 et 43; p. 33.

Fukuoka S., *Tôkyô no fukkô keikaku (Plan de reconstruction de Tôkyô)*, Nihon hyôron-sha, 1991, 483 p.

Hagai M., «L'autonomie locale au Japon: son histoire et son actualité», *La Revue de la Coopération Transfrontalière* (Strasbourg), 1997, numéro spécial 8, pp. 10-15.

Hagai M., *Jichi to sanku, kyôdô (Autonomie locale, participation et coopération)*, Gakugei shuppansha, 2007.

Hagai M., «La grande ville au Japon: conflits entre l'Etat et la ville (modernisation du système d'administration et modernisation de l'espace public)», texte du colloque international *Ville mal-aimée, ville à aimer*, Cerisy-la-Salle, 5-12 juin 2007(B), 10 pp. Accessible *via* Internet.

Hanes J. E., *The City as Subject. Seki Hajime and the reinvention of Modern Osaka*, Berkley-Los Angeles-London, University of California Press, 2002, pp. 176-177.

Higuchi T., *Kôgai no fûsei – Edo kara Tôkyô e (Le paysage des banlieues – D'Edo à Tôkyô)*, Tôkyô, Kyôiku Shuppan, 2000, pp. 87-96.

Higuchi T., «La croissance de la banlieue de Tôkyô: histoire d'un débat», in Berque A., Bonnin, P. et Ghorra-Gobin, C., *La ville insoutenable*, Paris, Belin, 2006, pp. 326-336.

Ikeda H., *Toshi keiei ron (Essai sur l'administration de la ville)*, Gakuyô shobô, 1988 (Or. 1922), 348 p.

Ishida Y., *Nihon kingendai toshi-keikaku no tenkai (1868-2003) (Développement de l'urbanisme moderne et contemporain au Japon (1868-2003))*, Jichitai kenkyû-sha, 2004, 381 p.

Iwao S., Iyanaga T., Ishii S., «Mura», «Kome sôdô» in *Dictionnaire historique du Japon*, Tôkyô, Maison franco-japonaise, Paris, Maisonneuve & Larose, 2002, vol. 2, pp. 1892-1894; vol. 1, pp. 1598-1599; p. 269.

Joly J., *Le naturel selon Andô Shôeki*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1996, p. 36.

Katayama S., *Toshi shakai-shugi (Le socialisme urbain)*, Gakuyô shobô, 1992 (Or. 1903), pp. 6-13.

Kawamura N., *Sociology and Society of Japan*, London, Kegan Paul International, 1994, p. 73.

Koshizawa A., *Tôkyô toshi-keikaku monogatari (Histoire de l'urbanisme de Tôkyô)*, Chikuma shobô, 2001, 389 p.

Lewis M., *Rioters & Citizens. Mass Protest in Imperial Japan*, Berkley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1990, pp. 235 et 241.

Marmignon P., «Seki Hajime (1873-1935) contre une tradition nippone urbaphobe», texte du colloque international *Ville mal-aimée, ville à aimer*, Cerisy-la-Salle, 5-12 juin 2007, pp. 7-11. Accessible *via* Internet.

Marmignon P., *La création de l'urbain. Paysage urbain et socialité à Ōsaka depuis Meiji (1868)*, Sarrebruck, 2010, pp. 155-176; pp. 111-116; pp. 106-110.

Maruyama M. (trad. Joly, J.), *Essais sur l'histoire de la pensée politique au Japon*, Paris, PUF, 1996 (Or. 1952), p. 121.

Miyamoto K., *Toshi seisaku no shisō to genjitsu (Pensées et pratiques de la politique urbaine)*, Yuhikaku, 1999, 431 p.

Nishida Y., «Nōmin undō», *Kokushidaijiten*, Tôkyô, Yoshikawa Kobunkan, 1990, vol.11, pp. 379-380.

Okuda M., *Dai-toshi no saisei (La régénération des grandes villes)*, Tôkyô, Yuhikaku, 1985, p. 2.

Seki H., *Toshi seisaku no riron to jissai (Théorie et pratiques de la politique urbaine)*, Gakuyō shobō, 1988 (Or. 1936), 474 p.

Sōmu-shō tôkei kenshū-jo (Institut de recherches statistiques et d'études pratiques du Ministère des affaires intérieures et des communications), *Nihon tôkei nenkan (Annuaire des statistiques au Japon)*, Tôkyô, Sōmu-shō tokei kyoku (Bureau des statistiques du Ministère des affaires intérieures et des communications), 55^e édition, 2006, pp. 33-34.

Souyri P. F., *Le monde à l'envers. La dynamique de la socialité médiévale*, Paris, Maisonneuve & Larose, 1998, p. 148.

Sugimoto Y., *Popular Disturbance in Postwar Japan*, Hong Kong, Asian Research Service, 1981, pp. 169-171.

Tahara O., «Sur certaines formes de la socialité japonaise: le traditionnel et le contemporain – avec quelques considérations sur les études sociologiques», *Sciences Sociales du Japon Contemporain. La socialité japonaise* (Paris), mars 1985, n° 7, p. 27; p. 32.

Yoshihara N., «Gyōsei renraku-ku to chōnaikai. jichitai- Dai-toshi shūhen chūki no ichi jirei» (Quartiers administratifs et communautés de quartiers – Un exemple de région aux environs d'une grande ville), *Toshi mondai kenkyū (La recherche sur la question urbaine)* (Ōsaka), XXIX (août 1977), n° 8, pp. 67-68.

Urbaphobie ou civilisation de la campagne dans la littérature vénézuélienne¹

Meridalba Munoz Bravo

L'histoire urbaine du Venezuela, même au début du XX^e siècle, quand nos villes conservaient encore des traits villageois ainsi qu'une étendue et une population plus que modestes, a été marquée, sous la plume de nos écrivains les plus remarquables, par la contradiction entre une préférence pour la ville et un discours à la fois critiquant ses «maux» supposés et louant en partie la campagne. Ce rejet de la ville s'explique certainement en partie par la faiblesse des politiques urbaines. Bien que de nombreux habitants fussent venus spontanément dans nos villes au XX^e siècle, on trouve peu d'actions des pouvoirs publics pour organiser de façon articulée et cohérente la croissance urbaine.

Urbaphobie ou civilisation de la campagne, deux visions étroitement liées dans notre littérature, qui expliquent la persistance d'un «plan d'occupation équilibrée du territoire national», annoncé mais guère suivi par les divers gouvernements, qui ont proposé de ralentir la croissance des

¹ Version en partie modifiée du texte «Urbaphobie ou civilisation de la campagne?», chapitre de ma thèse doctorale *La ville dans le texte, l'autre ville vénézuélienne*, présentée par l'auteur à Barcelone, juin 2007, puis au colloque «Ville mal-aimée, ville à aimer», Cerisy-la-Salle, Normandie, juin 2007. Texte traduit de l'espagnol par Bernard Marchand.

grandes agglomérations et de favoriser la multiplication des petites villes à travers le territoire national.

La ville vénézuélienne, la mal-aimée

«Il n'en doutait plus : la ville corrompt les hommes même sans qu'ils s'en aperçoivent : "Les villes [...] sont des organismes parasites qui consomment ce que produisent les campagnes".»

Díaz Sánchez, *Casandra* (1957)

Les écrivains romantiques du milieu du XIX^e siècle adressèrent de nombreuses élégies aux paysages et aux beautés naturelles de notre pays ; la ville en était presque absente. Les écrivains de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle commencèrent à faire expressément allusion à la ville dans des textes où, chose surprenante, dominaient les jugements négatifs.

Un coup d'œil rapide mais révélateur montre le mécontentement devant une capitale fin-de-siècle encore trop villageoise (selon Díaz Rodríguez y De la Parra²) ou bien devant une ville moralement décevante (*Villabraba*, de Miguel Eduardo Pardo³) ; la protestation d'un Briceño Iragorry⁴, admirateur sans réserve des valeurs nobles et chevaleresques qu'il trouvait dans la ville traditionnelle, patricienne et bourgeoise, mais qui disparaissaient dans la ville moderne destructrice ; ou encore la défense plus humble et plus pragmatique de la ville traditionnelle et même du romantisme de la vie villageoise due à Picón Salas⁵, en face de la fébrile métropole moderne. On connaît les attaques mordantes adressées, au début du XX^e siècle, par Pocaterra⁶ à la société urbaine, vide et immorale ; ou le regard porté dans presque toutes ses œuvres, par Gallegos, si idéaliste, vers la nature, son appel à prendre soin et à civiliser la campagne et en même temps, à construire des villes plus saines, comme le proposait aussi Díaz Sánchez. On note enfin le surprenant radicalisme d'un José Antonio Rial⁷ et aussi d'un Picón Salas dans son dernier ouvrage⁸ où il déplore les perversions

² Cf. *Ídolos Rotos* (1901) et *Ifgenia* (1922) respectivement.

³ Cf. *Todo un pueblo* (1899).

⁴ Cf. *Los Riberas* (1957).

⁵ Cf. *Viaje al amanecer* (1943) et *Nieves de antaño* (1958).

⁶ Dans plusieurs de ses romans et en particulier dans *La casa de los Ábila* (1921).

⁷ Cf. *Venezuela Imán* (1954).

⁸ *Los tratos de la noche* (1955).

matérielles et psychologiques de la vie urbaine et propose finalement de fuir dans la nature, apparemment le seul refuge encore sain.

Marco Negrón (2004: 343) reproche aux gouvernants et aux intellectuels leur mépris injuste et dangereux de la ville qu'il voit culminer au cours des années 1960. Il nous parle d'«antiurbanisme rhétorique, condamnant les grandes villes et l'exode rural». Il critique aussi les «politiques erratiques: la funeste renonciation de l'Etat à créer la ville, en particulier à organiser l'espace pour permettre l'installation ordonnée des migrants les plus pauvres». Rémy Prud'homme (2007) soutient que la ville a été la grande absente des politiques publiques intérieures comme des programmes d'aide aux pays en développement.

Une désaffection durable

Les textes cités plus haut montrent que la désaffection envers la ville, liée sans doute au désintérêt de l'Etat depuis les années 1960, remonte fort loin, peut-être même au début du XIX^e siècle, quand nos villes étaient de modestes bourgs: Caracas comptait à peine 40 000 habitants, réduits à 30 000 par le tremblement de terre de 1812. Nos écrivains alors critiquaient déjà les maux urbains. S'agissait-il de fausses postures, d'imitation de thèmes développés ailleurs par d'autres écrivains connaissant les défauts des grandes villes? Il est difficile de douter de la sincérité d'un Andrés Bello, d'un Simón Rodríguez, d'un Fermín Toro par exemple. Il est clair cependant que ces critiques de la ville visaient plutôt les classes urbaines supérieures, proches du gouvernement, parasites et malhonnêtes.

On trouve les mêmes sentiments chez de grands écrivains du XX^e siècle. Briceño Iragorry, par exemple, critique la ville moderne, mais il vise plutôt l'oubli et le mépris des valeurs urbaines que la vie urbaine elle-même, dans laquelle il a toujours reconnu la base de la civilisation, de la culture et du bien-être. Certes, la ville qu'il loue a une petite taille permettant des relations entre voisins, avec une organisation hiérarchique sociale, une forte moralité, le respect jaloux des valeurs, toutes choses qui se dissolvent dans la grande ville et sont remplacées par l'isolement, l'anonymat, la ségrégation sociale et même physique. Il valorise la vie plus communautaire qui s'oppose à l'individualisme de la grande ville. Cela pourrait correspondre à la thèse soutenue par Ferdinand Tönnies dans *Communauté et société* (1887).

Rómulo Gallegos, connu comme l'écrivain de la nature vénézuélienne, des Llanos et le chantre de la vie paysanne autochtone, a défendu dès ses débuts les valeurs civilisatrices de la vie urbaine. Il expose franchement

(1959: 1616-1630) son point de vue en citant la dichotomie célèbre due à l'Argentin Sarmiento : ville = civilisation, campagne = barbarie. Il n'oublie pas les maux et les maladies sociales de la ville, mais ce n'est que dans les valeurs qui lui sont propres (culture, éducation, avance technique, en somme civilisation) qu'il voit le seul remède aux maux urbains et à ceux de la « campagne barbare » et inculte à laquelle il reproche sa stérilité et son dépeuplement.

Notre situation n'a pas été très différente de celle d'autres nations, en particulier de l'Espagne avec qui nous avons conservé des liens importants à cause d'une histoire commune ainsi que des flux d'immigrants que l'après-guerre a apportés sur nos côtes. Ils arrivaient de milieux ruraux dans nos villes tout en ayant été peut-être endoctrinés par des mouvements de défense rurale. Comme l'indique Capistegui (2002: 85), en dépit de l'appel, en Espagne, au retour à la terre dans les années 1960, l'exode rural vers les villes qui offraient des emplois a été important. En Espagne, le géographe Horacio Capel, défenseur passionné de la grande ville, remarque que « souvent, ceux qui tonnent contre la ville sont des conservateurs regrettant l'ordre ancien, des personnes qui se sentent menacées ou qui regrettent simplement d'avoir perdu leur influence et leur fortune personnelle ou, plus généralement, dont le groupe social a été remplacé au pouvoir » (2001 : 144).

Critique des tares urbaines plutôt qu'urbaphobie

Il faut souligner que, dans le cas vénézuélien, les critiques de la ville ne proviennent pas d'auteurs rétrogrades ou réactionnaires, antirévolutionnaires selon l'expression de Negrón (2004). Díaz Sánchez par exemple ou Mariano Picón Salas, qui fut toujours un progressiste, ne critiquent pas la ville en elle-même mais ses perversions et ses déformations. Même Briceño Irigorry, plus conservateur que les autres et défenseur de l'ordre établi, « rétrograde » pour certains, s'oppose non pas à la ville mais à la *grande ville*. Celle-ci, la Caracas des années 1950, semble avoir terrifié certains esprits urbains⁹.

La croissance dramatique de la population urbaine au Venezuela entre 1920 et 1970 (on passa de 20 à 73% de population urbaine en seulement

⁹ Marco Negrón (2004: 117-120, 127) souligne que Caracas n'a jamais atteint la population ni l'étendue (mais bien la densité) qui caractérisent les grandes villes occidentales.

cinquante années) ne s'accompagna pas, comme en d'autres pays, d'une forte industrialisation. Le changement n'obéit pas à une transformation des structures internes. L'irruption violente et inattendue du pétrole au début du XX^e siècle, devenu presque aussitôt l'activité et la ressource principales du pays jusqu'à nos jours, cette économie de rente, a défini la voie du développement. Il n'y eut pas de maturation interne : le pétrole ouvrit les vannes et les villes se remplirent de migrants de façon incontrôlée.

Ainsi, certaines de nos villes principales se transformèrent en trente ou quarante ans de petites bourgades en pseudo-métropoles, ce qui mit en lumière leurs insuffisances. On assista parallèlement à la renaissance, dans le premier quart du XX^e siècle, d'une littérature autochtone vénézuélienne enracinée dans les luttes pour l'indépendance du début du XIX^e siècle, et qui insistait sur les particularités de la vie rurale. On voit apparaître des romans de la terre, adoptant non plus le ton romantique du XIX^e siècle, mais une position plus positiviste. Beaucoup de ces textes soulignent non seulement les difficultés de la vie urbaine, mais aussi l'abandon de la terre nourricière. Ce qui émerge de cette littérature ruraliste, outre l'exaltation de la campagne et malgré les critiques de la ville, c'est un appel à un progrès qui introduise dans les campagnes les valeurs positives de la civilisation.

Civiliser la campagne

La littérature du milieu du XIX^e siècle est marquée par une tendance à l'élogie, à l'églogue pour chanter une nature supposée bucolique et même arcadienne; ces enthousiasmes étaient propres au romantisme débutant et aux efforts pour construire les nouvelles républiques américaines. Il ne s'agissait pas seulement de poésie: dans le débat entre l'unité sud-américaine invoquée par les héros de l'Indépendance et les pulsions nationalistes, ces textes faisaient de la campagne et de l'agriculture, au Venezuela mais aussi dans toute l'Amérique, la voie nécessaire pour garantir la liberté et construire des nations. Don Andrés Bello, qui en est l'un des pionniers, proposait dans son livre *A la Agricultura de la zona Tórrida* (1826) de chercher la liberté dans la campagne et les travaux agricoles: «La campagne est votre héritage, jouissez-en; vous aimez la liberté? Habitez la campagne.». Bien qu'il fût un habitant des grandes villes, Bello reproche au citadin certains vices: la courtisanerie, la débauche, la vie superficielle, qui l'amènent à se demander si les villes peuvent produire la jeunesse qu'espère la patrie, et il recommande le retour à la terre.

Cependant, malgré l'éloge de la campagne et la condamnation de certains vices urbains, Bello, dans ses essais, ses poèmes et sa correspondance manifeste un goût pour les progrès que permet la ville : il ne voit pas d'antagonisme entre ville et campagne. Après les brûlis et la préparation des terres, la terre fertile offrira à nouveau ses produits à la ville. Complémentarité, donc, entre les deux, appel à la civilisation de la campagne que Bello reconnaît insuffisante mais nécessaire pour la construction nationale.

Simón Rodríguez (1769-1854), autre auteur important, est plus pragmatique et se soucie moins du romantisme et des recherches de style. Il s'intéresse principalement à la formation de la jeunesse pour construire la Grande République (il fut le maître de Bolívar). Convaincu que les réformes doivent émerger du corps social et des bases de la population et non être imposées d'en haut, il écrit en 1849 :

«Si les Américains veulent que la révolution politique amenée par le cours des choses et entretenue par les circonstances leur apporte de véritables bienfaits, qu'ils fassent une révolution économique et qu'ils la commencent dans les campagnes ; elle passera de là aux industries et produira un progrès qu'ils ne pourraient atteindre en commençant par les villes.»

Il proposait de créer des écoles agricoles dans les capitales de province et qu'elles s'étendent à mesure aux villes plus importantes. Il se méfiait des vices urbains mais ne leur tournait pas le dos. Agriculture et industrie lui paraissaient les bases de la construction nationale. Bello et Rodríguez apparaissent ainsi parmi les premiers théoriciens de la civilisation des campagnes et des villes en Amérique latine.

Cette voie n'est pas abandonnée par les auteurs du XX^e siècle. La logique et la pertinence du discours des initiateurs, l'enthousiasme nationaliste revivifié par le premier centenaire de l'Indépendance (1910-1921) et la stagnation de la vie rurale vénézuélienne expliquent cette renaissance. La littérature régionaliste s'intéresse à nouveau à une campagne que l'on sent de plus en plus abandonnée : abandon moral de la part de l'Etat et abandon physique dû aux puissantes migrations vers les villes et les nouveaux villages pétroliers. A cette époque, c'est l'un des filons les plus exploités par notre littérature, avec le retour romantique aux paysages bucoliques et la nostalgie des villes et des villages de l'enfance : *Voyage dans le matin* et *Les neiges d'antan*, de Picón Salas ou la traversée de la grande forêt de l'Orénoque (*Canaima* de Gallegos, 1937). On rencontre même une tendance idéologique à faire de la campagne un personnage : *La casa de los Ávila*

de Pocaterra, *Doña Bárbara* de Gallegos (1929), *La Guaricha*, de Julián Padrón (1934); *Cassandra* et *Borburata*, de Díaz Sánchez (1957 et 1960), entre autres.

Picón Salas supposait un échange bienveillant entre ville et campagne (1998: 71-72), communauté entre vie urbaine et vie rurale avec l'indéniable domination de la première, jusqu'à la soumission de la nature (Briceño, 1989: 233-243): «Vaincre la nature afin qu'elle serve à notre développement.» Bien que Briceño ait une vision attardée de la question rurale, il signale, dans un article de 1942 intitulé «De la propriété agraire» (1989: 117-118) qu'une des causes principales de l'improductivité de la terre est l'attitude encore féodale du propriétaire qui ne s'occupe pas de ses terres. Briceño souligne la relation symbiotique homme-terre: le propriétaire foncier, homme de la ville, devrait travailler directement une partie de son temps sur ses terres pour promouvoir le «caractère végétal de la culture».

S'il y eut tôt des efforts pour réformer les structures foncières, il fallut attendre la Constitution de 1936 pour que l'Etat s'oblige à développer la petite et moyenne propriété foncière et la colonisation des terres. Mais c'était au moment où l'activité pétrolière, devenue prédominante, faisait reculer définitivement l'agriculture. De nombreuses tentatives, à cette époque, pour créer des colonies agricoles, échouèrent. La loi de Réforme agraire de 1945 n'entra en application qu'en 1960. Son but était de *transformer la structure agraire du pays*, caractérisée par les latifundia, et *d'incorporer la population rurale dans le développement économique, social et politique de la nation*, mais ses effets furent réduits.

Les tares de la campagne

Au cours de la première moitié du XX^e siècle, la campagne vénézuélienne était abandonnée, précaire et hostile. Les rendements étaient faibles. Les paysans menaient une économie de subsistance, si bien que, même avant le grand exode rural des années 1920-1950, on peut parler d'un abandon de la production agricole. Le paysan vivait sur la terre parce qu'il n'avait pas d'autre choix. Dès que les portes des villes s'ouvrirent, retourner à la terre dans ces conditions ne paraissait pas une solution. Le paludisme, l'ankylostomiase, l'hématurie, la syphilis le poursuivaient. Díaz Sánchez (1973: 146-147) reconnaît la responsabilité de ces maladies dans l'abandon des terres. Il se fait l'un des plus fermes partisans d'une immigration nécessaire pour qu'étrangers et Vénézuéliens puissent s'installer dans les champs

mais avec de meilleures conditions de vie. Cela devait limiter l'exode rural stimulé par la médiocrité des campagnes, la prééminence des villes et la séductrice richesse pétrolière.

Mais les maladies ne posaient pas le seul problème. Rómulo Gallegos résume ainsi les tares de la campagne : l'autoritarisme, le manque de scrupules, la malhonnêteté et l'absence de sens civique parmi les habitants et surtout les gouvernants de ces villages incultes. Pour indiquer une solution, Gallegos propose de *civiliser la plaine* comme le montre le grand projet de Santos Luzardo¹⁰ dans *Doña Bárbara*, qui revient de la ville pour dompter la campagne. La passion civilisatrice de Gallegos est si forte que dans l'un de ces romans les plus connus, *Canaima*, il en vient à parler de *corriger la nature* (1959 : 309). Il ne s'agit donc pas d'un retour à une nature considérée artificiellement comme bucolique et paradisiaque, le rêve d'une Arcadie virgilienne, mais de transformer la nature sauvage pour l'adapter aux besoins humains, on pourrait presque dire, aux besoins urbains.

*Cassandra*¹¹ (1957) de Ramón Díaz Sánchez est un cas particulier : plutôt que d'exalter la campagne ou de condamner de la ville, il veut lutter contre l'ivresse irrationnelle que provoque la sorcellerie du pétrole qui a soumis la campagne et les hommes. Il voit surtout le retour rapide à la terre comme source de stabilité et de sécurité. «Semer le pétrole» a été la devise d'Arturo Uslar Pietri en 1936 : réussir à utiliser intelligemment cette richesse pour édifier les bases d'une production agricole et industrielle qui évite une catastrophe future.

Ces auteurs sont hantés par la peur d'un présent urbain déjà désorienté et de campagnes désolées. Comme Casandra, d'autres personnages sensibles aux possibilités rurales réclament un changement de direction. Finalement, la campagne, ruinée par le latifundisme et la médiocrité des techniques agricoles, incapable de résister à la concurrence des produits importés, succomba à la culture de l'or noir.

Pocaterra déplorait les difficultés de la vie rurale dans *La casa de los Ábila* (1991 : 383-385) et critiquait l'ironie de ceux qui la recommandaient comme si les campagnes vénézuéliennes offraient les mêmes commodités et les *avantages d'une vie civilisée* que les villes ou bien comme «dans les films de l'Ouest, chevauchant de beaux chevaux et habitant des maisons d'opérette avec le téléphone, l'eau filtrée et les journaux du matin». Dans nos

¹⁰ Santos Luzardo symbolise la civilisation, l'ordre et la modernité, tandis que Doña Bárbara représente la barbarie, exprimée dans la campagne indomptable et inculte.

¹¹ Symbole transposée dans la culture vénézuélienne de la fille mythique de Priam, qui invite le paysan, sans pouvoir le convaincre, à retourner à la terre.

campagnes, la réalité était toute différente et plus dramatique. Cependant, son personnage principal, dégoûté par la frivolité de la société urbaine, choisit la campagne pour la civiliser, comme un refuge où découvrir son être propre.

Une campagne « urbanisée » ?

De même, les personnages de *Venezuela Imán* de José Antonio Rial (1954) et ceux de *Los tratos de la noche* de Mariano Picón Salas (1955), fatigués du vide de la ville, cherchent la protection de la maison rurale comme une alternative aux maux urbains. Mais leurs descriptions montrent le désir de logements aussi bien équipés que dans la ville. Il est utile ici de rappeler la distinction faite par Raymond Williams dans son livre *El campo y la ciudad* (2000 : 308) : la profonde différence entre le manoir anglais d'avant le XIX^e siècle, expression de la vie rurale de la classe privilégiée des propriétaires fonciers et la villégiature en milieu rural « qui correspond non à la terre mais au capital... Lieu agréable exprimant une routine sociale métropolitaine et internationale. » La villégiature exprime l'évasion hors de la ville et surtout du chaos et des tensions qui la caractérisent : incorporation de formes de vie urbaine dans la campagne.

Les Vénézuéliens choisirent la villégiature, non pas dans la campagne même mais, avec la croissance rapide et l'enrichissement de la population, dans des lieux voisins des villes : *vivre à la campagne mais à quelques minutes de la ville* fut le slogan utilisé par les promoteurs des urbanisations nouvelles. Se référant à l'Amérique latine au tournant du siècle, Marina Waisman (1991 : 40) écrit : « Les villes n'avaient pas atteint une densité et une charge de transports capables de provoquer un refus de la vie urbaine. La vie rurale, pour sa part, conservait une quasi-sauvagerie qui ne pouvait évoquer des images bucoliques. »

Dans le cas vénézuélien, l'exaltation de la campagne provient plutôt de la vision de sa désolation imminente et du souci de la sécurité économique du pays à l'avenir. L'aversion envers la ville est plutôt fondée sur son développement chaotique, à cette époque, et sur la corruption et le vice qu'on y trouve, mais ces vices ne lui sont pas propres comme le montrent, entre autres, Gallegos ou Pocaterra. Exalter la campagne, c'est plutôt demander qu'on ne l'abandonne pas et qu'on ne se laisse pas pervertir par la ville, mais ce n'est jamais un refus absolu de celle-ci. En Europe, la vision complaisante de la campagne provient peut-être d'anciennes visions bucoliques et de tranquille résignation devant la sécurité qu'elle offrait.

Au Venezuela, la campagne, au moment de l'émergence des villes, offre une image de pauvreté et de décadence. L'exaltation, non de la campagne proprement dite, mais de la vie rurale des villages, comme chez Picón Salas, correspond à l'intérêt pour une vie communautaire que la ville faisait disparaître. Tandis qu'en Europe et aux Etats-Unis fleurissent des projets de ville idéale à fort caractère rural, où la vie communautaire subsisterait sans dépendre de la grande ville (expériences qui ont rapidement échoué), au Venezuela, quelques décennies plus tard, la cité-jardin héritée de ces projets devient un argument pour vendre de nouveaux développements résidentiels tous situés à quelques minutes de la grande ville, qu'elle soit haïe ou aimée. Il ne s'agit donc pas d'une véritable défense de la campagne mais de proposer des arguments de vente: «Vivre en ville comme si tu étais à la campagne» ou encore «Vivre à la campagne, mais à quelques minutes de la ville»: ville et campagne comme compléments et non comme contraires.

La nature, espace régénérateur... ultime refuge

Le refus des villes perçues comme des prisons, castratrices, corruptrices et l'exaltation de la campagne libératrice, saine et pure sont des thèmes communs à la littérature universelle. Sans atteindre des positions extrêmes, sauf chez Rial et Picón Salas, il a aussi été présent dans notre littérature. L'hostilité envers la ville vénézuélienne, non seulement chez les intellectuels, mais aussi chez beaucoup de leurs habitants, s'est renforcée au cours des années 1960.

Ce sont des prises de position plus radicales, moins conformistes, parfois plus découragées qui ne semblent pas voir de solution aux maux de la ville. Celle-ci est directement opposée à la campagne, présentée comme une Arcadie salvatrice: «Je ne voulais pas venir à Caracas, être prisonnier dans les rues et le ciment, je cherche le cœur de la Guyane!» Cette phrase du héros de *Venezuela Imán*, répétée tout au long du roman, répondait à un double sentiment de frustration devant un passé de guerres, de répression et d'emprisonnement et aussi à une relation amoureuse déçue. Le roman remet en question la vie en ville (Muñoz, 2004). Bien que le désir du héros de fuir vers un environnement naturel, noble, sans contamination des misères humaines, apparaisse dès les premières pages, le désintérêt de l'auteur envers toute poésie urbaine semble annoncer l'échec du rêve urbain, «cette métropole idéale pour un monde qui ne peut exister». «Mon esprit réclamait le silence des espaces inhabités, l'air, le vent, la pluie torrentielle ;

il voulait en jouir là où il n'y aurait pas de toit, de rue, de maisons fermées. Il me semblait que tous mes tourments, mes angoisses s'étaient forgés dans les villes sordides et surpeuplées et que la campagne demeurait innocente des crimes des hommes.» «Seul l'air libre, sous les étoiles, dans le silence immense des nuits vides me calma. Le fait de vivre redevint pour moi la vérité, d'une façon si étrange» (Rial, 1974: 140 y 276).

De même, Alfonso Segovia de *Los tratos de la noche*, ressentait le refus des grandes villes modernes «antinaturelles» et l'espoir d'une campagne régénératrice: «Il ne voulait plus suivre son existence errante mais s'attacher à la terre et l'embrasser. Il cherchait l'endroit où les choses seraient encore fixes. C'était, à sa manière, revenir à l'enfance interrompue, au troupeau perdu, aux arbres, aux oiseaux, à la tempête [...] retrouver, contre le temps mécanique des villes, le temps cosmique, profond et apaisant qui sculpte la vallée des fleuves et dore les fruits» (Picón, 1997: 34-35).

Aux ouvrages cités plus haut dont les thèmes, la date de publication et même certains caractères et détails se ressemblent, on pourrait ajouter des passages de *Los pasos perdidos* (1953) du Cubain Alejo Carpentier¹², qui renonce aussi à la grande ville. Son héros anonyme, venu d'un pays aussi anonyme qu'il appelle «là-bas», s'installe dans la grande forêt vénézuélienne et, séduit par son charme, découvre qu'une sorte de cacique moderne, «l'Adelantado» (le Progressiste) a fondé une ville. Elle reproduit les emblèmes de l'ordre physique et social déjà connu: la Grand-Place, au fond le quartier indien et, en face de la Maison du gouvernement, la cathédrale. Devant cette ville neuve qui naît déjà vieille, devant cette opportunité ratée de choisir un chemin différent qui ne mène pas à ce là-bas fantasmagorique où habitent le mensonge, l'égoïsme, l'absence de liberté, l'auteur s'insurge. Mais dans cette ville primitive où la prison n'est pas nécessaire, entourée d'une nature implacable et terrible acceptée comme partie d'un ordre supérieur, règne la sérénité. Le héros découvre un monde édénique: «Aujourd'hui, j'ai pris la grande décision de ne pas retourner en ville [...]. Je veux me soustraire au destin de Sysiphe que m'imposait le monde d'où je viens, aux professions vides, à l'aiguille qui tourne comme dans un cercle de fer, au temps mesuré et aux bureaux obscurs. Pour moi, la lune cessera d'être une lune de cendre; je laisserai la pierre que je portais à qui voudra s'accabler de son poids inutile» (Carpentier, 1995: 201-205). Sur le choix définitif de la campagne, Horacio Capel (2001) écrit récemment dans *Cris*

¹² Carpentier vécut au Venezuela de 1945 à 1959. Il fit alors de nombreux voyages à l'intérieur, en particulier dans le Haut-Orénoque, qu'il choisit comme cadre à son roman.

amers sur la ville (Gritos amargos sobre la ciudad): «En réalité, ceux qui louent la campagne et y reviennent sont essentiellement des citadins. Ils retournent en général à un environnement déjà urbanisé, soit qu'ils s'installent dans un bourg entouré de campagne, soit qu'ils installent dans ces campagnes leurs résidences secondaires. On sait bien que les mouvements de néo-ruraux des années 1970 ont rapidement pris fin au moment même où les citadins attirés par le mythe de la vie rurale découvrirent combien le travail paysan était pénible.» Ces trois romans représentent un pari en faveur de la campagne, bien qu'elle souffre des maux de la société, un pari pour un homme nouveau, plus libre, moins contaminé, plus humain.

Ainsi, la presque totalité des romans étudiés ici manifestent l'existence d'un puissant courant littéraire qui, bien que sensible à la complexité urbaine et né dans la ville, ne cesse de la mettre en question : «L'intellectuel, dont le foyer est la ville selon certains sociologues, a produit les critiques les plus poignantes de la ville» (White, 1967 : 12). La préférence des romanciers pour la ville montre qu'il s'agit là d'un sentiment contradictoire. Dans des œuvres comme celles de Rial, il s'agit même de la préférence des milliers d'immigrants qui vinrent au Venezuela, ce «pays de terres vierges où le civilisé perverti par la machine et par la pensée, peut se guérir» (Rial, 1974 : 37) : des Arcadies et des Babels en lutte permanente.

L'urbaphobie aujourd'hui au Venezuela...

L'amour et le désamour actuel pour la ville n'ont guère changé depuis les œuvres littéraires citées plus haut : on continue à discuter la ville sans vouloir vivre ailleurs. L'importance prise depuis une quarantaine d'années par la protection de l'environnement a conduit, de manière absurde, à considérer la ville comme un milieu dégradé¹³. On cite l'occupation déséquilibrée et inégale du territoire, la forte concentration, la macrocéphalie de la capitale qui caractérisent beaucoup de nos pays. C'est pourquoi plusieurs gouvernements ont proposé des plans de déconcentration. Au Venezuela, en dépit d'énormes tares urbaines, on voit se structurer un système de villes plus équilibré. Le gouvernement actuel a annoncé un plan de décentralisation de l'économie et de la population (Plan national de développement régional 2001-2007) fondé sur de nouveaux axes de développement des

¹³ Il apparaît ainsi dans *Sistemas ambientales venezolanos. Proyecto Ven/79/00*, Serie I, doc. 4, Caracas, 1982.

zones dépeuplées. Ce n'est pas une idée récente : d'autres gouvernements l'avaient déjà envisagée. Malgré sa pertinence, ce plan a, entre autres, le défaut de réclamer des investissements publics très coûteux dans des zones très peu peuplées alors qu'il ne s'intéresse guère aux zones plus peuplées qui ont des besoins urgents (Pulido, 2006). Ajoutons le risque d'erreurs dans la conception et l'application, que fait craindre la manière improvisée et impulsive dont a travaillé l'exécutif actuel. L'architecte Negrón (2004) les a critiquées de façon répétée. Outre sa défense vigoureuse de la grande ville, de la concentration urbaine et du privilège de la capitale (il ne considère pas la macrocéphalie urbaine comme un problème), il souligne les attaques constantes des gouvernements contre la ville et il condamne l'ardeur actuel des pouvoirs publics pour réorganiser le territoire et la population du pays.

Nous partageons l'intérêt de Negrón pour les valeurs et les avantages de la vie urbaine de même que nous défendons le modèle de la ville compacte qui permet de renforcer la communauté. En revanche, nous redoutons l'accroissement de la mégalopole capitale, si les conditions chaotiques actuelles se maintiennent. Nous croyons qu'on ne peut retarder le renforcement des villes déjà développées et de nouveaux noyaux économiques qui feront naître des villes aux endroits stratégiques, dans les immenses étendues encore inhabitées de notre pays sans que cela implique que l'on se désintéresse des noyaux urbains existants. En Amérique latine, aujourd'hui, on parle de développement équilibré et l'on discute sur la pertinence de renforcer des villes intermédiaires comme celles proposées par le programme CIMES-UNESCO comme alternatives pour les pays en voie du développement. Au cours des années 1980, le Venezuela a affaibli la macrocéphalie initiale de sa capitale en consolidant d'autres centres urbains. Bien que beaucoup d'entre eux souffrent de maux analogues à ceux de la grande capitale, ils présentent un panorama plus équilibré et plus facile à administrer. Il faudrait renforcer la planification en faisant non un mécanisme contraignant mais une méthode de prévision plus efficace.

... et en Amérique latine...

L'urbaphobie a été présente dans toute l'Amérique latine, mais de nouvelles formes apparaissent aujourd'hui. En Argentine, où le système urbain est « concentré, extrêmement déséquilibré et centralisé », selon Roccatagliata (1986), et souffre d'une « macrocéphalie pathologique » (Terrera, 1983) qui semble phagocyter les autres villes, on a proposé des programmes de déconcentration sur des bases très contestables : le déménagement de la

capitale fédérale pour déconcentrer Buenos Aires et stimuler la croissance des provinces : une idée qui remonte à la fin du XIX^e siècle et qui, outre ses aspects politiques, risque moins d'affaiblir la grande ville que d'étendre son influence à d'autres parties du pays.

La Colombie, marquée aussi par une distribution déséquilibrée de sa population et de ses villes, hésite entre diverses options : la revalorisation des régions métropolitaines en insistant sur leur articulation avec les centres urbains environnants, avec les succès récents obtenus à Bogotá, Medellín, Cali ; d'autre part, les propositions difficiles à appliquer et largement utopiques du président de la *Sociedad Geográfica de Colombia*, Alberto Mendoza Morales (1998) : « *Agrópolis, simbiosis estructural y orgánica de campo y Ciudad.* » Il veut mêler les formes de vie urbaine et rurale pour assurer l'autarcie économique de chaque communauté (cf. le texte sur le *graviérisme* de Bernard Marchand).

Le Chili a planifié le développement de la région métropolitaine de Santiago, avec un programme ambitieux et bien financé d'investissements dans la culture, le logement, l'économie et la protection de l'environnement, mêlant les capitaux publics et privés (SERPLAC, 2000). Ce plan est bien éloigné du discours antiurbain d'il y a trente ans et manifeste un retour en grâce de la ville aux yeux de ses habitants (selon Cáceres, 2004).

La Bolivie, dont le taux d'urbanisation atteint 63%, voit ses villes grandir sans planification. *Un processus indéterminé* selon Edgar Benavides (2007), dans la mesure où l'urbaphobie n'est pas dans les discours mais dans la croissance d'une ville qui grandit sans produire une ville. La Bolivie s'expose aux maux innombrables dont ont pâti une bonne partie des villes latino-américaines.

Avec des villes très grandes souffrant de graves problèmes, le Brésil est cependant la nation reconnue comme la plus équilibrée dans le domaine urbain. Il comptait en 2000 près de 23 aires métropolitaines. L'aménagement urbain a eu des succès, comme à Curitiba, et su reconnaître les développements informels (favelas) en les améliorant et en les incorporant à la ville : une politique controversée mais inévitable que doivent envisager tous les pays qui rencontrent les mêmes problèmes.

Il est indiscutable que beaucoup de nos gouvernements ont échoué à construire la ville, surtout depuis l'explosion urbaine des années 1960, échec d'autant plus regrettable qu'il était possible d'agir à temps pour prévenir les maux urbains. Nous pensons que la ville n'est pas, en elle-même, le problème mais au contraire la meilleure création de l'homme. Pour construire la ville plus efficacement et plus démocratiquement, surtout dans des pays si difficiles à gouverner par absence de compromis pour imaginer, gérer les

plans et assurer leur continuité, il faudrait écouter les plaintes des intellectuels et des habitants de la ville. Malgré les difficultés quotidiennes, ils manifestent clairement les phénomènes négatifs qui provoquent l'urbaphobie et les points positifs de la ville que l'on peut comprendre et s'approprier, une ville bien équipée, bien alimentée, connectée avec sa région, le pays et le monde.

Bibliographie

Bello A., «A la agricultura de la zona Tórrida», in P. Grases, *Obra literaria de Andrés Bello*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1979.

Briceño Iragorry M., *Obras completas*, Caracas, Ediciones del Congreso de la República, 1989.

Capel H., «Gritos amargos sobre la ciudad», in *Dibujar el Mundo. Borges, la ciudad y la geografía del siglo XXI*, Barcelona, Ediciones del Serbal, 2001.

Capel H., «Entrevista a Horacio Capel: La ciudad es el mejor invento humano», in *bifurcaciones [online]*, núm. 3, invierno 2005, www.bifurcaciones.cl/003/Capel.htm

Caspistegui F. J., «Esa ciudad maldita, cuna del centralismo, la burocracia y el liberalismo: la ciudad como enemigo en el tradicionalismo español», in *Actas del Congreso Internacional: Arquitectura, ciudad e ideología antiurbana*, Pamplona, T6 Ediciones, 2002, pp. 71-86.

Díaz Sánchez R., *Transición. Política y realidad en Venezuela*, Caracas, Monte Ávila, 1973.

Gallegos R., «Necesidad de valores culturales», in *Obras selectas*, Madrid, Edime, 1959, pp. 1616-1630.

Marchand B., «Penseurs et philosophes: la ville mal aimée en France?», *Débats du CERTU*, juin 2005, Lyon. <http://www-ohp.univ-paris1.fr/> (consulté en avril 2006).

Marchand B., *Les ennemis de Paris*, Presses de l'Université de Rennes, 2009.

Montaldo G., «El cuerpo y la Patria: espacio, naturaleza y cultura en Bello y Sarmiento», in *Esplendores y miserias del siglo XIX. Cultura y sociedad en América Latina*, Caracas, Monte Ávila, 1995.

Muñoz Bravo M., «Crónicas urbanas de un inmigrante en la Venezuela de mediados del siglo XX» communication exposée en 2004 à la 11th. Internacional Planning History Conference, Barcelona-España. http://www.etsav.upc.es/personals/iphs2004/pdf/150_p.pdf

Muñoz Bravo M., «Vistas de ciudad moderna en la literatura venezolana. Presencias en dos novelas de Miguel Otero Silva», in *Ciudad imaginaria*, Madrid, Iberoamericana-Vervuert, 2007, pp. 233-249.

Navascués J. (éd), *De Arcadia a Babel: Naturaleza y Ciudad en la Literatura Hispanoamericana*, Madrid, Vervuert-Iberoamericana, 2002.

Negrón M., *La cosa humana por excelencia. Controversias sobre la ciudad*, Caracas, Fundación para la cultura urbana, 2004.

Negrón M., «Ciudad y civilización en la ideología conservadora (de derecha y de izquierda)», in *Ciudad Alternativa*, III época, N° 14, Quito, 1998.

Negrón M., «Las ciudades motores del desarrollo rural», in *Revista Bitácora Urbano Territorial*, año/vol. 1 Número 008, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, enero-diciembre 2004.

<http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/748/74800805.pdf> (consulté en mai 2008).

Nuño, J., *¿Por qué existen ciudades?*, Caracas, FUNDARTE, 1995.

Pulido N., «El espacio urbano latinoamericano y la globalización. Emergencia de ciudades intermedias y nuevos cambios en Venezuela», in Geraiges et al., *América Latina: cidade, campo e turismo*, San Pablo, CLACSO, 2006. <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/edicion/lemons/09pulido.pdf> (consulté en juin 2008).

Prud'homme R., *Le biais anti-urbain dans les pays en développement*, communication exposée le juin 2007 au *Colloque international, Ville mal-aimée, ville à aimer*, Cerisy-la Salle, Normandie. http://www-ohp.univ-paris1.fr/Textes/Prudhomme_Last.pdf

Rodríguez S., «Sucinto extracto de mi obra sobre la Educación Republicana», Bogotá, *El Neogranadino*, 1849.

VV.AA., *El malestar urbano en la gran ciudad*, Madrid, Talasa Ediciones, 1998.

Waisman M., «Aventures del moviment modern a les Amèriques», in *La crisi del moviment modern*, J.-M. Montaner (ed.), Barcelona, Barcanova, 1991.

White M., et White L., *El intelectual contra la ciudad. De Thomas Jefferson a Frank Lloyd Wright*, Buenos Aires, Ediciones Infinito, 1967.

Williams R., *El campo y la ciudad*, Argentina, Paidós, 2001.

Bibliographie concernant les autres villes sud-américaines

Agudelo L., *Caracterización de los procesos actuales de expansión de la urbanización en el Valle de Aburá*, Colombia, 2002. <http://agora.unalmed.edu.co/docs/Silla-LCAgudelo-2002.PDF> (consulté en juin 2008).

Agudelo L., *El territorio de las regiones metropolitanas*, communication exposée le novembre 2005 au Séminaire: *Las Ciencias Sociales y Humanas a Debate*, Colombia. <http://www.docentes.unal.edu.co/lcagudel/docs/ELTERRITORIO DE LAS REGIONES METROPOLITANAS.pdf>, (consulté en septembre 2008).

Agudelo L., *et al.*, Directrices para la Gestión Ambiental Urbano-Rural. *Convenio Corporación Autónoma Regional del Centro de Antioquia*, Medellín, Universidad Nacional de Colombia, 2000.

Benavides E., «Urbanismo en Bolivia, un proceso inconcluso», in blog *Sociedades especializadas*, Colegio de Arquitectos de Bolivia, 2007. <http://sociedadescab.blogspot.com/2007/12/un-proceso-inconcluso.html> (consulté en mai 2008).

Cáceres G., Campos D., Green R., et Sabatini F., «Santiago y su renacimiento urbano», in *Ciudades, Revista TodaVía*, n° 9, décembre, 2004.

Escobar R., «Provincias y metrópolis. Metropolización, Planeación y Ordenamiento Territorial», *Boletín Geografía*, Sociedad Geográfica de Colombia, primer ciclo 1998.

Giraldo S., «Colombia: una nueva visión del urbanismo. Colombia: un camino hacia el futuro», *Boletín Geografía*, Sociedad Geográfica de Colombia, segundo ciclo 1998.

Gorelik A., «Ciudad latinoamericana; dos o tres cosas que sé de ella», in *Ciudades, Revista TodaVía*, n° 9, décembre, 2004.

Mendoza A., «Tesis agraria para Colombia. Colombia: un camino hacia el futuro», *Boletín Geografía*, Sociedad Geográfica de Colombia, segundo ciclo, 1998.

Pereira E., Estudio de caso en Brasil. Principales desafíos del ordenamiento territorial, *Foro Especial Interregional de las Naciones Unidas, Desarrollo de Políticas de Información Territorial en las Américas*, México, 2004.

(http://www.fig.net/pub/mexico/papers_span/ts5_nunes_span.pdf) (consulté en juin 2008).

Roccatagliata J., *Argentina hacia un nuevo ordenamiento territorial, de la centralización a la descentralización*, Buenos Aires, Pleamar, 1986.

Terrera G., *Geopolítica argentina*, Buenos Aires, Plus Ultra, 1983.

Serplac, *Estrategia de Desarrollo Regional 2000-2006 Región Metropolitana de Santiago*, Secretaría Regional Ministerial de Planificación y Coordinación, Chile, 2000.

www.serplacrm.cl/estrategia/estrategia_desarrollo.php (consulté en juin 2008).

Silvestri G., «Por qué los porteños soñamos con Montevideo» in *Ciudades, Revista TodaVía*, n° 9, décembre, 2004.

II

L'urbaphobie en pratiques

L'autre ville Éléments urbaphobes dans l'idéologie urbaine du Mouvement moderne¹

Dieter Frick

La grande ville comme elle existe aujourd'hui n'est pas seulement le résultat de forces économiques, sociales et politiques. Derrière celles-ci se manifeste aussi une théorie d'urbanisme dominante qui s'appuie sur l'idéologie du Mouvement moderne. Des architectes et des urbanistes ont réagi aux conditions de vie désastreuses et à la misère de la population dans les grandes villes industrielles du XIX^e et du début du XX^e siècle en créant une image tout à fait nouvelle de la «ville de demain». Cette image n'est pas par principe hostile à la grande ville, mais elle contient des éléments remarquables qui ont contribué à la destruction de ce qui caractérise la ville, et particulièrement de l'espace public. De tels éléments se trouvent clairement exprimés dans les documents écrits et ils font partie du contexte de l'organisation autant matérielle que spatiale du modèle urbain proposé. Entre 1950 et 1980 surtout, ce sont les idées ou les images provenant de ces écrits qui, parfois mal comprises, furent

¹ Traduction de l'allemand : Gilles Duhem, Berlin.

à la base ou ont servi à justifier les projets et les réalisations d'urbanisme et d'aménagement. Des mots d'ordre comme «soleil, espace, verdure» (Le Corbusier) ou «*Licht, Luft und Öffnung*» (Giedion) caractérisent une idéologie qui, par exemple, a largement influencé la conception des grands ensembles et la suburbanisation en général. Le souhait de vouloir être un peu à la campagne et en même temps proche de la ville (la «cité-jardin») a en effet conduit à une dissolution de cette dernière, reflétant une hostilité à la fois consciente et inconsciente envers la ville. L'article suivant cherche à mettre en évidence les relations existantes entre le Mouvement moderne et la ville telle qu'elle se présente dans de nombreux endroits après plusieurs décennies de politique urbaine menée en appliquant ses principes.

Urbaphobie et Mouvement moderne

La notion d'urbaphobie va être employée dans cette intervention pour parler d'aménagement et d'urbanisme. Sont considérées comme urbaphobes les zones urbaines dont l'organisation spatiale et bâtie ne sont que partiellement utilisables ou compréhensibles et auxquelles il manque tout *genius loci*. Tous les types d'organisation spatiale et bâtie des établissements humains qui permettent la vie urbaine («urbanité»), la génèrent ou tout au moins ne l'empêchent pas d'apparaître sont opposés à l'urbaphobie. L'«urbanité» comprend aussi bien une dimension sociale et économique qu'écologique. La ville est *sociale* par certains modes de vie et d'organisation qui génèrent un foisonnement de communication et donc stimulent l'innovation. Elle est *économique* par la division du travail qu'elle permet, la productivité qui en découle ainsi que les services. Elle est *écologique* du fait de l'accumulation des ressources énergétiques et matérielles qu'elle engendre dans un espace limité (l'eau, la biomasse, les matériaux de construction, les différents systèmes de transport et de stockage d'énergie). Son *cadre spatial et son bâti* sont caractérisés par la concentration de nombreux édifices, d'infrastructures techniques, de plantations, tous réunis sur un territoire restreint et par la manière dont s'établissent «l'aménagement, [...] la relation et le rapport entre eux» («*agrupamiento de albergues, puestos en relación y comunicación mútua*») (Cerdá, 1867, vol. I: 32). «*Physically, cities are stocks of buildings linked by space and infrastructure. Functionally, they support economic, cultural and environmental processes*» (Hillier, 1996: 149). La disposition des édifices, des infrastructures techniques et des plantations, la relation et le rapport qui s'établit entre eux sont les conditions fondamentales à la naissance d'un

«lieu». A partir de là, une zone bâtie devient de la «ville» ou de la «non-ville», la vie urbaine s'y développe et marque ou ne marque pas le lieu de son empreinte. Je soutiens la thèse que, lorsque cette alchimie ne se produit pas, nous avons affaire à de l'urbaphobie, qu'elle soit patente ou latente.

Sous le vocable de Mouvement moderne, on désignera ici l'initiative des Congrès Internationaux d'architecture moderne (CIAM) et la «Charte d'Athènes», formulée pour la première fois dans leur cadre en 1933; s'y rattachent les écrits qui en ont repris les idées ou ont été développés parallèlement. Depuis les années 1920, maints architectes et urbanistes célèbres et hautement qualifiés ont travaillé dans ce contexte et ont participé à ce mouvement. Dans la perspective actuelle, le Mouvement moderne, qui s'en est pris aux villes du XIX^e et du début du XX^e siècle et a revendiqué vouloir créer une *autre ville*, n'a pas su faire émerger une organisation spatiale qui soit génératrice de vie urbaine. Ce mouvement a livré une doctrine d'urbanisme dominante dans le monde occidental qui a influencé de manière décisive la pratique en général ainsi que différents projets jusque dans les années 1980. Comme elle n'a pas rempli certaines conditions essentielles à la vie urbaine, cette doctrine a introduit, consciemment ou inconsciemment, de nombreux éléments urbaphobes dans l'urbanisme du XX^e siècle. En matière d'urbanisme, il est cependant indiscutable qu'une part importante des thèses et des revendications de la Charte d'Athènes conservent toute leur pertinence (Frick, 2008: 92 ss).

Il est intéressant de savoir que de nombreux acteurs de l'urbanisme d'après 1945 n'avaient pas lu les écrits fondant cette doctrine mais la connaissaient plutôt par ouï-dire. Entre architectes et urbanistes régnait une sorte de consensus collectif prônant «l'urbanisme moderne». Les autres tendances considérées comme conservatrices, mais aussi les prises de position critiques furent très peu prises en compte. Lampugnani a souligné avec justesse que leurs représentants doivent aussi cependant être considérés comme appartenant au Mouvement moderne (Lampugnani, 1998: 91 s). Cela s'applique par conséquent aussi au néoclassicisme des régimes fascistes et socialistes.

L'autre ville

Les protagonistes du Mouvement moderne ne veulent pas abolir la ville mais ils souhaitent promouvoir, comme nous l'avons déjà dit, une *autre ville*. Ils ont critiqué en termes très vifs la ville existante à leur époque :

«Le Chaos est entré dans les villes. L'emploi de la machine a bouleversé les conditions du travail. Il a rompu un équilibre millénaire, portant un coup fatal à l'artisanat, vidant les campagnes, engorgeant les villes et, faisant litière d'harmonies séculaires, perturbant les rapports naturels qui existaient entre les foyers et les lieux de travail. Un rythme forcené joint à une précarité décourageante désorganise les conditions de la vie, s'opposant à l'accord des besoins fondamentaux. Les logis abritent mal les familles, corrompent leur vie intime, et la méconnaissance des nécessités vitales, maladie, déchéance, révolte. Le mal est universel, exprimé, dans les villes, par un entassement qui les accule au désordre et, dans les campagnes, par l'abandon de nombreuses terres» (Le Corbusier, 1957, art. 8). «Les villes, telles qu'elles existent aujourd'hui, sont construites dans des conditions contraires au bien public et privé [...]. L'ère de la machine, en modifiant brutalement certaines conditions centenaires, les a conduites au chaos» (art. 23).

Par conséquent, des interventions massives dans le tissu urbain existant, c'est-à-dire des destructions et des démolitions, sont des éléments inhérents à la stratégie du Mouvement moderne.

«Notre tâche actuelle est de les arracher (les villes) à leur désordre [...]. Au nom de la santé publique, des quartiers entiers devraient être condamnés. Les uns, fruits d'une spéculation hâtive, ne méritent que la pioche; d'autres, à cause des souvenirs historiques ou des éléments de valeur artistique qu'ils renferment, devront être en partie respectés; il est des moyens de sauver ce qui mérite de l'être tout en détruisant impitoyablement ce qui constitue un danger» (Le Corbusier 1957, art. 23, 24). «Les îlots insalubres doivent être démolis et remplacés par des surfaces vertes [...]» (art. 36). «[...] les quatre fonctions-clefs de l'urbanisme (habiter, travailler, se recréer, circuler) réclament pour se manifester dans toute leur plénitude, et apporter ordre et classification dans les conditions habituelles de vie. [...] L'urbanisme, en tenant compte de cette nécessité, transformera la figure des villes, brisera avec la contrainte écrasante d'usages qui ont perdu leur raison d'être et ouvrira aux créateurs un champ d'action inépuisable» (art. 78).

Ce «champ d'action inépuisable» pour architectes et urbanistes aménageurs évoque l'ouverture ou la libération. Pour l'observateur d'au-

jour d'hui, ces éléments ont fortement contribué à détruire la ville et ont donc eu une action urbicide. Cela tient à des appréciations erronées (comme celle de l'importance de l'espace public ou du rôle de la circulation automobile) mais aussi à la manière dont ont été mises en pratique ces idées. Certaines de ces tendances remontent au mouvement des cités-jardins, des principes formulés par Ebenezer Howard et même à une époque antérieure. Pour rendre justice à Howard, il faut dire que ses conceptions sont empreintes de principes qui, aujourd'hui, définissent à nouveau les qualités spécifiques de la ville : mélange des fonctions, densité du bâti, espace public. En revanche, il n'a pas pris en compte les problèmes de la grande ville existante. Sa « cité-jardin » est située en dehors, hors de la ville, à la campagne. Il s'agit sans aucun doute d'une attitude urbaphobe (Salomon Cavin, 2007). L'idée des cités-jardins de Howard a souvent été utilisée pour qualifier à tort une forme d'urbanisation différente et a presque toujours été dévoyée en *suburb* ou en *banlieue* : « de cette banlieue malade, où la fonction distance-temps pose une lourde question qui demeure sans réponse, certains cherchent à faire des cités-jardins. Paradis illusoires, solution irrationnelle. La banlieue est une erreur urbanistique [...] » (Le Corbusier, 1957, art. 20). « [...] *the suburban dormitory, [...] one of the most unreal environments ever created for man* » (Mumford, 1946 : 35). Derrière cela se dissimule le rejet immanent de la ville de la part d'une grande partie de la population qui souhaite « sortir de la ville », mais aussi l'attitude des communes et de l'Etat en matière de politique urbaine comme celle de toute une industrie du bâtiment qui est indissociable de « l'urbanisme moderne ».

Dans ce qui va suivre, je souhaite traiter des éléments qui ont contribué à la destruction de la ville. Je m'appuierai pour cela sur la Charte d'Athènes dans la version française de Le Corbusier de 1957 (1942) ; sur le livre de Göderitz, Rainer et Hoffmann de 1957, devenu un classique dans les pays de langue allemande et intitulé *Die gegliederte und aufgelockerte Stadt* (La ville réarticulée et dédensifiée), lui aussi écrit en grande partie au début des années 1940 ; sur la version allemande du livre de Sigfried Giedion intitulé *Raum, Zeit, Architektur* (Espace, temps, architecture) de 1965 (1941) et sur les écrits de Walter Gropius datant de 1956 (1937-1952). On peut affirmer que les idées majeures du Mouvement moderne ont été élaborées dans les années 1930, peaufinées dans les années 1940 et appliquées depuis les années 1950. J'articulerai mon propos autour des thèmes suivants : (1) parcellaire, (2) bâti, voirie, plantations, (3) espace public, (4) lieux et réseau, (5) les différents niveaux d'échelles (Frick, 2008) et je les commenterai ensuite.

Parcellaire

«[...] le tissu urbain devra changer de texture; les agglomérations tendront à devenir des villes vertes. Contrairement à ce qui se passe dans les villes-jardins, les surfaces vertes ne seront pas compartimentées en petits éléments d'usage privé [...]» (Le Corbusier, 1957, art. 35). «La rénovation de parcelles individuelles et d'îlots urbains a échoué. Une rénovation de plus ample dimension, s'étendant sur des kilomètres carrés, est devenue nécessaire depuis que nous avons pris conscience des relations existantes entre la ville et sa périphérie» (Gropius, 1956, p. 11).

Le mot d'ordre de l'abolition de la parcelle de petite dimension est devenu réalité lors de la construction de grands ensembles de logements sociaux. On a essayé d'occulter le parcellaire lors de leur construction, c'est-à-dire que l'on a tenté d'annihiler le rapport existant entre le bâtiment et sa parcelle. Le parcellaire existant, et plus encore les formes de mise en valeur du foncier ressortissant des mécanismes de la propriété privée, furent considérés comme un obstacle essentiel à la rénovation et à l'extension des villes (Bernoulli, 1949). Le parcellaire n'a donc, par conséquent, joué aucun rôle majeur dans la planification des zones urbanisées entre 1950 et 1980. Au contraire même, le foncier appartenant à quelques grands propriétaires n'a pas été subdivisé. Comme l'on n'a pas créé de parcelles, le rapport d'échelle du bâtiment individuel et donc le lien compréhensible entre habitation et quartier a disparu. Même dans les centres-villes anciens, la rénovation urbaine a fait disparaître de plus en plus le parcellaire finement articulé. Aujourd'hui encore, le parcellaire comme composante de l'organisation spatiale et bâtie et comme élément générateur d'urbanisme est souvent sous-estimé.

Bâti, voirie, plantations

«C'est l'état intérieur du logis qui constitue le taudis, mais la misère de celui-ci est prolongée au dehors par l'étroitesse des rues sombres et le manque total d' (de ces) espaces verts [...]» (Le Corbusier, 1957, art. 10). «Les constructions élevées le long des voies de communication et autour des carrefours sont préjudiciables à l'habitation [...]. La maison, dès lors, ne sera plus soudée à la rue par son trottoir» (art. 16). «L'alignement des habitations au long des voies de communica-

tion doit être interdit. Les voies de communication, c'est-à-dire les rues de nos villes, ont des fins disparates. [...] Les trottoirs [...] sont un remède dérisoire [...]» (art. 27). «Tout d'abord, la *rue corridor*, avec son alignement rigide et l'enchevêtrement existant entre la circulation, les constructions et les piétons, doit disparaître. La ville d'aujourd'hui exige une nouvelle liberté pour ces trois éléments ; pour la circulation, pour les piétons ainsi que pour les quartiers d'habitation et les zones industrielles» (Giedion, 1965 : 48).

La «nouvelle liberté» était synonyme de dissolution de l'organisation spatiale et bâtie classique de la ville. Elle abandonnait les prémisses fondamentales à l'existence de la ville, à la vie urbaine. Comme on a pu ensuite le constater, la disparition du rapport existant entre la rue, les parcelles qu'elle dessert et la disposition des bâtiments a rendu plus difficile la vie quotidienne en ville et presque impossible le développement par «capillarité» de différents usages et de mélange des fonctions. Dans les grands ensembles, trois points illustrent ce phénomène : (1) La présence de bâtiments massifs et de grande hauteur disposés de manière irrégulière les uns par rapport aux autres. Il en résulte des espaces de grande dimension entre les bâtiments qui paraissent difficiles à franchir et souvent le sont vraiment. (2) Des espaces interstitiels souvent confus, difficilement compréhensibles et de forme aléatoire auxquels manquent la dimension visuelle et la découverte à l'échelle du corps humain de ce que l'on nomme habituellement espace public. (3) Le manque de régularité et de clarté du réseau viaire qui perd en cela sa troisième dimension.

«La population est trop dense à l'intérieur du noyau historique des villes [...] ainsi que dans certaines zones d'expansion industrielle du 19^{ème} siècle. La densité [...] peut être totalement modifiée par la hauteur des bâtiments» (Le Corbusier, 1957, art. 9). «Il doit être tenu compte des ressources des techniques modernes pour élever des constructions hautes. [...] Seules les constructions d'une certaine hauteur pourront satisfaire heureusement à ces exigences légitimes (la vue la plus agréable, la recherche de l'air le plus pur, l'insolation la plus complète etc.)» (art. 28). «Les constructions hautes implantées à grande distance l'une de l'autre, doivent libérer le sol en faveur de larges surfaces vertes» (art. 29), «[...] C'est en faisant intervenir l'élément de hauteur (en urbanisme) que solution sera donnée aux circulations modernes ainsi qu'aux loisirs, par exploitation des espaces libres ainsi créés» (art. 82). «L'immeuble de grande hauteur planifié

avec soin et entouré d'un grand espace non bâti permet de répondre à toutes les exigences en matière de lumière, d'air et d'activités en extérieur; il offre en outre une pléthore d'autres avantages à l'habitant des villes» (Gropius, 1956, pp. 95-96). «Même l'habitant du rez-de-chaussée peut voir le ciel dans une tour de 10 à 12 étages! Au lieu de donner sur un corridor de 20 mètres de large, les fenêtres donnent sur un espace vert de 100 mètres de profondeur planté d'arbres qui aident à purifier l'air et offrent aux enfants de vastes espaces de jeux. Ici, la nature pénètre la ville...» (p. 102).

Préférer l'édification de tours devait permettre d'aider à faire diminuer la densité d'habitants et celle du bâti en ville. La ville est conçue comme un parc. Les bâtiments sont des solitaires. Du fait de leur hauteur, ils exigent des servitudes de prospect importantes. Cela a pour conséquence des cheminements plus longs, souvent ennuyeux ou monotones, voire peu sûrs. Les contacts, les rencontres, les relations entre les personnes sont plus difficiles. Les cages d'ascenseur et les escaliers de très grande dimension renforcent encore le phénomène. Ce sont des impasses verticales. La somme des conséquences négatives et donc urbicides d'un tel système a été décrite d'une manière devenue classique par Jane Jacobs (1961). Il est intéressant de constater que, à l'opposé de Le Corbusier ou de Gropius, Göderitz, Rainer et Hoffmann se prononcent plutôt *contre* les tours. «Un amoncellement d'étages ne procurera pas un usage plus intense» (Göderitz *et al.*, 1957 : 29).

«En face des vitesses mécaniques, le réseau des rues apparaît irrationnel, manquant d'exactitude, de souplesse, de diversité, de conformité» (Le Corbusier, 1957, art. 56). «Les voies de circulation doivent être classées selon leur nature et construites en fonction des véhicules et de leurs vitesses. [...] La première mesure utile serait de séparer radicalement, dans les artères congestionnées, le sort des piétons de celui des véhicules mécaniques» (art. 60). «Si, dans une ville dédensifiée et réarticulée, la plus grande partie du sol, devenu espace vert, n'est plus imperméable et absorbe les précipitations, il n'est plus nécessaire que les rues et les trottoirs se trouvent à proximité immédiate l'un de l'autre, ce qui constitue un danger et une gêne autant pour les hommes que pour les véhicules. Il devient alors possible de séparer ces espaces de circulation l'un de l'autre et de fournir à chaque type de circulation un réseau qui lui soit propre [...]» (Göderitz *et al.*, 1957 : 85).

D'un point de vue actuel, c'est une erreur d'appréciation indéniable que de penser que les rues urbaines manquent d'exactitude, de souplesse et de diversité. Ce sont plutôt les autoroutes urbaines, réclamées à grands cris et finalement construites, qui forment un système relativement rigide et ont en outre contribué en grande partie à la destruction de la ville. Elles sont des césures entre différents quartiers, des sources de nuisances par le bruit et les gaz d'échappement, etc. La volonté de séparation des différents flux de circulation, même si elle était en partie justifiée, a ouvert sans modération la ville à la circulation automobile, lui a concédé un rôle à part entière. En de nombreux lieux, elle s'est intensifiée jusqu'à en prendre totalement possession. L'enthousiasme pour la circulation automobile qui a pendant longtemps animé les hommes politiques, les ingénieurs de l'équipement tout comme une grande partie de la population recèle une bonne part d'idéologie antiurbaine, même si beaucoup des personnes concernées n'en ont pas conscience ou même nient cet état de fait.

Espace public

L'espace public, la composante centrale de l'organisation spatiale et bâtie de la ville, n'est quasiment pas présent dans les manifestes du Mouvement moderne. Cela est apparemment un signe majeur d'urbaphobie (dissimulée). D'un point de vue actuel, l'espace public est «le système primaire traversant et maillant toute la ville, fournissant à la fois le cadre et l'écrin de son édification». La «stabilité de l'espace public en tant que système dans le long terme repose sur l'adaptabilité de sa structure et la transformation de son usage, sur sa multifonctionnalité non spécifique. L'espace public rend la ville lisible et explorable pour chacun et permet à son usager de s'orienter dans la ville, de l'utiliser et de l'apprivoiser sans avoir besoin d'une aide autochtone. Il est connu partout et par tous, même dans les lieux inconnus de la ville» (Schneider: 135-136). C'est dans l'espace public que se rencontrent ville bâtie et ville sociale et que peuvent s'intégrer synergie spatiale et *supportiveness* (Rapoport, 1986; Frick, 2007). Sa fonction particulière pour l'urbanisme tient au fait qu'il est le produit des édifices qui l'entourent, des infrastructures techniques et des plantations, mais qu'il est aussi une contingence essentielle pour la disposition spatiale de ces différents éléments.

A partir de 1950 et dans les décennies qui ont suivi, un grand nombre de réalisations s'appuie, conformément aux exigences du Mouvement moderne, sur le principe d'un espace urbain ouvert, à peine aménagé,

faisant peu ou pas de différence entre les espaces extérieurs publics, semi-publics et privés, entre le devant et le derrière, entre les espaces intérieurs et extérieurs, entre les espaces extérieurs calmes ou bruyants (Projektgemeinschaft, 1995 : 11). L'espace entre les corps de bâtiments n'est pas divisé de manière tranchée mais plutôt «fluide». Le dialogue entre bâti et espace public n'existe pas ou seulement de manière réduite. La prise de conscience et la compréhension de ce qu'est la ville, le côté subjectif de la naissance des formes urbaines, sont rendues beaucoup plus difficiles. La forme urbaine, si tant est qu'elle existe, n'est plus conçue que de l'extérieur ou à vol d'oiseau. Un élément central est aussi le rétrécissement de l'espace public dans la ville existante. Au-delà de sa fonction purement technique de desserte, il est empreint de nombreuses ruptures et discontinuités. Son utilisation massive pour la circulation automobile a dominé de plus en plus les rues et les places, les autres usages se retrouvant acculés le « dos au mur » au sens littéral du terme. En certains endroits, l'élargissement de la chaussée ou la construction de voies rapides ont conduit à la défiguration ou à la dissolution de l'espace public.

Lieux et réseau

«[...] Le zonage est l'opération faite sur un plan de ville dans le but d'attribuer à chaque fonction et à chaque individu sa juste place. Il a pour base la discrimination nécessaire entre les diverses activités humaines réclamant chacune leur espace particulier: locaux d'habitation, centres industriels ou commerciaux, salles ou terrains destinés aux loisirs» (Le Corbusier, 1957, art. 15). «Les fonctions-clefs auront chacune leur autonomie [...]; elles seront considérées comme des entités auxquelles seront attribués des territoires et des locaux pour l'équipement et l'installation desquels toutes les prodigieuses ressources des techniques modernes seront mis en œuvre» (art. 78). «[...] Le zonage, en tenant compte des fonctions-clefs: habiter, travailler, se recréer, mettra de l'ordre dans le territoire urbain...» (art. 81). «Un (nouvel) ordre spatial apparaît grâce à la séparation systématique et à la coordination des différentes fonctions donnant à chacun les droits qui lui reviennent, à l'homme comme à la machine» (Giedion, 1965: 24, à propos du projet de Kenzo Tange pour la baie de Tokyo).

La «discrimination nécessaire entre les diverses activités humaines» ainsi que «l'autonomie des fonctions-clefs» ont eu des conséquences de

très grande portée pour le développement urbain. Le manque de relations étroites et le peu de symbiose entre les différents usages (les fonctions) ont empêché l'émergence de nouveaux «lieux» et les lieux existants se sont atrophiés. Des lieux urbains dans les quartiers, dans les arrondissements, etc. n'apparaissent que si une quantité suffisante de mélange des fonctions et donc d'échanges existe et que si les différents lieux sont connectés entre eux par un maillage, un réseau viaire serré et lisible qui prenne en compte les différents types d'échelles. Dans le cas contraire, certaines connexions entre les différentes fonctions ne se mettent pas en place, un tissu social ne se développe pas ou ne trouve sa place que difficilement, l'offre d'activités et de services peine à s'établir ou à perdurer. Le bâti et l'aménagement de l'espace alors n'encouragent pas l'échange matériel, celui d'informations ou même, plus grave, en freinent le développement.

En urbanisme, le Mouvement moderne a même encouragé l'isolation spatiale par le biais de l'attribution de fonctions – si possible uniques – à un espace donné; il y est arrivé dans certains cas. Les parcelles et les bâtiments, les îlots ou de plus vastes espaces encore sont dévolus en règle générale à un type d'usage unique et les bâtiments sont des solitaires. Les blocs ou les îlots sont souvent de grande dimension, leur desserte s'effectue par le biais d'impasses ou de voies en boucle. Les quartiers ou les *Nachbarschaften*, les «zones urbanisées» forment chacun des éléments individuels «entourés d'une ceinture agricole qui leur est propre» (Gropius, 1956: 112) et sont insuffisamment reliés entre eux ainsi qu'au reste de la ville (ce qui est aussi valable pour la «cité-jardin» de Howard). La conception du Mouvement moderne s'appuie sur des quartiers ou des *Nachbarschaften* disséminés auxquels manque, d'un point de vue contemporain, la qualité urbaine. De plus, elle a attribué aux réseaux une fonction plutôt technique qui leur a permis de s'émanciper par l'intermédiaire de l'ingénierie des transports. On accorde au réseau encore aujourd'hui parfois une importance majeure; les lieux deviennent résiduels, des quantités négligeables au sein des réseaux matériels et virtuels. Les lieux n'ont pas (ou n'ont plus) de position qui leur soit propre. Cette attitude est objectivement uricide.

Les différents niveaux d'échelles

«Un aménagement dédensifié réclame une articulation adéquate du corpus urbain. Un complexe organique composé de cellules urbaines plus ou moins indépendantes les unes des autres et dotées d'un centre qui leur est propre se substitue à une mer de bâtiments

sans fin, très densément bâtie en son centre et croissant en étoile le long des radiales» (Göderitz *et al.*, 1957, p. 19) «L'aménagement du grand nombre de terrains urbanisables des grandes agglomérations [...] en plusieurs quartiers autonomes, en cellules urbaines, en *Nachbarschaften*, etc. [...] qui se distinguent clairement les uns des autres et qui soient dans une certaine mesure capables de fonctionner de manière autonome en formant toutefois dans leur ensemble une unité globale de plus grande dimension» (sont nécessaires) (p. 24). «La réarticulation des villes et une césure spatiale claire entre ses différents éléments grâce à des zones vertes, [...] «*Stadtlandschaft*» (ville paysagée)» (p. 25). «Avec un réaménagement complet du corpus urbain, il faut saisir l'occasion de prendre le mal à la racine. Seules la réarticulation, la dédensification et l'aménagement organique du corpus urbain peuvent conduire à sa guérison ainsi qu'à l'augmentation de sa productivité» (p. 90).

Pour autant qu'il ait été couronné de succès, le «réaménagement complet du corpus urbain» n'a pas conduit à mieux comprendre ou à mieux prendre conscience des différents niveaux d'échelles (l'îlot, la rue, le quartier/l'arrondissement, la ville dans son ensemble, la région) et de leur importance pour l'aménagement urbain. La «dédensification» ainsi que «l'aménagement du grand nombre de terrains urbanisables des grandes agglomérations» a plutôt agi dans le sens inverse. La volonté de créer des «cellules urbaines» ou des *Nachbarschaften* aurait pu être comprise comme un élément contribuant à la formation de quartiers. Mais l'isolement de zones urbanisées par de larges bandes d'espaces verts, la construction «arborescente» du système viaire renforcée par l'absence de mélange des fonctions et par une faible densité du bâti n'ont pas contribué à l'apparition de lieux et à un équilibre entre réarticulation de l'urbain et qualité des interconnexions. Beaucoup de grands ensembles tout comme les lotissements de maisons individuelles des années 1950-1980 le prouvent bien. Réarticulation et dédensification n'ont pas conduit à l'autre ville ardemment souhaitée mais plutôt à la «non-ville».

La perception de la ville composée de nombreux sous-ensembles est devenue plus réduite, malaisée, voire impossible. Aux différentes échelles, l'organisation spatiale et bâtie n'est très souvent plus perçue ou comprise par le visiteur ou par l'habitant. Cela commence au niveau de l'immeuble, de la rue et de la place, passe par le quartier et l'arrondissement pour s'étendre à la ville entière et à la disposition des zones urbanisées à l'intérieur d'une région (la ville au sens large). Leur répartition spatiale

n'est plus compréhensible et les rapports entre elles ne sont plus identifiables. Alexander Mitscherlich (1965) a déjà parlé de «l'inhospitalité de nos villes».

Perspectives

Si l'on essaie de faire le bilan des différentes influences de l'idéologie du Mouvement moderne et de l'évolution de l'urbanisme dans son ensemble au XX^e siècle, on constate globalement une dégénérescence de la forme urbaine tout comme de la qualité de la vie urbaine. Avec justesse, les protagonistes du Mouvement moderne ont mis en avant la mission sociale tout comme le fonctionnalisme et les ont opposés au formalisme de l'époque victorienne ou à l'urbanisme d'Haussmann. Mais il faut apparemment chercher à un niveau culturel et sociétal plus large les raisons de la crise du rapport à la ville qu'ils ont générée.

La décadence ou l'absence de forme urbaine sont formulées dans le langage courant par les termes de «dépeuplement», de «mitage» mais aussi de «désert». Dans les pays développés, la structure urbaine des grandes agglomérations est aujourd'hui caractérisée par des phénomènes d'addition et de dispersion. En de nombreux lieux, les notions de ville et de village héritées de l'époque préindustrielle n'ont plus de sens. Les centres-villes, points de départ de la croissance urbaine de l'ère industrielle, sont souvent défigurés par des projets de rénovation hors d'échelle. Cela touche aussi les zones d'extension urbaine du XIX^e siècle. Les grandes zones de logement du XX^e siècle, en particulier celles édifiées entre 1950 et 1980 sous la forme d'habitat collectif (les grands ensembles) ou de maisons individuelles contribuent à cette impression d'addition et de dispersion. Dans les anciens villages et les petites villes à la proche périphérie des grandes villes, la fonction originelle, la plupart du temps agricole, a cédé la place à d'autres usages. Leur bâti et leur organisation spatiale sont souvent méconnaissables et, dans le meilleur des cas, ont été conservés comme une sorte de réceptacle de la mémoire. De nouveaux sites sont apparus dans les zones interstitielles en dehors des structures urbaines habituelles, la plupart du temps en se connectant à des voies majeures de communication routière : zones industrielles, zones de fret, aéroports, centres commerciaux et centres de loisirs mais aussi lotissements. Dans les régions particulièrement densément urbanisées, on passe imperceptiblement d'une agglomération à l'autre. Ce phénomène fut décrit relativement tôt (Hall, 1966). De telles zones interstitielles sont certes desservies techniquement et logistiquement ;

leur logique spatiale est cependant à peine compréhensible, elles n'ont en ce sens pas de forme urbaine. «Les nouvelles constructions ne contribuent pas à une orientation nouvelle et ne s'ancrent pas dans la mémoire comme des signes d'importance. En forçant le trait, on peut dire que le pays devient un amoncellement de non-lieux» (Baccini, Oswald, 1998 : 16).

En conclusion, se demander comment gérer l'urbaphobie existante aujourd'hui encore revient à s'interroger sur la manière de combattre la dégénérescence de la forme urbaine avec les moyens (limités) de l'urbanisme et de l'aménagement. Certains ont déjà été évoqués. Architectes, urbanistes et tous les autres acteurs agissent en faveur ou au détriment de la ville, en faveur ou au détriment de la qualité des conditions de vie urbaine. «Qualité de vie urbaine» pourrait devenir synonyme de «ville», le manque ou l'absence de cette qualité celui de notion de «non-ville». Cela implique pour les architectes et les urbanistes de prendre une responsabilité qu'ils n'assument pas toujours. Leurs maîtres d'ouvrage, les hommes politiques et leurs autres interlocuteurs ignorent ou rejettent certes souvent leurs propositions mais ils ignorent souvent eux-mêmes désirs et besoins des habitants. Cela fait aussi partie de la tradition du Mouvement moderne. En définitive, la question de la qualité des conditions de vie urbaine est liée à une culture de dialogue et à la démocratisation du processus de planification et d'aménagement. Ce serait une bonne approche méthodologique pour endiguer les attitudes antiurbaines, tout au moins celles qui ne ressortent pas d'une urbaphobie globale ou idéologique (Djordjevic, 2007).

Une réflexion sur l'évolution des structures urbaines, sur l'organisation spatiale et bâtie de la ville prônant un renforcement de la forme urbaine (dans le sens que nous avons esquissé ici) ne peut s'achever ni par un constat de résignation ni par un encensement du processus de dissolution de la ville. Une telle réflexion et l'action qui en découle doivent plutôt prendre en compte les inconvénients de l'évolution en cours et mettre en évidence ce qui disparaît lorsque l'on abandonne une forme d'organisation vieille de plusieurs milliers d'années, celle de la ville (encore) existante. Il ne s'agit pas par là de mener une querelle d'esthétique à propos d'unités bâties et d'un espace aménagé de façon inadaptée, autant économiquement qu'écologiquement. Mais il doit plutôt s'agir de se préoccuper de la transformation de telles structures en poursuivant un but bien précis. Cela revêt une importance existentielle tout comme la manière d'utiliser les ressources naturelles et l'écosystème ; ces deux questions étant d'ailleurs indissociablement liées. Laisser faire signifierait saper le fondement nécessaire aux synergies sociales et culturelles qui ont besoin de conditions spatiales particulières pour apparaître et pour exister, qui ont besoin de la ville.

Bibliographie

- Baccini P., Oswald F., *Netzstadt. Transdisziplinäre Methoden zum Umbau urbaner Systeme*, Zürich, vdf Hochschulverlag AG an der ETH, 1998.
- Bernoulli H., *Die Stadt und ihr Boden*, Erlenbach-Zürich, Verlag für Architektur, 1949 (1946).
- Cerdá I., *Teoría general de la urbanización*, Madrid, Imprenta Espanola, 1867, vol. I et II.
- Djordjevic H., « Comment changer une image urbaine déplorable: le cas de « Satellite » à Milan », Communication au colloque de Cerisy *Ville mal-aimée, ville à aimer*, juin 2007.
- Frick D., « Spatial Synergy and Supportiveness of Public Space », in *Journal of Urban Design*, vol. 12 /2, 2007, pp. 261-274.
- Frick D., *Theorie des Städtebaus. Zur baulich-räumlichen Organisation von Stadt*, Tübingen/Berlin, Wasmuth, 2008.
- Giedion S., *Raum, Zeit, Architektur. Die Entstehung einer neuen Tradition*, Ravensburg, Maier, 1965 (1941).
- Göderitz J., Rainer R., Hoffmann H., *Die gegliederte und aufgelockerte Stadt*, Tübingen, Wasmuth, 1957.
- Gropius W., *Architektur. Wege zu einer optischen Kultur*. Frankfurt am Main / Hamburg, Fischer Bücherei, 1956 (1955).
- Hall P., *The World Cities*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1984 (1966).
- Hillier B., *Space is the Machine. A Configurational Theory of Architecture*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Howard E., *Garden Cities of To-Morrow*, London, Faber and Faber, 1946 (1898).
- Jacobs J., *The Death and Life of Great American Cities*, Harmondsworth, Middlesex, Penguin Books, 1964 (1961).
- Lampugnani V. M., *Die Modernität des Dauerhaften*, Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1998.
- Le Corbusier, *La Charte d'Athènes*, Paris, les Editions de minuit, 1957 (1942).
- Mitscherlich A., *Die Unwirtlichkeit unserer Städte. Anstiftung zum Unfrieden*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1965.
- Mumford L., « The Garden City Idea and Modern Planning », in Howard E., *Garden Cities of To-Morrow*, London, Faber and Faber, 1946.
- Projektgemeinschaft Stadtentwicklungsplan Öffentlicher Raum, *Entwurf zum Stadtentwicklungsplan Öffentlicher Raum*, Berlin, Senatsverwaltung für Stadtentwicklung und Umweltschutz, 1995.

Rapoport A., «The Use and Design of Open Spaces in Urban Neighborhoods», in Frick D., *The Quality of Urban Life*, Berlin/New York, de Gruyter, 1986, pp. 159-175.

Salomon Cavin J., «Les cités jardins de Ebenezer Howard : une théorie contre la ville?», Communication au colloque de Cerisy *Ville mal-aimée, ville à aimer*, juin 2007.

Schneider B., «Die Stadt als System öffentlicher Räume», in Wentz M., *Die kompakte Stadt*, Frankfurt am Main/New York, Campus, 2000, pp. 133-149.

L'épouvantail urbain, motif de l'aménagement du territoire en Suisse

Joëlle Salomon Cavin et Bernard Woeffray

En Suisse, il est frappant de constater combien la croissance de la grande ville a été utilisée comme épouvantail pour justifier la mise en place de stratégies d'aménagement défensives consacrées principalement à la sauvegarde des milieux naturels et agricoles ainsi qu'à l'aide aux régions périphériques et rurales.

Après être revenus sur les sources à la fois politiques et culturelles de l'urbaphobie helvétique nous nous intéresserons dans cet article à la genèse de l'aménagement du territoire à la fois au niveau fédéral et à l'échelle du canton de Neuchâtel. A différentes périodes, nous verrons que les discussions relatives au développement futur du territoire ont chaque fois été l'occasion de condamner la grande ville et ont été suivies par des mesures qui mettaient de côté le phénomène urbain pour se concentrer sur les régions rurales. Cette conjonction constitue pour nous le signe de la prégnance historique de l'hostilité à l'égard de la ville en Suisse. L'aménagement du territoire a constitué l'expression des valeurs antiurbaines partagées par une société au moment de réfléchir sur le développement futur de son territoire.

Cependant, ces valeurs partagées évoluent. Dans la dernière partie, nous constaterons que la tendance actuelle est tout au contraire à un aménagement qui met au premier plan les villes et leur développement.

Aux sources de l'urbaphobie

Avant de traiter de la relation entre ville et aménagement, il est nécessaire de revenir sur les origines de l'hostilité à la ville dans ce pays (Salomon Cavin, 2005). L'urbaphobie en Suisse a deux sources principales. L'une est politique, c'est la victoire des campagnes contre les villes et l'avènement de la République helvétique, l'autre est culturelle, c'est la construction de l'identité nationale autour de la figure des Alpes et du Village suisse.

Le fédéralisme

La Suisse à la fin de l'Ancien Régime (fin du XVIII^e siècle) était un pays essentiellement rural en termes de population et de type de production. Les régions du Plateau suisse étaient sujettes des républiques citadines alors que les régions alpestres (Valais, Grisons, Glaris, Zoug, Appenzell, Uri, Schwytz, Unterwald) étaient pour la plupart indépendantes et jouissaient du système politique de la *Landsgemeinde*. Les villes du Plateau tiraient leur revenu des campagnes qu'elles avaient conquises par force ou par rachat. A la fin de l'Ancien Régime, les relations entre villes et campagnes sont extrêmement tendues. C'est dans ce climat de fort mécontentement à l'égard des villes qu'il faut trouver une des causes principales de l'effondrement de l'Ancien Régime. Dans la foulée des mouvements révolutionnaires européens dirigés contre l'absolutisme monarchique, des soulèvements aboutissent à l'avènement de la République helvétique en 1798. Cette poussée révolutionnaire en Suisse était largement motivée par le souci de diminuer le pouvoir des villes. La composante antiurbaine est essentielle pour comprendre les projets territoriaux des révolutionnaires de la République helvétique dont le but était de rabaisser les villes ci-devant souveraines. L'imaginaire spatial qui en ressort déjà tend à distinguer une Suisse rurale vertueuse et la Suisse corrompue des grandes cités (Walter, 1994).

La conquête de l'égalité politique s'achève en 1848 par l'adoption de la Constitution fédérale. En instaurant le suffrage universel, elle inverse durablement le rapport de pouvoir entre la ville et la campagne (alors plus peuplée). L'égalité de suffrage donne, à partir de 1848, un poids politique d'autant plus important aux campagnes qu'il instaure un système bicaméral. A l'instar du système fédéral américain, l'Assemblée fédérale suisse est désormais constituée d'un conseil qui représente la population et d'un conseil qui représente les cantons. Ce système va très durablement limiter le poids du vote urbain.

La dimension politique de l'imaginaire anti-urbain suisse prend donc sa source dans la révolte des campagnes contre les villes. Elle permet de comprendre l'essence du fédéralisme helvétique qui correspond à une répartition des pouvoirs fondée sur le principe d'équilibre; en cela, il s'oppose à la centralisation propre au développement de grandes villes. Par la suite, toute concentration urbaine de pouvoir, qu'elle soit économique ou politique, sera considérée avec méfiance.

Le mythe des Alpes et le Village suisse

La Suisse va bénéficier à partir du XVII^e et surtout au XVIII^e siècle de l'intérêt des Européens alors même qu'elle était considérée auparavant comme un pays plutôt inhospitalier. Vécue jusque-là par ceux qui la traversent comme le «lieu du cauchemar et de la peur», elle devient le lieu de «la pureté des mœurs, de l'élévation morale et du sublime» (Raffestin, 1993). Les œuvres des écrivains et des voyageurs ont un rôle central dans la construction du mythe des Alpes. Dans des textes qui louent les qualités du paysage et de ses habitants se dessinent en négatif les critiques adressées à la grande ville et aux citadins. Les écrits du Genevois Rousseau décrivant l'horreur morale de la grande ville et le bonheur du bon sauvage vivant au milieu de ses montagnes constituent peut-être l'illustration la plus célèbre de cette opposition¹. Prenons ici comme exemple le poème *Les Alpes* (*Die Alpen*, 1732) de Albrecht de Haller, très célèbre en Suisse pour sa description du paysage alpin. L'ensemble du poème est bâti sur l'opposition entre un peuple de la montagne vigoureux et vertueux qui vit au rythme des saisons et des citadins corrompus qui habitent une ville industrielle malsaine. Les vices de la ville: vanité, corruption, lubricité, alcoolisme, paresse et également pollution sont tour à tour évoqués à dessein de mieux faire ressortir la pureté des habitants et de la vie dans les Alpes.

«Disciples de la nature, vous connaissez encore un âge d'or!
(..) Loin de l'oisive vanité des affaires accablantes
L'âme demeure ici en paix et fuit la fumée des villes (..)»

¹ Voir à ce sujet l'article qu'Yvette Jaggi consacre à Jean-Jacques Rousseau dans ce même ouvrage.

Dans la littérature, le mythe des Alpes va s'étoffer tout au long du XIX^e siècle et conforter une représentation d'une campagne alpine idéalisée opposée à la ville.

C'est sur cette opposition ville-campagne (plaine-montagne) que la Suisse va asseoir son identité nationale. Le Village suisse de l'Exposition nationale de 1896 en constitue une excellente illustration (Salomon Cavin, 1998). Bien plus qu'une simple reconstitution, le Village suisse et son décor alpestre sont la représentation de l'image nationale. Alors que la Suisse s'industrialise et devient une des premières places bancaires mondiales, elle se donne à voir dans les expositions nationales et internationales comme un village de montagne. D'un point de vue idéologique, on peut analyser cette projection rurale comme le moyen pour les détenteurs du pouvoir économique de l'époque de mobiliser l'attention et les valeurs loin du prolétariat urbain et de ses revendications sociales; les Suisses ne cherchent pas à se montrer comme appartenant à une nation puissante et moderne mais comme les descendants vigoureux d'un peuple des montagnes.

Le Village suisse crée un alphabet helvétique (B. Crettaz, 1993) qui va se reproduire dans les plaines et les montagnes. A partir de la fin du XIX^e, on assiste ainsi à une «suissisation» du paysage suisse entraînée par le formidable moteur du tourisme. La ville moderne n'a pas sa place dans ce paysage (Salomon Cavin, 2009).

Le rêve d'un aménagement du territoire pour lutter contre la ville

Le fédéralisme et le mythe alpin constituent donc les fondements de l'urbaphobie helvétique. Cet imaginaire antiurbain lié au fédéralisme et à la célébration du mythe alpin s'élabore et se consolide tout au long du XIX^e siècle. Il s'affirme au siècle suivant. C'est dans un contexte très hostile à la ville que naissent les premières réflexions en matière d'aménagement du territoire.

La ville stérile

La première moitié du XX^e siècle en Suisse constitue une sorte d'apogée des courants antiurbains en Suisse. Un contexte économique et social difficile lié aux deux guerres mondiales et à plusieurs crises économiques majeures

conditionne un repli sur les valeurs nationales du pays (Salomon Cavin, 2005). Dans son ouvrage sur la Suisse urbaine François Walter constate qu'entre 1914 et 1950 «une doctrine ruralisante imprègne l'ensemble de la culture helvétique avec une remarquable constance». Cette doctrine se manifeste par une apologie systématique des paysans et du paysage rural de la Suisse et se concrétise par une politique active de retour à la terre et des aides financières de plus en plus importantes pour l'agriculture. Le principe de l'autosuffisance alimentaire introduit par le Plan Wahlen aussi appelé «la Bataille des champs» (1940) contribue à faire de l'agriculture le secteur privilégié de l'économie.

Ernst Laur, dirigeant de la puissante Union suisse des paysans illustre parfaitement ce climat défavorable à la ville.

«Deux dangers menacent notre pays, la guerre d'une part et, de l'autre, le développement croissant des villes et l'industrialisation qui conduisent de façon irrémédiable le peuple suisse à l'affaiblissement numérique comme aussi malheureusement à un amoindrissement qualitatif. (...) Urbanisation équivaut à stérilité et par conséquent constitue un danger pour l'existence de notre peuple. L'urbanisation s'en prend aux sources vives de notre peuple qu'elle épuise et met ainsi en péril ce qui fait notre nationalité et notre caractère propre. (...)» (*Le Paysan Suisse*, 1940).

La stérilité est un grief rémanent à l'égard de la ville à cette époque non seulement en Suisse mais dans les régimes autoritaires qui l'entourent (Marchand, 1999; Treves, 1981; Salomon Cavin, 2005). La terre («la glèbe»), représente le sol et le sang de la nation. Or, la ville stérilise la terre par son avancée. Elle stérilise aussi les hommes car les familles y feraient peu d'enfants; ville, tombeau des familles, disait Rousseau. A l'inverse, le sol nourricier assure l'approvisionnement de la nation et lui offre ses hommes, c'est-à-dire des soldats.

Small is beautiful

L'urbaphobie est particulièrement évidente chez un pionnier du domaine comme Armin Meili (Marchand, Salomon Cavin, 2007). Cet architecte et politicien zurichois a joué un rôle central dans la mise en place d'une politique nationale d'aménagement en Suisse. Il est en particulier l'auteur de la première esquisse d'un plan d'aménagement à l'échelle nationale en

1933² et deviendra en 1943, le premier président de l'Association suisse pour le plan d'aménagement national³ (Schweizerische Vereinigung für Landesplanung). Dans une série d'articles où il présente ses vues sur l'aménagement national, Armin Meili va trouver le moyen de formuler encore et encore sa détestation de la grande ville (Meili, 1941 ; 1942 ; 1943 ; 1944). Pour Meili, la grande ville est une maladie dont il faut prévenir la diffusion en Suisse : « Les citadins sont trop nombreux (...). C'est la santé générale de notre peuple qui en souffre » (1943). « Notre petit pays ne peut supporter de grosses villes hydrocéphales » (1944).

Les griefs sont nombreux. Il y a en tout premier lieu l'idée que l'échelle limitée est gage de développement harmonieux. *Small is beautiful*, aurait pu être son slogan. La Suisse est un petit pays qui doit avoir des petites villes.

« (...) Il n'y a pas de bonheur collectif (...). Dante, Michel-Ange, Léonard de Vinci, le Titien n'étaient pas fils de métropoles ; ils ont crû dans une ambiance de petite ville, à l'ombre de potentats locaux et de petites républiques (...). Notre petite Suisse démontre que le citoyen reste un homme libre avec notre conception historiquement et volontairement limitée. » (1942)

Prenant toujours en exemple la vie villageoise, Meili souligne que le bon voisinage, la connaissance de son prochain sont des forces économiques trop souvent méconnues, qui tarissent dès que la ville dépasse 30 000 habitants⁴. Lorsque la ville dépasse ce stade, elle devient nuisible à l'individu et à la communauté. Meili justifie cette proposition par des raisons d'hygiène et également par la difficulté de ravitaillement.

Sa détestation de la ville s'appuie également sur des raisons politiques. Grande ville rime avec bolchevisme et avec « foyer d'agitation ». La criminalité, le prolétariat prospèrent loin de la nature dans des villes où la population s'entasse dans des « casernes locatives ».

« L'idée de masse est en progrès. Le bonheur humain, celui de la famille, sera remplacé par un bien-être doctrinaire et collectif. »

² « Allgemeines über Landesplanung », *Die Autostrasse 2*, 1933

³ L'ASPAN est encore actuellement une des principales organisations de réflexion et de diffusion de la connaissance sur l'aménagement du territoire en Suisse.

⁴ Ce seuil de 30 000 habitants est également celui que fixe Howard à ses cités-jardins.

Finalement, l'architecte justifie l'importance de la mise en place d'un aménagement du territoire national par la nécessité de lutter contre le développement des grandes villes. C'est à l'aménagement du territoire que revient cette tâche :

«Le législateur doit lutter par tous les moyens contre l'envahissement du pays par les villes.» (1943)

«Nous devons avoir le courage d'arrêter la croissance des villes.» (1942)

Le déni urbain

Les rêves d'un aménagement du territoire omnipotent pour lutter contre la ville ne vont être que de courte durée. Après-guerre, la Confédération ne va pas donner forme aux attentes de Meili parce qu'elle ne peut en aucun cas s'immiscer dans l'économie privée ou accroître ses prérogatives au détriment de la souveraineté cantonale (Walter, 1985). La politique fédérale d'aménagement du territoire se fait cependant le reflet du contexte antiurbain dans lequel elle a été conçue. A partir des années 1950, la ville est tout simplement évincée du discours de l'aménagement (Salomon Cavin, 2005). Les concepts de ville et d'urbanisme sont supplantés par un aménagement du territoire abstrait et fonctionnel qui distingue les communes selon leur taille et leur fonction (Gerosa *et al.*, 1988). Sorte d'aboutissement du déni urbain dont l'aménagement du territoire va se faire l'instrument, la première loi fédérale sur l'aménagement du territoire votée en 1979 ne comprend tout simplement pas le mot «ville». Dans son rapport à l'urbain, la politique fédérale sera globalement dominée par une optique défensive qui contribue à faire de la ville un mal dont il faut limiter les débordements par une stratégie systématique de zonage agricole et de protection des zones naturelles. Il ne s'agit pas d'aménager la ville mais de la circonscrire. L'aménagement du territoire en Suisse a consacré non pas une conception négative de la ville mais une conception de la ville par la négative : un aménagement en creux.

La politique régionale est une autre expression de ce déni urbain. Le souci d'un développement «harmonieux» et équilibré entre les différentes régions du pays a motivé la mise en place d'une politique régionale⁵

⁵ Loi sur les investissements dans les régions de montagne (1974) et arrêté en faveur des régions à économie mono-structurée (1978).

uniquement destinée aux régions périphériques (comme l'Arc jurassien) et aux régions de Montagne. Toutes les grandes villes de Suisse en sont exclues. Ces mesures ont, il est vrai, été conçues à une époque où les disparités étaient réelles entre périphérie défavorisée (surtout les zones de montagne) et centres urbains prospères mais dès les années 1980, cette dichotomie n'était plus de mise. Si les grandes villes conservaient leur poids dans l'économie, elles étaient confrontées à d'importants problèmes sociaux, financiers et environnementaux (Rey *et al.*, 1992). Malgré cela, la politique régionale est demeurée fondée sur une dichotomie simpliste qui entretient l'image de régions périphériques pauvres et de centres urbains prospères.

Protéger la nature et l'agriculture contre la ville

La démonstration de l'importance des courants antiurbains dans la manière de concevoir l'aménagement en Suisse est confortée par l'exemple du canton de Neuchâtel⁶. Le débat sur l'aménagement du territoire dans ce canton est dans le prolongement direct du débat national. Il illustre, à ce niveau institutionnel, comment un contexte hostile à la ville peut engendrer la mise en place d'une politique territoriale a-urbaine.

Le canton de Neuchâtel est l'un des premiers cantons de Suisse à avoir institué une politique d'aménagement portant sur l'entier de son territoire. La volonté de légiférer dans ce domaine naît de la double préoccupation de protection des espaces agricoles et des paysages naturels. Le premier organisme administratif neuchâtelois dévolu spécifiquement à l'aménagement du territoire est créé en 1966. Rattaché au service des améliorations foncières, il est conduit par un ingénieur agronome, André Jeanneret, et placé sous la conduite politique du Département de l'agriculture. Né des améliorations foncières, l'aménagement du territoire va être voué à la défense du sol agricole contre les appétits de la croissance urbaine. Pour André Jeanneret, il y avait urgence à agir car la «terre nourricière est sacrifiée à la construction» (1981 : 22), «à chaque seconde qui s'écoule, un mètre carré de bonne terre est converti en sol à bâtir» (1981 : 28). Dans cette bataille pour le sol, l'urbanisation aura toujours le mauvais rôle (Salomon Cavin,

⁶ Il est important de rappeler que la Suisse est un Etat fédéraliste qui confère aux cantons une très large autonomie. A l'intérieur du cadre fédéral, chaque canton dispose d'un système législatif propre, institué par un Parlement élu par le peuple (Grand Conseil) et proposé par un gouvernement (Conseil d'Etat). Jusqu'à ces dernières années, l'aménagement du territoire était une compétence que possédaient principalement les cantons et les communes.

Pavillon, 2009). En 1956, le canton révisé sa loi sur les constructions. Des dispositions nouvelles imposent aux communes d'établir un plan d'aménagement qui découpe leur territoire en deux types de zones : les zones destinées aux constructions, d'une part, et les zones agricole, viticole et forestière, d'autre part. Le but de ce plan n'est que très secondairement de gérer les zones urbanisables, dont la laideur est tenue pour inévitable. Il est d'abord et presque exclusivement de défendre les terres agricoles contre les poussées expansionnistes de l'urbanisation, en construisant autour d'elles un rempart réglementaire⁷.

L'objectif de défense des terres agricoles est renforcé par une forte demande sociale en faveur de la protection de la nature. Celle-ci va s'exprimer à l'occasion d'un débat sur la protection des crêtes du Jura. A la suite de l'achat par l'armée d'un domaine dans cette région pour en faire un lieu d'entraînement, une initiative populaire est lancée pour protéger l'ensemble du périmètre des crêtes. Cet extrait des débats qui accompagnent cette proposition montre à quel point la protection de ces paysages a pu être associée à la nécessité de se prémunir contre la menace urbaine synonyme de destruction de la nature. Au-delà de la crainte de l'envahissement du territoire par l'urbanisation, c'est même la société urbaine et industrielle qui est fustigée pour ces conséquences néfastes sur l'homme :

«La civilisation industrielle dont nous bénéficions, qui nous a apporté tant d'avantages, comporte, et l'on s'en aperçoit aujourd'hui de plus en plus, également des éléments négatifs. L'augmentation des maladies nerveuses constatées particulièrement dans les grandes villes, et également dans les villes plus petites, est une des conséquences parmi d'autres du développement de la civilisation industrielle, du rythme du travail, de la vie moderne. Il convient donc (...) de prendre maintenant des mesures imposant certaines restrictions, supportables bien entendu, mais certaines restrictions à la liberté, à la propriété individuelle. Nous sommes très heureux de constater que notre canton est l'un des premiers à s'engager dans cette voie fort heureuse.»⁸

«Pour la première fois, en présence de l'expansion prodigieuse de ce qu'on appelle la civilisation la question se pose sérieusement de placer

⁷ *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 20 novembre 1956, p. 505.

⁸ Jean Steiger, *Bulletin du Grand Conseil*, séance du 29 mars 1965, pp. 1333-1335.

certaines limites, de faire la part de cette civilisation d'un côté et de la nature de l'autre.

Une vie sans la nature n'est pas seulement une vie amputée, une vie repliée sur elle-même. Une vie sans la nature est dangereuse, car elle prépare toutes sortes d'explosions.»⁹

Ces extraits des débats sur la protection des crêtes du Jura sont révélateurs d'un imaginaire où le développement urbain est avant tout considéré comme un problème non seulement pour le paysage mais aussi pour l'homme. Au travers des arguments utilisés s'y esquisser des valeurs et des représentations partagées d'une société qui, au moment de décider de l'avenir de son territoire, valorise l'agriculture et la nature tout en se détournant de la civilisation urbaine. Comment dès lors imaginer un aménagement du territoire qui propose des mesures destinées à favoriser le développement, même harmonieux, des villes dans le canton? L'aménagement du territoire neuchâtelois s'intéressera d'abord aux espaces agricoles et naturels, entités valorisées sur le fond délaissé des espaces urbanisés. Cependant, une fois la protection des crêtes du Jura acquise¹⁰, certains commenceront à s'inquiéter de ces «zones blanches», qui restent sur la carte une fois qu'on a coloré les 60% des zones protégées.

«N'oublions pas que l'aménagement du territoire et la protection des crêtes du Jura, ce sont encore deux choses distinctes. Une fois que l'on a délimité les zones dans lesquelles l'on ne pourra construire que sous certaines conditions ou ne pas construire du tout, encore faut-il aménager ce que l'on appelle les zones blanches de manière à ce que la vie des hommes puisse s'y dérouler d'une façon raisonnable.»¹¹

Cet appel n'a pas été entendu, puisque aucune mesure spécifique ne va être prévue pour les villes. Ce sont les principales communes urbaines du canton (Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, Le Locle) qui vont par la suite continuer à assurer la maîtrise de leur territoire, le canton se concentrant surtout sur les espaces naturels et les zones agricoles. L'aménagement can-

⁹ Maurice Favre, porte-parole du groupe radical, *Bulletins du Grand Conseil* (BGC), séance du 29 mars 1965, pp. 1329-1330.

¹⁰ Acte législatif qui sera suivi par beaucoup d'autres dans les domaines de l'agriculture et des paysages 1960-1970.

¹¹ François Jeanneret, député, membre du parti libéral, *BGC*, séance du 14 février 1966, p. 816.

tonal, tel qu'il se dessine après le décret de 1966, laisse ainsi une très grande autonomie de gestion de leur territoire aux grandes communes urbaines du canton. Pour conclure, soulignons que cette autonomie a été sans doute appréciée par les personnes chargées de la planification urbaine¹², d'autant que ces cités disposaient de leur propre service d'urbanisme pour définir leur développement et avaient réalisé leurs premiers plans d'aménagement dès les années 1940. Le problème est que le développement de l'urbanisation ne s'est pas limité au périmètre communal des villes centres du canton. La régulation de l'étalement urbain et la coordination du développement entre communes de l'agglomération auraient pu revenir au canton, mais celui-ci n'y accordait que peu d'importance et il n'avait aucune compétence en ce domaine.

Un renversement récent en faveur des villes

«Le rôle des villes en Suisse en tant que moteurs de l'activité économique, en tant que lieux de culture, d'innovation, d'ouverture sur le monde et, avec leurs agglomérations, en tant que lieu de vie des 2/3 de la population, est aujourd'hui en voie de reconnaissance» (OFAT 1999).

Par contraste avec les périodes précédentes, cet extrait d'un rapport commandé par la Confédération sur la Suisse urbaine illustre l'émergence à la fin du XX^e siècle de tendances plus favorables à la ville, qui sont décelables à nouveau tant à l'échelle fédérale que dans le contexte neuchâtelois.

La politique des agglomérations de la Confédération

S'appuyant sur ces travaux scientifiques, plusieurs rapports sur les villes suisses sont publiés à l'instigation de la Confédération (notamment OFAT, 1999; Kuster, Meier, 2000). Ceux-ci insistent toujours sur l'importance démographique et économique des grandes villes en Suisse (et, implicitement, sur l'intérêt légitime qu'on doit leur porter) mais également sur les déséquilibres croissants auxquels celles-ci sont confrontées.

¹² Entretien réalisé le 30.10.08 auprès de l'ancienne urbaniste communale de La Chaux-de-Fonds.

Par ailleurs, au cours des années 1990, de nombreux représentants des villes, dont en particulier, Yvette Jaggi, syndique de Lausanne et présidente de l'Union des Villes suisses, se mobilisent en faveur d'une meilleure prise en compte des villes dans les politiques de la Confédération. L'inscription en 1999 des termes de ville et d'agglomération dans la Constitution fédérale¹³ est la conséquence sans doute la plus visible de cette mobilisation. Avec cet article, la Confédération a désormais la compétence pour développer une politique en faveur des villes. A la fin de l'année 2001, la politique fédérale en faveur des agglomérations urbaines est officiellement lancée (Conseil fédéral, 2001) par le président de la Confédération, Moritz Leuenberger, avocat de la cause urbaine en Suisse¹⁴.

Ce tournant urbain est également illustré, en 2002, par une nouvelle Exposition nationale suisse qui donne à voir non plus un village suisse mais propose une «ville-territoire» (Wenger, 2002) avec des lieux d'exposition disséminés entre les villes du Plateau de Bienne-Neuchâtel-Yverdon et Morat.

Le réseau urbain neuchâtelois

La reconnaissance des villes comme enjeu d'importance nationale par la Confédération est saisie par le canton de Neuchâtel comme une occasion de se redynamiser, pour faire face à la crise industrielle brutale des années 1990 et à la perte de notoriété du canton aux plans national et international. Dès 1998, s'amorce un débat afin que son territoire ne soit plus fondé sur un antagonisme simpliste entre un développement urbain menaçant opposé à une nature bienfaitante. La conception directrice cantonale de l'aménagement du territoire de 2004 déplore ainsi les divisions internes du canton de Neuchâtel et l'opposition ville-campagne. L'initiative de cette approche est le fait conjoint d'acteurs de l'administration cantonale¹⁵ et de responsables politiques des villes.

Aujourd'hui, la stratégie cantonale du Réseau urbain neuchâtelois (RUN) a pour but premier de promouvoir «un canton fort de sa dimension urbaine». Axé sur les trois agglomérations principales du canton :

¹³ Article 50 Cst.

¹⁴ En 2001, il prononce un discours intitulé «Plaidoyer pour la Suisse urbaine» à l'assemblée des Villes suisses.

¹⁵ L'auteur, Bernard Woeffray, alors directeur du Service cantonal de l'aménagement du territoire en a été l'un des principaux instigateurs.

Neuchâtel, La Chaux-de-fonds, Le Locle, il vise un développement coordonné et concentré de l'urbanisation autour des transports publics.

La prise en compte du caractère urbain du canton puis sa transformation en stratégie de développement aura pris une dizaine d'années. Dans un système de démocratie directe, ce processus fondé sur l'adhésion, construit sur le partenariat, invoquant la subsidiarité, aura nécessité finalement peu de temps pour se mettre en place et se développer et aura pourtant constitué une petite révolution, pour ce territoire, tant dans l'esprit de la population que dans la conduite des affaires publiques.

Conclusion

Désormais Yvette Jaggi peut légitimement se réjouir: «En Suisse, la cause des villes et la politique des agglomérations ont fait d'avantage de progrès ces dix dernières années que depuis les débuts de l'urbanisation» (Jaggi, 2005).

Notre hypothèse est que la Suisse se situe à un moment charnière dans sa relation à la ville. Les publications relatives à la ville en Suisse, encore rares il y vingt ans, sont désormais nombreuses et stimulantes (notamment, Corboz, 1997 ; Diener *et al.*, 2005 ; Levy, 2005 ; Bassand, 2007). La ville est au cœur d'une politique volontariste d'aménagement mais il n'en reste pas moins encore beaucoup à faire, sur le plan institutionnel, pour que soient enfin pris en compte les développements et les problèmes spécifiques des régions urbaines. En effet, si la ville et les agglomérations ont désormais partie liée avec la politique d'aménagement, les régions urbaines n'ont pas encore trouvé une forme de reconnaissance politique. La Suisse est l'un des rares pays en Europe à n'avoir pas modifié son système institutionnel local pour l'adapter au développement des régions urbaines.

Ainsi, la source culturelle de l'urbaphobie semble se tarir alors que la source politique demeure encore vive.

Bibliographie

Bassand M., *La métropolisation de la Suisse*, PPUR, Lausanne, 2007.

Conseil fédéral, *Politique des agglomérations de la Confédération*, Berne, 2001.

Crettaz B., *La beauté du reste, confession d'un conservateur de musée sur la perfection et l'enfermement de la Suisse et des Alpes*, Ed. Zoé, Genève - Carouge, 1993.

de Haller A., *Les Alpes (Die Alpen, 1732)*, Mini Zoé, Carouge-Genève, 1995.

Corboz A., « La Suisse, fragment de la galaxie urbaine européenne », in *Werk, Bauen+Wohnen*, n° 3, 1997, pp. 49-56.

Diener R., Herzog J., Meili M., de Meuron P., Schmid C., *La Suisse, un portrait urbain*, Ed. Birkhäuser, Bâle, 2005.

Gerosa P. G., Bassand M., Racine J.-B., « L'urbain et l'idéologie », in *Les enjeux de l'urbanisation en Suisse: Agglomerationsprobleme in der Schweiz*, Peter Lang, Berne, 1988, pp. 115 -133.

Jaggi Y., « Préface », in J. Salomon Cavin, *La ville mal-aimée*, PPUR, Lausanne, 2005.

Jeanneret A., *Le pays de Neuchâtel et l'aménagement du territoire*, Ed. de la Baconnière, Neuchâtel, 1981.

Kuster J., Meier H. R., *La Suisse urbaine, évolution spatiale et structure actuelle*, Office fédéral du développement territorial, Berne, 2000.

Laur E., *Le paysan suisse, sa patrie, son œuvre. Conditions et évolution de l'agriculture suisse au XX^e siècle*, Union suisse des paysans, Brugg, 1940.

Leuenerberger M., 2001. *Plaidoyer pour une Suisse urbaine*, Discours prononcé lors de la journée des villes à Moutier, le 31 août 2001 (version abrégée in *Die Stadt-les villes*, n° 6, pp. 9-11).

Lévy J., « Les pays réels du « pays légal » suisse », Espacestemp.net, 27.03.2005.

Marchand B., 1999, « Nationalsozialismus und Grossstadtfeindschaft », in *Die alte Stadt*, n° 1, pp. 39-50.

Marchand B., Salomon Cavin J., « Anti-urban ideologies and planning in France and Switzerland: Jean-François Gravier and Armin Meili », *Planning Perspectives*, vol. 22, n° 1, 2007, pp. 29-53.

Meili A., 1932. « Fragen der Landesplanung – Landesplanung für die Schweiz », in *Die Neue Stadt*, n° 6/7, pp. 142 ss.

Meili A., 1933. « Allgemeines über Landesplanung », in *Die Autostrasse*, n° 2.

Meili A., 1942. « Bases sociales et éthiques de l'aménagement national », in *Bulletin technique de la Suisse romande*, n° 22, pp. 271-274.

OFAT, *Rapport sur les centres urbains*, Berne, 1999.

Raffestin C., « Les territorialités alpines ou le paradoxe du dialogue nature-culture », in *Economie et écologie dans le contexte de l'arc alpin*, K. Mainzer, P. Haupt, Berne, 1993, pp. 4-19.

Rey M. et al., Manifeste du Monte-Verità. *A l'heure de l'Europe de 1993: propositions pour une approche stratégique de la politique régionale en Suisse*, OEPR: Société suisse d'études pour l'organisation de l'espace et la politique régionale, Peter Lang, Berne, 1992.

Salomon Cavin J., *La ville mal-aimée*, PPUR, Lausanne, 2005.

Salomon Cavin J., «Le modèle du village ou l'urbanisme contre la ville en Suisse», in A. Baubérot, F. Bourillon, *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Bière, Paris, 2009.

Salomon Cavin J., «L'urbanisation: ennemie ou alliée du paysage suisse?», *Espacestems.net*, Actuel, 2009, <http://espacestems.net/document7965.html>

Wahlen F.-T., *La bataille des champs, l'agriculture suisse en temps de guerre*, Ed. de la Baconnière, Neuchâtel, 1941.

Walter F., «Fédéralisme et propriété privée 1930 - 1950. Les attitudes face à l'aménagement du territoire en temps de crise et de pleins pouvoirs», in *DISP*, 82, 1985, pp. 21-27.

Walter F., *La Suisse urbaine, 1750-1950*, Ed. Zoé, Carouge - Genève, 1994.

Wenger N., *Je vous invite, un récit*, Favre, Lausanne, 2002.

Quand les mots trahissent la pensée...

Laurette Wittner

La ville, dense et incontrôlable, fait peur. Elle est en effet considérée comme le lieu cardinal de tous les dangers. Dans la géographie de cette peur, nous nous focaliserons, dans ce qui suit, sur l'un en particulier des dangers présumés de la ville, doté d'une intéressante singularité dialectique : tout en étant source de malaise et d'inquiétude, il est simultanément considéré comme une qualité dans les discours politiques et soutenu par deux lois qui essaient de l'imposer. Dans son versant noir, il s'appellera *promiscuité* ; son versant positif sera nommé *mixité sociale* et souhaité au nom de la solidarité nationale. Le dictionnaire¹ définit la promiscuité en ces termes : du latin *promiscuus* «mêlé» ; 1^{er} sens : assemblage d'individus très différents dont la réunion a un caractère disparate ou contraire aux bienséances ; 2^e sens : situation d'une personne soumise à des voisinages nombreux et désagréables. La mixité, quant à elle, sera définie comme le caractère de ce qui est mixte, c'est-à-dire formé d'éléments de nature différente. La nature de l'un et de l'autre est donc bien congruente, sinon même identique. Ce qui fait basculer de l'un à l'autre, c'est la connotation : la situation sera de mixité ou de promiscuité selon que l'assemblage

¹ *Le Robert.*

d'éléments différents sera considéré (voire vécu) comme harmonieux ou désagréable. En ce qui concerne la promiscuité, le dictionnaire se réfère au voisinage. Cela ne semble pas étonnant : bien des ménages s'efforcent, quitte à développer pour cela des trésors d'astuces, à vivre parmi leurs semblables, et le voisinage est souvent considéré comme étant source de mal-être.

Ainsi, dans la *Comédie humaine*², Balzac regrette le manque d'intimité des maisons parisiennes : « A Paris, à moins d'habiter un hôtel à soi, sis entre cour et jardin, toutes les existences sont accouplées. A chaque étage d'une maison, un ménage trouve dans la maison située en face un autre ménage. Chacun plonge à volonté ses regards chez le voisin. Il existe une servitude d'observation mutuelle, un droit de visite commun auxquels nul ne peut se soustraire. [...] L'observation ne s'endort jamais, tandis que la prudence a ses moments d'oubli. [...] Oh, la sainte vie privée, où est-elle ? Paris est une ville qui se montre quasi nue à toute heure. Pour qu'une existence y ait de la pudeur, elle doit posséder cent mille francs de rente. Les vertus y sont plus chères que les vices. » La ville, ce lieu auquel chaque époque attribue des malédictions particulières est donc, de par sa promiscuité, source de vice sous la plume de Balzac, lequel fait ici écho à un sentiment courant, car cette œuvre a la prétention et l'objectif de rendre compte de son époque. Mais les sentiments contradictoires autour de la ville n'en sont pas à une contradiction près, comme en témoigne le lexique : simultanément « civilité », mot dont « politesse » est un terme alternatif pas tout à fait synonymique et un peu plus tardif, est un mot qui vient de « cité » et qui a été développé d'abord en Italie où il « convient aux citoyens des républiques citadines indépendantes »³. « Civilité » remplace en partie – et pour cause – le terme médiéval « courtoisie » dont les consonances ou résonances avec le mot « cour » ne sont plus au goût du jour.

Si nous nous en tenons à la définition du dictionnaire, la densité se transforme en promiscuité devenant insupportable quand elle *assemble des individus très différents* qui se trouvent contraints à des voisinages non seulement *nombreux* mais aussi *désagréables*. C'est d'ailleurs la teneur de certains glissements rhétoriques dont la controverse sur les bruits et les odeurs⁴ est

² Œuvre composée d'environ 95 romans, intitulée d'abord *Etudes Sociales*, elle prend en 1841 le titre de *Comédie humaine*. Elle rend compte de la société française de son époque et débusque les « principes naturels » qui, selon son hypothèse, régissent les sociétés humaines.

³ Voir à ce propos Peter Burque, « Les langages de la politesse », *Revue Terrain*, 33, septembre 99, pp. 111-126.

⁴ Discours de Jacques Chirac dit « Le discours d'Orléans » prononcé le 19 juin 1991.

un exemple. La non-acceptation de la ville comme mixte ne vient pas de nulle part : elle traverse un millénaire, et s'avère indépendante des multiples régimes politiques qui se sont succédé depuis le Moyen Âge. Cet ensemble de contradictions vient du désir impossible de concilier deux valeurs qui s'excluent mutuellement : avoir à la fois une ville lieu d'échanges, de brassage, de relations, et une ville sous contrôle à laquelle puissent être imprimées une idéologie et une morale, vraisemblablement l'idéologie et la morale dominantes. Plus grave encore, cette même idéologie ne se reconnaît parfois pas et produit de la contradiction entre les discours et les actes, ou des discours contradictoires entre eux, voire intrinsèquement contradictoires.

Neuf ans après la Loi d'orientation pour la ville (LOV) de 1991⁵, le volet habitat de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU)⁶ en reprend dans les mêmes termes les constats et les objectifs : « Il n'y aura pas de mixité sociale et urbaine ni d'équilibre social de l'habitat sans la réalisation de logements sociaux là où il y en a peu ou pas du tout. »⁷

LOV et SRU s'accordent à prôner la mixité sociale comme nécessaire au bien de la République et à l'équilibre des villes. En fait, on peut craindre qu'il s'agisse essentiellement d'un rééquilibrage de la position des problèmes, tant au sens logique que géographique : répondre, bien sûr, au problème des banlieues « dont les maux menacent l'équilibre des villes qu'elles bordent. [*sic!*] »⁸ mais aussi par là même protéger les villes. De cet objectif de mixité sociale – nulle part défini –, le logement social est allégué comme moyen privilégié : il s'agit de répartir les divers types d'habitat au sein d'une même commune et d'opérer un rééquilibrage du logement social dans les agglomérations.

Selon Jocelyne Dubois Maury (1998 : 231), ces deux lois participent « à un nouveau corpus juridique qui traduit un changement de stratégie dans le domaine du logement. Celui-ci, après avoir été fondé sur des simples incitations ou aides financières, devient un objet majeur des politiques publiques urbaines en quête d'une plus grande mixité sociale. » Mais si l'État veut construire du logement social, il se confronte de son propre aveu à « un système dans lequel certaines communes peuvent continuer à refuser des

⁵ Loi d'orientation pour la ville : Loi, N° 91-662 du 13 juillet 1991.

⁶ Loi N° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, publiée au *Journal officiel* du 14 décembre 2000

⁷ Loi SRU, exposé des motifs.

⁸ Discours de présentation, par M. Juppé, du Pacte de relance pour la ville : loi intermédiaire entre LOV et SRU.

logements sociaux»⁹. Et cela, de manière apparemment paradoxale, malgré l'instauration de lois de plus en plus coercitives.

D'où notre question quant à la représentation de cette mixité comme qualité de vie et/ou cadre de vie, pour les villes qui y seront soumises et pour les acteurs chargés de la créer. La coercitivité croissante des lois est-elle due, comme on peut le supposer, à une résistance locale à leur mise en application ? Dans cette hypothèse, selon quelles modalités peut bien s'opérer cet échappement au dispositif législatif en vigueur ? Et plus profondément encore : si les acteurs concernés inscrivent leur action dans le « hors-la-loi » ou à ses limites, ne doit-on pas supposer une divergence radicale quant aux représentations qui sous-tendent le volontarisme de l'Etat et les stratégies mises en place par les acteurs des villes concernées ? La loi est un cadre, qui n'est pas applicable sans l'accord, l'agrément, de ceux qui y sont soumis. Il est impossible de faire de la mixité sans l'adhésion des acteurs.

Redisons-le : quand nous analysons une loi qui prône la mixité comme un devoir de solidarité nationale et constatons que dans le passage de LOV à SRU, ce qui émerge essentiellement c'est que le caractère coercitif de la première est renforcé dans la seconde. Il ne nous semble pas impropre d'inférer que si le législateur devient plus coercitif, cela signifie que la loi antérieure ne l'était pas suffisamment, et que son application n'atteignait pas son but. Il semble ainsi probable qu'il y ait discordance entre les attentes du législateur et celles des municipalités chargées à la fois des attentes de leurs électeurs et de l'avenir de leurs villes.

Nous allons dans ce qui suit essayer d'en apporter une preuve, à partir d'un exemple concret. Le singulier illustrera ici des déterminations plus générales. La peur de la ville peut en effet illustrer, emblématiser certaines nervures relatives au désir de mixité, dans ses dimensions souvent fantasmagoriques.

L'analyse de contenu de l'allocution de Jean-Claude Gayssot

La discordance entre la volonté du législateur et celle des acteurs est omniprésente et prouvée par la nécessité de durcissement de la loi. Nous l'avons dit de façon liminaire, le renforcement du caractère coercitif des lois permettait de s'en douter *a priori*. La question qui se pose alors de manière

⁹ Loi SRU, exposé des motifs.

pressante est celle des motivations : *pourquoi* cette insistance, voire cet acharnement à vouloir imposer par voie législative une conception de l'urbain qui ne recueille, à dire le moins, aucun assentiment de la part des acteurs de terrain ? L'allocation de Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement, sur le projet de loi SRU à l'Assemblée nationale le 8 mars 2000 semble ici une référence incontournable : c'est le texte *fondateur*, celui qui symboliquement ouvre sur les débats parlementaires et en constitue le « fond de monde ».

Pointons dans ce texte toutes les occurrences renvoyant à la ville et à l'urbain, en notant au passage que la rhétorique inhérente au genre semble interdire trop de formulations négatives ou interrogatives. Nous sommes dans l'ordre de l'affirmation, et ce qui s'affirme de la ville est soit explicite, noté (ex) dans la liste ci-dessous (par exemple « les distances parcourues par les citoyens ne cessent d'augmenter »), soit implicite noté (im) (par exemple « il ne s'agit pas d'écraser mais de répondre aux aspirations fondamentales de nos concitoyens qui veulent une ville mieux équilibrée, plus sûre, moins polluée, moins anonyme » : ce qui permet de penser qu'au présent, la ville est déséquilibrée, peu sûre, polluée, anonyme). Pour le corpus d'analyse, nous avons réuni l'ensemble des qualificatifs implicites et explicites, et ce n'est pas ici le lieu de souligner que *l'analyse de l'implicite*, malgré des difficultés méthodologiques magistralement explorées par C. Kerbrat-Orecchioni (1980, 1986) et bien synthétisées par L. Bardin (1998), est un outil pleinement adéquat à notre propos. Le résultat est surprenant : 65 occurrences de qualificatifs négatifs dont deux seulement répétés une fois. En somme, une liste de 63 caractérisations négatives de la ville, *toutes distinctes*. Il n'y a donc pas là recours au procédé rhétorique classique de l'anaphore, qui martèle sans cesse les mêmes mots ; ce que l'abondance du lexique redouble, c'est bel et bien l'abondance des représentations négatives. Face à cette pléthore, 9 occurrences positives seulement. Encore sont-elles de fiabilité fragile, et dans un contexte qui semble manquer de conviction. Voici la liste exhaustive.

Qualificatifs de « ville »

- (ex) la vie deviendra de plus en plus dure
- (ex) éparpillement anarchique
- (ex) mitage
- (ex) invasion (gagnera la vie rurale elle-même)
- (ex) gâcher (gâchera la vie rurale elle-même)
- (ex) inégalités

- (ex) éclatement (2 occurrences)
- (ex) étalement (2 occurrences)
- (ex) ségrégation de résidences
- (ex) pollution
- (ex) nuisances
- (ex) équilibre menacé
- (ex) ségrégation urbaine
- (ex) injustice sociale
- (ex) des quartiers se sont paupérisés
- (ex) des quartiers se sont dégradés
- (ex) déchirures
- (im) inégalités
- (im) déchirures du tissu social
- (im) blessures de l'exclusion
- (im) sordide
- (im) marchands de sommeil
- (im) marchands de misère
- (im) sentiment d'abandon
- (im) gâchis
- (im) incohérences
- (im) vie sans qualité de la vie (je dis bien qualité de la vie (en ville))
- (im) développement incohérent
- (im) développement inmaîtrisé
- (im) ville tentaculaire
- (im) métropolis rongeuse
- (im) métropolis massifiante
- (im) insuffisamment équilibrée
- (im) insuffisamment sûre
- (im) polluée
- (im) anonyme
- (im) marquée par des ségrégations sociales
- (im) marquée par des ségrégations spatiales
- (im) lieu de non-urbanité
- (im) pas solidaire
- (im) injuste
- (im) inéquitable
- (im) laide
- (im) hypertrophie anarchique (région parisienne)
- (im) urgence
- (im) dynamiques spatiales avec effets pervers

- (im) déséquilibré
- (im) peu durable
- (im) menace du pacte républicain (par l'injustice sociale)
- (im) asphyxie
- (im) congestion
- (im) non ouverte (la ville de demain sera...)
- (im) non accessible (la ville de demain sera...)
- (im) non humaine (la ville de demain sera...)
- (im) non solidaire (la ville de demain sera solidaire...)
- (im) peu (ou pas) de respect (évoluer vers plus de respect)
- (im) peu (ou pas) de justice (évoluer vers plus de justice)
- (im) peu (ou pas) d'égalité (évoluer vers plus d'égalité)
- (im) peu (ou pas) de dignité (évoluer vers plus de dignité)

Qualificatifs d'« urbain »

- (ph. interrogative) surconcentration
- (ph. interrogative) densification
- (ph. interrogative) encore plus massive
- (ph. interrogative) encore plus invivable

Qualificatifs positifs de « ville »

- (im) aimée par les citoyens (contrairement à ce qui se dit souvent)
- (ex) lieu d'échange (depuis ses origines)
- (ex) lieu du rythme (depuis ses origines)
- (ex) lieu de la mobilité (depuis ses origines)
- (ex) lieu de l'invention de la démocratie (depuis ses origines)
- (ex) espace des avant-gardes (depuis ses origines)
- (ex) cœur de la vie sociale (depuis ses origines)
- (ex) les centre-villes se sont embellis
- (ex) espoirs

Est-il vraiment besoin d'entrer dans les arcanes d'une étude sémantico-structurale de ce corpus? La climatique globale qui s'y manifeste nous semble très directement perceptible à simple lecture, et l'extraordinaire prévalence des formulations négatives nous laisse un peu abasourdis: sans que la personnalité du rapporteur (Jean-Claude Gayssot) ait évidemment à

entrer en ligne de compte, le paradoxe n'est pas mince, qui profile un tel projet de loi sur un horizon aussi noir. Ici, la ville s'annonce massivement comme profondément négative, détestable, dangereuse, voire diabolique. Mais nous pouvons affiner. Focalisons-nous sur les rares formulations positives :

«Il [ce projet de loi] a l'ambition surtout de favoriser une approche différente non seulement de la ville, mais de la qualité de la vie en ville. Je dis bien la qualité de la vie en ville.»

Le discours est ici particulièrement éclairant. L'association de la ville à une qualité de vie risque de paraître tellement saugrenue, que l'orateur éprouve le besoin de la marteler par une répétition emphatique. C'est que cette qualité de la vie en ville ne coule pas de source, elle n'est pas une notion de sens commun :

«[...] des idées fortes se sont dégagées. Elles ont constitué un socle pour notre réflexion. Elles montrent que *contrairement à ce qui se dit souvent* [souligné par nous], les citoyens aiment la ville, leur ville.»

Puis enfin ce passage (porteur de sept des neuf occurrences positives du texte) qui mérite qu'on s'y attarde :

«Car depuis ses origines, la ville a été le lieu de l'échange et de la rencontre des autres ; celui du rythme et de la mobilité, celui où s'inventa et s'expérimentera la démocratie. L'expérience le montre également, la ville a toujours anticipé le cours des choses. Elle a été l'espace des avant-gardes en tous domaines, et ce qui bat et palpète dans ses veines profondes n'est pas à la marge de la vie sociale mais en son cœur même. C'est bien pourquoi, il importe aujourd'hui d'entendre ce qu'elle exprime dans ses déchirures comme dans ses espoirs.»

L'ancrage fondateur du projet est finalement, de manière profondément paradoxale, construit sur une triple absence : absence de réalité contemporaine puisque le renvoi s'opère clairement vers la dimension quasi mythique de l'Athènes de Périclès, sinon d'une quelconque Jérusalem céleste ; absence de conformité de l'existant, même après deux bons millénaires, au souverain bien défini par cette cité mythique (ce qui se dit au présent, c'est la déchirure) ; absence enfin du présent tout court, puisque ce souverain bien ne s'exprime que sur le registre de l'*espoir*, donc de l'à-venir, donc du non-advenu : à première vue, étrange socle pour une loi sur la ville. Mais

est-il finalement si étrange? Ce qui se dégage fondamentalement du discours, c'est une *homogénéité* de représentations sur la ville, qui va du législateur à d'innombrables diatribes municipales.

Un survol rapide montre que ce faisceau représentatif traverse la majeure partie de l'histoire occidentale. Au Moyen Age déjà, la ville est considérée comme le lieu du démon, des vices, de la débauche, un lieu qui de surcroît fait face aux pouvoirs à sa manière, et les affronte. Comme le dit très justement Bernard Marchand (2001), parlant de la peur du changement: «La grande ville est le lieu privilégié des innovations, qu'il s'agisse de libération des mœurs, de révolution politique, d'innovation technique, de transformation des coutumes, de changement des modes.» Elle continue à travers les siècles à susciter la peur, voire la haine. Et à produire tout court: de l'argent, du pouvoir, de la révolte, du brassage, de l'incontrôlé. Soit *exactement* ce social que le discours encense quand il est mythique – la démocratie d'Athènes – et exècre quand il se manifeste au présent avec sa charge d'impondérable et de liberté. La loi cherche à réglementer ce social, à lui assigner un chemin contrôlable. Cette dualité (pour ne pas dire duplicité) de l'espace des représentations, le discours qui s'exprime par la bouche de Jean-Claude Gayssot en est le calque exact, nous pensons l'avoir montré. Mais il est clair également que, dans l'analyse de son contenu, l'approche linguistique retenue dans ce qui précède trouve ici sa limite, butant sur l'écartèlement entre deux ordres de significations aussi radicalement distincts. L'exploration de cette béance, si elle doit nous retenir plus avant, doit en bonne méthode changer d'outil, et pour cela une réflexion d'ordre philosophique paraît requise.

Nous avons vu que le projet SRU était fondé sur du mythique, ou de l'absence: les seules caractérisations positives, groupées dans un passage unique, s'organisent sur du virtuel idéalisé, donc non topique; soit une ville qui n'est plus là, soit une ville qui n'est pas encore là. Mais il y a plus grave, car on montre sans peine que c'est une ville qui, non seulement ne peut pas être là, mais qui en outre ne pourra *jamais* être là, ni en fait ni en droit. Ni en fait (cf. ce que nous avons évoqué plus haut comme constellation de représentations négatives venant structurer la peur de la ville), mais pas en droit non plus, et ce de manière beaucoup plus essentielle: la cité idéale à laquelle renvoie la loi SRU, qu'elle allègue et relègue dialectiquement, est philosophiquement inconséquente en tant que logiquement absurde. Ainsi en va-t-il de toute injonction comminatoire à la spontanéité. L'invocation utopiste d'une cité idéale qui serait le lieu d'un jaillissement créatif par la mixité, la vie et le brassage social, le mouvement, la démocratie, le rythme, l'invention, l'avant-garde, l'échange, la mobilité, *mais tout cela fermement*

encadré par la loi, s'autodétruit sitôt qu'énoncée. Le confinement de cet éden urbain à la strate du mythique, du jamais-ici-présent, n'est donc pas contingent : c'en est le lieu logiquement nécessaire. *A contrario*, si ce qu'on privilégie est de l'ordre du réel et non plus du vœu pieux, alors la cité idéale telle qu'explicitement voulue par SRU, et implicitement par Gayssot s'évanouit en fumée. Conceptuellement inconsistante en tant qu'autocontradictoire, elle ne peut être atteinte : elle n'existe pas.

Bibliographie

Bardin L., *L'analyse de contenu*, Paris, PUF/Le psychologue, 1998.

Burque P., « Les langages de la politesse », in *Revue Terrain*, 33, septembre 1999, pp. 111-126.

Dubois-Maury J., « Mixité de l'habitat, document d'urbanisme et stratégies locales », in Segaud M., Bonval C., Brun J. (dir.), *Logement et habitat, l'état des savoirs*, Paris, La découverte, 1998.

Kerbrat-Orecchioni C., *De la subjectivité dans le langage*, Paris, Colin, 1980.

Kerbrat-Orecchioni C., *L'implicite*, Paris, Colin, 1986.

Marchand B., 2001, « La haine de la ville : « Paris et le désert français » de Jean-François Gravier », *L'information géographique*, n° 3, 2001, pp. 234-253.

Rudder-Paurd V., 1991, « La tolérance s'arrête au seuil », in *Les cahiers de l'habitat*, n° 15, octobre 1991.

Le graviérisme aujourd'hui

Bernard Marchand

Cet ouvrage ne serait pas complet sans une mention de Jean-François Gravier et de son libelle lancé contre Paris : *Paris et le désert français* (Gravier, 1947, 1953, 1972). Rédigé pendant la guerre, lors de son séjour dans la *Fondation Alexis Carrel* (Drouard, 1992), il parut d'abord en 1947, dès que son auteur eut pu franchir sans encombre, grâce au Père Lebreton, le fracas de l'épuration. Il fut publié par une petite maison d'édition, *Le Portulan*, dirigée par un militant de l'*Action Française*. Mal distribué sans doute, il passa inaperçu mais fut à nouveau édité par Flammarion en 1953 et connut alors un succès vaste et durable. Gravier en publia une ré-édition, purgée des phrases les plus racistes, en 1972. La haine de Gravier envers Paris et parfois envers quelques autres grandes villes (Lyon, Marseille, les villes de la Côte d'Azur) a eu des effets considérables : il n'est pas exagéré d'y voir la base de la politique d'Aménagement du Territoire, de bien des lois d'urbanisme (comme la loi Pasqua) et d'une partie du système fiscal français (l'impôt ISF, inventé par Laurent Fabius, est essentiellement un impôt sur les propriétaires fonciers de quelques grandes villes).

Les progrès de la centralisation politique voulue par Gravier, comme on le verra plus loin, avec la construction de quelques grands champions économiques comptant parmi les plus grandes sociétés mondiales, mais en même temps, la négligence de tout un tissu de PME-TPME demeuré

beaucoup plus faible qu'en Allemagne ou en Italie, par exemple, en est aussi l'effet. Mais le *graviérisme* n'a pas sévi qu'en France : curieusement, des pays bien différents ont essayé de l'importer. En Colombie, la planification du bassin de Bogotà en offre un exemple impressionnant.

Le *Désert* présente des traits assez énigmatiques. Son succès a été et est encore étonnant. L'ouvrage est très descriptif, accumulant, sans analyse aucune, des chiffres parfois douteux. L'auteur n'hésite pas à falsifier une citation de Tocqueville pour défendre son point de vue (Marchand, 2001 : 238). Sa doctrine est celle de l'*Action Française* : réduire décidément la taille des grandes villes et surtout de Paris, développer des activités régionales, remplacer la démocratie par un pouvoir monarchique fort et centralisé mais bienveillant, balancé par des autorités régionales de type héréditaire, un retour à l'Ancien Régime. Gravier a en effet milité dans l'*Action Française* entre les deux guerres, puis s'est engagé avec passion derrière le maréchal Pétain : il a été éditeur, pendant deux ans, du journal *Idées*, organe central du pouvoir de Vichy. Ses critiques violentes de la grande métropole suivent le droit fil de cette doctrine.

On pourrait s'étonner de leur succès après la Libération. C'est qu'elles coïncidaient avec la critique du libre-échange et de l'économie de marché qui avait suivi la grande dépression de 1929 : les pays fascistes, la Russie bolchevique et les démocrates français d'X-Crise, fort différents pourtant, se rejoignaient dans la construction d'une économie planifiée. Les prescriptions brutales de Gravier (chasser plusieurs millions de Parisiens loin de l'agglomération capitale, confisquer leurs logements, déplacer leurs emplois...) étaient acceptables à l'époque des fascismes triomphants et de la terreur stalinienne.

Plus surprenant cependant, ces recommandations, que l'on peut grouper sous le nom de *graviérisme*, ont été répétées depuis un demi-siècle par des politiciens, des hommes de lettre et la plupart des géographes, sans tenir compte des changements importants que connaissaient la France et le monde. En 1994, une étude du Sénat prône encore l'essentiel des idées de Gravier (Sénat, 1994). Naguère, M. Wackermann a repris les idées graviéristes dans son manuel préparant les futurs géographes à leur métier (Wackermann, 1999). En 2007, le site Web de l'Ambassade de France à Washington les cite à son tour. Un journaliste du *Monde*, M. Andréani, les reprend favorablement en 2008 (Andréani, 2008). Les ouvrages de géographie, de l'enseignement primaire à l'Université, n'ont cessé, depuis la guerre, de tonner contre l'exode rural, de déplorer la croissance parisienne et de recommander sa limitation. J'ai moi-même, étudiant sérieux et croyant alors en mes professeurs, répété ces fondements du *graviérisme*

pendant de nombreuses années. Mais, nouvelle énigme, ce texte toujours cité n'a été soumis, pendant plusieurs décennies, à aucune discussion. La première étude, fort critique, a paru dans une excellente thèse de sociologie en 1999 (Provost, 1999); elle est restée méconnue des géographes. Il faut attendre 2001 pour lire, dans une revue de géographie, une première critique reçue avec étonnement, voire défaveur (Marchand, 2001).

Autre énigme : les idées de Gravier sont typiquement de droite et même d'extrême-droite ; on comprend que ces courants politiques les aient défendues et disséminées. Mais elles sont contraires à beaucoup de principes de la gauche et même à ses intérêts, dans la mesure où elles conduisent à favoriser les ruraux au détriment des citadins, surtout des plus pauvres. Le Parti socialiste, cependant, et même le Parti communiste, loin de combattre le *graviérisme*, l'ont souvent pratiqué (cf. le *Plan Université 2000* de Lionel Jospin et le colloque socialiste *Comment éviter le scénario-catastrophe* 1990).

L'ouvrage de Jean-François Gravier a été assez commenté pour qu'il ne soit pas nécessaire, désormais, de l'analyser à nouveau (cf. Bibliographie). Mais certains de ses thèmes orientent encore aujourd'hui la politique nationale et méritent une analyse plus poussée : la centralisation du pouvoir contrairement aux apparences, la passion pour les territoires, l'ostracisme d'une partie, la plus jeune et la plus productive, de la population. En outre, l'influence de Gravier a aussi orienté profondément des projets étrangers, en Colombie, par exemple.

Décentraliser pour renforcer l'État

Tout au long de son ouvrage, Gravier joue avec ambiguïté sur trois sens différents du mot «Paris». Il désigne tantôt la *ville* proprement dite, avec son foncier très coûteux, ses grands bourgeois, ses fonctions de direction, ses équipements anciens et ses 2 millions et quelques d'habitants; tantôt *l'agglomération parisienne*, contenant des groupes sociaux très différents, des plus riches aux plus pauvres de France, et correspondant presque à toute l'Ile-de-France, avec près de 11 millions d'habitants. Enfin, il utilise le terme pour signifier *l'Etat français*, c'est-à-dire un ensemble d'institutions et d'administrations et quelques milliers de politiciens, de hauts fonctionnaires et aussi d'hommes d'affaires, car ces privilégiés circulent d'un groupe à l'autre, qui dirigent le pays.

La confusion est commode et fréquente chez Gravier et ses successeurs. En tonnant contre la richesse, l'arrogance et le raffinement excessif de Paris-Ville, ils plaisent aux élites de province qui se sentent humiliées.

En critiquant la taille «excessive» de Paris-Agglomération, ils favorisent une politique dite «décentralisatrice» qui tente de déplacer en province le plus grand nombre possible d'activités et d'emplois parisiens. Mais s'agit-il d'une véritable décentralisation, c'est-à-dire de transférer des pouvoirs de Paris-Etat vers des collectivités locales de province? Bien au contraire. L'Etat tient trop à contrôler étroitement l'agglomération capitale, qui assure 40% de ses ressources, et à les redistribuer en assurant ainsi son pouvoir, tout en veillant à ce que les collectivités locales demeurent aussi dépendantes que possible.

Le gros des ressources de l'Etat est assuré par des impôts à base nationale : impôt sur le revenu (ISR), sur les carburants, sur les sociétés, la TVA.

«Le budget de l'Etat et de la Sécurité Sociale opèrent aujourd'hui des prélèvements en gros proportionnels au revenu des ménages et des territoires et distribuent des dépenses à peu près égales par habitant (voir par exemple les évaluations présentées dans le Premier Rapport sur la Cohésion de la Commission Européenne [1996]). Ce simple mécanisme permet de transférer des dizaines de milliards d'euros des espaces «riches»¹ vers les espaces «pauvres» et permet d'assurer un équilibre de développement territorial peu signalé par la littérature et assez inattendu dans un contexte où l'on hurle de façon assez unanime au loup de la «mondialisation» et de la «métropolisation» (Davezies, 2002).

Le budget national constitue encore la principale source de financement des collectivités locales. Jusqu'ici, les impôts locaux, soigneusement encadrés par l'Etat, formaient à peu près la moitié des ressources locales, sans même citer les fonds versés pour l'*Aménagement du territoire* ou pour combler le déficit particulier de la Sécurité Sociale agricole (BAPSA). La suppression de la taxe professionnelle, en discussion aujourd'hui, éliminerait une grande partie de ces impôts locaux pour les remplacer par des subventions nationales. Le système est ainsi organisé pour assurer à l'Etat un rôle central. Dans une structure fédérale, les collectivités ne verseraient qu'une partie de leurs ressources au centre et pourraient négocier les subventions à verser aux régions plus pauvres. L'Etat en France s'approprie ces ressources et les redistribue selon ses priorités : le gros de la richesse française est produit dans quelques grandes agglomérations mais leur contribution au budget national, écrasante, demeure confidentielle et méconnue.

¹ Par exemple, l'Ile-de-France transférerait annuellement à elle seule de l'ordre de 20 à 25 milliards d'euros à la Province, par ces jeux de prélèvements-dépenses... on comprend mieux l'écart entre les 29% qu'elle pèse dans le PIB français et les 22% dans le revenu disponible brut des ménages (Brutel 1998).

La centralisation n'a pas diminué depuis l'époque des Capétiens. La planification centrale, chère à Gravier, a confié aux hauts fonctionnaires parisiens la charge d'équiper les territoires. Isabelle Provost souligne, avec beaucoup de pertinence, que cet aménagement appelé «décentralisation» est décidé par le pouvoir central en consultant fort peu les élus locaux et en laissant à l'écart l'initiative privée. Un ancien directeur de la DATAR, François Essig, le reconnaît : «Plus grave à mes yeux a été le côté trop centralisateur de ce système. Dans cette organisation, tout part du sommet» (Essig, 1979 : 76). Il donne en exemple la politique des métropoles d'équilibre : un groupe de hauts fonctionnaires, à Paris, établissait des schémas pour ces aires métropolitaines. Ces personnages ont discuté pendant des mois, mais sans consulter un seul des maires concernés.

Le *graviérisme* souffre ainsi d'une contradiction interne, capitale mais encore méconnue : il veut «décentraliser» en affaiblissant Paris mais en renforçant le pouvoir de l'Etat central : ruiner Paris-Ville et surtout Paris-Agglomération pour renforcer Paris-Etat. Et Gravier d'admirer la planification autoritaire de la Russie bolchévique, médiocre exemple de décentralisation. Cette contradiction était précisément au cœur du régime de Vichy : tout en louant la paysannerie, l'artisanat et la terre «qui ne ment pas», le maréchal Pétain voulait établir un régime monarchique fort et centralisé. Certes, la doctrine de Charles Maurras prévoyait de balancer ce pouvoir monarchique par une aristocratie locale héréditaire, dotée de privilèges, mais ce système était inapplicable après la Libération. Il n'en est donc resté que l'aspect centralisateur et monarchique, renforcé sous la V^e République. Il permet à l'Etat d'utiliser les ressources des grandes agglomérations, principales productrices de richesses, au bénéfice de provinces déficitaires dont il s'assure ainsi la domination et les faveurs. Le *graviérisme* est une doctrine centralisatrice, ce qui explique sa peur de voir Paris devenir trop puissant, menaçant l'Etat, ainsi que son insistance sur le développement de territoires étroitement dépendants du pouvoir central.

Les territoires, un mythe français

Aucun autre pays européen ne semble avoir donné autant d'importance aux «territoires». Le mot désigne un espace bien délimité et soumis à une autorité supérieure, civile ou ecclésiastique : la notion de «région dominée» est inscrite dans le terme, ce qui est révélateur. *Regionalplanung* et *Landplanung* en allemand, *regional planning* en anglais n'ont pas la même connotation ni tout à fait le même sens. Le mot français implique à la fois une valeur

mystique de la «terre», chantée par Barrès et l'appartenance à la Nation, par-delà le droit de propriété individuel, comme sous l'Ancien Régime². Ainsi, les «territoires», en France, ont une valeur morale et politique, bien au-delà de leur production économique et relèvent, en dernier ressort, de l'autorité nationale. C'est bien ce que signifie l'*Aménagement du Territoire*: il ne s'agit pas d'aménager les conditions de vie des ménages mais d'organiser l'espace national, sous l'autorité de l'Etat et dans son intérêt.

Pour Gravier, la grande responsabilité de l'Etat est d'assurer l'équipement égal des différents territoires: la terre compte beaucoup plus que l'homme. Comme tous les urbaphobes depuis Rousseau, il affirme que la population doit être uniformément distribuée (quand la France comptait 83 départements, le géographe Isnard voulait «réduire Paris à 1/83^e de la population» (Isnard, 1978: 85). Mais ce postulat n'a jamais été discuté, encore moins prouvé. Isabelle Provost a la première posé la question fondamentale: si la population était tout entière groupée dans une grande métropole, quels en seraient les avantages et les inconvénients? Personne, jusqu'à sa thèse, n'avait osé poser une telle question.

Essig, à la tête de la DATAR, écrit: «Le Schéma de la France de l'an 2000, SESAME aboutissait au «scénario de l'inacceptable»: il faisait apparaître une concentration de la population et des activités sur quelques zones et un accroissement spectaculaire des déséquilibres régionaux engendrant des risques de tension, voire de conflit au sein de la société française» (Essig, 1979: 45). Il s'agit de déséquilibres, de conflits éventuels entre territoires et non entre groupes sociaux: la concurrence entre fragments d'espace a pris la place de la «lutte des classes».

Mais distribuer également la population et les activités sur la carte revient à privilégier «le territoire» et à négliger les hommes. Gravier écrit ainsi: «Les deux tiers de la France meurent lentement» et déplore que la croissance soit limitée à Paris et à Marseille: «4% du territoire croît mais 96% décline» (Gravier, 1947: 24). Il ne parle pas des habitants. L'accroissement du niveau de vie, le développement culturel, les progrès sanitaires, la qualité de l'emploi importent peu quand les territoires «meurent». Il faut donc distribuer les crédits afin que les équipements soient également répartis, aux dépens des habitants groupés dans les villes. En un demi-siècle, nul n'a fait cette remarque simple: quand la population est concentrée, à tort ou à raison, dans les villes, assurer un équipement égal du territoire revient à assurer un

² Saint-Simon rappelle que, le roi de France étant chez lui partout, un seigneur qui le recevait dans son château devait tenir son chapeau à la main pour montrer que, momentanément au moins, il n'était plus chez lui, mais chez le roi.

équipement inégal des ménages car les ressources sont limitées. Les zones de forte concentration humaine, qui produisent le gros de la richesse nationale, sont ainsi laissées à l'abandon : c'est tout le drame des périphéries urbaines. En 2006, les 28 000 habitants de Clichy-sous-Bois, dans la banlieue pauvre de Paris, n'avaient ni poste de police, ni cinéma, ni piscine, ni centre sportif, pas de bureau de l'ANPE, aucun bureau social de l'enfance, aucune station de métro ou de RER. Le *graviérisme* justifie ainsi un véritable ostracisme d'une partie de la population française, tendance qui remonte au XIX^e siècle et surtout, à la Commune de 1871.

Les effets sociaux du graviérisme : France « authentique » et France ostracisée

Les crises sociales de juin 1848 et de la Commune (1871) effrayèrent une large partie de la population française, surtout provinciale. Alors se répandit la conviction que les grandes métropoles, avec leurs idées nouvelles, leurs populations d'immigrés nationaux ou étrangers et leur cosmopolitisme, n'étaient plus véritablement françaises. Lorsque les troupes versaillaises, formées de paysans, entrèrent dans Paris en mai 1871 pour écraser les Communards, la presse annonça : « Les Français sont entrés dans la ville. »

L'essor du « romantisme agraire », avant et surtout après la Grande Guerre, établit clairement la disjonction entre les « vrais Français » et les autres. Avec les élections de 1919 commença le mythe de l'« homme au couteau entre les dents », le Bolchévique qui, dans les banlieues, votait à gauche et formait ainsi la redoutable « ceinture rouge » : des Français qui « trahissaient en obéissant aux ordres de Moscou » (communistes) ou en rejetant les bonnes traditions nationales (socialistes). Cet ostracisme qui plaçait une large partie de la population hors de la nation a été bien étudié par Anne-Marie Thiesse (Thiesse, 1997). Il a sévi dans l'éducation jusqu'à la fin du siècle : les lectures des enfants des villes, les plus nombreux, étaient rythmées par les saisons : la vendange, les labours, la moisson... On ne saurait exagérer l'importance de ce biais urbaphobe : Klaus Bergmann (Bergmann, 1970) a montré comment le même biais a conduit une large partie de l'opinion allemande vers le romantisme agraire et finalement le nazisme, passionnément anti-urbain.

Le blâme des banlieues rouges a duré jusqu'aux années 1980, quand l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste et de son allié communiste calma les craintes que les conservateurs avaient conçues. Mais l'ostracisme réapparut bientôt sous une nouvelle forme : la peur et la condamnation des

«banlieues vertes», c'est-à-dire musulmanes et même islamistes... Les médias ne cessent de peindre ces périphéries urbaines comme des «zones de non-droit», des «quartiers hors la loi», «hors de la République», «des zones étrangères où la police n'ose plus pénétrer». Le terme de banlieue est devenu synonyme d'immigrés, de non-Français, oubliant que plus d'un tiers de la population française, la plus jeune et la plus active, vit dans ces banlieues réprouvées. En revanche, la France provinciale et rurale est donnée comme la «France réelle». Un éminent politicien, M. Raffarin, ancien premier ministre, loue sans cesse la Province, «la France profonde», la «France d'en-bas», la «France authentique», la «vraie France», impliquant que les citoyens vivant dans les grandes métropoles sont des faux Français...

La distinction est d'autant plus curieuse que cette «France authentique» est incapable de survivre par elle-même : en 1995, sur 22 régions métropolitaines, 19 étaient plus ou moins subventionnées, l'Ile-de-France assurant 97% de ces subventions. Pourtant, la plupart des Français croient encore que «la Province paye pour Paris». Avoir réussi à convaincre toute une nation d'un tel mensonge pendant un demi-siècle est une grande preuve du succès du *graviérisme*. Voir un pays se donner tant de mal, pendant cinquante ans, pour abandonner les régions où s'installent les jeunes et les actifs et ruiner sa région-capitale, qui remplit 40% du budget national, en est une autre preuve. Elle correspond à une politique proprement suicidaire : le prix du *graviérisme*.

* * *

Les pays où certains géographes ont reçu assez aveuglément la doctrine de Gravier risquent aussi d'en payer le prix : le projet d'aménagement de la région-capitale, en Colombie, en donne un exemple inquiétant³.

Le Plan d'Aménagement du bassin de Bogotá (qui compte plus de 8 millions d'habitants) a été préparé sous la direction d'un géographe, le professeur Alberto Mendoza Morales, président de la Sociedad Geografica de Colombia (Morales, 2000). Ce plan est fondé sur les habituelles affirmations, jamais justifiées, qui forment la base du *graviérisme* : «La population du bassin n'est pas distribuée harmonieusement. La tache urbaine s'étend sur le bassin de manière tentaculaire et malcommode à partir de Bogotá. Une action à long terme est nécessaire pour stabiliser la population et la

³ Je remercie Mademoiselle Camilla Neira pour ses remarques judicieuses.

distribuer harmonieusement.»⁴ Le professeur regrette, un peu plus loin, que le peuplement soit «déséquilibré» (*una desbalanceada distribuciòn poblacional y urbanística*) mais, comme à l'accoutumée, il ne définit pas ses critères d'«harmonie» ni d'«équilibre».

La croissance «gigantesque et absolutiste» de la capitale nuit à elle-même, à la région et à la Colombie tout entière⁵ :

- A elle-même, car «le gigantisme crée des problèmes connus qui se répètent sans trouver de solution : insécurité publique qui touche à toute heure la population ; marginalité dans laquelle se trouvent 40% de cette population ; déficit quantitatif et qualitatif de logements et de services d'éducation et de santé ; transformation des banlieues en bidonvilles ; congestion des transports publics et chaos du trafic routier ; chômage qui concerne 20,6% de la population ; pauvreté ; pollution de l'environnement ; difficulté de planifier et d'administrer la ville»⁶. A vrai dire, ce sont là des symptômes ; sont-ils dus à la taille urbaine ? Tous ces maux, indéniables, n'auraient-ils pu être réduits ou supprimés par une action ferme de l'Etat ? Dans un mouvement typique des géographes et des architectes, le professeur semble croire que la forme urbaine cause tous ces problèmes.

Ce texte est remarquable dans son effort pour faire de la grande ville le seul responsable, en laissant dans l'ombre la société et l'Etat. L'avantage de ce procédé est de cacher les vraies causes de ces problèmes : économie mal organisée, inégalités sociales, système politique inefficace et corrompu, faiblesse des organisations de défense et des syndicats, manque de compétition des entreprises, politique défectueuse du crédit et bien d'autres distorsions qui caractérisent les sociétés émergentes. On touche ici l'un des fondements de l'urbaphobie : la construction commode d'un bouc émissaire pour détourner les yeux du mauvais fonctionnement de l'Etat. Gravier a beaucoup utilisé cette méthode, un demi-siècle auparavant.

⁴ «La poblaciòn de la Cuenca està inarmònicamente distribuïda en la region. La mancha urbana se extiende sobre la Cuenca de manera tentacular e inconveniente a partir de Bogotá. Se requiere una acciòn de largo plazo para estabilizar la poblaciòn y lograr que se reparta en forma armònica en la Cuenca.» (p. 73). Nous traduisons.

⁵ «El gigantismo absolutista de Bogotá, crea perturbaciones y problemas que revierten con violencia sobre sí misma, sobre su entorno y sobre la naciòn.»

⁶ «el gigantismo crea problemas conocidos que se repiten sin soluciòn : Inseguridad pública que golpea a todas horas a la poblacion ; marginalidad que alcanza el 40% de la poblaciòn ; déficit cuantitativo y cualitativo de vivienda, de servicios de educaciòn y de salud ; tugurizaciòn de los suburbios ; congestiòn en el transporte publico y caos vehicular ; desempleo que aflige al 20.6% de la poblaciòn ; pobreza ; poluciòn del medio y del ambiente ; dificultad de planear la ciudad y administrarla» (p. 86).

- La grande ville nuit à sa région : «La ville a grandi aux dépens de ses forêts, de ses rivières et de ses prairies. Les rivières ont été enfermées dans de grandes canalisations qui les ont faites prisonnières de lits de béton et les ont enfouies, ce qui revenait à les tuer et à les inhumer; le rio Bogotá a disparu, la rivière la plus morte du monde.» Comme chez Gravier, les territoires sont transformés en organismes vivants que la ville a emprisonnés et massacrés.
- Enfin, elle nuit à la nation : «Bogotá a agi comme une ville-Etat centralisée, de type mésopotamien (*sic*), imposant dans tous les domaines sa volonté à une nation composée d'éthiques et de cultures hétérogènes, méconnaissant la diversité des régions naturelles. Depuis le centre du pouvoir, elle a imposé un style paternaliste-assistencialiste qui a formé, par conséquence, une population infantile, soumise et revendicatrice. Du point de vue administratif, elle a continué à agir comme un siège des vice-rois, témoin en Amérique de l'époque coloniale.» Notre auteur recopie presque textuellement une phrase de Gravier⁷.

C'est la même manière de confondre l'Etat et la ville où il siège, et de faire porter à l'agglomération les péchés du pouvoir.

Copiant textuellement J.-F Gravier (Gravier, 1947: 396), Alberto Morales indique comme critère de l'excès urbain l'approvisionnement en eau : «Le principe directeur doit être que le bassin doit s'approvisionner lui-même, gérer ses propres ressources en eau et renoncer à faire venir de l'eau d'autres régions du pays. [...] L'un des buts principaux de cette étude a été d'évaluer le nombre maximal d'habitants que peut contenir le bassin. Pour l'évaluer, on a adopté comme critère la capacité de production d'eau par la superficie et les nappes souterraines de la zone afin d'en déduire la population que ce débit est capable de soutenir. [...] La prudence et la commodité indiquent que la limite supérieure de population à recommander dans la zone est de 8 189 401 habitants (*sic*)⁸.» Comme tant de géographes, le nôtre

⁷ « Ainsi, dans tous les domaines, l'agglomération parisienne s'est comportée depuis 1850, non pas comme une métropole vivifiant son arrière-pays, mais comme un groupe «monopoleur» dévorant la substance nationale. [...] Cette dépendance absolue est bien le propre du régime colonial» Gravier (1953, *Paris...*, p. 60).

⁸ «El principio rector será el autoabastecer la población de la Cuenca, manejar sus propias aguas y no traer aguas de otras regiones del país. Uno de los propósitos principales de este estudio fue establecer el número máximo de habitantes que puede aguantar en la Cuenca. Para establecerlo, se adoptó el criterio de tomar en cuenta la capacidad de producción de agua superficial y subterránea en el área y deducir la población que ese caudal es capaz de sostener. [...] La prudencia y la mejor conveniencia unidas, indican que la población limite recomendable para la Cuenca Alta de rio Bogotá es de 8 189 401 habitantes» (p. 109).

cherche une taille optimale ou plutôt maximale et l'évalue à l'habitant près, ce qui est impressionnant mais sans bases solides et sans tenir compte des progrès techniques rapides. En outre, pourquoi condamner les acqueducs et accepter les oléoducs? Et comment les refuser?

Le géographe colombien réclame un plan de «Retour à la terre» et une suite de mesures brutales inspirées de Gravier :

- Développer l'industrie à la périphérie du pays.
- Distribuer également les universités sur le territoire national.
- Etablir des péages sur les accès à Bogotà.
- Déménager la capitale dans un autre lieu de Colombie.
- Limiter le nombre d'habitants du bassin en se fondant sur la quantité d'eau disponible sur place, un quart étant réservé à l'élevage.
- Etablir un Plan national de redistribution de la population, «de manière rationnelle», sur tout le territoire, qui évitera la «macrocéphalie» avec la formation de mégapoles (p. 75).

L'économie nationale doit être réformée : «Le secteur primaire, la production de base, sera choisi comme secteur de pointe (*sic*), chargé de produire des aliments, des matières premières, de la médecine végétale, et organisé pour calibrer les autres secteurs de l'économie. L'organisation du secteur agraire obéira à une politique historique : le retour à la terre au niveau des temps anciens. Cela signifie renouer le fil historique paysan violemment rompu, rassembler les paysans pour produire, distribuer et consommer, en les installant dans des villages existants ou nouveaux.»⁹ (p. 130).

Bogotà devra réduire sa population, sans que notre professeur indique comment le faire. Il confirme que «la vocation du bassin supérieur du rio Bogotà [i.e. la région capitale], sa destination économique la plus évidente, est la production agricole, l'élevage et la forêt [...]. Les activités agricoles et d'élevage continueront à être leaders dans le bassin. Des technologies modernes... consolideront la place de la pomme de terre comme la plus importante de la région»¹⁰

⁹ «La vocación de la Cuenca Alta del Río Bogotà, su destinación económica más evidente es agropecuaria y forestal [...]. Las actividades agrícolas y ganaderas seguirán siendo líderes en la Cuenca. Modernas tecnologías... consolidarán la papa como el producto más importante de la región;... » (p. 134).

¹⁰ «Se trata de rescatar y conservar, en buen estado, tan importante acervo de la memoria colectiva, facilitar su evolución histórica y, con ello, fomentar el orgullo por logros alcanzados por generaciones pasadas de la cuales son herederos y mantener vivas la identidad y pertenencia» (p. 80).

Bogotá constitue la région «la plus avancée et la plus moderne du pays» (*la región más adelantada y moderna del país*), qui, par sa simple taille, rassemble la majorité des talents de Colombie et la plus forte densité de cadres supérieurs (*Por simple tamaño y población, Bogotá concentra la mayor cantidad de inteligencia del país y la más alta densidad de profesionalización*). Ainsi, à condition de chasser une bonne partie de sa population et à l'aide de technologies modernes, l'agglomération peut espérer devenir une grande productrice de pommes de terre... Finalement, ce bassin urbain doit se transformer en une «Agropole, symbiose structurale de campagne et de ville». (*La agrópolis es la simbiosis estructural de campo y ciudad.*)

Il a semblé indispensable de citer ces textes surprenants mais si intéressants. Ils sont directement inspirés, parfois copiés mot à mot, de l'ouvrage de Jean-François Gravier. Les géographes français, qui se plaignent d'être méconnus, n'y trouveront peut-être pas un motif d'orgueil. Le ruralisme militant de ce géographe est fondé sur le même désir de retour au passé que manifestaient déjà Maurras, Pourrat ou Gravier : «Il s'agit de sauver et de conserver en bon état une partie si importante de la mémoire collective, de faciliter son évolution historique et de cette façon, de favoriser l'orgueil pour les résultats obtenus par les générations passées dont ils sont héritiers et pour maintenir vivaces leur identité et leur appartenance.»¹¹

L'urbaphobie colombienne copie la française : Gravier a fait école. Malgré une histoire, une économie et une société très différentes, elle reprend les mêmes recettes qui semblaient déjà bizarres un demi-siècle auparavant en Europe. La ville sert de bouc émissaire pour éviter toute réforme profonde ; on observe le même effort pour arrêter le temps, le même nationalisme nostalgique regardant vers le passé, la même ignorance de l'économie et de la sociologie, le même refus de la modernité, le même provincialisme passionné.

Le *graviérisme* apparaît ainsi comme une tendance fondamentale de l'évolution des nations : un immense effort pour tenter de conserver le passé, refuser la révolution industrielle et les concentrations qu'elle entraîne, maintenir un pouvoir central fort, exalter le nationalisme, considérer avec suspicion tout ce qui produit des richesses en dirigeant les investissements vers les parties les moins productives de la société. D'une certaine façon, ce refus du monde moderne est une forme de suicide national, mais il répond à des peurs, des angoisses et des besoins très profonds de sociétés

¹¹ « Se trata de rescatar y conservar, en buen estado, tan importante acervo de la memoria colectiva, facilitar su evolución histórica y, con ello, fomentar el orgullo por logros alcanzados por generaciones pasadas de la cuales son herederos y mantener vivas la identidad y pertenencia » (p. 80).

qu'affole la rapidité des changements. Le succès du graviérisme ne doit pas surprendre : il exprime, de façon assez caricaturale, les sentiments profonds d'une large partie de la population, ce qui explique sans doute son immense succès. On peut s'étonner cependant que, parmi les spécialistes, ces idées aient été reçues aussi aveuglément. Un peu d'esprit critique et de discussions publiques aurait évité bien des excès.

Bibliographie

Andréani J.-L., in http://www.lemonde.fr/opinions/article/2008/07/15/paris-et-le-desert-francais-par-jean-louis-andreani_1073531_3232.html

Bergmann K., *Agrarromantik und Grossstadtfeindschaft*, Anton Hain Vlg, Meisheim am Glan, Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, Band 20, 1970.

Brutel C., «Le resserrement des revenus des ménages entre les régions de 1982 à 1996 », *INSEE Première*, n° 617, novembre 1998.

Davezies L., « Les limites de la contribution des mécanismes fiscaux à la cohésion territoriale », *Informations Sociales*, 2002, p. 3.

Drouard A., *Une inconnue des Sciences Sociales : la fondation Alexis Carrel (1941-45)*, Ed. de la MSH, Paris, 1992.

Essig F. *DATAR, des régions et des hommes*, Stanké, Paris, 1979, p. 76.

Gravier J.-F., *Paris et le désert français*, Le Portulan, préface de Raoul Dautry, 1947, 2^e édition, Flammarion, Paris, 1953

Gravier J.-F., *Paris et le désert français en 1972*, Flammarion, Paris, 1972.

Isnard H., *L'espace géographique*, PUF, Paris, 1978.

Marchand B., « Nazionalsozialismus und Grossstadtfeindschaft », *Die Alte Stadt*, 1, 1999, pp. 39-50.

Marchand B., « La haine de la ville : *Paris et le désert français* de Jean-François Gravier », *L'Information Géographique*, vol. 65, 2001, pp. 234-253.

Marchand B., Salomon Cavin J., « Anti-urban ideologies and planning in France and Switzerland : Jean-François Gravier and Armin Meili », *Planning Perspectives*, vol. 22, 1, 2007, pp. 29-54.

Marchand B., *Les ennemis de Paris*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2009, 387 p.

Morales A. M., *Cuenca alta del Rio Bogotá, Region Programa, Plan de Ordenamiento Territorial*, Guadalupe Ltda, Bogota, Diciembre de 2000, 144 p.

Gobernacion de Cundinamarca, Convenio, n° 07-Diciembre de 1999.

Provost I., *Paris et le désert français, histoire d'un mythe*, thèse de sociologie, Université d'Evry, 1999, 216 p.

Sénat, *Refaire la France, Les propositions de la mission d'information sur l'aménagement du territoire*, Sénat, Paris, 1994, 454 p.

Thiesse A.-M., *Ils apprenaient la France, l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, MSH, Paris, 1997.

Wackermann G., *Très grandes villes et métropolisation*, coll. CAPES/Agrégation, Ellipse, Paris, 1999.

Le biais antiurbain dans les pays en développement

Rémy Prud'homme

Dans les pays développés, et en particulier en France, la crainte et la détestation de la ville ont nourri un courant intellectuel, médiatique et politique fort qui est assez bien connu. Ce qui l'est moins, mais qui n'est pas surprenant, c'est que ce courant a en quelque sorte déteint sur les pays en développement. La vision du développement, et en conséquence les politiques de développement et surtout d'aide au développement, témoignent du même biais antiurbain. La figure 1 présente schématiquement, pour les pays en développement, les liens entre l'idéologie antiurbaine, les politiques des Etats et l'aide internationale.

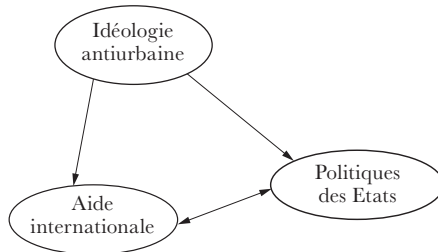


Fig. 1 Idéologie, politiques et aide urbaines dans les PED.

Cette brève communication explore ces thèmes sur un mode principalement économique, et montre combien, comment et pourquoi la ville a été largement absente des analyses du développement, des politiques des pays en développement et de l'aide internationale au développement.

La ville absente des théories du développement

Les politiques sont souvent (toujours, disait Keynes) inspirées par des corpus analytiques ou théoriques, sinon par des idéologies. Le domaine du développement économique n'a pas échappé à cette règle. Quelle a été la place de la ville dans les théories de la croissance ? Elle a été négligeable. Il serait sans doute excessif de parler ici d'idéologie antiurbaine, mais la méfiance n'est jamais très loin de l'ignorance, ni le boycott de la méfiance.

L'intérêt des économistes pour la croissance et le développement est très récent, pour bizarre que cela puisse paraître. Certes, cet intérêt est au cœur de la pensée d'Adam Smith, à la fin du XVIII^e siècle. Il est déjà bien moins présent chez Ricardo ou chez Marx, qui se préoccupent surtout de répartition, dans la première moitié du XIX^e siècle. Il va disparaître complètement avec Walras, Pareto, Marchal et même Keynes qui ne s'intéressent qu'à l'équilibre général et aux crises temporaires, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La plus grande partie des hommes vivaient dans la misère, et les économistes ne se posaient pas la question de savoir pourquoi, ni comment les en sortir. A la conférence de Bretton Woods, en 1944, où l'on crée simultanément le FMI pour les monnaies et la Banque mondiale pour le développement, ce qui compte surtout c'est le FMI. Keynes lui-même, qui joua à Bretton Woods un rôle éminent, écrit : « On a invité vingt et un pays [il cite la Colombie, les Philippines, le Pérou, l'Iran, etc.] qui n'ont clairement rien à contribuer et vont seulement nous embarrasser » ; il n'est pas loin de considérer le souci du développement et des pays qu'on n'appelle pas encore en voie de développement, qui justifie la Banque mondiale, comme un caprice du président Roosevelt.

La fin de la guerre marque cependant le début d'un intense effort de réflexions, d'analyses, et de théories sur les pays pauvres et sur la croissance. Les nouvelles institutions internationales, la Banque mondiale et plus encore peut-être les Nations Unies, jouèrent un rôle crucial en envoyant dans ces pays des missions d'études puis des missions d'assistance technique (surtout à la planification, curieusement perçue comme une panacée) qui fournirent du grain à moudre aux théoriciens. En moins de vingt ans, des penseurs comme Albert Hirschman, Arthur Lewis, Gunnar Myrdal, Paul

Rosenstein-Rodan, Raul Prebisch ou Jan Tinbergen, qui avaient tous fait «du terrain», jetèrent les bases d'une théorie du développement¹. Trente ans plus tard, la Banque mondiale a eu la belle idée de demander à dix de ces «pionniers»² d'écrire un article présentant et commentant leurs contributions de l'époque, et d'en faire un livre passionnant (Meier, 1984).

Simultanément, principalement aux Etats-Unis, des auteurs comme Harrod, Domar, Solow développaient des théories de la croissance qui visaient les pays alors développés mais qui étaient suffisamment générales pour s'appliquer à des pays qui ne l'étaient pas. Paradoxalement, leur inspiration venait en partie de Keynes dont la théorie de la demande globale avait contribué à faire naître la comptabilité nationale et la notion de PIB (produit intérieur brut) qui permettait pour la première fois de mesurer la croissance.

Ces deux courants, cependant, furent totalement a-spatiaux. Les concepts et les chiffres utilisés se rapportent uniquement à des pays. On s'intéresse au travail, au capital, à l'accumulation, à l'épargne, à la consommation, à l'investissement, aux importations, aux prix, à l'industrialisation, etc., jamais aux villes ou aux campagnes. Dans le livre de Meier (qui a un index), le mot «ville» n'apparaît pas, et le mot «urbanisation» est cité deux fois seulement, par Rosenstein-Rodan et par Lewis, et ce dernier ne l'utilise que pour en dire : «C'est un processus coûteux.» Par contraste, le mot «agriculture» est cité près de cinquante fois. L'analyse des premiers manuels consacrés aux pays en développement (Lewis, 1955; Bauer et Yamey, 1957) conduit à la même conclusion.

D'une vision sans ville à une vision antiville, il n'y a qu'un pas, qui fut assez vite franchi. Pour être plus précis, ce fut une vision procampagne, ou plus exactement une vision pro-agriculture, qui prévalut. Tout y préparait les pays développés, les institutions internationales et (par un processus d'imitation) les pays en développement eux-mêmes.

Premièrement, il est vrai que la très grande majorité des travailleurs étaient dans les zones rurales et que l'essentiel de la production était réalisé dans ces zones. Le bon sens suggérait qu'il fallait d'abord faire porter l'effort sur cet essentiel-là, c'est-à-dire sur l'agriculture et la campagne. L'agent du

¹ Au moins trois d'entre eux furent ultérieurement récompensés par un prix Nobel d'économie; l'un d'eux, Gunnar Myrdal, a même obtenu deux prix Nobel: un prix Nobel de la paix et un prix Nobel d'économie.

² La liste inclut également Lord Bauer, Colin Clark, Walt Rostow et Hans Singer. On notera qu'aucun véritable Américain ne figure dans cette liste (Hirschman et Rosenstein-Rodan sont bien devenus citoyens américains, mais ils étaient d'origine, de formation et de culture européennes).

développement, c'était l'ingénieur agronome. Chez René Dumont, le plus célèbre des «développementalistes» français, si «l'Afrique noire est mal partie» (1962), c'est parce qu'elle ne s'occupe pas assez de ses campagnes. Pour Myrdal, dans son célèbre *An Asian Drama* (1968) si l'Asie peut s'en sortir – ce dont il doute fort – c'est par une redistribution des terres agricoles³.

Le bon sens avait tort. En réalité, la productivité (la production par travailleur) des campagnes était bien plus faible que celle des villes. Un travailleur qui quittait la terre pour aller travailler en ville augmentait *ipso facto* sa production (et son revenu), et donc le PIB du pays. Le tableau 1 le montre d'une façon simplifiée mais suggestive. En T1, 80% des actifs sont dans les campagnes. Entre T1 et T2, 20% des actifs quittent la campagne pour aller dans les villes, où leur productivité est plus élevée, trois fois plus élevée par hypothèse. Le simple fait de cette migration a pour conséquence une augmentation de la production de près de 30%.

Tab. 1 Urbanisation et croissance.

	T1	T2	D
Productivité rurale	1	1	–
Productivité urbaine	3	3	–
Population active rurale	80	60	-20
Population active urbaine	20	40	+20
Population active totale	100	100	–
Production	140	180	+40

Bien entendu, on peut, et même on doit, compliquer ce modèle en prenant en compte une augmentation de la population et une augmentation des deux productivités, et aussi en considérant des productivités marginales plutôt que des productivités moyennes. Mais la conclusion n'en serait pas substantiellement affectée : l'urbanisation est un facteur de croissance. Les paysans pauvres qui abandonnent la campagne pour aller en ville ont bien compris ce mécanisme. Les économistes du développement des années 1950-1960 ne l'avaient pas compris. L'expérience l'a bien montré. Le développement économique des pays sans ressources a été celui de leurs villes. Les cas de Hongkong et Singapour, des villes-Etats, sont parlants et connus. Mais le développement rapide de la Corée ou de la Thaïlande, est d'abord celui de Séoul et de Bangkok.

³ Et, soyons juste, par une planification de type soviétique : comme quoi les meilleurs esprits peuvent se tromper.

Deuxièmement, la faim et la menace de la famine étaient alors des problèmes majeurs et concrets : en Afrique, en Chine, en Inde, au Brésil, la malnutrition était très répandue, et le souvenir de famines dévastatrices dans tous les esprits. Le livre célèbre de Josue de Castro, *Géographie de la faim*, date (en portugais) de 1946. La famine du Bengale en 1947 tue trois millions de personnes. La FAO (dont Josue de Castro fut directeur au début des années 1950) apparaissait alors comme une institution bien plus importante que la Banque mondiale. Beaucoup prévoyaient le développement et la généralisation des famines. Dans des pays comme la Corée (du Sud), où beaucoup des leaders avaient personnellement souffert de la faim, la production agricole avait un caractère presque sacré, et devait passer avant toute autre considération. Ce souci était très largement partagé, et explique en partie la focalisation des politiques de développement et d'aide sur la production agricole. Dans le même ordre d'idée, la peur de voir l'urbanisation consommer de la terre agricole et réduire la production était (et reste) très répandue.

En réalité ces craintes étaient très exagérées. La faim a largement et régulièrement reculé. Les famines ne sont plus guère aujourd'hui causées que par des guerres ou des politiques. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a d'ailleurs très bien montré dans un beau livre de 1981 que les famines indiennes étaient bien davantage dues aux inégalités provoquées par les mécanismes de distribution de la nourriture qu'au manque de nourriture à proprement parler – qu'elles sont une affaire de villes autant qu'une affaire de campagne. La crainte nourrie par la consommation de terre agricole est également un fantasme : à l'exception de quelques zones d'Asie, comme Java par exemple, les espaces urbanisés représentent une part très faible des terres cultivables, sans commune mesure avec les progrès des rendements agricoles.

Ces grandes craintes ont cependant perduré, et perdurent encore dans l'esprit de beaucoup de décideurs ou d'électeurs. C'est ainsi par exemple qu'en 1968 Paul Erlich dans (*The Population Bomb*), prévoyait pour les vingt années suivantes des centaines de millions de morts dues à la famine. L'absurdité de la thèse n'a pas empêché le livre d'avoir un retentissement mondial.

Troisièmement, il n'est pas interdit de penser que dans les années 1950 un certain nombre de décideurs, dans les pays développés, préféraient cantonner les pays en développement dans le rôle de fournisseurs de matières premières, notamment agricoles, plutôt que de les voir devenir des concurrents industriels. Il est vrai que beaucoup d'autres acteurs, à commencer par les institutions des Nations Unies, notamment en Amérique

latine, influencés par l'expérience soviétique (alors très largement considérée comme un succès économique) prônaient l'industrialisation. Mais nombreux étaient ceux qui préféraient l'industrialisation dans les campagnes, ou dans les villes petites et moyennes, plutôt que dans les grands centres.

Toujours est-il que l'idée d'un développement d'abord axé sur l'agriculture et les campagnes a été, et reste en partie, largement dominante. De l'accélération du développement des campagnes au freinage du développement des villes, il n'y a pas loin. L'idéologie dominante n'a peut-être pas été directement antiurbaine, mais elle l'a été indirectement, par son ignorance de la ville et par sa prédilection pour le rural.

La ville absente des politiques des États

Dans les vingt années qui suivent la fin de la guerre, la plupart des pays en développement qui n'étaient pas indépendants le deviennent. Les politiques qu'ils engagent sont bien entendu contraintes ou orientées par le poids du passé, parfois par des interventions des pays riches, et dans le domaine qui nous concerne par les idées dominantes que l'on vient d'évoquer et par l'assistance internationale. Le fait est que ces politiques ont explicitement préféré la campagne à la ville, et freiné ou cherché à freiner l'urbanisation.

Cette attitude est particulièrement évidente dans les deux plus grands pays en développement : l'Inde et la Chine. Gandhi, le père fondateur de la démocratie indienne, était ouvertement et explicitement antiurbain. Son idéal était le développement du village par le développement agricole et par l'industrialisation rurale. Le rouet en était le symbole. Tous les plans quinquennaux indiens ont donné la priorité au développement des zones rurales. Certes, cette tendance était combattue par l'attraction du modèle soviétique et de son industrie lourde, toujours forte en Inde. Mais, dans cette grande démocratie, le poids des électeurs ruraux pesait lourd, et influençait les choix. Ce phénomène continue de se vérifier. L'Inde est un pays où le pouvoir et les ressources sont concentrés au niveau des États, avec des collectivités locales faibles. En fait, la plupart des grandes villes sont constituées en « corporations », dirigées par des « commissaires » nommés par le gouvernement de l'État. C'est, par exemple, le cas à Bombay (maintenant Mumbai), où l'agglomération de 23 millions d'habitants se compose principalement de 4 ou 5 « corporations ». L'État du Maharashtra où se trouve Mumbai comprend 100 millions d'habitants, et

l'intérêt politique du gouvernement du Maharashtra est de soigner d'abord ses électeurs qui sont en majorité ruraux. Les impôts prélevés à Mumbai servent donc à financer le développement de ces zones rurales plutôt que l'aménagement de la métropole indienne.

La migration vers les villes était vue comme un mal à combattre ou du moins à prévenir. L'idée qu'on pouvait y parvenir en brimant les villes dominait. A Mumbai, par exemple, on a imposé des coefficients d'occupation des sols (rapport des surfaces construites sur une parcelle à la surface de cette parcelle) de 1, particulièrement bas, dans le but explicite d'empêcher les migrants de venir dans la ville : s'il n'y a pas de logements, les migrants ne pourront pas venir. Le résultat a été la dégradation des conditions de logement : Mumbai, la ville la plus riche de l'Inde, est la ville où la surface bâtie par habitant est la plus petite (4 m²). Ces politiques n'ont pas empêché l'urbanisation, mais elles l'ont freinée. L'Inde, en dépit de quelques mégapoles comme Mumbai, reste un pays relativement peu urbanisé. Le taux d'urbanisation reste inférieur à 30%.

Le cas de la Chine est également intéressant. Mao n'a pas accédé au pouvoir en s'appuyant sur le prolétariat urbain, mais bien à la suite d'une «longue marche» dans les campagnes chinoises, porté par une armée de paysans chinois. Il avait beau, à titre personnel, mépriser les paysans, il se méfiait également des urbains. La Chine a donc mis en œuvre une politique anti-immigration urbaine particulièrement sévère. Cette politique a notamment reposé sur deux piliers : le système des youkous et l'industrialisation rurale.

Chaque Chinois est titulaire d'un youkou ou carnet d'identité qui indique son lieu de naissance. En principe, il doit vivre et mourir là où il est né, un peu comme un serf attaché à sa glèbe. En pratique, le titulaire d'un youkou rural peut parfois obtenir l'autorisation, plus ou moins temporaire et révoquant, de venir travailler dans une ville. Mais il y fait l'objet d'une discrimination considérable et officielle : certains métiers, par exemple, lui sont en droit et pas seulement en fait interdits ; l'accès aux écoles, gratuit pour les enfants dont les parents ont un youkou urbain, est payant pour les enfants dont les parents ont un youkou rural. En pratique aussi, un certain nombre de paysans vont illégalement dans les villes où ils sont comme des immigrés clandestins. Depuis une dizaine d'années, le système s'est assoupli sensiblement. Les villes, surtout les villes de l'est et du sud-est qui ont besoin de main-d'œuvre, ont accordé plus généreusement des dérogations ou même des youkous urbains, et certaines ont réduit ou éliminé les discriminations. Le système a été décentralisé, mais il n'a jamais été formellement aboli.

Du temps de la planification, qui connut ses hauts fourneaux miniatures, et peut-être plus encore à partir de 1980 lorsque la Chine s'ouvre au capitalisme, la politique a mis l'accent sur l'industrialisation des campagnes. L'emploi dans les TVE (Township and Village Enterprises) passe de 28 millions en 1978 à 135 millions en 1998, pour décliner ensuite. Ces politiques ont porté des fruits, en ce sens que la Chine, contrairement à une idée très répandue en Occident, est longtemps restée et reste encore un pays avec un taux d'urbanisation faible : 20% en 1980, un peu plus de 40% aujourd'hui. On y trouve des provinces de plus de 100 millions d'habitants avec des capitales de 3 ou 4 millions d'habitants seulement.

Le cas des Khmers rouges vidant Phnom-Penh de sa population est évidemment et heureusement un cas limite, et unique (encore que le nombre des personnes chassées de Ho-Chi Minh Ville n'a guère été inférieur au nombre des personnes chassées de Phnom-Penh). Mais il illustre ou caricature l'attitude antiurbaine – ou si l'on préfère prorurale – qui a prévalu dans la plupart des pays en développement. Dans beaucoup de pays d'Afrique ou d'Amérique latine, cette attitude a été moins marquée qu'en Asie, ou mise en œuvre avec moins de vigueur, et les taux d'urbanisation sont bien plus élevés. Mais cette urbanisation n'a nulle part été voulue et organisée ; elle a été au contraire partout subie.

Comme l'écrit Paul-François Yatta en conclusion d'un chapitre sur l'histoire des politiques et des pratiques urbaines en Afrique : « Force est de constater que le développement économique a été largement absent des politiques urbaines quand elles existent. Dans aucune de ces stratégies urbaines n'a été mis en œuvre le nécessaire fonctionnement des villes pour une contribution optimum au développement économique national. [...] Les villes ont été le lieu de politiques d'éradication des manifestations "négatives" de l'urbanisation (pauvreté, criminalité, congestion, chômage, etc.), sans plus. C'est probablement ce qui explique pourquoi le financement de l'urbanisation en Afrique a, peut-être plus que partout ailleurs, souffert de l'effet "biais urbain" et ce au moment où les villes de ce continent subissent les pressions migratoires les plus fortes et ont donc le plus besoin d'investir » (Yatta, 2006 p. 99).

La ville absente des politiques d'aide au développement

Au cours des cinquante dernières années, les pays en développement ont bénéficié, de la part des pays riches, d'une assistance massive. William Easterly (2006, p. 11) qui porte un jugement critique sur cette assistance en

évalue le montant cumulé à 2,3 trillions de dollars, à peu près le PIB de la France. Cette assistance qui prend de multiples formes (dons en nature ou en argent, prêts à taux réduit, assistance technique, etc.) provient principalement de trois sources. La première est l'aide bilatérale, accordée par les gouvernements des pays riches, qui ont généralement créé des agences spécifiques à cet effet: USAID aux Etats-Unis, GTZ en Allemagne, AFD en France, DFID en Grande-Bretagne), CIDA au Canada, JICA au Japon, SIDA en Suède, DANIDA au Danemark, etc. La deuxième est l'aide multilatérale, accordée par les institutions des Nations Unies au niveau mondial ou régional: PNUD, Banque mondiale, FMI, FAO (alimentation), OMS (santé), UNESCO (culture), ONUDI (industrie), PNUE (environnement), UN-Habitat (établissements humains), Banque asiatique pour le développement, Banque Interaméricaine pour le Développement, Banque africaine de développement, etc. La troisième est l'aide apportée par des centaines d'ONG nationales ou internationales, comme Médecins sans frontières ou Oxfam. Une quatrième source se développe actuellement, sous le nom (en France) de coopération décentralisée: l'assistance apportée par des municipalités ou des régions de pays riches à des municipalités ou des régions de pays en développement; mais son importance, mal recensée, reste encore faible.

Dans ce dispositif complexe, un rôle crucial est joué par la Banque mondiale. Parce qu'elle pèse lourd en termes de budget, parce qu'elle est la moins politisée de toutes ces agences (recrutements et promotions s'y font au mérite, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des autres institutions), parce qu'elle a toujours accordé de l'importance aux idées, aux analyses, aux recherches et aux publications, la Banque mondiale fait figure de leader. Elle fait plus que l'UNESCO en matière d'éducation ou plus que le PNUE en matière d'environnement, et probablement plus que la FAO en matière d'agriculture.

Il n'est pas facile d'apprécier la place de l'urbain dans tous ces programmes d'aide, mais on peut affirmer qu'elle est faible. Tout d'abord, on note qu'au niveau multilatéral, il n'existe pratiquement pas d'institution spécialisée dans les villes. Ce qui y ressemble le plus est Habitat une institution des Nations Unies située à Nairobi. Mais Habitat a toujours pris soin de souligner que son mandat concernait les «établissements humains» en général, y compris ceux qui sont dans les campagnes, plutôt que les villes. Et Habitat est toujours restée une petite institution, avec un personnel limité, des moyens faibles et un rôle effacé. Il y a une quinzaine d'années, Habitat a même failli disparaître, absorbée par le PNUE (également situé à Nairobi), et ne s'est sauvée que par l'organisation d'une

conférence à grand spectacle sur les établissements humains (à Istanbul, en 1996).

Dans les grandes institutions, l'urbain n'est pas ou est peu représenté dans les organigrammes et les structures. La Banque mondiale, par exemple, est structurée en vice-présidences et régionales et thématiques, dont l'articulation a changé au cours des années. Actuellement, on a par exemple quatre vice-présidences thématiques qui reflètent les priorités de l'institution : développement soutenable, développement humain, réduction de la pauvreté, développement du secteur privé. Les vice-présidences régionales (Amérique latine, par exemple), sont elles-mêmes structurées en sous-régions et en départements thématiques (agriculture, infrastructure, etc.). L'urbain a été largement absent de ces structures. Il y a bien eu un temps une division urbaine, à l'intérieur d'un département infrastructure, dans une vice-présidence générale, mais elle est restée modeste ; cette unité a été récemment déplacée dans un département intitulé : Fiscal, Economics and Urban Development, où elle n'aura sans doute pas une place centrale. Certaines des vice-présidences régionales ont également de petites unités urbaines. Mais globalement, l'urbain ne pèse pas bien lourd. Un système de référencement des agents de la Banque indique (en 2007) 115 personnes affectées au secteur «urbain», contre 300 personnes affectées au secteur «agriculture et développement rural».

L'urbain n'apparaît guère dans les objectifs de l'aide. Cela est vrai de l'aide multilatérale, plus vrai de l'aide bilatérale, et encore plus vrai de l'aide des ONG. Pour la Banque mondiale, les objectifs de l'aide sont précisés pays par pays tous les quatre ou cinq ans dans des documents de stratégie appelés CAS (Country Assistance Strategy), consultable sur internet. Prenons par exemple le CAS du Pakistan pour la période 2003-2005 — qui concerne une aide d'environ 1 milliard de dollars par an. Il comporte trois grandes priorités : (i) le renforcement de la stabilité macroéconomique et de l'efficacité publique, (ii) le renforcement du climat des investissements, et (iii) l'assistance aux politiques d'aide aux pauvres et aux femmes. Le texte indique explicitement que «le groupe Banque mondiale gardera un niveau bas d'engagement dans les domaines dans lesquels le client est peu réformateur («*reform-shy*») tels que le développement urbain ou le transport». Pour l'aide bilatérale, on trouvera également un énoncé des priorités dans les rapports annuels que publient les agences. Le dernier rapport de DANIDA indique ainsi les cinq priorités de l'aide danoise : (i) les droits de l'homme, (ii) la stabilité et la sécurité, y compris la lutte contre le terrorisme, (iii) l'aide aux réfugiés et aux victimes des catastrophes, (iv) l'environnement et (v) le développement économique et social focalisé sur l'éducation et la santé.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les priorités de l'aide excluent largement l'urbain. Ces priorités reflètent à la fois la demande des pays pauvres et l'idéologie des pays riches. Les pays pauvres sont peu demandeurs, on l'a vu, de développement urbain. L'idéologie des pays riches ne fait pas grand cas du développement urbain. Les opinions publiques des pays riches n'en voient guère la nécessité ou l'intérêt. Elles sont au contraire très sensibilisées à des problèmes (qu'il ne s'agit pas ici de minimiser) comme l'environnement, les droits de l'homme ou les catastrophes. Plus un pays riche reflète la demande de ses citoyens, plus il consacre son assistance à ces problèmes, et moins il la consacre au développement des villes des pays pauvres. Les gouvernements des pays scandinaves, très à l'écoute de leurs opinions, où la dépense publique est étroitement contrôlée par les Parlements, et qui sont d'ailleurs les plus généreux en matière d'aide au développement, sont naturellement ceux qui font le moins pour le développement urbain. Ce trait est poussé à la caricature dans le cas des ONG. Comme leurs ressources dépendent directement de la générosité de leurs donateurs, les ONG sont bien obligées, sous peine de disparition, de faire porter leur aide sur les secteurs qui correspondent aux priorités ou aux émotions des donateurs. Le développement urbain est de ce point de vue moins porteur que la protection de l'environnement ou la réparation des dommages d'un tsunami. En d'autres termes, plus les organisations d'assistance sont proches de l'opinion publique (certains diraient : démocratiques), et moins elles consacrent leurs ressources aux villes des pays en développement. La part de l'urbain est plus importante à l'AFD qu'à Médecins du monde, et plus importante à la Banque Mondiale qu'à l'AFD. Mais elle est faible partout.

On illustrera ce que ce propos peut avoir de général en prenant le cas de l'assistance à la Bolivie (Prud'homme *et al.*, 2000). Le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud a longtemps été (depuis trois ans, la manne gazière dont il bénéficie a changé la donne) très dépendant de l'aide internationale (environ 100 millions de dollars par an), qui assurait une bonne partie des investissements publics, principalement par l'intermédiaire de trois «Fonds». Environ 80% des ressources de ces fonds venaient de l'aide multilatérale (Banque interaméricaine et Banque mondiale). Les critères d'allocation sectorielle et géographique de ces fonds étaient décidés conjointement par le gouvernement et par les donateurs, mais le rôle de ces derniers et de leurs priorités était considérable. Où a été l'aide et à quoi a-t-elle servi? La répartition sectorielle montre qu'elle a eu des objectifs sociaux plus qu'économiques : les trois secteurs sociaux que sont la santé, l'éducation et l'eau/assainissement ont représenté dans la période 1995-1998 les

trois quarts des investissements totaux. Le développement urbain a compté pour 5%. Ces fonds n'ont pas contribué à renforcer les municipalités (ce qui est une façon de renforcer les villes) : les investissements réalisés l'ont été *pour* les municipalités plutôt que *par* elles. Enfin, un biais antiurbain dans les procédures d'allocation a conduit à un surinvestissement relatif dans les zones rurales et à un sous-investissement relatif (et absolu) dans les zones urbaines. Le tableau 2 le montre bien sur le cas des écoles. Les investissements en classes (au sens de bâtiments) ont tellement privilégié les zones rurales que l'équipement de ces zones est maintenant deux fois plus important (par élève) que l'équipement des villes. Plus la ville est grande, moins elle est équipée. La situation est d'autant plus absurde que les migrations campagnes-villes sont importantes en Bolivie, et aggravent d'année en année cette disparité considérable.

Tab. 2 Nombre d'élèves par salle de classe, en fonction de la taille des communes, Bolivie, 1999.

	Elèves/classe
Grandes communes (moyenne)	72
La Paz	72
Santa Cruz	77
El Alto	80
Cochabamba	71
Oruro	63
Sucre	55
Potosí	55
Plus petites communes	34
Bolivie	49

Source : Prud'homme, *et al.* 2000, p. 32.

Deux observations peuvent être ajoutées. La première est que l'absence d'une prise en compte explicite et organisée des villes dans l'aide au développement ne signifie pas qu'aucune aide n'a été apportée aux habitants des villes. Dans la mesure où une part croissante de la population des pays en développement réside dans les villes, il va sans dire que des politiques d'aide à la santé, ou aux infrastructures, ou aux femmes, ou aux pauvres, bénéficient – indirectement et involontairement en quelque sorte – aux habitants des villes.

La seconde est qu'il serait très excessif de dire que la Banque Mondiale a ignoré le développement urbain dans ses efforts de recherche et de réflexion. Sa production analytique est si considérable qu'elle n'a pas pu

passer à côté d'un phénomène aussi important. Elle a par exemple joué dès les années 1970 un rôle pionnier dans la connaissance des finances locales des pays en développement qui a donné lieu au beau livre de Bahl et Linn (1992), et dans la réflexion sur la décentralisation⁴. Un certain nombre de « documents de politique » ont été publiés, sur les transports urbains ou sur les problèmes fonciers, ou sur les problèmes urbains en général, notamment en 1991 et en 2000. La banque organise également depuis 2002 d'importants « symposiums de la recherche urbaine ». En fait, aucune autre institution internationale n'a réfléchi et produit autant sur la ville.

Mais relativement à l'ensemble des analyses et des publications de la Banque, tout cela n'est pas grand-chose. De plus, on peut presque dire que cet effort a été le fait d'individus agissant plus ou moins en francs-tireurs, plutôt que de l'institution dans son ensemble. Si l'on considère les contributions-phares de la Banque que sont les *Rapports sur le développement dans le monde* (RDM ou WDR en anglais), qui traitent en profondeur chaque année d'un thème (comme l'environnement ou la pauvreté), on voit que les politiques urbaines y occupent peu de place. Vers la fin des années 1970, l'un des premiers de ces rapports, dont l'auteur principal était Johannes Linn, y était consacré. Il faut attendre le rapport de 1999, dont l'auteur principal était Shahid Yusuf, pour voir un RDM donner une place importante – le tiers – au développement urbain. En trente ans, cela ne fait pas beaucoup. Le rapport de politique de 2000 (World Bank, 2000) estime que les opérations de prêts relatives à des opérations de développement urbain de la Banque ont représenté de 3 à 7% du total des prêts de la Banque au cours de la période 1970-2000. Même si ce pourcentage augmente actuellement, il est faible. Nous n'avons pas les chiffres comparables pour les autres institutions internationales et pour l'aide bilatérale, mais tout porte à croire qu'ils seraient encore plus faibles.

Le *Rapport sur le développement mondial* (2009) de la Banque mondiale, préparé sous la direction d'Indermit Gil, marque sans doute une inflexion. Il est intitulé « Repenser la géographie économique » et consacré à la dimension spatiale du développement. Il ne peut pas ignorer le rôle positif des villes, et souligne au contraire l'importance de leur contribution en reconnaissant explicitement qu'« aucun pays ne s'est développé sans s'appuyer sur la croissance de ses villes » (p. 48). On sent à le lire que cette

⁴ Entre autres, l'auteur a été invité comme *visiting research fellow* pour travailler sur ce thème (Prud'homme, 1995).

reconnaissance a fait l'objet de débats internes à l'institution. Les rédacteurs apparaissent souvent sur la défensive, et se sentent obligés de répondre par avance à des critiques qui ont été ou qui seront formulées. Ils introduisent, par exemple, un encadré au titre éloquent : « Les messages politiques de ce Rapport sont-ils antiurbains ? Non » (p. 200). Et se sentent obligés de préciser que « la migration vers la densité économique constitue une voie de sortie de la pauvreté tant pour ceux qui se déplacent effectivement que pour ceux qui restent derrière » (p. 48). Le message est un peut-être un peu tardif, mais il est assez clair.

Conclusion

La ville n'a pas seulement été mal-aimée dans les pays riches. Elle l'a aussi été dans les pays en développement. Les économistes qui ont, dans la période de l'après-guerre, jeté les bases des théories de la croissance, ont complètement ignoré le rôle potentiel des villes. Leurs analyses et leurs préconisations ont influencé, avec les préjugés antiurbains ambiants, à la fois les politiques menées par les pays pauvres et l'aide que leur apportaient les pays riches. Le développement des pays pauvres en a sans doute été retardé. Le coût en souffrance et en misère des biais antiurbains ainsi introduits par ces préjugés et ces analyses est difficile à estimer, mais il est sans doute considérable.

Avec le temps, au fur et à mesure que l'urbanisation progressait et qu'une part croissante – majoritaire dans beaucoup de pays du tiers-monde – de la population vivait dans des villes, ce préjugé antiurbain s'est un peu atténué. Dans les organisations internationales et dans l'aide bilatérale, l'ostracisme qui frappait les projets urbains a diminué. Mais il n'a pas disparu. En 2007, M^{me} Anna Tibajuka, la responsable d'Habitat, qui a rang de secrétaire général adjoint de l'ONU, parle encore « de l'urbanisation excessive des grandes villes » (qui serait selon elle « au cœur de la problématique du changement climatique »). Habitat, rappelons-le, est l'organisation des Nations Unies chargée de l'urbain ! Et ce parti pris antiurbain continue sûrement à faire beaucoup de dégâts.

Bibliographie

Bahl R., Linn J., *Urban Public Finance in Developing Countries*, New York, Oxford University Press, 1992, 425 p.

Bauer P., Yamey B., *The Economics of Under-Developed Countries*, Chicago, The University of Chicago Press, 1957, 271 p. (Cambridge Economic Handbooks).

Dumont R., *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, 1962, 287 p.

Easterly W., *The White Man's Burden*, New York, The Penguin Press, 2006, 436 p.

Gil I., *Rapport sur le développement mondial*, Banque mondiale, Washington DC, 2009.

Lewis A., *The Theory of Economic Growth*, Homewood, Ill. Richard Irwin, 1955, 453 p.

Meier G., Seers D., *Pioneers in Development*, Washington & Oxford. The World Bank and Oxford University Press, 1984, 372 p.

Prud'homme R., Huntzinger H., Guelton S., *Decentralization in Bolivia* (rapport préparé pour la Banque interaméricaine de développement), Multigraphié, 2000, 77 p.

Prud'homme R., «The Dangers of Decentralization», in *The World Bank Research Observer*, vol. 10, n° 2, 1995, pp. 201-220.

Yatta F.-P., *Ville et développement économique en Afrique*, Paris, Economica, 2006, 313 p.

Le Kampuchea démocratique : l'illusion d'une révolution sans ville

Adeline Carrier

La désurbanisation forcée, où par le seul fait d'une volonté politique, la population des villes est contrainte à l'exode, n'est pas étrangère aux révolutions socialistes en Asie. Au stade de la planification, l'exode urbain sous contrôle est pensé en termes de transfert de forces productives. A l'état d'idéal, il s'inscrit dans un projet de refonte de l'ordre social sur les bases du prolétariat paysan. Certains Etats tels que la Chine et le Vietnam ont appliqué partiellement cette politique de redistribution autoritaire de la population. Le paroxysme de cette pratique coercitive est atteint sous le régime du Kampuchea démocratique par la réquisition radicale des villes en avril 1975.

Toutefois et en dépit d'une affiliation assumée au maoïsme, la singularité de cette révolution tournée vers le monde rural est l'absence de planification. Le régime ne se revendique d'aucun modèle et aspire à l'empirisme dans la méthode. Le parti pris de la différence s'inscrit dans la vision progressiste d'un communisme sans transition. L'exode sous contrainte, décidé en huit jours dans la précipitation d'une possible victoire, n'est pas la mise à l'épreuve d'une théorie novatrice. Toutefois, l'hostilité envers la ville a une fonction essentielle dans le processus révolutionnaire, la désurbanisation apparaît a posteriori comme un préalable à la réforme de la société.

La question de la construction de ce préjugé antiurbain renvoie au système de représentation de la ville en tant que lieu néfaste dans un contexte où la modernisation de la société cambodgienne est porteuse de contradictions. L'interprétation historique du fait urbain est associée à diverses formes d'impérialisme, dans une opposition systématique ville *versus* campagne. La propagande y exploite un idéal révolutionnaire dans lequel la quête d'une société nouvelle est portée par la masse paysanne. Le socialisme contribue, en tant qu'outil doctrinaire, au projet social fondé sur la possibilité d'une revanche du monde rural sur celui des villes et par extension, du paysan sur le citadin.

Itinéraire d'une conquête de la ville

Point de non-retour du processus révolutionnaire, l'évacuation militaire des centres urbains en avril 1975 sanctionne, dans la forme politique, l'emprise du monde rural et de ses marges sur les villes. Le parcours de cette insurrection se singularise par le parti du repli nationaliste dans un contexte où le socialisme s'inscrit plus volontiers dans des réalités internationales. Cette posture autarcique montre la latitude d'un mouvement marginal qui a su s'imposer par son attentisme stratégique mais aussi par sa faculté à mobiliser la paysannerie.

Le communisme khmer a pris corps dans les années 1950 lors des luttes anticolonialistes menées en Indochine. La résistance contre l'expansionnisme étranger fédère les pays de la péninsule sous tutelle française. L'empire colonial s'étend du Laos au Vietnam auquel est adjoint un protectorat établi au Cambodge en 1863. Le Parti communiste indochinois, bénéficiant du soutien du réseau communiste mondial, assure la représentation officielle de cet ancrage régional.

La première manifestation antifrançaise a lieu au Cambodge en 1942 à l'initiative de bonzes et d'intellectuels. Cette faction nationaliste prend une dimension plus officielle lors de la création du Parti révolutionnaire du peuple khmer en 1951. A l'issue de l'indépendance du pays obtenue en 1953 après 90 ans de protectorat français, le Cambodge peine à trouver une stabilité politique. Le socialisme bouddhique de Norodom Sihanouk ne fait pas l'unanimité tout comme sa politique de neutralité vis-à-vis du conflit opposant les Etats-Unis et le Vietnam du Nord. La position des communistes s'en trouve confortée sans toutefois faire l'unité dans les rangs de la jeune garde révolutionnaire. Dès 1960, les liens avec le noyau dur du Parti se dénouent, plaçant sur la scène du mouvement contesta-

taire, de nouvelles figures emblématiques telles que Khieu Samphan ou Ieng Sary. Ces personnalités, anciens étudiants formés en France, prônent une rupture avec la sphère géopolitique indochinoise et particulièrement avec la sujétion doctrinaire à l'égard du communisme vietnamien. Ainsi prend naissance le mouvement « Khmer rouge », expression imaginée par Sihanouk afin de différencier ce courant des autres mouvances dissidentes.

La répression exercée par le pouvoir contraint cette branche radicale à la clandestinité. En 1963, le quartier général khmer rouge s'établit dans la province reculée du Ratanakiri, province du nord-est dont la population se montre plus hostile aux peuples des plaines, aux villes en particulier. La stratégie est de valoriser ce potentiel insurrectionnel (Jackson, 1989). Après plusieurs remaniements, le Parti communiste du Kampuchea est proclamé officiellement en 1967. Saloth Sar, connu par la suite sous le nom d'emprunt de Pol Pot, prend sa direction.

L'extension indirecte de la guerre du Vietnam sur le territoire cambodgien va contribuer largement à donner de l'ampleur au mouvement. Soutenu par l'administration de Nixon, le coup d'Etat du général Lon Nol et du prince Sirik Matak en 1970 permet à l'armée américaine d'établir ses positions militaires au Cambodge. L'ingérence étrangère et plus particulièrement les bombardements américains attisent les réflexes protectionnistes. La propagande exhortant la défense de la nation trouve un écho favorable auprès de la paysannerie. Une alliance entre la faction royaliste et les obédiences communistes présidée par Sihanouk depuis son exil à Pékin ne parvient pas à établir un contre-pouvoir efficace. Le mouvement armé khmer rouge, composé de paysans mais aussi d'étudiants et d'intellectuels, s'impose comme le seul réel opposant au régime de Lon Nol. Cette résistance armée poursuit, dès 1968, sa conquête des marges du pays en mobilisant le prolétariat paysan majoritaire dans un pays où 80% de la population active se compose d'agriculteurs (Prud'homme, 1969).

En dehors de la simple tactique militaire, le parti de la clandestinité va largement participer à la création du mythe révolutionnaire. Sans représentation officielle du Parti, l'obscur Angkar Leu, littéralement « Organisation supérieure », maintient une forme d'ambiguïté sur l'origine du mouvement. L'agissement en secret est devenu caractéristique du mode de fonctionnement de l'exécutif où « cacher les faits engendre la victoire »¹. Cette absence d'individualisation du pouvoir renforce le sentiment d'une

¹ Certains slogans de propagande ont fait l'objet d'un recueil commenté in Locard H., *Le « petit livre rouge » de Pol Pot ou les paroles de l'Angkar*, L'Harmattan, 1996, p. 102.

révolution authentique et autonome. L'ambivalence sur les origines de cette insurrection laisse ainsi à penser que le prolétariat paysan est maître de sa révolution alors que dans les faits, les initiateurs sont en grande majorité issus de la bourgeoisie urbaine. La posture progressiste est à ce point valorisée que l'affiliation au dogme marxiste léniniste est minimisée tout comme la parenté avec le Parti communiste indochinois (Chandler, 1989). L'authenticité apparaît comme un gage de légitimité pour cette révolution venue de la forêt². Jadis introduit au Cambodge par un réseau régional indépendantiste, le communisme s'ancre désormais dans des priorités nationales.

Alors que la prise du pouvoir par les Khmers rouges semblait peu probable, voire inespérée, le réseau armé contrôle progressivement et subrepticement les campagnes jusqu'à cerner irrémédiablement, en avril 1975, les villes, derniers fiefs de l'armée gouvernementale proaméricaine.

La désurbanisation hors projet

Objet de discord au sein de la sphère décisionnelle, l'évacuation des centres urbains est décidée dans les arcanes du Comité central trois mois avant les faits. En dépit d'un consensus sur les termes de la désurbanisation, la capitale et les autres villes provinciales de l'ouest sont vidées intégralement. Plus de quatre millions de personnes sont déportées, dont près de deux millions expulsées de Phnom Penh (Ea, 1981). Selon la formule officielle, l'imminence des bombardements américains justifiait une mesure présentée comme un exode temporaire (Short, 2004).

Le caractère impromptu de la prise de Phnom Penh se lit dans les conditions mêmes de l'exode forcé, certaines troupes militaires ayant été informées le jour même de la déportation des citoyens (Kiernan, 1998). La justification politique de la désurbanisation se confond dans un argumentaire de prétexte. La version diplomatique se retranche derrière le déni collégial de la préméditation. Face à la presse étrangère, Pol Pot dément en 1978, l'anticipation des expulsions forcées³. L'« évacuation des villes ne

² En référence au titre de l'ouvrage de F. Debré, *Cambodge: la révolution de la forêt*, Flammarion, 1976.

³ Ministère des affaires étrangères du Kampuchea démocratique, *Interview du camarade Pol Pot, secrétaire du Comité central du parti communiste du Kampuchea démocratique, premier ministre du gouvernement du Kampuchea démocratique à la délégation des journalistes yougoslaves en visite au Kampuchea démocratique*, Département de la presse et de l'information, Phnom Penh, 17 mars 1978.

procédait pas d'un plan préétabli, mais c'était la situation du moment qui [...] a conduit à prendre ces mesures.» L'insécurité alimentaire dans les villes alors dépendantes du rationnement de l'armée américaine rendait «impossible [...] le ravitaillement de plusieurs millions d'habitants dans les villes». Aussi «pour résoudre le problème des vivres, il [fallait] transférer la population à la campagne. C'est seulement lorsque nous [pouvions] résoudre le problème des vivres que le peuple [avait] confiance dans la révolution. Si dans les villes, la population mourait de faim, elle n'aurait pas confiance dans la révolution.» Le pragmatisme militaire était en outre invoqué par Pol Pot pour justifier la dissémination des citadins potentiellement séditieux et de fait prévenir une contre-attaque des troupes républicaines ou de mouvements antirévolutionnaires.

La posture du régime est de donner, a posteriori, un contenu idéologique à l'acte de désurbanisation. La justification s'élabore dans les coursives du quartier général du Comité central à Phnom Penh dans une capitale désertée. Moyen de contrôle répressif de la population, l'exode urbain forcé est désormais présenté comme un préalable à la mobilisation des forces productives sur laquelle repose la réforme agraire⁴. La déportation planifiée des citadins devient le cœur de la stratégie du Parti et le point de départ du processus révolutionnaire (Kiernan, 1998). Cette recherche de légitimation a conduit certains dirigeants à donner un contenu référentiel à la révolution. Ieng Sary aurait fait un parallèle avec la Commune de Paris dont l'échec de la dictature du prolétariat aurait encouragé une pratique despotique du pouvoir (Short, 2004).

Contrairement à la Chine et au Vietnam où l'exode forcé des citadins fait partie intégrante de la politique territoriale de valorisation agricole des zones économiques spéciales, le Kampuchea démocratique entame la collectivisation de son économie sans faire un «usage» rationnel et planifié de la main-d'œuvre citadine. Le régime poursuit à grande échelle le transfert de la population mené dans les «zones libérées»⁵ dès 1973 dans les régions du nord-est et du centre. Les villes et les villages sont évacués et les premières coopératives agricoles voient le jour. Les prémisses de la collectivisation des moyens de production et des produits du travail sont appliquées à l'ensemble du pays à partir de 1975. En ce sens, la mobilisation des citadins, nouveau potentiel humain corvéable, permet de multiplier l'expérience des communautés agricoles. Une partie de la population de

⁴ *Idem.*

⁵ Celles-ci représentaient, selon Pol Pot, 80% du territoire national en 1971, in ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique, 1978, *op. cit.*

Phnom Penh est dirigée vers les zones forestières non défrichées du nord ou dans les plaines à tradition rizicole.

L'absence de planification est symptomatique du mode de fonctionnement du Kampuchea démocratique. Un mois après la prise de Phnom Penh, les termes de la révolution demeurent obscurs. Le premier congrès national tenu en avril 1975 fixe des orientations sommaires qui semblent être plus une feuille de route à court terme qu'un réel programme politique. Ce n'est qu'en 1976 que le régime se dote d'une représentation gouvernementale, d'une Constitution ainsi que d'un plan quadriennal. Ce dernier est un assemblage confus de notions destinées à encadrer la conversion d'une économie précapitaliste en un système autarcique⁶. Le secteur industriel, représentant 4% de la population active⁷ en 1962, est associé à la réorganisation de la production. Les usines principalement situées dans les centres urbains poursuivent leurs activités à un rythme modéré et sur un mode collectiviste (Martin, 1983). La réorientation du secteur industriel selon les exigences de l'autosuffisance témoigne de la volonté d'impliquer l'économie urbaine dans une stratégie globale de réforme.

En termes de processus révolutionnaire, le rejet de la ville ne fait pas l'objet d'un parti pris politique assumé par le régime. Pourtant, l'idée du caractère improductif des centres urbains développée par certains courants marxistes aurait pu constituer un support dogmatique à l'élaboration d'une théorie antiville. L'absence de conceptualisation du rôle de l'urbain dans le projet politique contraste avec l'attitude plus explicite d'autres États socialistes. Si la Chine et le Vietnam ont montré des réticences à impliquer la ville dans leur révolution, certains pays de la sphère soviétique ont donné une place prédominante aux centres urbains considérés alors comme leviers économiques. La création de villes industrielles mobilisant le prolétariat ouvrier ou de centres urbains voués à la recherche scientifique en est l'illustration.

L'attitude du Kampuchea démocratique est de ne «revendiquer aucun modèle, de ne suivre aucun livre» (Chandler, 1989). L'empirisme s'érige en méthode où seule l'interprétation du contexte présent dicte les orientations de l'action politique future. Ainsi, les réformes évoluent sans schéma di-

⁶ Selon le recensement de 1962, la répartition sectorielle de la population active montre une nette prédominance du secteur primaire (81%), contre 15% pour le secteur tertiaire et 4% pour le secteur secondaire, in Prud'homme. R., 1969, *op. cit.*, p. 42.

⁷ Dans sa thèse de doctorat, Khieu Samphan a développé une théorie de l'autarcie économique par un système productif autosuffisant, in Khieu S., *Cambodia's economy and industrial development*, traduit de l'anglais par L. Summers, Cornell University, data paper N° 111, Southeast Asia Program Department of Asian Studies, New York, mars 1979, 120 p.

recteur, sans écrits fondateurs qui fixent, au-delà du programme, l'essence même de la révolution. La confusion est de surcroît entretenue par l'absence d'une figure emblématique qui porte les idées fortes de la révolution. Ce n'est que tardivement que les cadres du Parti apparaissent de façon officielle non pas comme idéologues mais comme ordonnateurs du régime.

La révolution repose sur un socle idéologique d'apparats inspirés de préceptes socialistes. Si les termes de la révolution sont, dans la trame doctrinaire, une variante du dogme marxiste, la forme se rapproche du maoïsme. Ce courant est familier des élites du Parti, formées dans les cercles de la gauche française. La révolution chinoise, fondée sur le prolétariat paysan, est désignée comme l'accomplissement d'une mobilisation populaire (Chandler, 1989).

La proximité idéologique avec la Chine tient également à l'aspect plus prosaïque du financement de la révolution. En dépit de sa volonté farouche d'indépendance, le Kampuchea démocratique est tributaire des aides extérieures dispensées par les pays-frères. Le régime se trouve enserré dans une conjoncture géopolitique de rivalités entre les sphères chinoise et soviétique dont les enjeux stratégiques se transposent sur la péninsule Indochinoise. L'aide de l'Union soviétique, alliée du Vietnam, est jugée trop coûteuse en termes de contreparties politiques. La Chine, allié officiel depuis les années 1960, assure un soutien financier, militaire et technique, cela en contrepartie d'accords économiques avantageux.

Toutefois et malgré cette proximité diplomatique, le Kampuchea démocratique se dissocie de la révolution chinoise dans la méthode choisie pour parvenir à l'achèvement de l'idéal révolutionnaire. Le régime se distingue par la volonté de s'affranchir de modèles théoriques mais aussi de concurrencer les autres Etats socialistes en revendiquant une expérience unique au monde (Chandler, 1989). Le stade du communisme doit être atteint sans transition, le socialisme étant considéré comme un état intermédiaire. Cette révolution rétrograde se construit sur l'utopie d'un Etat rural, autarcique et émancipé de toutes formes de sujétion. L'étendard du super grand bond est hissé comme la promesse de devancer le modèle chinois. Cette surenchère de l'expérience entretient, entre autres, l'illusion d'établir une révolution sans villes.

L'impérialisme, c'est la ville

En Occident, l'exaltation des valeurs du monde rural n'est pas étrangère à certaines prises de position alternatives, dérivées du maoïsme. Ces postures

reflètent un état de réflexion sur l'influence de la ville et plus largement sur la portée sociale du capitalisme en tant que vecteur d'une urbanité individualiste. Le mode de vie et plus largement la sociabilité en ville deviennent le centre de nouvelles préoccupations. L'exode volontaire à la campagne suit une quête individuelle où la fuite de la ville est une alternative choisie. Certains régimes socialistes ont transposé, à l'échelle du projet politique, ces valeurs en imposant, par la force, un idéal de société rurale.

Le Kampuchea démocratique a largement joué sur cette variation en donnant un poids inédit à la ville. Le discours à charge y dénonce l'influence préjudiciable de l'urbain pour la cohésion sociale. L'exhortation des valeurs originelles de la société khmère place la masse paysanne au cœur du projet révolutionnaire. La propagande donne une illustration implacable de la faculté à opposer de façon symétrique le monde rural et les villes. Les artifices de l'endoctrinement jouent sur la fibre populiste d'un ressentiment épousant et exploitant la détestation de la ville afin de rallier le prolétariat paysan à la révolution.

En l'absence d'une assise théorique définie, le parti pris antiville compose un des fils conducteurs du discours politique. La construction de la propagande prend sa source dans une lecture historique de l'ordre social. Les outils développés par le marxisme sont mobilisés pour identifier les maux de la société cambodgienne contemporaine afin d'en tirer une substance idéologique. L'interprétation du fait urbain en tant qu'entité historiquement constituée, en compose le socle dialectique. La lecture diachronique confronte de façon systématique la ville moderne et la représentation idéalisée de la ville traditionnelle. Cette mise en opposition se heurte toutefois à la définition ambivalente de la ville khmère qui révèle tout le poids du paradoxe culturel puisque la terminologie du mot ville [*krong*] désigne aussi bien la ville en tant qu'entité physique que la capitale ou le roi (Mak, 1991). Dès lors, en proclamant que le palais royal appartient désormais à la révolution (Kiernan, 1998), le régime entretient le paradoxe en louant indirectement un des symboles du pouvoir régalien.

Dans le prolongement de cette contradiction, la propagande utilise la *cité*, avatar des dynasties royales successives, dans le but d'exalter le nationalisme. Ainsi, l'héritage de la période angkoriennne magnifie le temps où la civilisation khmère savait braver les éléments pour construire des temples au milieu des plaines marécageuses. Les *barrays*, système d'irrigation sophistiqué et partie structurelle de cette urbanité originelle, sont érigés en exemple de ce triomphe de l'homme sur la nature. Le peuple révolutionnaire se devait, à nouveau, d'être maître de l'eau, maître des éléments mais aussi de surpasser la période angkoriennne (Locard, 1996). L'allégorie de la domestication

de la nature par le seul fait de la mobilisation humaine a inspiré de vastes chantiers d'irrigation creusés à main d'homme à l'instar de ceux qui, jadis, avaient mobilisé des contingents d'esclaves. Sur l'exemple des réalisations de la Chine populaire, les valeurs patriotiques sont exhortées par de grands ouvrages reprenant les temps forts du passé glorieux du Kampuchea.

Par contraste, la représentation du fait urbain contemporain est une caricature poussée à l'extrême de l'affront porté à la tradition mais aussi à l'unité ethnique. L'importance donnée à la ville dans la propagande est inversement proportionnelle à son poids démographique dans un Cambodge à large dominante agricole. En 1962, la population urbaine ne représentait que 10% de la population totale avec une proportion inégale entre les villes puisque la capitale concentrait près de 70% de la population urbaine du pays. Le rôle polarisateur de Phnom Penh fut, de surcroît, accentué aux temps forts de la guerre par un exode rural massif, faisant doubler la population de Phnom Penh entre 1970 et 1975 (Migozzi, 1973).

Si, d'un point de vue numérique, le fait urbain est mineur, son influence sociale reste notoire. La propagande condamne l'« expansionnisme des Etats colonisateurs » afin de prouver par l'exemple que la ville moderne est une production étrangère. Les centres urbains contemporains sont présentés comme une production allogène, de leur construction par le pouvoir français à leur administration par le régime proaméricain. Cette mainmise extérieure est également interprétée selon la structure sociale de la population urbaine. La ville, cosmopolite par tradition, est l'expression même de la mixité. En 1962, la capitale comptait 18% de Chinois et 14% de Vietnamiens auxquels étaient adjointes des minorités ethniques ou religieuses (Migozzi, 1973). L'influence des Sino-Khmers est significative notamment en tant que vecteur de la modernisation du système économique et de l'occidentalisation de la société (Népote, 1983). Ce clivage socioethnique contribue largement à alimenter une propagande xénophobe et façonne le discours sur la souveraineté de la race khmère.

La question de la concentration effective des élites dans les villes est une source de critique sur le rapport de servitude entre classes sociales. L'émergence d'une bourgeoisie aisée est mise en relation avec une pratique partielle du pouvoir issue de l'accointance entre les intérêts privés et l'action politique. Le régime proaméricain est ainsi dénoncé pour sa corruption chronique. Les villes ne sont pas « moralement pures et propres comme les zones libérées » (Kiernan, 1998). Le système népotiste favorisant l'enrichissement personnel alimente le jeu de la dissociation sociale (Meyer, 1971). Selon le régime, la désurbanisation permettait de résoudre ces contradictions et inégalités (Short, 2004).

L'élitisme en ville est, en outre, dénoncé comme la volonté de préserver la capitale de possibles formes de ruralisation dans un contexte où les régimes successifs se sont évertués à doter la capitale des appareils d'un urbanisme novateur. Ainsi, le mouvement architectural moderne, lancé dans les années 1960, a permis à Phnom Penh de se positionner en tant que capitale avant-gardiste sur la scène urbaine sud-est asiatique.

Par extension, le contexte national marqué par de profonds déséquilibres territoriaux creuse l'écart entre le monde rural et les villes. La répartition inégale des richesses à l'échelle du territoire est une source de tension sociale. Les centres urbains et les plaines agricoles prospères absorbent invariablement les bénéfices de la croissance économique, contrastant avec les provinces reculées bien souvent sous-développées. Ce décalage est notamment lisible au niveau de l'accès à l'éducation, aux structures de santé ou à la culture. La diffusion du progrès passe par la ville qui constitue la devanture tangible mais limitée de l'ouverture vers l'Occident.

Les travaux universitaires de Khieu Samphan ou de Hou Youn, figures intellectuelles du régime, fondent leur argumentaire sur une interprétation des inégalités sociales issues, selon eux, d'une distribution inégalitaire des terres dont la grande majorité est détenue par de riches propriétaires. Ce postulat repose sur un système de représentation du rapport de servitudes qui stigmatise deux systèmes sociaux, l'un précapitaliste, l'autre coutumier avec leurs règles intrinsèques et leurs évolutions respectives. Il est à noter que le système foncier des années 1950 caractérisé par la coexistence de la propriété privée introduite par le protectorat français et du régime coutumier était effectivement une source de déséquilibres sociaux matérialisés par de nombreux conflits (Carrier, 2007). Toutefois, les inégalités dénoncées par ces lectures marxistes du contexte social renvoient, plus largement, aux contradictions mêmes d'une société traditionnelle qui négocie non sans mal sa modernisation. Ce processus de transition est un phénomène connu pour renforcer, par la présence donnée au développement urbain, la scission entre les villes et les campagnes.

Dès lors et dans l'ambition politique de légitimer une action révolutionnaire, les formes de l'impérialisme urbain sont mobilisées dans une représentation de la ville immorale. Ce système de lecture met en relation l'ingérence étrangère et l'accumulation des richesses, du capital. Cette menace venue des centres urbains est présentée comme un affront pour le monde rural, désigné de fait, seul gardien des valeurs originelles de la société khmère. Le parti pris antiville exploite largement le ressentiment latent des paysans à l'égard des citoyens. Dans certaines régions reculées, l'hostilité est des plus palpables (Vickery, 1999). La propagande se construit

sur cette animosité, laissant présager la possibilité d'un renversement du rapport de domination.

A la différence de la révolution culturelle chinoise où la modernité est instituée comme un but ultime de la quête révolutionnaire, le Kampuchea démocratique prône un retour vers les valeurs portées par la paysannerie. Cette posture passéiste renie, au travers du prisme déformant de la souveraineté culturelle, le principe même de l'évolution sociétale. Consommateur et diffuseur de cette urbanité contemporaine, le peuple des villes est rendu coupable de la menace de voir s'éteindre la «race khmère».

Le citadin, ennemi du peuple

Selon l'itinéraire politique du Kampuchea démocratique, le rejet de l'ancien ordre social est la condition de l'avènement du socialisme. Dès lors, la rupture avec les structures traditionnelles constitue le préalable à la révolution. Ce mot d'ordre instaure de façon despotique le «glorieux 17 avril» comme la date emblématique de la fracture entre l'«ordre social féodal» et la nouvelle société révolutionnaire. Cette rupture radicale passe par l'abolition des statuts hiérarchiques antérieurs. La construction de l'esprit collectif [*suon ruom*] sous-entend une lutte continue contre l'individualisme. La réquisition des acquis matériels au bénéfice de l'Etat, facilitée par la désurbanisation, est censée annuler les rapports de servitude induits par la propriété privée. La possession d'objets de l'ancienne société est prohibée. Dans l'assignation forcée à la campagne, le citadin doit adopter le dénuement de la vie dans les coopératives agricoles.

Le nivellement des contradictions de l'ancien ordre social n'est pas pour autant synonyme d'une annulation des antagonismes de classes. Bien au contraire, puisque le régime instaure une nouvelle hiérarchie selon trois catégories distinctes desquelles dépendent, entre autres, les conditions de résidence, le droit de vote, le rationnement alimentaire ou les responsabilités politiques.

Ce remaniement de fond donne la mesure de l'ambition rétrograde de vouloir inverser un ordre social. Ce procédé instaure un nouveau rapport de sujétion avec son propre système de lois et de privilèges. Ainsi, l'utopie d'une possible revanche du paysan sur le citadin prend une tournure plus concrète.

La propagande s'attache à dissocier le citadin du reste du peuple. La caricature, artifice connu des régimes totalitaires, est utilisée pour fustiger l'ennemi dans l'apparence ou le comportement. La haine du citadin est

tissée sur la trame d'une diatribe contre la bourgeoisie urbaine, rentière et intellectuelle. La parodie stigmatise l'érudit diplômé portant des lunettes, l'étudiant aux cheveux longs ou encore la femme apprêtée selon la mode française. Le citadin, consommateur des facilités dispensées par le progrès et la culture occidentale, est condamné pour diffuser un art de vivre en ville, une forme d'urbanité contemporaine. La ligne de conduite du Comité est de faire des citadins une force productive à «mains nues», dégagée du superflu matériel de la culture impérialiste et colonialiste (Short, 2004).

Les composants populistes du ressenti, voire du complexe d'infériorité du paysan vis-à-vis du citadin privilégié qui «a eu la vie facile, tandis que les paysans ont vécu très durement» sont utilisés pour rappeler l'inefficacité du citadin qui n'«effectue pas un travail productif» (Kiernan, 1996). En devenant une main-d'œuvre assujettie, la population des villes est assignée à une fonction économique où «tous les citadins doivent devenir agriculteurs; seuls ceux qui peuvent cultiver le riz ont le droit de manger (...) les autres n'ont aucune raison de vivre»⁸. La rééducation des masses populaires compose un des pans de ce projet social: «les citadins ignoraient ce que sont les rizières, les vaches et les récoltes. Ils en connaissent désormais le sens et n'ont plus peur des vaches ni des buffles» (Kiernan, 1998).

L'aptitude révolutionnaire permet d'identifier la fonction de l'individu dans la nouvelle hiérarchie instituée. Le «citadin exploiteur», bénéficiant jadis d'un statut de privilégié, est relégué à la classe du sous-peuple [*anou prachechoun*]. Libéré récemment de l'impérialisme, il est corrompu par principe et dissident par déduction. Affiliés au «peuple nouveau» ou aux «17 avril», ces «sous-citoyens» aux droits amoindris représentent 30% de la population totale et se composent majoritairement de citadins mais aussi de déserteurs et d'opposants présumés. Paradoxalement, cette catégorie englobe les paysans réfugiés en ville lors des vagues d'exode des années 1970 et par conséquent loin de l'archétype du citadin véhiculé par la propagande. Ainsi, l'ensemble des résidents en ville est désigné iniquement comme ennemi de la révolution.

Le peuple ancien ou peuple de plein droit [*penh set*] est issu du prolétariat paysan, population ralliée à la cause révolutionnaire avant la prise de Phnom Penh. Cette classe majoritaire de cultivateurs et de partisans enrôlés dans les bastions militaires incarne les valeurs du monde rural sur

⁸ Rapport d'enquête établi par Kaonn V., in *Sarpordarmen Kampuchea*, T.VIII, 1979, 16 août. *Tribunal populaire révolutionnaire siégeant à Phnom Penh pour le jugement du crime de génocide commis par la clique Pol Pot-Ieng Sary*, août 1979, Maison d'Édition en langues Étrangères, Phnom Penh, 1990, pp. 115-144.

lesquelles repose l'idéal révolutionnaire. La strate intermédiaire intègre le peuple candidat [*prachechoun triem*] qui n'est pas totalement acquis au régime.

La politique drastique de contrôle de la population souligne l'incapacité du régime à impliquer les citoyens dans le projet révolutionnaire. Le Kampuchea démocratique s'enlise rapidement dans un cercle vicieux d'exécutions arbitraires et massives destinées à faire disparaître les élites intellectuelles et culturelles du pays. Les rangs les plus élevés de la société cambodgienne, membres du cénacle royal ou administrateurs des régimes antérieurs sont particulièrement touchés par ces purges tout comme les bonzes, les artistes et les ouvriers.

Sujet tabou dans la société actuelle, les exemples de maltraitance des citoyens par les paysans de souche apparaissent depuis peu dans les témoignages⁹. Actes d'humiliation et assignation aux travaux agricoles les plus contraignants sont entre autres rapportés. Cette dimension montre avec acuité la force de l'outil de propagande qui a su construire un rapport d'animosité entre l'ancien et le nouveau peuple. Les pertes humaines imputées au régime du Kampuchea démocratique sont estimées entre 1,3 et 1,7 million de victimes (Sher, 2004). Bien qu'ayant payé un lourd tribut, la proportion exacte de citoyens reste pour l'heure méconnue.

Conclusion

En excluant la ville de sa révolution, le Kampuchea démocratique s'est illustré par l'application despotique d'une politique bâtie sur la détestation de l'urbain. La singularité de ce régime se situe à l'intersection entre une idéologie à charge contre la ville et l'absence de modèle théorique.

La nature de cette pensée est révélatrice d'un Cambodge qui assume non sans difficulté la modernisation et l'occidentalisation de sa population. La force des Khmers rouges est d'avoir su aviver le malaise des campagnes en composant un discours démagogique sur l'impérialisme urbain, producteur de ségrégation sociale, l'enjeu révolutionnaire étant de préserver le monde rural de l'influence des villes et de réduire les citoyens, diffuseurs privilégiés de cette urbanité nuisible. Cette idée de la rédemption trahit

⁹ Deux témoignages récemment publiés et mentionnés par M. Vickery apportent un éclairage nouveau sur le comportement méprisant du peuple ancien à l'égard des citoyens: Seng T., *Daughter of the killing fields*, Fusion Press, Londres, 2005, pp. 79, 97, 123; Kim S., *Jeunesse brisée*, Actes-Sud, 2008, pp. 48-49, p. 52, pp. 55-56, p. 108.

l'illusion d'une possible revanche de la forêt sur la ville, mythe révolutionnaire créé par la bourgeoisie urbaine.

Ancré dans l'utopie d'une société révolutionnaire progressiste, le préjugé antiville porte le poids de nombreux paradoxes. L'emblème même du régime est une antinomie. Sous forme imagée, la modernisation de l'agriculture devait aboutir à l'industrialisation du pays, impliquant indirectement l'urbain dans sa composante économique. A long terme, l'effort révolutionnaire devait «transformer la campagne pour qu'elle devienne la ville»¹⁰, ville pensée dès lors comme l'accomplissement d'une transformation du monde rural. L'écart entre l'idéal d'un Etat sans ville mis en forme par le socialisme et la voie choisie pour y parvenir donne la mesure de l'échec de cette révolution improvisée.

Bibliographie

Becker E., *When the War was over, Cambodia and The Khmer Rouge Revolution*, Revised Edition, Public Affairs, 1998, 624 p.

Carney T. M., *Communist Party Power in Kampuchea (Cambodia), Documents and Discussion*, Cornell University Press, 1977, 76 p.

Carrier A., *Les «lois de la possession» à Phnom Penh: conversion des droits d'usage résidentiel issus du contexte socialiste de réappropriation urbaine (1979-1989) en droits de propriété*, thèse de doctorat, Institut français d'urbanisme, décembre 2007, 600 p.

Chandler D., Kiernan B., Boua C., *Pol Pot plans the future, Confidential leadership documents from Democratic Kampuchea, 1976-1977*, Monograph series 33, Yale University Press, 1989, 346 p.

Chandler D., *The Tragedy of Cambodian History, Politics, War, and Revolution since 1945*, Yale University Press, 1993, 408 p.

Dy K., *A history of Kampuchea Democratique (1975-1979)*, Documentation Center of Cambodia, 2007, 74 p.

Frings V., *Le socialisme et le paysan cambodgien*, L'Harmattan, 1997, 188p.

Hou Y., *La paysannerie du Cambodge et ses projets de modernisation*, thèse de doctorat, Paris, 1955, 284 p.

Jackson K. D. (éd.), *Cambodia 1975-1978, Rendezvous with death*, Princeton University Press, 1989, 360 p.

Kiernan B., Boua C., *Peasants and politics in Kampuchea 1942-1981*, Zed Press, New York, 1982, 401 p.

¹⁰ Locard H., 1996, *op. cit.*, p. 191.

Kiernan B., *The Pol Pot Regime: Race, Power, and Genocide in Cambodia under the Khmer Rouge, 1975-1979*, Yale University Press, 1998, 581 p.

Kiernan B., *How Pol Pot Came to Power: A History of Communism in Kampuchea, 1930-1975*, Yale University Press, second Edition, 2004, 488 p.

Locard H., *Le «petit livre rouge» de Pol Pot ou les paroles de l'Angkar*, L'Harmattan, 1996, 263 p.

Mak P., *Le phénomène urbain dans le Cambodge post-angkorien, péninsule Indochinoise: études urbaines*, L'Harmattan, Paris, 1991, pp. 39-54.

Meyer C., *Derrière le sourire khmer*, Plon, Paris, 1971, 406 p.

Migozzi J., *Cambodge, faits et problèmes de population*, CNRS, 1973, 303 p.

Ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique, *Interview du camarade Pol Pot, secrétaire du comité central du Parti communiste du Kampuchea, premier ministre du gouvernement du Kampuchea démocratique à la délégation des journalistes yougoslaves en visite au Kampuchea démocratique*, Phnom Penh, Département de la presse et de l'information, 1979, 23 p.

Prud'homme R., *L'économie du Cambodge*, Paris, PUF, 1969, 299 p.

Samphan K., *Cambodia's economy and industrial development*, traduit par L. Summers, Cornell University, data paper, n° 111, Southeast Asia Program Department of Asian Studies, New York, mars 1979, 120 p.

Sher S., *Le Kampuchea des «Khmers rouges»: Essai de compréhension d'une tentative de révolution*, L'Harmattan, Paris, mars 2004, 483 p.

Short P., *Pol Pot, The History of a Nightmare*, J. Murray (éd), London, 2004, 541 p.

Sliwinski M., *Le génocide Khmer rouge, une analyse démographique*, L'Harmattan, Coll. Recherches Asiatiques, 1995, 168 p.

Thion S., *Watching Cambodia*, White Lotus, 1993, 278 p.

Vickery M., *Cambodia 1975-1982*, Silkworm Books Edition, 1999, 369 p.

III

Les limites de l'urbaphobie

L'urbanophilie actuelle, ou comment le constructionnisme politique se réaffirme en s'indexant à la ville

Philippe Genestier

La thèse principale de la rencontre de Cerisy à l'origine de ce texte était la suivante : il existe dans la culture française une méfiance fondamentale, voire une vraie hostilité, à l'égard de la ville. Cette urbaphobie ancestrale repose sur une conception de la campagne en tant que cadre organique de socialisation, en tant que source et conservatoire des valeurs authentiques. Ainsi, la civilisation rurale constituerait un pôle positif où les repères existentiels et la Vertu, au sens des Anciens, s'enracineraient. Dès lors, par simple inversion, la civilisation urbaine constituerait un pôle négatif favorisant tout à la fois l'aliénation matérielle et spirituelle des personnes, exacerbant l'égoïsme, la concupiscence, la cupidité et le vice...

Bref, selon la thèse initiale de cette rencontre, la ville serait la grande mal-aimée de l'imaginaire français et les organisateurs de cette rencontre entendaient développer une analyse critique de cette urbaphobie considérée comme une déclinaison de l'idéologie conservatrice, voire réactionnaire.

Mon propos n'est pas ici d'alimenter cette thèse, ni à l'inverse de la réfuter – même si j'ai pu être tenté de le faire dans des articles déjà anciens

(Genestier, 1990 et 1992). Ce présent texte est plus modeste car, ne se plaçant pas à l'échelle d'un cadre culturel général, il consiste à faire le point sur une attitude nouvelle et sans doute éphémère, sectorielle et peut-être minoritaire, mais qui me paraît s'opposer à celle postulée par cette rencontre. L'attitude nouvelle que je voudrais mettre en lumière se caractérise par une attitude urbanophile¹, telle qu'on peut la repérer depuis deux décennies dans nombre de discours publics et médiatiques.

Ce texte entend analyser d'abord le cadre cognitif qui sous-tend cette urbanophilie et son expression discursive (1), puis les connotations idéologiques qui s'y trouvent véhiculées (2) et, enfin, l'impact de ce mode de pensée sur la praxis urbanistique (3).

Le discours urbanophile : sources, contenu, structure

Qu'est-ce que l'urbanophilie ? Si c'est le fait d'attribuer des vertus morales, sociales et politiques à la ville, alors depuis vingt-cinq ans un discours indubitablement urbanophile se fait entendre, et cela de manière répétitive, émanant de sources diverses mais convergentes.

Le lexique par lequel le politique et le social sont ramenés à l'urbain

Au début des années 2000, dans le cadre de «l'Action incitative Ville» du ministère de la Recherche, nous avons étudié la place et le rôle de la thématique urbaine dans le discours politique (Genestier, Ouardi, Rennes, 2007). Développée grâce au logiciel Weblex, cette analyse lexicologique portait sur un corpus s'échelonnant entre 1998 et 2002, composé de 275 discours gouvernementaux et des pages «Débats-horizon» du journal *Le Monde*.

Cette recherche a révélé l'existence d'un lexique propre aux discours étudiés et éloigné du vocabulaire traditionnel des partis participant alors au gouvernement. Ces discours de «la gauche plurielle» s'organisaient autour de mots pivots tels que «cité», «citoyenneté», «urbanité», «espace public», «proximité», «terrain»... Ces vocables avaient une importance

¹ J'utilise ici le terme «urbanophilie» plutôt que celui d'«urbaphilie» parce que j'entends considérer ici autant la dimension axiologique du rapport à l'urbain que la dimension praxéologique se traduisant dans l'activité urbanistique.

quantitative majeure, véhiculant des problématiques contrastant fortement avec les thèmes développés par François Mitterrand durant les années 1980 (où dominaient les questions des inégalités de revenus, de l'intervention de l'Etat dans la finance et l'industrie, du pouvoir de décision dans l'entreprise...).

Pour résumer cette recherche, il apparaît que les usages contextuels de vocables référant à l'espace et à la ville affirment globalement une tendance au syncrétisme sémantique, mêlant la question sociale et la question locale. Cette fusion/confusion a été discursivement construite à travers un certain nombre de figures de rhétorique dont le point commun était de s'appuyer sur le potentiel polysémique du lexique utilisé.

Certes, on peut affirmer que la société contemporaine se caractérise par une forte intrication de l'urbain et du social, du fait de transformations socioéconomiques majeures posant «les questions urbaine et locale» (Castells, 1976; Bourdin, 2000) au centre des débats. Cela s'exprime notamment par l'élévation «des banlieues» au rang de grand problème contemporain (Baudin et Genestier, 2003). Et il faut reconnaître que les grands ensembles de logements sociaux périphériques concentrent effectivement des populations subissant de plein fouet la désindustrialisation et la décomposition de la société fordiste. Ces quartiers méritent donc une attention particulière de la part des pouvoirs publics. Cependant, l'objectivité et l'ampleur d'un problème social ne suffisent pas pour que soit mise en œuvre une politique publique afférente. Il existe de multiples phénomènes sociaux avérés dont la médiatisation reste faible ou nulle et qui, de ce fait, ne sont jamais mis à l'agenda politique. C'est d'ailleurs pour cette raison que les discours politiques et médiatiques apportent surtout un témoignage sur les sensibilités collectives et l'univers de plausibilité de leur époque.

Les figures de rhétorique qui fondent et alimentent le discours urbanophile

Dans notre corpus, il est apparu que quelques figures de rhétorique récurrentes remplissaient une fonction cardinale: elles formataient le cadre cognitif (perception du monde, pré-sensibilisation à certains aspects et préinterprétation de ce qui fait problème) et structuraient l'énonciation (organisation d'une mise en récit au sein duquel se dégage une obligation d'agir et dont découlent des modalités d'action).

La figure de rhétorique la plus frappante est *la syllepse*, c'est-à-dire l'usage simultané des sens propre et figuré d'un mot. Ainsi, le syntagme

«espace public» assimile l'espace physique urbain à la sphère publique délibérative: à travers lui et avec lui, les locuteurs affirment implicitement qu'il existe une relation nécessaire entre l'espace physique urbain et la sphère publique (communicationnelle et délibérative), comme si un entremêlement, voire une consubstantialité, reliait la ville et la politique, la citadinité et la démocratie. Or, c'est là un contresens conceptuel et historique, car «l'espace public» de Jürgen Habermas n'a rien de spatial et ne concerne que la sphère médiatique se déployant dans la culture bourgeoise de manière de plus en plus abstraite et donc délocalisée, déspatialisée. Il en va de même avec le vocable «urbanité», qui évoque à la fois la dimension physique de la ville et la dimension comportementale relative à la politesse et aux mœurs policées.

Une autre figure de rhétorique est abondamment utilisée dans notre corpus: *l'étymologisme*. Il s'agit de l'usage d'une racine étymologique commune comme raison suffisante pour établir une parenté sémantique et/ou référentielle entre divers termes. Ainsi, la racine *cit* permet de gommer la distinction entre l'*urbs* et la *civitas*, entre l'*astu* et la *polis*. La référence explicite à l'origine latine *civis* des mots comme «cité», «citoyenneté», «civilité», «civilisation» participe au cadrage urbain des questions sociales. Ce type de rhétorique est évidemment amplifié par la vulgate relative à la naissance urbaine de la démocratie².

La *paronomase* est également une figure remarquable de ces discours. Elle consiste à jouer sur des homophonies approximatives («le spatial et le social», «le lien et le lieu»...) laissant penser qu'il existe un rapport structurel ou une relation d'inférence entre des domaines en réalité hétérogènes. Ainsi, les vocables «proximité» et «mixité» entretiennent une relation phonétique qui conduit à les associer fréquemment dans un discours d'idéalisation de la «mixité sociale» qui sert lui-même à dénier des clivages ethniques, à euphémiser la «visibilité» de certaines minorités.

Autre figure de rhétorique très utilisée: la *synecdoque* (prendre la partie pour le tout, le contenant pour le contenu, l'effet pour la cause, le lieu pour l'objet...). Celle-ci entretient, comme la syllepse, la confusion du physique et de l'institutionnel. Le lieu vaut alors en tant qu'il désigne la population qu'il contient et, réciproquement, la population ainsi contenue est censée exister en tant que groupe spécifique et homogène, justement parce que le fait de partager un lieu de résidence le spécifierait et l'homogénéiserait.

² Certes, la démocratie antique est liée à la Cité, mais la démocratie moderne n'a que fort peu à voir tant avec celle-ci qu'avec celle-là.

Forgé par subsomption, ce groupe-population peut dès lors être attributaire d'une action publique ciblée puisqu'on stipule que le partage d'une même localisation constitue un facteur puissamment identificateur : conception qu'expriment les expressions «jeunes des quartiers» ou «culture de banlieue», par exemple.

La syllepse, l'étymologisme, la paronomase, la synecdoque sont des tropes qui sous-tendent des chaînes argumentatives et des justifications de l'action publique, certes, mais ils font plus que cela : ils constituent des cadres cognitifs prédéfinissant des appréhensions, des critères d'évaluation et des schèmes explicatifs. Par conséquent, ces cadres cognitivo-discursifs configurent les problématisations, imposent une échelle de cadrage, engagent des modèles d'action. Et ils inscrivent dans les représentations une idéologie politique et une culture professionnelle, portées tant par des élus, locaux et nationaux, que par des techniciens publics (gestionnaires de politiques sociales et des espaces urbains).

Détester ou adorer les grandes villes : une expression idéologique euphémisée

On sait que les préférences idéologiques sont plus le fruit d'une attitude réflexe et d'un rapport affectif au monde que d'une analyse rationnelle de ses intérêts de classe. Ces options, chevillées à la subjectivité de chacun, restent souvent inarticulées et ne s'actualisent que quand une circonstance les sollicite. Toutefois, la (post)modernité se caractérisant par l'obligation faite à chacun de produire un récit personnel – qui et que suis-je? –, il s'avère nécessaire de stabiliser son noyau identitaire à partir de certaines options axiologiques de base pouvant servir de fil conducteur. Parmi ces options, celles concernant le rapport à l'environnement, les oppositions nature/culture et campagne/ville sont facilement mobilisables. En tant que support de subjectivation, elles peuvent être articulées pour définir un rapport global de l'individu au monde, au collectif, à l'ordre institutionnel. Ces options, à la fois dotées d'un contenu polymorphe et enracinées dans la subjectivité, s'énoncent souvent au moyen d'images-idées stéréotypées permettant de formaliser des préférences de manière syncrétique et illustrative.

Ainsi, il existe le stéréotype positif de la nature paisible et apaisante, de la campagne ontologiquement sécurisante, associé au stéréotype négatif de la ville (lieu d'aliénation et de dérégulation). Inversement il existe un stéréotype négatif de la campagne (arriérée et réactionnaire) qui se prolonge

par une image-idée positive de la ville comme haut lieu culturel, vecteur du «faire société», voire comme acteur collectif majeur sur la scène de l'histoire actuelle, postindustrielle et postnationale.

Ces stéréotypes sont constitués d'entités amalgamées au travers desquelles se formalisent le rapport au monde et les prédispositions idéologiques de chacun. De sorte que l'appréciation émotionnelle que chacun aura du couple oppositif ville/campagne – qui se réénonce aujourd'hui dans le couple ville/banlieue – constituera une opportunité pour donner une consistance à ses options idéologico-identitaires latentes. A l'heure où la présentation rationnelle de ses préférences partisans est devenue plus difficile, du fait de la crise des idéaux de progrès et d'égalité, les préjugés sur la ville et la campagne sont de bons outils identificatoires et argumentatifs.

Politique de la ville ou la politique par la ville ?

L'analyse lexicologique et l'étude de l'argumentation de la Politique de la ville permettent de dévoiler l'urbanophilie intrinsèque de cette dernière. En cela, elle s'adosse à la vision valorisée et normative que les architectes, les géographes, les sociologues de l'urbain ont de la ville centrale et générique, qu'ils appellent «la Ville européenne». De même, les doctrines urbanistiques actuelles du *New Urbanism*, du néo-haussmannisme et du «projet urbain» (Pinson, 2009) constituent des expressions d'une vision enchantée de la ville dense, continue, animée. Les syntagmes «droit à la ville», «aménités urbaines» et «urbanité», par exemple, qui font florès dans les textes exposant ces doctrines, en portent témoignage. De plus, ces doctrines posant «La Ville» en modèle ont leurs contre-modèles. Ces derniers sont constitués à la fois par l'urbanisme fonctionnaliste des années 1960-1970 et par la périurbanisation. Cette dernière, appelée aujourd'hui «étalement urbain», dont la faible densité est systématiquement dénoncée par les pouvoirs publics et l'intelligentsia, se voit accusée de nourrir l'entre-soi et de conduire au vote pour le Front national. Si bien que l'on constate aujourd'hui l'existence d'une pensée politiquement correcte, porteuse d'une réelle urbanophilie, motivée par la volonté de s'opposer, d'une part, aux dérives communautaristes auxquelles conduiraient les grands ensembles de banlieue et, d'autre part, au penchant pétainiste auquel la France, selon certains, serait toujours prête à succomber. Une urbanophilie officielle, fondée sur une vision enchantée de la grande ville se prolonge ainsi par une antiurbaphobie militante qui récuse la non-ville et les populations «obscurantistes» qui aspirent à y résider. Mais, jusqu'à

aujourd'hui l'urbanophilie guidant la Politique de la ville n'a pas fait preuve de sa pertinence sociale.

Les diverses urbanophilies

Il convient en fait de distinguer plusieurs représentations et options idéologiques qui s'expriment au travers de l'actuel engouement pour la ville.

Il existe une urbanophilie progressiste, voire néomarxiste, qui fait du cosmopolitisme métropolitain le substitut de l'internationalisme prolétarien. Cette tendance érige les catégories sociales reléguées et stigmatisées (issues de l'immigration et constituant les «minorités visibles»), vivant dans les cités de banlieue, au statut de grande cause politique et de nouvelle incarnation de la classe dominée et potentiellement motrice de l'histoire. En témoignent les colonnes du journal *Libération* exaltant «l'énergie et l'inventivité des banlieues», et faisant l'éloge du métissage et de «la créolisation du monde», de même que certains textes sociologiques parus à la suite des émeutes de novembre 2005. En faveur de ces populations, vues principalement comme des victimes du système, le discours partisan dénonce le manque d'urbanité et l'absence des services publics en ces lieux périphériques, ce qui impose un cumul des handicaps à leurs habitants. Cela signifie *a contrario* que «le droit à la ville» associé à une lutte contre «l'exclusion», «la ségrégation» (Maurin, 2004) résoudraient les problèmes d'intégration sociale de ces populations. Il s'exprime là un idéal égalitaire-progressiste, qui s'inscrit toutefois dans un temps où le productivisme et l'optimisme historico-politique ne sont plus guère de mise.

On trouve par ailleurs une urbanophilie réformiste, d'inspiration social-démocrate et social-chrétienne (de tradition personnaliste et aujourd'hui très inspirée par E. Lévinas et P. Ricœur), arguant de «l'intersubjectivité» et du «vivre-ensemble» que favoriserait «la coprésence», produisant elle-même de la «reconnaissance et de l'acceptation d'Autrui» et, de ce fait, du «lien social». Une telle conception de la ville autorise à formuler a minima un récit sur la prévalence du collectif et de l'institutionnel; un récit qui, pour ceux qui l'énoncent, vise à résister à l'individualisme ambiant. C'est la ligne de pensée sur laquelle se situe la revue *Esprit*, dont divers numéros («Quand la ville se défait», novembre 1999, «La ville à trois vitesses», mars 2004) en sont des illustrations éloquentes. Autrement dit, la figure de la ville sert de substitut pour réénoncer des valeurs de cohésion sociale et pour proclamer, contre le scepticisme ambiant, la capacité du politique à harmoniser les rapports sociaux.

On trouve enfin une urbanophilie néolibérale tablant sur l'ambiance urbaine, l'intensité des échanges et la diversité culturelle. Là, la ville centrale, gentrifiée et patrimonialisée plaît car elle est folklorisée. De cette centralité hédoniste procèdent les démarches de marketing urbain menées depuis vingt-cinq ans par diverses « métropoles », multipliant les palais des congrès, les musées, les médiathèques et les rues piétonnes bordées de commerces ethniques ou franchisés. Il s'agit d'une urbanophilie portée par les « bobos » et « la classe créative » à destination desquels prospèrent les opérations immobilières de « reconquête urbaine ».

En fait, on assiste à une alliance objective entre ces trois types d'urbanophilie qui se concilient dans une rhétorique où la ville est érigée au statut de personnage positif (peut-être à cause de la perte de crédibilité des grands acteurs collectifs que furent les classes, les nations...) sur la scène social-historique. Or, à une époque où une conception lyrique et épique du politique – une conception « littéraire », selon le terme de Tocqueville – se trouve vidée de sa crédibilité, il est crucial pour les acteurs statutairement tenus de discourir sur l'ordre symbolique, de retrouver une accroche permettant de doter leurs propos d'une performativité minimale.

Partant de là, une question se pose : les représentations (négatives ou positives) de la ville sont-elles toujours des expressions idéologiques et morales plus ou moins édulcorées ? Et, question corollaire, s'il y a une instrumentalisation des questions urbaines par des enjeux idéologiques, le débat proprement politique aussi bien que les interventions proprement urbanistiques n'en sortent-ils pas biaisés ?

L'urbanophilie : un ersatz de discours holiste et progressiste

Pourquoi l'urbanophilie constitue-t-elle aujourd'hui, malgré ses ambivalences soulignées ci-dessus, un mode courant d'expression – peut-être (le seul restant plausible ?) – des idéaux progressistes ? Et, réciproquement, quelles sont les conséquences pratiques de cet investissement fort de l'idée de ville par des enjeux politiques et des représentations progressistes ?

Pour répondre à cette première question, il convient, me semble-t-il, de constater que tant les républicains, (presque) orphelins de la matrice nationale, que les égalitaires-progressistes ayant (presque) fait le deuil de l'idée de révolution, se sont, depuis peu et pour une part d'entre eux, rabattus sur « La Ville », la vraie et bonne ville, qui symbolise à leurs yeux la cohésion sociale et l'ordre public légitime. Elle permet d'imager et d'attes-

ter par un référent concret, l'idée – devenue plus incertaine et improbable dans la postmodernité contemporaine – d'une société unifiée par et autour des institutions publiques. Autrement dit, dans le stéréotype de «la ville-monument» (Hénaff, 2008), les bâtiments publics, au centre de la cité agglomérée, occupent tant topographiquement qu'imaginativement une fonction centripète. Cette vision d'inspiration baroque de la ville, comme opérateur symbolique au service d'un despotisme éclairé (corollaire d'une conception instaurationniste du politique), conduit à faire de la ville compacte et structurée par des édifices publics le symbole de la capacité du politique à fusionner les hommes en une entité soudée par et autour ses institutions. Ces dernières étant elles-mêmes définies par leur fonction narrative (consistant à proclamer un récit identitaire, qui peut se décliner en mythe des origines ou bien en roman national – Clastres, 1974). Avec l'urbanophilie, s'il y a un changement d'échelle – l'échelon spatial de référence repassant du territoire national à l'aire urbaine –, la structure du discours politique (Le Bart, 2000) perdure. En outre, une figure de l'âge d'or (c'est-à-dire d'une époque où la société n'était pas divisée) peut être brandie : il s'agit ici de la Cité antique, de la ville médiévale dont «l'air rend libre». En se rapportant à la ville, la traditionnelle rhétorique holiste³ se leste de concrétude et retrouve une part de crédibilité ; même s'il s'agit ici d'un micro-holisme, moins transcendant et hypostasiant que celui porté par les idées jacobines et durkheimiennes de «République» et de «Société».

Ce glissement du référent spatial de la parole politique, passant du territoire (national) à la ville, impose une reformulation de la question sociale. La dénonciation des injustices sociales s'exprime aujourd'hui largement en termes spatiaux : «exclusion», «ségrégation», «relégation». Défendre la cause de la ville et de son urbanité, c'est défendre la cause des nouveaux opprimés : les «assignés à résidence», dans des «ghettos». De même, par la proclamation du «droit à la ville», les idéaux égalitaires se traduisent en des revendications pour un même degré d'urbanité offert à tous, ce qui constitue une expression, déclinée dans le domaine technique et à l'échelle locale, de la problématique politique de la redistribution des richesses. Avec de telles formulations, les traits distinctifs de la citadinité deviennent positifs. Si on reprend des analyses allant de G. Simmel à A. Giddens, ces traits sont l'émancipation individualiste et la réflexivité, l'anonymat, la différenciation pour chacun des sphères d'existence, la pluralité des rôles

³ M. Foucault parle à cet égard de conception «pastorale» du politique et P. Rosanvallon «d'Etat instituteur» qui à la fois instaure et instruit la société.

sociaux... Or, ce sont précisément ces attributs et ces effets de la vie urbaine qui furent longtemps considérés comme détestables, tant par les conservateurs que par les progressistes, puisque ces deux courants les associaient pareillement à l'esprit bourgeois (aux deux sens du terme : citadin et possédant). Par conséquent, la ville était accusée de renforcer la marchandisation, l'aliénation et la superficialité des relations sociales⁴.

Bref, la ville, anciennement regardée avec méfiance par la majorité des adeptes de l'universalisme abstrait (hostiles à toute forme de localisme et de particularisme)⁵, lui-même corollaire du «nationalisme méthodologique» (Beck, 2006) et du volontarisme étatique (Ascher, 1998; Wachter, 1995), est devenue depuis peu synonyme de progrès et autorise la réaffirmation d'un idéal de perfectibilité de l'homme. Plus précisément, la vision artificialiste (le fait de regarder le monde comme le produit de l'activité des hommes et non comme un donné naturel ou divin) et l'idéal perfectibiliste (considérant que l'homme et la société peuvent être l'objet d'un travail de perfectionnement), qui sont inhérents à la philosophie des Lumières, se trouvent aujourd'hui pris en charge par la Ville (archétype même de l'artefact) et par son aménagement (l'art d'édifier – *archeitectura* – étant le prototype de l'activité délibérée de façonnement de la matière et d'ordonnement de l'environnement, dans un dessein d'amélioration de la vie collective). Ainsi, si l'idéal moderne prométhéen et démiurgique change d'échelle et se replie sur une acception élémentaire (*hic et nunc*), c'est pour tenter de résister au choc du doute postmoderne qui le frappe, c'est pour tenter de persister dans sa foi en la vocation et en la capacité du politique.

De plus, l'hostilité récurrente des doctrines urbanistiques envers l'habitat pavillonnaire et le périurbain, censés conforter l'égoïsme et les préoccupations sécuritaires de leurs habitants, semble procéder d'une défiance politico-morale envers la liberté des Modernes – c'est-à-dire la liberté d'«indifférence» (Descartes) ou de «soustraction» (Constant) et non plus de «participation», comme chez les Anciens. Ces mêmes doctrines font, à l'inverse, de la coexistence dans la ville dense un instrument au service d'une éducation pragmatique à la civilité et de l'intériorisation par les

⁴ De Marx à Zola, on trouve de nombreuses marques de la détestation progressiste de la ville, symbole de l'ordre bourgeois, mais les contre-révolutionnaires la détestent tout autant.

⁵ Dans sa préface à l'édition de *La terre* de Zola chez Folio (1988), E. Leroi-Ladurie affirme que si «la gauche de 1850 à 1890 s'est montrée souvent hostile aux campagnes, il y avait pourtant dans cette gauche même de vastes exceptions à cette hostilité, voyez le cas des politiciens républicains et ruralisants à la Jules Ferry» (p. 21). En fait, l'universalisme républicain jalouse autant la ville que la campagne car il craint que l'identification des citoyens à leur lieu de vie suscite un patriotisme de chapelle contrevenant à l'amour de la nation.

citadins des vertus citoyennes. La coprésence des diversités en un «lieu partagé» est censée garantir la tolérance et la concorde. En prémunisant contre la violence primaire aussi bien que contre la sauvagerie d'une «société de marché», la ville métissée et conviviale serait le cadre dans et par lequel s'accomplirait l'implication de tous dans les affaires de la Cité.

Pour le dire autrement, la ville incarne aujourd'hui (faute de mieux, peut-être) le Tout qui est censé être supérieur à la somme des parties. Elle représente également le Un qui transcende les différences, c'est-à-dire un ordre général qui arrache les individus à la proximité aliénante et aux liens hérités, qui déracine les particularismes religieux, ethniques, coutumiers, familiaux... Elle est censée enfin transférer les sujets, non plus dans l'abstraction mi-émotionnelle mi-rationnelle de la Nation (qui n'est plus guère «le plébiscite de tous les jours»), mais au moins dans un milieu concret où règnent des valeurs collectives (celles de la *Polis*) à partir desquelles «un Monde commun» pourrait être pensé à nouveaux frais. La ville, en tant que cadre identificatoire produirait ainsi de l'identité partagée, socle de tout projet politique. Contre la montée de l'ipséité et de l'atomisation sociale, la ville serait le creuset de l'identité (où ce qui est identique entre les sujets est privilégiée au détriment de la singularité chez chacun) et, qui plus est, d'une identité politico-centrée, la seule qui soit légitime selon la doctrine républicaine⁶.

Les conséquences urbanistiques de l'urbanophilie

Exemple de l'urbanophilie actuelle, l'ouvrage d'Olivier Mongin (1995) témoigne d'une tendance de la pensée qui, si elle paraît séduisante au premier abord, est quelque peu illusoire dans ses fondements et sa construction, risquant ainsi d'entraîner des conséquences pratiques néfastes. Son urbanophilie repose sur le postulat selon lequel la Ville, puisqu'elle incarne le progressisme philosophique et moral⁷, permet d'actualiser ce dernier par des mesures concrètes. O. Mongin traduit ainsi en termes urbains sa conception constructionniste du politique. Et, en effet, quand le constructionnisme républicain devient improbable au niveau structurel et

⁶ C'est en ce sens que M.-N. Lienemann, ministre du Logement dans le gouvernement de L. Jospin, utilisait très fréquemment l'expression «urbanité républicaine», afin de faire jouer la complémentarité des connotations et de croiser les légitimités.

⁷ Dans l'univers idéal postmoderne et postrévolutionnaire, le paradigme du progrès et «le principe espérance» ont été laminés par le paradigme du risque, de la précaution et le «principe responsabilité».

national, l'action sur et par l'espace local peut paraître constituer un substitut d'autant plus efficace au premier abord que le constructionnisme trouve là l'occasion de se réexprimer d'une manière littérale et démétaphorisée: bâtir dans l'espace est alors présenté comme la manifestation d'une action publique physique, visible (médiatique) et donc comme la réaffirmation de la possibilité pour la volonté politique d'avoir un impact sur les conditions de la vie en société. A l'ère post-utopique, la ville devient la figure idéale et tangible du Bien. Tout comme à l'heure postmarxiste, la concrétude devient un succédané de la matérialité. Dans cette translation vers la ville, c'est la *doxa* politique elle-même qui est en jeu: l'urbanophilie est aujourd'hui nécessaire à la préservation du constructionnisme politique, lui-même inhérent à l'*illusio* (au sens de P. Bourdieu) politique, c'est-à-dire la croyance en la capacité d'agir de cette instance et en les rôles sociaux qui en découlent.

L'urbanophilie comme affirmation de l'englobement de l'individu

Cette translation vers la ville et le surinvestissement idéologique dont celle-ci fait l'objet autorisent Olivier Mongin et les autres urbanophiles à éluder le problème de la modification des conditions sociales de plausibilité et d'acceptabilité des représentations progressistes, holistes et constructionnistes. Or, un tel évitement condamne nombre des discours politiques et des actions publiques qui s'en inspirent à rester incantatoires ou à poursuivre des buts incertains. En outre, ces discours reposent très largement sur des jeux de mots. Comme nous l'avons vu, seul le rapprochement forcé (car c'est un contre-sens historiographique⁸) entre la ville (*urbs*, *l'astu*) et la politique (*civitas*, *polis*) permet d'affirmer que la cité constitue un creuset social, un contenant géographique produisant un contenu institutionnel et un ordre collectif, de sorte qu'être citoyen permettrait de devenir citoyen et que l'implication dans la vie urbaine constituerait une participation aux choix qui engagent le destin collectif. Or, cette affirmation relève d'une vi-

⁸ De Moses Finley à Marcel Détienne et à Paul Veyne, les auteurs qui pointent le caractère radicalement différent de la conception antique et de la conception moderne de la démocratie sont légion. De même, faire de la ville médiévale ou renaissante une source de la démocratie moderne est abusif (même si Max Weber s'y est abandonné) car cette ville était oligarchique et ses procédures de décision collégiales furent rapidement supprimées par l'absolutisme politico-religieux. La démocratie moderne trouve ses sources dans la *Bill of Rights* anglaise, dans les assemblées de paysans propriétaires des vallées suisses puis chez les pères de la nation américaine.

sion à mon sens obsolète du social et des formes cognitives qui structurent aujourd'hui notre monde idéal et matériel. Comme le dit Marcel Gauchet, aujourd'hui «la démocratie joue contre elle-même», c'est-à-dire que le principe de liberté individuelle qui l'anime se radicalise et entraîne la poursuite du processus d'émancipation, allant jusqu'à faire prévaloir, culturellement, symboliquement et juridiquement l'individu, avec ses droits et ses critères propres, sur les cadres collectifs. De ce fait, la logique propre à la conception de «la démocratie selon les Modernes» (B. Constant) poursuit son déroulement. Certes, cette conception fut un temps contenue par le principe de Souveraineté s'incarnant d'une manière un peu mystique dans l'Etat-nation. Mais depuis les années 1960, elle se déploie sans retenue, car cette mystique a perdu de sa superbe. Si bien que l'utilisation de la figure de la Ville apparaît comme un des derniers moyens pour produire du «Nous» et pour donner une image de cette idéalité. La Ville semble en effet être l'ultime forme de l'englobement de l'individu dans quelque chose de supérieur à lui et comme le dernier support d'affirmation de l'appartenance de chacun à un collectif institutionnalisé et institutionnalisant. Mais une telle rhétorique s'apparente souvent à une proclamation conjuratoire.

Les conséquences de l'urbanophilie... Et pourquoi il convient d'y résister

Outre son aspect illusoire et dénégatif, l'urbanophilie procède de la pensée spatialiste (qui considère l'espace physique comme un inducteur social) dans la mesure où elle postule l'opérativité de l'espace et prétend que l'on peut en faire un instrument de production du social. Or, cette vision impose une conception de l'espace sans épaisseur, enrôlé pour établir «l'ordre public» (selon une idéologie de droite) ou pour participer à «l'éducation collective» (selon une idéologie de gauche). Ainsi, les discours libéraux américains (c'est-à-dire réformistes, comme celui de Jane Jacobs) ou bien ceux, plus autoritaires sur «la prévention situationnelle» par exemple, se rejoignent pour considérer que l'espace doit d'abord être contrôlé, normalisé, soumis à l'autorité pour être le vecteur de cette dernière et ainsi pour agir comme un cadre, voire un moule, producteur d'effets psychiques et comportementaux désirés. On rejoint là la conception normative et «orthopédique» de l'espace, qui constitue un des postulats de l'urbanisme. Mais cette vision est sociologiquement discutable car elle ignore l'épaisseur du social, elle nie la multidimensionnalité des pratiques et des registres sur lesquels celui-ci se déploie. A l'opposé de la vision normative, l'ethnographie urbaine montre

que l'espace opère à la fois en tant que surface institutionnelle et en tant que facteur de retrait ou d'évitement des individus et des groupes vis-à-vis des institutions et du collectif. Le sociologue Jean Remy parle à cet égard d'«espaces à faible légitimité, à forte opacité et à forte permissivité», qui constituent le négatif complémentaire de «l'espace à forte légitimité» représenté par les espaces publics. Il parle aussi d'«espace-demeure» et de «quartier refuge», vécus en tant que lieux d'application des tactiques de «fuite» ou de contournement des contraintes sociales inhérentes à la ville...

Mais ces analyses sont en général méconnues. Elles s'avèrent en outre inaudibles parce que les deux sociologies urbaines en vigueur en France (marxiste et interactionniste-phénoménologique), malgré leurs divergences épistémologiques, partagent un présupposé idéologique commun : celui selon lequel l'espace et son aménagement peuvent et doivent s'inscrire dans un horizon régulateur (que celui-ci vise la justice sociale, conçue comme égalisation des conditions, ou qu'il vise la cohésion sociale, conçue comme homogénéisation axiologique et identification morale). L'espace est alors compris comme un instrument devant être mis au service d'une société ordonnée, en fonction de laquelle il convient de mesurer et de dénoncer les écarts matériels actuels («relégation», «ségrégation») et les manques symboliques («stigmatisation», manque d'«estime de soi»). Si bien que ces deux écoles sociologiques, théoriquement contradictoires, sont en fait convergentes pour conforter le *credo* urbanophile et, partant, l'urbanocentrisme. Ce dernier, qui prend le relais du statocentrisme, se définit comme l'alliance du spatialisme et du remplacement de l'Etat comme figure mythique de l'action social-historique, associé à un ethnocentrisme de classe, celui des élites urbaines, venant remplacer le néocorporatisme des élites de l'âge fordiste.

Porteuses l'une comme l'autre du schème de pensée associant un misérabilisme du diagnostic à un légitimisme de l'action thérapeutique⁹, ces écoles sociologiques alimentent l'imaginaire politique constructionniste dans sa manière de définir les problèmes posés et les solutions souhaitées. Ce faisant, elles nourrissent une représentation biaisée du monde social qui contredit l'autonomie des divers ordres de réalité, notamment l'autonomie de l'espace de proximité par rapport aux enjeux institutionnels généraux.

⁹ J.-C. Passeron et Grignon (1989) ont montré à quel point la pensée éthico-politique est sous-tendue par le schème misérabilisme du constat, légitimisme de l'action publique corrective. Mais qui est le plus justiciable d'un diagnostic en termes de carences et de déficiences : la ville («taudifiée», «étouffante»), la campagne («arriérée»), les grands ensembles de banlieue («ghettoisés») ou la périurbanisation («lieu du repli sur soi») ? Dans tous ces jugements, les préjugés règnent.

De plus, les ressources devenues rares de l'action publique (du fait notamment de la mondialisation et du vieillissement de la population) se voient captées au profit de mesures dont la validité opératoire et la pertinence sociale sont discutables. Cela condamne l'action publique urbaine et territoriale à l'inefficacité (à la redondance, à la circularité et l'amnésie de ses échecs). Prenons un simple exemple, celui de la question de «la mixité sociale». Cette notion consiste à penser et à dire l'injustice sociale en termes spatiaux et à formuler la question de la crise du logement et de la crise des quartiers HLM indépendamment l'une de l'autre. Ainsi, au nom de «la mixité sociale», c'est-à-dire de l'application localisée des principes universalistes de la République, les pouvoirs publics ont entrepris depuis dix ans une politique de démolition massive des logements sociaux¹⁰. Et, au nom de «l'urbanité», on dynamite des logements sociaux situés dans des agglomérations où ils manquent pourtant cruellement !

Le progressisme-égalitariste reconverti en altruisme convivialiste

La distinction gauche/droite est trop simple pour parler des oppositions idéologiques car en fait il existe trois grandes idéologies. Si le mode binaire répond à une logique d'affrontement électoral, les sensibilités qui gouvernent le rapport au monde s'organisent, synthétiquement, selon trois attitudes : une conservatrice (avoir horreur du changement, perçu comme une menace de décomposition), une égalitariste (avoir horreur de l'inégalité, perçue comme une injustice, longtemps associée à l'idée de progrès, elle-même définie comme accès de tous à l'âge de l'abondance), une libérale (avoir horreur de ce qui entrave l'individu).

Depuis la Révolution, dans le paysage idéologique français l'urbanophobie était traditionnellement conservatrice, mais elle a pu aussi être égalitariste (socialistes utopiques, marxistes agrariens). Seul le libéralisme était urbanophile. Aujourd'hui il semble que, à l'heure des réseaux et de la mondialisation, les libéraux restent vaguement urbanophiles (les bobos sont favorables à la permissivité urbaine) mais ce sont surtout les égalitaristes-progressistes qui se sont convertis à l'urbanophilie. La raison en est que, conformément à la culture politique française, les pouvoirs publics

¹⁰ Pensons, par exemple, à la politique de «Renouvellement urbain», qui consiste en la démolition massive de logements sociaux et très sociaux.

sont porteurs d'un imaginaire du Salut collectif et du Bon Pasteur guidant la communauté vers ce Salut. Cet imaginaire, qui fonde une acception téléologique du politique, a logiquement besoin qu'une situation idéale soit posée en préalable et qu'une avancée unanime et asymptotique vers celui-ci soit proposée. La figure de la société idéale (par exemple sans classe) s'étant aujourd'hui effacée, la figure de la Ville s'y substitue. Si celle-ci est imparfaite, la tangibilité de l'espace physique permet au moins de se mettre hors de portée de la disqualification qui affecte actuellement l'esprit utopique. Elle permet aussi de ne pas laisser le champ libre au modèle libéral, qui ne conçoit de régulations politiques qu'*a posteriori*, selon une perspective de correction infinie des dysfonctionnements inhérents à la contingence d'une société auto-organisée et d'individus autoréférentiels.

En affirmant que l'urbain et le social, c'est la même chose, l'imaginaire «illibéral» (selon le mot de Rosanvallon, 2004) trouve une nouvelle échelle et une nouvelle instance auprès desquelles se réindexer pour se réaffirmer. Autrement dit, l'urbanophilie constitue une croyance aujourd'hui nécessaire au maintien d'un minimum de conception instaurationniste du politique, perfectibiliste de l'homme et progressiste de la société. Et, à l'ère médiatique, la valorisation de la ville-centre permet de donner une image plausible à un idéal égalitariste, qui s'est reconverti en altruisme convivial et que l'urbanité incarnerait¹¹.

Bibliographie

Ascher F., *La République contre la ville*, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues, 1998.

Baudin G., et Genestier P., *Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique*, La Documentation française, Paris, 2003.

Beck U., *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?*, Aubier, Paris, 2006.

Bourdin A., *La question locale*, PUF, Paris, 2000.

Castells M., *La question urbaine*, La découverte, Paris, 1976.

Clastres P., *La société contre l'Etat*, Minuit, Paris, 1974.

Genestier P., « Sous les pavés, les racines », *EspacesTemps*, n° 42, 1990.

¹¹ Nous écrivons «incarnerait» au conditionnel, car comment voir dans les centres-villes muséifiés et devenus monofonctionnels, le lieu de «la plus haute diversité dans la plus forte densité», conformément à la définition de l'urbanité?

Genestier P., «Faits et méfaits de l'urbanophilie», *Raison présente*, n° 102, 1992.

Genestier P., Ouardi S., Rennes J., «Le paradigme localiste au secours de l'action publique démocratique», *Mots, les langages du politique*, n° 83, 2007.

Grignon C., Passeron J.-C., *Le savant et le populaire*, Seuil, Paris, 1989.

Hénaff M., *La ville qui vient*, Ed. de l'Herne, Paris, 2008.

Le Bart C., *Le discours politique*, PUF, Paris, 2000.

Maurin E., *Le ghetto français*, Seuil, Paris, 2004.

Mongin O., *Vers la troisième ville*, Hachette, Paris, 1995.

Rosanvalon P., *Le modèle politique français*, Le Seuil, Paris, 2004.

Wachter S., *La ville contre l'Etat*, Ed. Reclus, 1995.

La ville bien-aimée : identités urbaines émergentes

Béatrice Bochet, Jacques Lévy

Si la permanence du discours antiurbain a beaucoup marqué les esprits, certains auteurs ont pourtant fait l'apologie de la ville, en allant jusqu'à montrer la fascination que les villes exercent sur eux et en tentant d'illustrer le bonheur urbain. Ce discours n'a toutefois pas marqué les esprits de la même façon que celui consacré à la condamnation des villes. Dans son éditorial : « Un hommage à Pierre Sansot », Bertrand Lévy (2006) rappelle les « propos toujours aussi justes » de l'auteur de *La Poétique de la ville* (Sansot, 1984) en citant : « On ne consomme pas une ville ou sa culture, on l'aime ou on ne l'aime pas, comme un livre. » D'où l'idée que si la ville peut être mal aimée, et c'est indéniable, elle peut certainement être bien-aimée.

A côté des généalogies, des mythes et des idéologies hostiles à la ville, il existe aussi un ensemble consistant de représentations pro-urbaines. C'est depuis longtemps le cas dans la littérature, où l'apologie de la ville est aussi ancienne que sa détestation, et même, paradoxalement, chez Rousseau à propos de Turin. Depuis peu, on assiste à l'émergence de discours favorables à la « ville compacte », qu'on rencontre notamment dans les discours scientifiques, technologiques et politiques, souvent énoncés en référence au paradigme du « développement durable » (Newman et Kenworthy, 1989 ; Hillman, 1996). Le débat actuel sur les modèles d'urbanité implique aussi

des choix de société, dans un contexte où les habitants ordinaires disposent d'une capacité d'action stratégique sous-tendue par des points de vue, des horizons et des pratiques de plus en plus cohérents. Il existe ici aussi des forces significatives, dans différents secteurs de la plupart des sociétés, qui portent l'idée d'une urbanité assumée. Cependant ces forces sont relativement peu visibles en tant que telles. Dans le monde de la recherche ou de l'action urbaine, il est difficile de trouver aujourd'hui un ensemble de textes qui présentent de manière cohérente les dimensions scientifiques, éthiques et esthétiques de la ville comme logique et comme projet.

Alors que les idéologies antiurbaines qui nourrissent l'urbaphobie, définie comme «la critique et, d'ordinaire, la condamnation de la grande ville en tant que telle» (Marchand 2007), sont révélées et étudiées depuis un certain nombre d'années maintenant (Salomon 2005; Marchand et Salomon, 2007), nous nous intéressons ici aux signes d'un rapport positif à la ville (Lévy, 1983, 1999; Bochet, 2000; Bochet et Racine, 2002), à la naissance, parallèlement à l'urbaphobie, d'une urbaphilie. On peut définir celle-ci comme l'éloge de la grande ville, liée, dans les faits, à un désir d'habiter l'urbain, plus spécifiquement peut-être de vivre l'idée de ville. Ces réflexions nous conduisent dans ce cadre dans l'ensemble défavorable, à nous interroger sur l'émergence de postures pro-urbaines constitutives de l'existence d'une dimension non seulement cognitive mais aussi affective du rapport à l'environnement urbain, qu'on pourrait appeler urbaphilie et qui se caractériseraient par le fait d'aimer la grande ville et de désirer y habiter.

A ce niveau, le rapport affectif à la ville peut inclure des états affectifs particuliers assimilés à un ou des sentiments, ayant pour objet la ville et se situant au-delà de la satisfaction: être passionné, amoureux de sa ville et vouloir y vivre (Bochet, 2000, 2002). «Qu'est-ce qu'aimer une ville?», écrit Sansot en 1971: «En distinguant le passionné d'une ville et l'amateur intelligent, éclairé des villes, nous verrons mieux à quel point la ville peut ne pas constituer un simple décor mais une passion à vivre jusque dans l'amertume et dans la défaite» (Sansot, 1971: 242). Il s'agit, en d'autres termes et plus généralement, de comprendre comment la ville s'insère dans l'expérience humaine, et quel rôle joue sur ce plan ce que d'aucuns, Roland Barthes (1969) pour l'écriture, George Baird (1972) pour l'architecture, appelleraient «la dimension amoureuse».

Le rapport à la ville combine ainsi des dimensions cognitives et affectives, mais la composante proprement affective (la case subjectif-affectif dans le tableau ci-dessous) a été sous-estimée. Cette dimension est pourtant essentielle à appréhender isolément, même si on assiste au sein des

courants de la psychologie cognitive, à un décloisonnement progressif entre processus cognitifs et processus affectifs avec l'idée que l'on partage, d'une émotion hautement dépendante de la cognition.

Tab. 1 Les grands types de productions idéelles (Lévy, 1995).

	Affectif	Cognitif
Subjectif	<i>Relations interpersonnelles, sentiments, appartenances affectives à des lieux et identités spatiales</i>	<i>Arts, esthétique</i>
Objectif	<i>Ethique, valeurs, normes, droits, idéologies</i>	<i>Philosophie, sciences, technologies, techniques, savoirs</i>

Cette composante proprement affective a été sous-estimée car elle est restée dans l'ombre de l'idéologie antiurbaine. Pourtant, et c'est le propos de notre première partie, la ville bien-aimée existe, mais elle n'est pas suffisamment dite. Elle n'est pas suffisamment lue non plus, en effet, et c'est l'objet d'une deuxième partie, où nous montrerons que les espaces urbains nous fournissent un cas d'étude stimulant dans un sens qui converge vers l'idée de nouvelles modalités d'existence de l'identité spatiale des individus, révélant la présence de différents types de rapports pro-urbains insoupçonnés. Nous tenterons d'identifier ces postures, qui se caractérisent par une affirmation forte de l'autonomie individuelle et incluent un intérêt marqué pour la diversité des environnements urbains et l'exposition à l'altérité en leur sein. Pouvons-nous pour autant parler d'urbaphilie? Telle sera la question structurante de notre propos jusqu'à sa conclusion.

La ville bien-aimée existe, mais elle n'est pas suffisamment dite

Sans nous attarder sur l'évolution et les causes de l'image négative au cours des siècles (Salomon, 2005; Marchand, 2007; Marchand et Salomon, 2007; voir aussi Kenneth White, 2004, pour la ville européenne, et Manfred Gsteiger, 1994, en ce qui concerne la littérature helvétique), mentionnons que l'image de la ville est un mélange de fascination et de répulsion, reposant sur une vision d'une campagne moralement pure et d'une ville moralement scandaleuse et corruptrice (Berque *et al.*, 2006), conduisant singulièrement à une vision négative de la ville, celle-ci n'étant pas propre à la période contemporaine puisque dans la Bible déjà, Babylone-Babel (Genèse, 11), la ville par excellence, était le lieu d'un *hubris* réussi et d'autant plus inacceptable par Dieu. La ville exerce une fascination sur

ses habitants effectifs, mais aussi sur ses habitants potentiels. Cet attrait correspond à un mélange de magnétisme et de répulsion, d'où cette vision toujours controversée, ambivalente de la ville. Mais en opposant la nostalgie des sociétés rurales d'hier au chaos urbain d'aujourd'hui, on se prive de comprendre pourquoi nous sommes toujours plus nombreux à vouloir vivre dans des villes de plus en plus grandes (Monnet, 1997). C'est dans ce contexte et en regard de cette double attitude que s'insère notre réflexion «à contre-courant» du discours sur l'image négative de la ville. Finalement, est-ce que les types de discours existants sur la ville peuvent se catégoriser seulement en tant que discours antiurbains, comme le propose aussi Yves Chalas (2000), qui évoque deux types de discours sur la ville ? Un premier degré consiste en une condamnation sans appel de la ville parce qu'elle est et ne peut être qu'inhabitable. Ce discours rejette purement et simplement la ville au nom par exemple, de la nature, de la terre, du ciel... mais aussi de la ville qui fait peur, de la ville qui ne peut jamais être sûre : lieu de la solitude, de la froideur, de la masse anonyme, etc. Le deuxième discours n'affiche pas une haine de la ville comme le premier. Au contraire, il se dit animé d'un amour pour la ville, et par là même, prétend vouloir la sauver, en éradiquant tout ce qui fait qu'elle est ou apparaît comme inhabitable et dont s'abreuve le discours premier d'aversion. Paradoxalement peut-être, ce deuxième discours est encore plus pernicieux. C'est ce que suggère Chalas (2000) : «Il est un discours antiurbain qui ne s'énonce pas comme tel, qui avance masqué et sans doute inconsciemment en ce qu'il s'élève contre ce qui fait l'être même de la ville et son sel, l'inhabitable, c'est-à-dire ce précisément pourquoi les vrais amoureux de la ville aiment la ville.» N'existe-t-il vraiment que des discours antiurbains ?

A ce propos, Jaime Lehrner¹ (2000), trois fois maire de la ville de Curitiba, aujourd'hui gouverneur de l'Etat, prend clairement position en affirmant que les citadins ne sont pas justes à l'égard des villes. Il ne comprend pas pourquoi les gens ne s'acceptent pas comme urbains, pourquoi les citadins n'ont pas une vision généreuse à l'égard des villes. Le problème est que, si l'on continue à se focaliser sur les dysfonctionnements de la ville en ne fournissant comme éléments de description et de compréhension des conditions de vie urbaine aujourd'hui que des clichés sensationnalistes, «on se prive de décrire et de comprendre pourquoi et comment les villes fonctionnent, certes pas au bénéfice de tous, mais quand même et malgré

¹ Extrait de l'interview donnée par Lehrner dans le cadre de l'exposition présentée au BIT en marge du sommet du développement social tenu à Genève fin juin 2000.

tout» (Monnet, 1997). Le fait est avéré : nous sommes toujours plus nombreux à vouloir vivre dans des villes de plus en plus grandes.

Profitions-en pour énoncer qu'il n'y a pas eu, dans l'histoire, que des condamnations et des jugements négatifs sur la ville. Un certain nombre d'auteurs ont fait l'apologie de la ville, même si ce discours n'a pas marqué les esprits de la même façon que celui sur la condamnation des villes. Certains auteurs vont jusqu'à montrer la fascination que les villes exercent sur eux et tentent parfois de décrire, voire de rationaliser, le bonheur urbain.

De Fernando Pessoa (1995) sur Lisbonne à Julien Gracq (1985) sur Nantes en passant par Italo Calvino (1974), les éloges de la ville, même invisibles ou sur les villes invisibles ne manquent pas, Rousseau lui-même a écrit une page de bonheur sur Turin. Et Gracq de nous révéler qu'il y a en chacun de nous une ville, une seule, qui fait partie de nous, «la seule dont nous puissions rendre compte», alors que «la ville pour celui qui y passe sans y entrer est une chose et une autre pour celui qui s'y trouve pris», nous dit encore Calvino (1974), en essayant, à travers des images plus que des analyses, de dessiner les relations entre les individus et la ville, traçant le chemin d'un aventurier découvrant une multitude de villes. Dans ce registre de l'éloge urbain, Pierre Sansot, entre autres dans sa *Poétique de la ville* (1984), reste un des auteurs qui non seulement fait l'apologie de la ville, mais aussi exprime l'idée que l'habitant-citadin puisse aimer une ville, en en précisant quelques tenants et aboutissants :

«L'amour de la ville plus que tout autre sentiment se prête à une réduction possible. Il s'agira de montrer qu'il masque autre chose, un désir plus authentique et plus fondamental. Nous n'aurions point affaire à une visée véritable. On aimera, dit-on, la ville parce qu'on fuit la campagne dont on redoute la bêtise, la fécondité, la vitalité suffocante. Dans une ville, nous nous soustrayons aux assauts d'une végétation incongrue dans sa suffisance. Ou encore, les hommes aiment se perdre dans les cités dans les rues populeuses : ils y reconnaissent la chaleur douteuse de leur propre espèce, ils y assouviennent consciemment ou non, certaines aspirations, vers ce qui est là, dans la promiscuité des boulevards, des bistrotts, des ports. Ils entreprennent une descente commune dans les Enfers de la vulgarité. Seul l'homme et non les bourrasques, les orages, la sécheresse, peut corrompre et convertir l'homme. Ou encore, d'autres plus cultivés ont le goût de la pierre, des fresques ou des formes géométriques. La nature n'offrira jamais une architecture aussi soustraite au hasard et aussi calculée.

D'autres seront davantage tournés vers le passé. Il leur plaît de déchiffrer un livre aussi compliqué, écrit, par des générations qui ont surchargé, chaque fois, le message de celles qui les précèdent. Lecture à plusieurs entrées, ésotérisme de Notre Dame qui nous mène jusqu'au paganisme et à la magie noire ! Les couches géologiques de la nature nous parlent avec plus de candeur de leur passé ; il s'agit, devant les vestiges d'une cité, de ruser avec l'insouciance, les roublardises, les approximations des morts. »

Sansot n'est pas le seul à énoncer ce rapport d'attachement pouvant exister entre les individus et la ville. Raymond Ledrut (1973) n'est pas en reste en parlant d'Angoulême :

«Lorsqu'un sujet dit – à propos d'Angoulême – que c'est une ville qui “transpire l'ennui de vivre”, il est bien évident qu'on est dans le domaine des sentiments et du discours que certains désignent comme métaphysique. L'habiter n'est pas une fonction technique partielle, la ville n'est pas un décor ou un ensemble de commodités. Son lien à l'homme, dans l'expérience vécue comme son caractère existentiel montre bien quel “objet” elle constitue et quelle relation elle entretient avec nous. »

Ainsi, dès 1973, dans ses *Images de la ville*, Ledrut comprend les liens qui unissent l'homme à la ville :

«Les valeurs qui comptent ne sont pas plus celles qui sont en rapport direct avec l'espace que celles qui sont directement liées au temps. Ce sont bien au contraire celles qui sont attachés immédiatement au moi, le principal classème découvert à Toulouse et Pau est celui de l'ipséité, de la référence au moi, à un lien personnel entre la ville préférée et le sujet : j'y habite, j'y ai toujours vécu, j'y suis né, chez moi, c'est la mère, celles qui renvoient à la vie, au climat des choses et des hommes qui nous entourent, c'est enfin le caractère global de la ville, ce qu'elle exprime, C'est de façon toute indirecte, que l'espace et ses formes, et l'histoire aussi, entrent dans le cercle des valeurs. Qu'est ce qu'un monument pour moi, si des liens indéfinissables mais profonds ne m'attachent pas à lui ? Qu'est-ce que la beauté formelle toute seule ? »

La perception du paysage urbain est liée non seulement à la vision d'éléments particuliers mais aussi à l'expérience personnelle ou individuelle.

La relation perçue est alors forcément fonction du cadre de vie, de la mémoire, de l'imagination.

«Ainsi la perception est symbolique et les images expriment en partie le contenu subjectif, affectif de la ville. On dit qu'une cité est triste, gaie, grisée, ensoleillée, dynamique ou conservatrice, on lui donne des qualificatifs comme à un individu. Elle devient une structure vivante de rencontres, de conflits, de créations» (Ledrut, 1973).

La ville est ainsi le miroir de l'affectivité par ce que nous projetons sur elle, sur nos espaces de vie, non seulement notre propre conception du monde, nos modèles culturels, nos préoccupations, nos fantasmes mais peut être aussi le type de relation que nous entretenons avec nos modèles et nos rivaux (Racine, 1999). Comme dans la relation amoureuse, il est important de comprendre que la vision du monde est pour le citoyen autocentrée, personnelle, unique, alors même que la ville (ou l'amour dans le cas de la relation amoureuse) reste une forêt de symboles qui ne sont peut-être pas les mêmes pour tout le monde, d'où le conflit et les interrogations. Relation amoureuse? Relation à double sens, éventuellement réciproque. La ville aime-t-elle ses habitants? Quoi qu'il en soit, de nombreux auteurs mettent en perspective une certaine idée de la ville bien-aimée, s'opposant ainsi à la seule permanence d'une idéologie anti-urbaine à travers la description de rapports affectifs à la ville.

La ville peut également devenir objet d'affection à travers des plaidoyers d'apparence argumentative en sa faveur (Devilliers, 1994; Tomas, 1998), avec, plus particulièrement: *L'amour des villes* (Fortier, 1995) ou *Pour l'amour des villes* (Le Goff, 1997).

La dimension affective et les identités urbaines

«Définition socio-affective de la ville: à ne pas oublier», dit Jean Remy dans son article sur «la morphologie de l'habitat comme ressource sociale», en nous précisant que la suprématie du structuro-fonctionnel s'est faite au détriment d'une ville-support d'une expérience sociale fondée sur des contacts multiples et diversifiés, venant saturer la vie quotidienne. Cela nous amène à considérer une approche différente de la ville, celle-ci pouvant être analysée, comme le fait souvent Georg Simmel à partir d'un abordage socio-affectif. Elle devient ainsi le support d'une expérience façonnant des profils humains variés. On entre, selon Jean Remy, dans

un nouveau monde de complexité sociale. Il y faut apprendre à gérer la tension entre une dynamique structuro-fonctionnelle et une dynamique socio-affective et à équilibrer les apports du passé avec des exigences nouvelles. «Retrouver un équilibre entre structuro-fonctionnel et socio-affectif», dit-il.

Le rapport affectif peut être abordé dans un premier temps au travers de diverses notions pas toujours reliées entre elles, essayant de décrire plutôt que d'expliquer ce qui est sous-entendu, latent : la constitution d'une dimension affective liant tel ou tel habitant à sa ville au-delà d'une approche en termes de contraintes ou de nécessité. L'analyse urbaine n'appréhende qu'avec difficulté l'analyse de cette dimension, la plupart du temps abordée à travers des enquêtes sur les aspirations résidentielles (Da Cunha *et al.*, 2004), des enquêtes de satisfaction, la recherche d'indicateurs de qualité de vie et de différents paramètres censés rendre compte des notions d'identification, d'appropriation, de bien-être par rapport aux quartiers ou à la ville. La dispersion et l'hétérogénéité des significations associées à une multitude de notions (affect, émotion, sentiment, bien-être, etc.) imposent encore un travail analytique et critique pour faire le point sur la définition même de la dimension affective de notre rapport à la ville (Bochet, 2000, 2002, 2008 ; Martouzet, 2007a, 2007b).

La recherche des différents déterminants potentiels, constitutifs d'un lien d'ordre affectif entre les individus et leurs espaces peut se faire à partir de deux séries de points de vue (Bochet, 2000, 2002, 2008). Soit on part de l'individu et de sa personnalité, qu'on peut traiter comme une réalité multidimensionnelle qui organise le rapport au monde extérieur selon ses propres logiques, notamment celles, affectives, du désir, de la crainte, de la contrainte ou du plaisir. Soit on considère les influences que peut exercer la ville sur cette identité : on est alors amené à décomposer celles-ci à travers trois de ses aspects, spatial, social et sociopolitique qui s'expriment dans le triangle aménités-citadineté-civilité, ces trois composantes concourant à l'urbanité.

La notion d'«aménités» fait référence à la dimension spatiale, morpho-fonctionnelle de la ville, et renvoie aux éléments, matériels ou non, isolables ou identifiables comme porteur d'une fonction ou d'un service. Y entre également la configuration générale de l'espace urbain (la «forme urbaine»), en ce qu'elle offre ou n'offre pas, en déclinant les avantages et les désavantages qu'elle procure dans différents domaines : non seulement les «fonctions» habituelles (logement, lieux d'activités, etc.) mais aussi en matière de communication ou d'esthétique. Il s'agit de la composante objectale de l'offre d'urbanité objectale, valable même si son bé-

néficiaire n'entre pas dans des interactions significatives avec la société urbaine.

La citadinité renvoie aux rapports sociaux urbains et s'appréhende dans les situations routinières ou circonstanciées d'interaction avec la société urbaine. Elle est donc liée à un certain style urbain, modelée par le couple densité/diversité (Lévy, 1999). La citadinité renvoie ainsi à l'ensemble des relations interpersonnelles qui existent ou se créent dans la ville à travers l'*art de vivre* spécifique aux villes, l'ambiance spécifique urbaine (liberté de mouvement, anonymat, convivialité, hasard). Le lieu, les agencements spatiaux peuvent partiellement induire des mouvements et des comportements, à travers, par exemple, la qualité d'un espace habité permettant des relations de voisinage, de côtoiements et des rencontres courtoises et civiles ou la qualité d'un espace ou d'une architecture exprimant et laissant s'exprimer les projets et les comportements des différents acteurs et favorisant des contacts et des regards, une certaine promiscuité et des rencontres, ces relations pouvant être anonymes, éphémères, superficielles, fugitives mais aussi durables et profondes.

La civilité, dimension sociopolitique, se définit par la place occupée par un individu dans la sphère publique, par un ensemble de pratiques collectives et de codes de conduite plus ou moins partagés servant de support et d'expression au lien politique. Par son caractère fortement interactionniste, la civilité permet à chacun et à chaque instant de se définir une place dans la société et de créer, ou, inversement, de miner, le sentiment d'appartenance à une même collectivité citadine.

L'espace offre alors ce que nous appelons des *prises* (Gibson, 1977 ; Berque, 1990) cognitives et affectives (Bochet et Racine, 2002 ; Bochet, 2008 ; Thrift, 2004 ; Anderson, 2006), diversifiées selon le « capital spatial » (Lévy et Lussault, 2003).

Alteridentités : de nouvelles manières d'aimer la ville

Les espaces urbains nous fournissent un cas d'étude stimulant dans un sens qui converge vers l'idée de nouvelles modalités d'existence de l'identité spatiale des individus, y compris dans leur composante affective. Dans ce cadre d'attitudes contrastées, souvent peu favorables à l'urbain, apparaît un registre de postures qu'on peut désigner comme pro-urbaines, en ce qu'elles gèrent l'exposition à l'altérité comme un matériau de la construction identitaire, elle-même conçue comme multidimensionnelle et mobile dans le temps ; dans le cadre des attitudes et des pratiques constitutives

de l'habiter, ces postures se caractérisent par une affirmation forte de l'autonomie individuelle incluant un intérêt marqué pour la diversité des environnements urbains. On sort ici de l'univers de la littérature pour entrer dans celui des pratiques et des imaginaires des individus ordinaires. On émet l'hypothèse que l'émergence des individus-acteurs a notamment pour effet (et pour composante) de permettre à davantage de citoyens d'articuler, dans leur rapport à l'espace urbain, l'ensemble de leur productions sociales et d'en faire un élément de leur construction personnelle, toujours en chantier. C'est le passage du milieu (au sens biologique du terme) à l'*environnement*, un englobant sur lequel l'englobé peut agir, peu ou beaucoup (Lévy, 2010), qui rend possible le processus qui fait que le rapport subjectif à la ville cesse d'être une pellicule superstructurelle destinée à légitimer ou mettre à distance des pratiques imposées, mais devient une composante, de magnitude et de portée égales aux autres, du rapport multidimensionnel à l'environnement, tel qu'on peut le repérer dans le tableau présenté plus haut. Le cognitif et l'affectif deviennent alors deux volets comparables et symétriques, sans que l'un ait forcément l'ascendant sur l'autre.

Pour tenter de vérifier cette hypothèse, il peut être utile de concentrer son attention sur des parties du monde dans lesquelles on peut s'attendre à ce que l'émergence de ces nouveaux processus soit la plus nette et la plus visible. Nous pensons que c'est le cas des grandes villes du monde, plus précisément les *métropoles*, en fait les villes les plus *mondialisantes* (Lévy, 2008), celles qui « exportent » toutes espèces de productions vers le reste du monde. Nous faisons aussi l'hypothèse que, comme l'avait déjà pressenti Georg Simmel au début du XX^e siècle, les résidents de ces villes, les métropolitains, développent des manières de faire et de penser convergentes, qui les distinguent des autres habitants de la planète. Une première approche, élémentaire, de l'identité nous permet ainsi de relier le rapport à soi-même et aux autres métropolitains. Les résidents de Paris, de Tokyo, de New York, de Londres, etc. montreraient des caractéristiques spécifiques et partageraient davantage entre eux – façon de travailler, de se *re-créer*, de résider, d'être en rapport avec le monde – qu'avec d'autres villes ou lieux du territoire de leur État : Parisiens, Toulousains, Manceaux, Nîmois manifesterait des identités plus éloignées que les Parisiens, les New-Yorkais, les Tokyoïtes ou les Londoniens.

Il existe aujourd'hui, en effet, dans les grandes villes mondialisées (accueillant la mondialité) et plus encore mondialisantes (contribuant à la mondialité), une identité urbaine spécifique, caractérisée par l'exposition volontaire à l'altérité. Cette disposition porte à la fois sur les plans économique (partager l'espace public avec moins doté que soi) et « culturel »

(accepter une cohabitation avec des gens «différents»). Ce phénomène touche une partie des couches supérieures de la hiérarchie socioéconomique disposant d'un «capital culturel» élevé : c'est ce qu'on a parfois appelé le phénomène «bobo» avant que le terme soit victime de son succès et se trouve «surdéterminé» de connotations uniquement négatives. Cela concerne aussi un segment important des populations migrantes les plus démunies, qui optent, à coût équivalent, pour résider dans des logements vétustes du centre historique des villes européennes plutôt que de s'enclaver, en occupant des appartements plus confortables, dans une homogénéité sociologique et anthropologique offerte par les quartiers de banlieue. La bataille des modèles fait de la ville «compacte» le meilleur *champion* de cette orientation, caractérisée par l'exposition volontaire à l'altérité. François Moriconi-Ebrard (2006) a évalué à plus 2,7 millions d'habitants le volume de «retour» vers les centres des grandes villes de treize pays d'Europe occidentale en une vingtaine d'années. En Amérique du Nord, on note une évolution comparable, comme le montre le cas emblématique de Vancouver. Ces centres-villes contemporains possèdent donc une composante identitaire renforcée car choisie par ceux qui l'habitent.

Or, contrairement à une idée courante, ce processus est loin de se réduire à un «embourgeoisement» («*gentrification*»). Dans le cas américain, les nouveaux immeubles de logements ne se substituent pas, le plus souvent, à des quartiers habités par des populations plus modestes mais à des friches, comme c'est le cas, massivement dans l'*inner city* de Chicago, naguère dévastée et ravagée, aujourd'hui en plein essor. Dans des villes plus récentes et sans tradition de compacité, comme Houston ou Los Angeles, le changement résulte surtout du déplacement de membres de groupes sociaux de statut économique moyen ou supérieur d'une zone pavillonnaire homogène vers une zone plus dense, qui, même après leur arrivée, demeure plus mixte par le fait même de l'hétérogénéité de l'offre de logements. Enfin, dans le cas de quartiers pauvres de villes de l'Est des États-Unis, comme dans le quartier de Harlem, à New York, l'arrivée, jusqu'ici limitée en nombre, de Blancs non pauvres alors que, il y a vingt ans, il y avait là presque 100% de Noirs démunis, ne diminue pas mais augmente la diversité. En Europe, les centres des grandes villes constituent presque partout les parties des aires urbaines où la diversité sociologique est la plus forte. L'exemple de l'Île-de-France est manifeste. Comme l'a montré la carte (Géographie-Cités, 2002) produite sur la base d'unités spatiales pourtant extrêmement petites («Iris», environ 2000 résidents), c'est de façon massive l'ensemble de Paris *intra-muros* qui se détache comme la partie de l'aire métropolitaine qui se rapproche le plus de la moyenne

francilienne. Au contraire, plus on s'éloigne du centre, plus l'homogénéité de chaque unité se renforce et plus la fragmentation par grandes zones, en général structurées par secteur angulaire, s'impose. De manière similaire, des études comparatives sur les villes suisses (Huissoud *et al.*, 1999), fondées notamment sur l'indice de dissimilarité, montrent systématiquement le même résultat, Genève apparaissant, dans sa catégorie de taille (une aire urbaine d'environ 800 000 habitants), comme l'une des communes-centres les plus mixtes et les plus cosmopolites du monde.

Cela conduit à prendre au sérieux le phénomène «*bobo*». Dans sa construction même (Brooks, 2000), le mot explicite le processus. Il s'agit de «bourgeois», c'est-à-dire de personnes bien dotées en capital économique, qui pourtant décident de résider, et plus généralement d'habiter, dans des quartiers socialement et «culturellement» mixtes dont le niveau moyen de revenu et de patrimoine est inférieur au leur, d'où le qualificatif «bohème». Il s'agit bien d'un choix parmi plusieurs possibles puisque ces habitants auraient les moyens de se localiser dans un quartier conforme à leur propre niveau économique. Ce choix peut être en partie motivé par des logiques d'investissement à fins de construction d'un patrimoine : on achète là où les prix sont bas en espérant une valorisation progressive. Cela représente sans doute une des composantes de ce processus mais, d'une part, compte tenu de la relative lenteur de l'ajustement envisagé entre le nouvel arrivant et la tonalité du quartier, cette stratégie suppose l'acceptation pour une durée indéterminée d'une exposition à un niveau d'altérité comparable à celui existant au départ. D'autre part, les *bobos* sont souvent des locataires, en raison d'un choix, classique dans les zones centrales des villes européennes, et désormais aussi, nord-américaines, consistant à privilégier le confort sur la propriété et à mettre en concurrence des placements mobiliers avec l'achat de sa résidence. Dans les deux cas, les choix économiques sont indissociables d'une vision du rapport individu/société qui les rendent pertinents et réalisables.

Il peut y avoir différents équilibres, au sein d'un individu, entre le premier et le second «bo». Des personnes très «bourgeoises» et un peu «bohème» ou au contraire très «bohème» et peu «bourgeoises» peuvent évidemment exister. Par ailleurs, il ne fait pas de doute que ce processus est intrinsèquement instable. En effet, en l'absence de politiques publiques correctrices, il est tout à fait imaginable que l'effet ultime de la *boboïsation* soit un embourgeoisement pur et simple, la présence des bobos rendant le quartier présentable pour les personnes à revenus élevés en attente d'homogénéité sociologique et préparant ainsi sa colonisation, difficilement réversible, par des catégories qui défendront ensuite farouchement leur

entre-soi. C'est, jusqu'à un certain point, ce qui est arrivé dans le V^e arrondissement parisien, à Hampstead, à Londres ou à Greenwich Village à New York. Jusqu'à un certain point, car la diversité sociale ne tombe quand même pas au niveau moyen d'un quartier périphérique, notamment en raison du stock de logements disponible, qui appelle mécaniquement une certaine mixité. En tout état de cause, l'analyse de ce processus peut conduire à des régulations publiques spécifiques (Lévy, 2009) visant au maintien de la diversité et non, comme on le voit souvent à une dénonciation d'ensemble des bobos. Il se trouve que dans la grande controverse, désormais d'échelle mondiale entre les deux grands modèles d'urbanité, celui « d'Amsterdam » (urbanité assumée et rassemblée) et celui « de Johannesburg » (urbanité refusée et dispersée), les identités individuelles jouent un rôle majeur.

Une cohabitation des modèles, spontanée et faiblement mise en scène, s'installe, le modèle d'Amsterdam dominant plutôt dans les centres, les grandes villes, l'Europe et l'Asie, tandis que celui de Johannesburg s'impose dans les périphéries, les petites villes, en Amérique du Nord et en Afrique. En l'absence de débat public explicite, les citoyens peuvent « voter avec leurs pieds » en choisissant le type de configuration qui leur convient, le niveau de revenu ne se révélant pas prédictif en ce domaine. Dans ce contexte, les identités citadines sont à considérer avec attention car, désormais, l'intentionnalité est au rendez-vous des grands enjeux des sociétés urbaines. Il existe des citoyens qui, se renforçant comme individus dans l'exposition à l'altérité, constituent une force politique d'un genre nouveau, au service d'une urbanité dense et diverse.

L'exposition à l'altérité repose sur une option fondamentale portant sur les attentes vis-à-vis du monde social qu'un individu ou un groupe peut se formuler. Comme son inverse – l'écart en vue de l'entre-soi –, il renvoie à des choix de société majeurs, qui organisent, souvent à l'échelle de la vie, les grands agencements de notre rapport au monde. *L'altéridentité*, c'est le phénomène psychogéographique nouveau qui fait de l'exposition à l'altérité une composante de l'identité. Cette émergence apparaît comme une critique concrète de dichotomies entre identité et altérité, qui constituent désormais des approximations contre-productives.

Pour bien comprendre ce dont il s'agit, il faut se garder d'opposer développement de l'individu et renforcement de la société. Au contraire, l'un et l'autre se confortent. La « société des individus » dont parle Norbert Elias (1991) est une société-monde réflexive dans laquelle les individus s'affranchissent des allégeances communautaires. Or, l'étalement et la fragmentation de l'urbain correspondent au contraire dans l'ensemble à une variante

affaiblie de communautarisme, centrée sur la famille qui est ici censée protéger ses membres des menaces de la société extérieure. Loin d'être l'expression typique de l'individualisme comme le pense Thomas Sieverts (2004), c'est, en un sens, son opposé dans un contexte où, il est vrai, les communautarismes tendent dans l'ensemble à décliner.

On doit donc être attentif à bien distinguer deux couples : privé/public et intime/extime. L'espace public veille sur l'intime, le protège et le promeut, ce qui est loin d'être toujours le cas dans le monde privé. Les individus qui s'exposent volontairement à l'altérité de l'espace public sont à la fois plus forts au départ, puisqu'ils acceptent d'être «dérangés» par tout ce qui n'est pas eux-mêmes, et plus forts encore à l'arrivée, car cette immersion tend à leur donner davantage confiance dans la découverte, dans l'échange. Ils se représentent le contact avec le reste de la société comme un jeu à somme positive et cela leur apporte en conséquence une meilleure estime de soi.

Ce processus est conforté par le fait que la société elle-même, si on la considère comme un acteur unifié, a tout intérêt à valoriser les parcours singuliers autoproduits des individus. Là se trouve une solution efficace au problème de la production de capacités d'innovation, improbable ou peu efficace, dans le cas de «cycles de vie» standardisés et ce d'autant plus que l'espérance de vie augmente. Sans forcément adhérer à l'ensemble des postulats de Richard Florida (2002), on peut comprendre la notion de «*creative class*» comme le groupe social qui adhère à l'idée que nous vivons dans un monde où la création devient une force productive majeure. On peut aussi dire que l'alteridentité correspond bien à l'idée de *post-matérialisme* proposée par Ronald Inglehart (1977) ou celle de *l'accès* (par opposition à la propriété) défendue par Jeremy Rifkin (2000). Il s'agit d'une bifurcation importante en matière de patrimonialisation. Ce qu'on cherche à accumuler est de moins en moins réductible à des objets aisément isolables et à des réalités monétaires, ce qui, d'ailleurs, rend leur transmission plus difficile. Insérée dans un mouvement plus général de redéfinition des rapports individus/sociétés à toutes les échelles, l'alteridentité urbaine se fonde sur le constat que ce qu'il convient de s'appropriier dans la ville, c'est cette abstraction concrète qu'est l'urbanité, et, au fond, rien d'autre.

On peut se demander comment, par la lecture des paysages urbains, on peut reconnaître ce type de configuration géographique. Il y a là un paradoxe : plus l'altérité est forte et assumée par les habitants, moins le paysage semble facile à décrypter. Le paysage de ghetto est spectaculaire, celui d'un quartier uniquement peuplé d'autochtones ancrés est facile à styler comme épure ou comme stéréotype. Celui de la mixité, en revanche,

semble se couler dans le moule de la matérialité préexistante et ne pas créer de vocabulaire spécifique. Il demande, par exemple, aux touristes une perspicacité bien plus grande pour le décoder et l'apprécier que les stations ou les quartiers monofonctionnels. On ne peut se contenter de pointer la diversité visible de populations d'ethnies différentes, un critère ni nécessaire, ni suffisant pour prouver que ces habitants vivent bien dans le même contexte. La diversité désirée représente pourtant l'une des innovations spatiales les plus remarquables depuis que la promiscuité tend à cesser d'être une figure imposée de l'espace urbain.

En tant que morceau d'espace urbain, la *ville bien-aimée* est donc discrète et le sera de plus en plus si ceux qui l'aimeront sont plus nombreux, jusqu'à se confondre avec la ville tout court.

Bibliographie

Anderson B., «Becoming and being hopeful: Towards a theory of affect», *Environment and Planning D*, 35(5), 2006, pp. 733-752.

Barthes R., *Essais critiques*, Paris, Seuil, 1969.

Berque A., *Etre humain sur la terre, Principes d'éthique de l'écoumène*, Paris, Gallimard, Le débat, 1996, p. 155.

Berque A., *Médiance. De milieux en paysages*, Montpellier, RECLUS, 1990.

Bochet B., *Le rapport affectif à la ville: essai de méthodologie en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif*, Mémoire de DEA de Sciences de la ville, Maison des sciences de la ville, Université Rabelais de Tours, 2000.

Bochet B., Racine J.-B., «Connaître et penser la ville: plaidoyer pour l'exploration des affects et des émotions dans la géographie urbaine», *Géocarrefour*, n° 4, 2002, pp. 117-132.

Bochet B., «Les affects au cœur des préoccupations urbaines et urbanistiques: la réintroduction du sensible pour penser et concevoir la ville», *Geographica Helvetica*, n° 4, 2008, pp. 253-261.

Brooks D., *Les bobos*, Paris, Florent Massot, 2000.

Calvino I., *Les villes invisibles*, trad. de l'italien par Jean Thibaudeau, Paris, Seuil, 1974.

Chalas Y., *L'invention de la ville*, Anthropos, Paris, 2000.

Da Cunha A., Bochet B., Both J.-F., Mager C., *La mobilité résidentielle, aspirations des ménages et transformations de l'habitat: l'agglomération lausannoise*, Observatoire de la ville et du développement durable, Université de Lausanne, 2004.

Devilliers C., *Le projet urbain*, Paris, Editions du Pavillon de l'Arsenal, 1994.

Elias N., *La société des individus*, Paris, Fayard 1991 (1987).

Florida R., *The Rise of the Creative Class*, New York, Basic Books, 2002.

Géographie-Cités, 2002. (carte) « Les disparités infracommunales de revenus des ménages ».

Gibson J., « The Theory of Affordances », in R. Shaw & J. Bransford (eds.), *Perceiving, Acting, and Knowing*. Hillsdale, Erlbaum, 1977.

Gracq J., *La forme d'une ville*, Paris, José Corti, 1985.

Gsteiger M., *L'image de la ville dans les littératures suisses du XV^e à la fin du XIX^e*, Collegium Helveticum, 1994, 18, pp.5-18.

Fortier B., *L'amour des villes*, Paris, Mardaga, 1995.

Haughton G., Hunter C., *Sustainable Cities*, Jessica Kingsley Publisher, London, 1994.

Hillman M., « In favour of the compact city », in Jenks M., Burton E., Williams K., (dir), *The Compact City: a Sustainable Urban Form*, Spon, Londres, 1996, pp. 36-45.

Huissoud T., Stofer S., Da Cunha A., Schuler, M., *Structures et tendances de la différenciation dans les espaces urbains en Suisse*, Lausanne, EPFL, 1999.

Inglehart R., *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

Lévy B., « Editorial, Un hommage à Pierre Sansot », *Le Globe, Revue genevoise de géographie*, tome 146, 2006.

Lévy J., « Vers le concept géographique de ville », *Villes en Parallèle*, n° 7, 1983, pp. 77-119.

Lévy J., *Egogéographies*, Paris, L'Harmattan, 1995.

Lévy J., *Le tournant géographique*, Paris, Belin, 1999.

Lévy J. (dir), *L'invention du Monde*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Lévy J. (dir), *Our Inhabited Space*, rapport de recherche, Berne, FNS/PNR 54, 2009.

Lévy J., « La serendipité comme interaction environnementale », in Actes du colloque *La serendipité dans les sciences, les arts et la décision*, Cerisy-la-Salle, à paraître, 2010.

Lévy J., et Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003.

Ledrut R., *Les images de la ville*, Paris, Anthropos, 1973.

Le Goff J., *Pour l'amour des villes*, Paris, Le Seuil, 1997.

Marchand B., «L'urbaphobie en France depuis 200 ans, très bref résumé», Communication au colloque Ville mal-aimée, ville à aimer, Cerisy, 5-12 juin 2007.

Marchand B., Salomon J., «Anti-urbain ideologies and planning in France and Switzerland: Jean-François Gravier et Armin Meili», *Planning Perspectives*, 22, 2007, pp. 29-53.

Martouzet D., «Le rapport affectif à la ville: premiers résultats», in Paquot Th., Lussault M., Younès Ch., *Habiter, le propre de l'humain*, Villes, territoires et philosophie, Paris, La Découverte, 2007a, pp. 171-191.

Martouzet D., «Le rapport affectif à la ville: positionnement théorique et épistémologique», *Praxis* revue électronique en aménagement, 2007b.

Monnet J., «Pitié pour les grandes villes! Big Cities Blues: myth or reality?», *Cybergéo*, n° 16, 1997.

Moriconi-Ebrard F., *La reprise de la croissance démographique récente des grandes villes en Europe occidentale*, document de recherche, non publié, 2006.

Newman P., Kentworthy J., *Sustainability and cities: overcoming automobile dependence*, Island Press, Washington, 1989.

Pessoa F., *Lisbonne*, Anatolia Eds, 1995 (1992), 129 p.

Racine J.-B., «Villes idéales et rêves de ville: de Tombouctou à Jérusalem, regards croisés sur quelques villes vécues en vrai ou en imaginaire», in Lévy B. et Raffestin C., eds. *Ma ville idéale*, Genève, Métropolis, 1999, pp. 187-240.

Rifkin J., *The Age of Access*, New York, Tarcher, 2000.

Salomon J., *La ville mal-aimée*, Lausanne, PPUR, 2005.

Sansot P., *La Poétique de la ville*, Librairie des Méridiens, Klincksieck, 1971.

Sieverts T., *Entre-ville. Une lecture de la Zwischenstadt*, Paris, Ed. Parenthèses, 2004 (1997).

Thrift N., «Intensities of feeling: Towards a spatial politics of affect», *Geografiska Annaler*, 86B, 57-78, 2004.

Tomas F., «Vers une nouvelle culture de l'aménagement des villes», in Toussaint J.Y. et White K., «Glasgow: Tropic de Saturne», in B. Lévy et C. Raffestin, (eds.), *Voyage en ville d'Europe*, Genève, Métropolis, 2004, pp. 11-23.

Zimmermann M., *Projet urbain. Ménager les gens, aménager la ville*, Paris, Mardaga, 1998, pp. 15-34.

Les géographes et la ville : retour à la « question urbaine »

Marie-Claire Robic

Le nouveau spectre qui hante le monde, serait-il « l'urbain » ?

Manuel Castells, 1972

Quand il s'agit de ville, on croit toujours savoir de quoi l'on parle

Bernard Lepetit, Christian Topalov, 2001

S'il est normal de confronter les modes de construction disciplinaires d'un même objet de sens commun, il paraît moins évident de s'interroger sur ce qui, d'une perspective disciplinaire globale ou de l'appartenance disciplinaire d'un chercheur, conduirait à induire une valorisation/dévalorisation spécifique de ce même objet. Et la question se redouble si celui-ci est aussi polysémique, aussi complexe, aussi controversé, aussi politique que la ville. Je me garderai donc d'entreprendre un éclairage théorique de la relation des géographes à cet objet, pour adopter une posture plus confortable, et d'abord discuter à l'aide d'une enquête historiographique une vulgate prompte à critiquer les réserves des géographes face à la ville et à taxer la tradition classique de la géographie de « ruraliste », voire d'urbaphobe. Mais il reste bien peu de géographie « rurale » en

France et les dictionnaires enregistrent une inflation d'entrées relatives à la ville (*urbs* et *polis*), à l'urbanité, à la citadinité et à la citoyenneté (Brunet *et al.*, 1992; Lévy, Lussault 2003; Pumain *et al.*, 2006)... Il s'agira donc d'interpeller une pratique de géographie contemporaine placée non pas contre mais plutôt «tout contre»¹ la ville.

Mes hypothèses sont qu'en géographie, il existe une tension entre urbaphilie et urbaphobie analogue à celle que l'on trouve dans d'autres domaines de production culturelle, et que les ressorts de cette tension évoluent historiquement. Encore faudrait-il identifier plus avant les composantes de ces postures : qu'est-ce qui est valorisé ou rejeté de la ville ? Quels rapports au politique, à la technique, au progrès, à la nature, à l'environnement, supposent-elles ? Quelle partie, quelle forme de ville est visée ? Mon point de vue historiographique initial est ce que j'ai appelé la « "question" de la ville » (Robic, 2003). M'interrogeant sur le désintérêt des géographes pour la ville, qui constitue un lieu commun, j'ai découvert une situation bien plus complexe. En effet, une enquête consacrée aux études urbaines menées par les géographes des années 1890 aux années 1960 a conduit à la conclusion inattendue que la ville a été constituée précocement en objet de recherche géographique, ce que traduit synthétiquement son inscription dans le langage disciplinaire en termes de «géographie urbaine» («*urban*» ou «*town geography*», «*Städtekunde*» ou «*Stadtkunde*») : ces expressions apparaissent dès le début des années 1900 et sont d'usage fréquent durant les années 1920, bien avant que l'expression de et la notion de «géographie rurale» ne prennent forme². Mais, dans cette période, cet intérêt pour la ville ne s'est pas concrétisé dans une problématique géographique unique et encore moins dans des propositions théoriques clairement affichées. En revanche, l'une des constantes des auteurs qui traitent de géographie urbaine au début du XX^e siècle est leur référence à la sphère de l'action, ce qui indique une certaine tension entre recherche pure et intervention pratique, et désigne un horizon *pragmatique* de leurs recherches que transcrit depuis près d'un siècle leur allusion récurrente au champ de l'urbanisme³.

¹ Pour reprendre un titre visant les sociologues (Amiot, 1986). Voir aussi Lassave, 1997, Topalov, 2008a.

² La « sociologie urbaine » prend son essor dans les années 1950 seulement, et d'abord aux Etats-Unis, après une tentative ratée de Robert E. Park pour introduire ce vocable à l'*American Sociological Society* en 1925 (Topalov, 2008b).

³ L'article de Pierre Clerget (1910) qui a été souvent repéré pour le néologisme, « urbanisme », figurant dans son titre, ainsi que d'autres articles (1935), jalonnent ainsi cet horizon de l'hygiénisme, de la planification urbaine, du municipalisme, – chez un géographe plus intégré dans le monde social que les universitaires, par son enseignement en école supérieure de commerce (Paquot, Roncayolo, 1992; Robic, 2003; Walter, 2008). Les articles de Maximilien Sorre des années 1930 renvoient plus discrètement au même horizon de maîtrise de l'urbanisation.

C'est à partir de ce constat que je propose une incursion un peu plus vagabonde dans la réflexion géographique contemporaine. Quels sont les discours historiographiques courants sur le traitement géographique de la ville? Qu'en tirer d'un point de vue réflexif, à partir du parti qui est le mien: éviter le présentisme, donner droit à des interrogations anciennes en admettant leur singularité, pour éclairer les enjeux présents par l'analyse de travaux passés qui sont tout autant «situés» qu'aujourd'hui. L'une des différences essentielles entre les divers moments de la recherche sur la ville ne serait-elle pas que celle-ci est devenue une catégorie de l'action publique, et que l'on ne peut pas l'ignorer?

Dans le rétroviseur: retours sur une tradition

Si l'on se réfère à la vulgate, il apparaît donc que l'attention que les géographes ont accordée à la ville durant le premier XX^e siècle est niée ou méconnue, et que ce rapport particulier au phénomène urbain qui, pendant des décennies, fait qu'ils l'ont considéré comme une «question», un «problème» (Robic, 2003), est ignoré. En revanche, on peut relever chez les géographes de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècles plusieurs types de réflexions sur l'approche géographique de la ville: une critique historiciste, qui tente de contextualiser une attitude ancienne effectivement frileuse à l'égard de la ville; une critique idéologique qui, au nom des valeurs portées par la ville, dénonce une insuffisante ferveur urbaine ou/et un penchant complaisant pour son contraire, la campagne; une critique épistémologique, qui stigmatise l'incurie de la recherche géographique sur la ville.

La ville invisible

Des analystes de la tradition géographique française ont diagnostiqué une certaine faiblesse de la recherche urbaine au regard de l'ampleur de l'urbanisation, mais faiblesse explicable selon eux. On trouve ainsi chez André Meynier (1969) une explication composite de la distance prise par les géographes français à l'égard du phénomène urbain: difficulté épistémologique à faire entrer la ville dans le paradigme classique, centré sur les relations entre fait humain et substrat naturel; obstacle méthodologique lié au caractère ponctuel de l'implantation urbaine sur les cartes à moyenne échelle qui sont avec le *terrain* la base du canon disciplinaire; réserve didactique à l'égard d'un objet devenu le symbole de la démarche

nomenclaturale caractéristique de l'ancienne géographie scolaire, où la connaissance de la ville se réduisait à son statut administratif ou à ses productions emblématiques.

Ecrivant au début des années 1980, et accompagnant une redéfinition de la géographie, non plus comme science mésologique mais comme science de l'organisation spatiale des sociétés, Philippe et Geneviève Pinchemel (1983) ont repris ces explications. Mais ils ont remarqué aussi que des pans entiers de savoirs géographiques sur la ville avaient été occultés par le paradigme éco- ou mésologique de l'école française, responsable de l'invisibilisation (voire de l'invalidation) de la dimension proprement spatiale qui avait pu être constitutive de nombre d'analyses géographiques anciennes. Ils rappelaient alors l'existence d'autres courants, comme la veine statistico-démographique d'Emile Levasseur et de Paul Meuriot et l'approche politique d'Elisée Reclus, qui s'ajoutaient à la « classique » monographie régionale à la Raoul Blanchard. Ils montraient aussi comment on était passé d'une analyse des conditions géographiques du développement urbain à l'étude de l'objet ville (son paysage d'ensemble, ses fonctions et sa différenciation interne, au moins à l'échelle des quartiers), comment l'étude démographique s'était diffusée à partir des décennies 1950-1960, et comment une tradition mineure d'étude spatiale, celle des réseaux de villes, avait pu exister avant ou en parallèle avec cette approche mésologique et morpho-fonctionnelle de la ville, pour s'épanouir dans la seconde moitié du XX^e siècle par la recherche sur les réseaux urbains à la manière de Walter Christaller – et en France, des Etienne Juillard, Michel Rochefort, Raymond Dugrand, etc.

Ces auteurs exhibent donc une géographie que l'on taxerait plutôt d'*urbafuge* que de fondamentalement urbaphobe. Implicitement, P. et G. Pinchemel révèlent par leur analyse rétrospective « l'effet tunnel » que constituent des démarches historiographiques présentistes et effectuées depuis une structure disciplinaire des savoirs, tout en exhumant, voire en réhabilitant, nombre de travaux, qui portaient notamment sur l'interurbain.

« La » ville décriée ?

Plusieurs critiques des choix d'objets et des réserves des géographes à l'égard de la ville s'appuient sur les valeurs dont la ville est porteuse. Cette posture axiologique accompagne souvent des plaidoyers visant à promouvoir le sens historique de la ville, contre un dénigrement explicite ou contre l'exclusive valorisation de ce qui serait son antithèse, – la campagne,

la cité-jardin, l'espace rural, le périurbain, la nature, la campagne profonde... La ville est alors vue comme matrice de la civilisation, condition du progrès, lieu de l'urbanité ou encore symbole du cosmopolitisme. Les anciens géographes étaient-ils «antiurbains»?

Sans rappeler les éloges de la ville proférés autour des années 1900 par Levasseur, E. Reclus, Paul Vidal de la Blache, on peut ici souligner la variété des attitudes qui ont porté les géographes de l'après Seconde Guerre mondiale à débattre entre eux des valeurs urbaines et rurales et à discuter les choix de l'aménagement du territoire. En cette période marquée par la promotion irrésistible de la géographie urbaine, et qu'ils soient plutôt «urbanistes» ou «ruralistes», la plupart des géographes adhèrent à l'idée de moderniser le pays. Face à la nouveauté d'un phénomène qu'ils ont pourtant suivi au cours des années 1930, des auteurs comme Georges Chabot (1948) admettent alors que leurs manuels sont promis à une prompt obsolescence. La diversification des regards spécifiques sur la ville, autour de Pierre George, Jean Tricart, Abel Châtelain, la critique sociale qu'ils déploient à propos des banlieues, de la ségrégation intra-urbaine, de la main-mise de la bourgeoisie sur le foncier rural..., manifestent évidemment une discontinuité avec les travaux d'avant-guerre. Mais pour la plupart, pendant les Trente Glorieuses, le progrès et la modernité passent par la ville ou par «l'urbanisation des campagnes».

Cette période d'effervescence de la géographie, et de la géographie urbaine en particulier, est cependant riche en débats internes, qui soulignent que l'on ne peut réduire les postures au rejet ou à l'éloge de «la» ville. Autour de ce terme (et de ses contraires, notamment la campagne, alors «travail des champs» plutôt que «nature») se mêlent des enjeux irréductibles à une seule dimension d'analyse. Quatre «syndromes» (que j'organise autour des figures de Gravier, Le Lannou, Gachon, Faucher) peuvent illustrer la multiplicité des intérêts idéologiques et scientifiques qui s'affrontent autour de l'urbain. Au total, l'après-guerre est peut-être le moment de construction d'une mémoire disciplinaire stigmatisant le ruralisme de la profession.

Pour Bernard Marchand, la figure de Jean-François Gravier est emblématique de l'urbaphobie ou haine de la grande ville. Mais son *Paris et le désert français* n'est pas suivi par les géographes de l'après-guerre (Marchand, 2001 ; Robic, 2007). Et est-ce strictement la haine de la grande ville qui motive ses critiques de l'«ogre» parisien? N'y aurait-il pas là une critique de la relation Paris-province spécifique à la France et, plus, généralement, les débats franco-français sur la «grande ville» ne sont-ils pas surdéterminés par une histoire particulière de la relation Paris-province?

Au-delà de la question parisienne, Gravier s'est fait le chantre de la ville petite et moyenne et d'une décentralisation permise par la facile diffusion spatiale de l'énergie, sur le modèle «néotechnique» prôné par Lewis Mumford après bien des utopies renouvelées à chaque révolution technologique (Bretagnolle, Robic, 2005). Il rejoint par là un idéal du petit et du dispersé que la politique frontale d'aménagement du territoire a réactualisé. Alors, la ville petite ou moyenne est valorisée comme telle, parce qu'adaptée aux enjeux du moment, ou au nom d'un âge d'or qu'elle représenterait encore. Un Maurice Le Lannou serait assez représentatif de ce penchant à apprécier un niveau urbain *méso*, lui qui a inlassablement répété son appel au «ménagement» du territoire dans ses chroniques au journal *Le Monde* (Reynaud, 2007).

La défiance à l'égard de la ville peut être totale, et signifier d'abord la défense «agrarienne» des vertus du travail des champs (et l'adhésion au «parti agrarien», celui des propriétaires terriens et des grands exploitants agricoles). Incarné à la Libération par Lucien Gachon, ce rejet radical de la ville n'a guère été partagé par ses collègues, fussent-ils «ruralistes» par leurs thèmes de recherches, comme le montre la vive controverse nouée autour des thèses de Juillard sur la transformation des campagnes alsaciennes (Robic, 2007). Si les contradicteurs de Gachon peuvent être en désaccord entre eux sur les termes de l'analyse ou sur les solutions souhaitables en matière de développement agricole et rural, ils sont modernisateurs et s'accordent sur le rôle des impulsions d'origine urbaine. Finalement, la «ville» de l'époque est porteuse d'un différend d'ordre sémantique, de telle sorte que l'emploi de cette catégorie soulève une querelle scientifique devenue récurrente (une critique du «spatialisme» avant la lettre): peut-on réifier la ville comme le font les géographes qui usent du couple «ville-campagne»?; n'est-ce pas se rendre coupable de «falsification» que de remplacer le «capitalisme» par la «civilisation usinière et citadine», un argumentaire qui «fait glisser l'explication sociale sur une voie de garage»? (Brunet, 1954)

En fait, comme le montrent les discussions du colloque «Villes et campagnes» de 1951, la période est dominée par des postures pro-urbaines non pas polémiques mais évidentes ou consensuelles. Cet air du temps est partagé, à quelques exceptions près, par les historiens, sociologues, géographes, folkloristes, démographes, économistes réunis par Georges Friedmann à Paris. Ils adhèrent à l'optimisme qui sous-tend la formule d'Ernest Labrousse: «La vie urbaine, civilisation de conquête!» Quant aux géographes qui s'expriment – Châtelain, André Allix, Roger Dion, Daniel Faucher –, ils abondent dans cette apologie de la

ville comme source d'innovation et de progrès. Un ruraliste classique tel Faucher participe à cet éloge par la critique de la «routine» paysanne. La ville est conçue comme l'animatrice des campagnes, de telle sorte que dans le contexte modernisateur, villes et campagnes sont considérées comme solidaires sur la voie du progrès. Une posture que condamne Gachon en l'attribuant à l'origine urbaine des protagonistes du colloque...

La ville maltraitée

Un troisième genre de critique de la relation entre ville et géographie incrimine moins le faible degré d'investissement des géographes dans l'étude urbaine ou leur choix électif pour la campagne ou pour la petite ville que leur durable incapacité à rendre raison de l'objet ville.

Un article de Michel Lussault (2001) présente un concentré de ce type d'approche. Le mouvement et la composition du texte sont ternaires: il passe du constat d'un intérêt «timide» et «tardif» porté à la ville par la géographie française à l'observation de «renouvellements» (à partir des années 1980) puis à l'exposé de réflexions géographiques ambitieuses appliquées à construire une théorie de la ville contemporaine.

C'est avec une certaine superbe que la critique aborde les recherches évoquées pour la période de l'avant 1980. Disqualification tous azimuts, car elles manquent de tout: d'apport cognitif, de capacité heuristique, d'originalité méthodologique, de sens historique, de distance à l'idéologie dominante, de recul par rapport aux mythes. La série des manuels des décennies 1950-1960 mérite à peine un paragraphe car elle a produit une «vulgate académique», une «géographie urbaine conventionnelle et très uniforme» (p. 25). Le commentaire est aussi idéologique, car il épingle en passant le «conservatisme» des auteurs.

Ce bilan contient en creux un arsenal de bonnes pratiques: du côté de la démarcation scientifique, il suggère l'adoption d'une terminologie «spécifique» (p. 23), une distanciation d'avec le sens commun, une démythification, et du côté de l'anti-académisme, il prône le refus de l'«empirisme idiographique» (p. 23) et la théorisation, et il valorise l'insécurité des expérimentations et le pluralisme. Il suggère quelques orientations plus spécifiques pour la géographie, tels l'abandon du naturalisme, l'adoption d'un paradigme spatial et l'inscription de la réflexion sur la ville dans une totalité métasociale. A ce titre, deux des autorités de la géographie urbaine, Blanchard et Chabot, font figure d'antimodèles.

Si la fonction de disqualification et son corollaire, la promotion d'une voie vertueuse, sont évidents, on notera que le mode opératoire du texte a, sous couvert de réflexivité historico-épistémologique (l'article est assorti d'une longue bibliographie et l'auteur sort un peu des sentiers battus), une efficacité d'autant plus grande que les coups de force sont fréquents. Ainsi, le choix des auteurs cités est arbitraire et leur analyse souvent lacunaire. On ne discutera pas de la place de Vidal de la Blache, qui reste encore, malgré quelques concessions, si l'on peut dire à *côté de la plaque* urbaine. On ne critiquera pas le choix de Blanchard, bien qu'il s'agisse d'une référence fort conventionnellement tenue pour le canon de la géographie urbaine à l'ancienne (par exemple encore Montigny, 1992). Plus contestable est en revanche le décortiquage de Max Sorre, qui est opéré à l'aune d'un livre très tardif de l'auteur, *L'Homme et la terre* (1963). Que dire aussi de l'oblitération des travaux de recherche effectués dans la mouvance de George à Paris et de Châtelain à Lyon ?

En revanche, un deuxième volet intéressant du bilan concerne la portée de ces travaux de géographie urbaine classique. M. Lussault évoque cursivement à propos des décennies d'après-guerre le lien qui unit production savante (sinon scientifique) de connaissance et usage du savoir dans la sphère techno-politique : « Cette connaissance épistémologiquement faible fut, il faut le remarquer, intéressante pour les planificateurs et les aménageurs qui y ont trouvé des ressources cognitives et des méthodes très élémentaires et simples à mettre en œuvre, dont la cartographie, neutralisant avec une réelle efficacité la complexité urbaine, purgeant l'urbain de ses tensions autres que fonctionnelles » (pp. 25-26). Ce bilan pragmatique qui lie la nullité épistémologique d'un savoir à sa facilité d'incorporation dans la pratique aménagiste (sans relation de causalité explicite, il est vrai), énonce ce que j'appellerais d'un terme démodé la récupération de ce savoir et, plus ouvertement, dénonce la mystification qui s'ensuit, du fait de son réductionnisme. Mais, pourrait-on remarquer, pourquoi l'auteur ne s'intéresse-t-il plus dans la suite de son bilan au contexte pragmatique de cette géographie urbaine renouvelée dont il expose les principales directions de façon beaucoup moins critique ? Pourquoi passer sous silence l'émergence concomitante de la « politique de la ville » et la généralisation de la recherche urbaine commanditée, qu'elle vise la « vie sociale », les « quartiers », la « ville dense » ou le « polycentrisme » ?

Illisibilité, vérités et légitimités

Des constructions composites

Au total, le traitement que les géographes ont appliqué à la ville durant le siècle passé doit sans doute sa relative illisibilité à l'entre-croisement de facteurs qui ne relèvent pas obligatoirement d'un rattachement disciplinaire. Une première source de confusion peut provenir de la variété des points de vue portés sur la ville comme entité sociospatiale. Ainsi les positions idéologiques et les parcours professionnels d'E. Reclus et de Vidal de la Blache, tous deux partisans de la promotion de la grande ville, éclairent leur manière de traiter de l'urbain, politique et esthétique chez l'un, économiciste chez l'autre. Leur métier de géographe ne les empêche pas de louer les vertus émancipatrices de la ville (civilisatrices ou civiques) ; ils construisent en outre des outils pour en penser l'organisation, en usant de concepts d'ordre spatial et non pas d'ordre mésologique, puisqu'ils mettent en forme des notions de centralité, de différenciation centre-périphérie, de circulation et d'espace-temps relatif, soit pour organiser une agglomération urbaine combinant la jouissance individualiste de la nature et de l'intimité familiale et la jouissance collective d'un espace public central (Reclus), soit pour organiser, à une autre échelle, une « ville régionale » animatrice du territoire moderne (Vidal).

L'illisibilité peut relever aussi, on l'a vu, des implications de la configuration de la ville par un paradigme disciplinaire ancien, méconnu ou invalidé par le lecteur, mais actif dans l'élaboration d'outils de recherche. Ainsi, une recherche géographique visant à expliquer les faits sociaux par la relation hommes-milieux produisait des recherches cartographiques du peuplement relativement sophistiquées, dont la densité était une notion clé, et dont l'enjeu était d'évaluer, à l'aune de la science, la capacité démographique de la terre. Dans ce champ de la *Siedlungslehre*, la figuration avait une vraie fonction heuristique (tester des lois, rechercher des déterminations) et souvent une fonction de communication explicite. Mais comment, dans ce cadre problématique, traiter de ces « groupements » de « forte densité » que sont les villes, et qui ne relèvent pas des « relations immédiates de la population et du sol », ce que les auteurs allemands dénommaient la *Bodenständigkeit* (cf. Auerbach 1903) ? A l'extrême d'un souci de « réalisme », valeur suprême des géographes post-vidaliens (Orain, 2009), la solution consistant à représenter tous les sites habités conduisait alors soit à une cartographie de faible qualité expressive et de pouvoir explicatif réduit, soit au rabattement sur les cartes topographiques à grande

échelle, apparemment fidèles à la réalité mais particulièrement malcommodés pour conduire des généralisations (Palsky, 1996). A trop vouloir montrer...

Une autre clé interprétative des orientations des recherches géographiques sur la ville est qu'elles découlent des caractères spécifiques de configurations intellectuelles nationales. En cela, elles ne traduisent pas strictement des penchants disciplinaires. En outre ces configurations de savoirs ne peuvent pas être rabattues sans précautions l'une sur l'autre et d'un contexte historique à l'autre et sont relativement indépendantes du facteur souvent allégué, l'intensité de l'urbanisation. Ainsi, Marcel Roncayolo (1992) a montré comment, dans l'un des moments clés de la pensée urbaine que constituent les années 1890-1920 pour les sociétés industrielles, le champ est fragmenté en des problématiques déclinées diversement : ainsi, aux Etats-Unis, de l'explication de l'histoire américaine par la «ville» plutôt que par la «frontière» ou, pour les chercheurs allemands, de l'appréhension du changement social par des «thèmes centraux (décomposition de la communauté villageoise, rapports entre urbanisation, industrialisation, bureaucratie)». De leur côté, les études urbaines françaises s'inscrivent dans la segmentation disciplinaire plutôt que dans une propension commune à «la mesure des changements sociaux et la réflexion urbaine» (*Ibid.*). Alors les sous-champs nationaux ont un air de famille. On sait, par exemple, qu'en France les programmes scientifiques commandités par la Fondation Rockefeller durant les années trente touchent essentiellement au rural et au folklore tant chez les géographes comme Albert Demangeon que chez les historiens tel Lucien Febvre (Plet, 2003). Les enjeux de la ruralité affectent sans discrimination toutes les sciences humaines, qui se situent alors dans un «entre-deux» entre «une volonté d'autonomisation et un souci affirmé de répondre aux interrogations du présent [où elles] doivent aussi affronter la redoutable puissance d'un sens commun pétri d'agrarisme» (Bleton-Ruget, 2006). Le cas des géographes ne paraît pas singulier.

La ville débattue ou la ville prétexte ?

Au fond, nombre des discussions d'aujourd'hui reposent sur une question pas si neuve : qu'est-ce que la «vraie» ville ? Et la réponse est généralement contenue dans la question. La ville industrielle, rejetée et ignorée anciennement, comme l'a souligné encore M. Roncayolo, l'a été aussi lors de la découverte de la fonction d'encadrement «tertiaire», voire «quaternaire»,

des métropoles d'équilibre, et elle n'a plus d'existence dans des recherches sur la société de l'information – ignorant les lieux où l'on produit encore des objets de production de masse. La ville serait aujourd'hui pour beaucoup le lieu de «maximisation de l'interaction sociale» (Claval, 1982). Qu'est-elle devenue au filtre de la «société des individus» (cf. Genestier, 2007)?

Mais la ville abordée par les géographes n'est-elle pas d'abord celle(s) qu'ils construisent, en partage avec les autres spécialistes de sciences sociales, les politiques et autres commanditaires de recherche, les citoyens et autres producteurs et usagers de la ville?

Déjà, les auteurs du début du XX^e siècle ont, en abordant la ville, rencontré une ville-problème, celle que construisait aussi une «nébuleuse réformatrice» qui l'a configurée avant l'intervention de l'Etat et de ses corps professionnels (Gaudin, 1985; Topalov, 1999). Nombre des ouvrages récents qui se veulent réflexifs rappellent ce contexte de la recherche urbaine, qu'ils paraissent dans la grande presse intellectuelle (*Esprit*, *Le Débat*), dans les revues liées aux acteurs institutionnels (*Annales de la recherche urbaine*) ou dans des collections universitaires (revues, actes de colloques, hommages). Interdisciplinaires ou transdisciplinaires, plusieurs rappellent les métamorphoses de cette recherche urbaine des trente dernières décennies, la subsumant parfois sous l'expression de «savoirs émergents» (Da Cunha, Matthey, 2008): paradigmes de la complexité, de la durabilité, de l'identité et de l'intégration seraient ainsi les nouveaux cadres de pertinence de la ville. Au titre du devenir de l'œcoumène, dans une perspective écologique, éthique et esthétique, sont explorées les sources culturelles de la «ville insoutenable» (Berque, Bonnin, Ghorra-Gobin, 2006, p. 9). Ailleurs, le devenir de la «ville dense» est au cœur de l'interrogation, en raison moins des coûts de l'étalement que des comportements politiques ou idéologiques, et que subsume la question de l'individualisme.

«Les périurbains sont-ils anti-urbains?» (Charmes, 2007). La ville dense est-elle le seul modèle souhaitable? Le polycentrisme est-il concevable? Doit-on «oser le désert [agricole]» (Lévy, 1994)? Ces interrogations ou ces injonctions mériteraient que l'on prenne amplement le temps de la discussion – et que l'on se penche sur la controverse qu'elles suscitent sporadiquement. Mais comment construire des regards proprement géographiques, du moins des points de vue argumentés, confortés par des méthodologies éprouvées, pour nourrir efficacement et légitimement ces débats?

Ce sont les dualismes européens et les «mythes» de la centralité qu'il faudrait dépasser, selon Nadine Cattani et Sandrine Berroir (2006), pour pouvoir projeter de nouvelles formes urbaines, mais selon quel outillage? :

«[...] le propos conclusif de cet essai est de plaider la cause d'un territoire ville-campagne renommé et représenté par une géographie capable de ne plus penser les espaces en termes de zones bien délimitées, de frontières, de limites, en découpages et en grilles, mais par une géographie capable de saisir l'indéfini, le multiple, l'espace ouvert, sans bornes et pluriel. L'approche intellectuelle reste à construire.»

La tradition politique française est interrogée à propos de l'«individualisme» dont témoigneraient les formes de la ville contemporaine. Mais comment appréhender sans rester dans le conflit idéologique les facteurs qui concourent à la différenciation entre un centre plus ou moins patrimonialisé et gentrifié et les périphéries urbaines? Soupçon de «corporatisme» et accusation de «déresponsabilisation» s'échangent à propos de la consistance des «stratégies individuelles» (Lévy, 2007; Ripoll, Rivière, 2007). L'évidence de la carte suffit-elle à emporter l'adhésion quand on connaît la sophistication de cet outil, sa puissance de conviction, les risques de l'erreur écologique (attribuer aux individus les «comportements» d'un ensemble agrégé)? Comment évaluer la notion de «capital spatial»? (Giraut, 2004; Veschambre, Ripoll, 2005)?

La querelle méthodologique individus/structures peut-elle être dépassée? C'est aussi une certaine injonction à mettre en avant l'acteur, qu'il s'agisse d'une croyance de sens commun, d'une innovation en matière de simulation et d'un air du temps difficilement contournable que Denise Pumain (1997, 2001) critique, en discutant des performances des méthodologies de la complexité mobilisables pour traiter de l'évolution des systèmes de villes.

Enfin, pour prendre un dernier exemple de ces difficiles débats scientifiques dont les présupposés individuels et les conditions de possibilité sont plus ou moins volontairement abstraits, je terminerai par le rappel des «accrochages» récurrents sur le droit à (le choix de) la ville *versus* le droit à la campagne, ou la légitimité de se vouloir citadin/paysan (Lévy, 1994; Mathieu, 1994). Nicole Mathieu en appelle à un travail renouvelé sur les mots de la science et sur l'exigence éthique de déclarer ses partis pris. D'autant que les «mythes», comme les idéologies, sont toujours ceux de l'autre.

Jean-Pierre Gaudin (2008) rappelle que de nouveaux rapports entre science et société conduisent l'expertise savante à fonctionner dans des circularités: «mieux connaître le citoyen... qui connaît», et à participer à des forums dans lesquels débattent scientifiques, politiques, citoyens: mais comment composer le groupe des interlocuteurs de la concertation, s'interroge-t-il, comment éviter instrumentalisation et manipulation? En passant

par une approche historiographique de quelques avatars de la question urbaine, mes propos, qui rappellent l'ancienneté de la «ville-problème» et la récurrence de la «question urbaine» comme mode de spatialisation peu contrôlé du social, voulaient appeler à une certaine contextualisation du désir des géographes de penser la ville et à une incitation à en discuter plus ouvertement des hypothèses, des moyens et des enjeux.

Bibliographie

Amiot M., *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Editions de l'EHESS, Paris, 1986.

Auerbach B., «La distribution de la population en Valachie par E. de Martonne», *Annales de géographie*, 1903, pp. 360-362.

Authier J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartier ancien*, Anthropos, Paris, 2001.

Berque A., Bonin P., Ghorra-Gobin C. (dir.), *La ville insoutenable*, Belin, Paris, 2006.

Bleton-Ruget A., «Les enjeux de la "ruralité" dans l'entre-deux-guerres: pratiques savantes et usages idéologiques», in Bleton-Ruget A., Poirrier P. (dir.), *Le temps des sciences humaines. Gaston Roupnel et les années trente*, Ed. Le Manuscrit, Maison des sciences humaines de Dijon, Paris, 2006, pp. 27-53.

Bretagnolle A., Robic M.-C., «Au risque de l'expérimentation. Révolutions technologiques et représentations du monde», *L'Information géographique*, septembre, dossier «Echelles et temporalités», 2005, pp. 5-27.

Brunet R., «La crise de la petite exploitation paysanne, l'exemple de l'Alsace», *La Pensée*, 1955, 62, pp. 109-118.

Brunet R., Ferras R., Théry H., *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Belin, Paris, 1992.

Castells M., *La question urbaine*, François Maspéro, Paris, 1972.

Cattan N., Berroir S., «Les représentations de l'étalement urbain en Europe: essai d'interprétation», in Berque A., Bonin P., Ghorra-Gobin C. (dir.), *La ville insoutenable*, Belin, Paris, 2006, pp. 87-96.

Chabot G., *Les villes*, Armand Colin, Paris, 1948.

Charmes E., «Les périurbains sont-ils anti-urbains?», *Annales de la recherche urbaine*, 102, 2007, pp. 7-17.

Claval P., *Logique des villes*, Litec, 1982, Paris.

Clerget P., «L'urbanisme. Etude historique, géographique et économique», *Bulletin de la Société neuchâtoise de géographie*, 1910, 20 (1909-110), pp. 213-321.

Clerget P., «L'évolution des fonctions urbaines. Etude de géographie sociale», *Bulletin de la Société neuchâteloise de géographie*, 1935, 44 (1), 1935, pp. 40-73.

Da Cunha A., Matthey L. (coord.), *La ville et l'urbain: savoirs émergents*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2008.

Friedmann G. (dir.), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, Centre d'études sociologiques, Armand Colin, Paris, 1953.

Gachon L., «Les problèmes ville-campagne: La vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace (d'après Etienne Juillard)», *Revue de géographie alpine*, 1954, pp. 393-401.

Gaudin J.-P., *L'avenir en plan. Technique et politique dans la prévision urbaine*, Champ Vallon, Seyssel, 1985.

Gaudin J.-P., «L'impatience d'être utiles: connaissance de la société et acteurs sociaux», in Da Cunha A., Matthey L. (coord.), *La ville et l'urbain: savoirs émergents*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2008, pp. 221-233.

Genestier P., «La question du pavillonnaire dans la société des individus», *Les Annales de la recherche urbaine*, 2007, 102, pp. 19-30.

George P., Agulhon M., Lavandeyra L. A., Elhaï H., Schaeffer R., *Etudes sur la banlieue parisienne. Essais méthodologiques*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1950.

Giraut F., «Le vote extrémiste à l'assaut de nouveaux territoires. Une théorie, une stigmatisation et quelques éclairages», *L'Espace géographique*, 2004, 1, pp. 87-91.

Gottmann J., *Megalopolis. The Urbanized Northeastern Seaboard of the United States*, The Twentieth Century Fund, New York, 1961.

Gravier J.-F., *Paris et le désert français*, Edition du Portulan, Paris, 1947.

«Individualisme et production de l'urbain», *Les Annales de la recherche urbaine*, 2007, 102.

Lassave P., *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 1997.

Lepetit B., Topalov C. (dir.), *La ville des sciences sociales*, Belin, Paris, 2001.

Lévy J., «Oser le désert? Des pays sans paysans», *Sciences humaines*, 1994, Hors-série n° 4, pp. 6-9.

Lévy J., «Regarder, voir. Un discours informé par la cartographie», *Les Annales de la recherche urbaine*, 2007, 102, pp. 131-140.

Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 2003.

Lussault M., «La ville des géographes», in Paquot T., Lussault M., Body-Gendrot S. (dir.), *La ville et l'urbain. L'état des savoirs*, La Découverte, Syros, Paris, 2000, pp. 21-35.

Marchand B., «La haine de la ville. "Paris et le désert français" de Jean-François Gravier», *L'Information géographique*, 2001, 3, pp. 234-253.

«Marxisme et géographie urbaine», *Villes en parallèle*, 7, Décembre 1983.

Mathieu N., «Un désert mal fréquenté», *Campagnes solidaires*, 1994, 73, p. 11.

Meynier A., *La pensée géographique française (1870-1969)*, PUF, Paris, 1969.

Montigny G., *De la ville à l'urbanisation. Essai sur la genèse des études urbaines françaises en géographie, sociologie et statistique sociale*, L'Harmattan, Paris, 1992.

Orain O., *De plain-pied dans le monde. Ecriture et réalisme dans la géographie française au XX^e siècle*, L'Harmattan, Paris, 2009.

Palsky G., *Des chiffres et des cartes. La cartographie quantitative au XIX^e siècle*, Comité des travaux scientifiques et historiques, Paris, 1996.

Paquot T., Roncayolo M. (dir.), *Villes et civilisation urbaine XVIII^e-XX^e siècles*, Larousse, Paris, 1992.

«Parcours dans la recherche urbaine. Michel Rochefort, un géographe engagé», STRATES, 2002, numéro hors-série.

Pinchemel P., Pinchemel G. (coll.), «Geographers and the city. A contribution to the history of urban geography in France», in Patten J. (ed.), *The expanding city. A contribution to the history of urban geography in France*, 1983, Academic Books, London, pp. 295-318.

Pumain D., «Vers une théorie évolutive des villes», 1997, *L'Espace géographique*, pp. 119-134.

Pumain D., «Villes, agents et acteurs en géographie», *Revue européenne des sciences sociales*, 2001, 121.

Plet F., «La géographie rurale française: quelques jalons», 2003, *Sociétés contemporaines*, 2003, 49-50, pp. 85-106.

Pumain D., Paquot T., Kleinschmager R. (dir.), *Dictionnaire. La ville et l'urbain*, Economica, Anthropos, Paris, 2006.

Pumain D., Robic M.-C., «Théoriser la ville», in Derycke P.-H., Huriot J.-M., Pumain D., *Penser la ville. Théories et modèles*, 1996, Anthropos, Paris, pp. 107-161.

Reclus E., «The evolution of cities», *The Contemporary Review*, 67 (2), 1895, p. 246-264 (présentation et traduction par Chambordeon J.-C., Méjean A., «L'évolution des villes», *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, 1988, 8, pp. 75-92.)

Reynaud L., «L'homme et la ville vus par Pierre George et Maurice Le Lanou : postures inquiètes», Colloque «Ville mal-aimée, ville à aimer», Cerisy-la-Salle, 5-12 juin 2007.

Rhein C., «L'espace, les sociologues et les géographes. Déconstruire et reconstruire les "disciplines": les jeux de l'interdisciplinarité», *Sociétés contemporaines*, 49-50, 2003, pp. 3-12.

Ripoll F., Rivière J., «La ville dense comme seul espace légitime?», *Les Annales de la recherche urbaine*, 2007, 102, pp. 121-130.

Robic M.-C., «La ville, objet ou problème? La géographie urbaine en France (1890-1960)», *Sociétés contemporaines*, 2003, 49-50, pp. 107-138.

Robic M.-C., «Ruralistes ou pro-urbains, les géographes? La ville modernisatrice», Contribution au colloque de Cerisy-la-Salle, «Ville mal-aimée, ville à aimer», 2007.

Robic M.-C., «De la relativité... Elisée Reclus, Paul Vidal de la Blache et l'espace temps» in Bond J.-P. et al., dir. Elisée Reclus et Paul Vidal de la Blache. *Le géographe et le monde, hier et aujourd'hui. Autour de 1905*, Paris, L'Harmattan, 2009. pp. 305-314.

Roncayolo M., «Préface», in Montigny G., *De la ville à l'urbanisation. Essai sur la genèse des études urbaines françaises en géographie, sociologie et statistique sociale*, L'Harmattan, Paris, 1992, pp. 9-13.

Sorre M., «Les conditions géographiques générales du développement urbain», *Bulletin de la Société de géographie de Lille*, 1929, pp. 192-207.

Topalov C. (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Editions de l'EHESS, Paris, 1999.

Topalov C., «Présentation», in *La ville, catégorie de l'action, L'Année sociologique*, 58 (1), 2008a, pp. 9-17.

Topalov C., «Sociologie d'un étiquetage scientifique: *Urban sociology* (Chicago, 1925)», *L'Année sociologique*, 58 (1), 2008b, pp. 203-234.

«Ville (La) à trois vitesses: gentrification, relégation, périurbanisation», *Esprit*, Mars-avril 2004.

Vidal de la Blache P., «Régions françaises», *Revue de Paris*, 1910, novembre, pp. 821-849.

Walter F., «Clerget et l'urbanisme. Une science urbaine fragmentée au tournant de 1900», in Pont J.-C. (et al.), *Pour comprendre le XIX^e siècle. Histoire et philosophie des sciences à la fin du siècle*, Leo S. Olschki Editore, Milan, 2008, pp. 473-471.

Amour/désamour de la ville : esquisse d'une méthode générale pour l'examen du rapport affectif à la ville

Denis Martouzet

La ville est-elle, autant que cela a pu être dit dans les discours communs, les discours politiques jusqu'aux discours scientifiques, objet de désamour ? Il est vrai que nombre d'arguments, contenus dans ces discours ou déduits de l'observation, de l'analyse et de la compréhension des pratiques habitantes ou de la fabrique de la ville et l'organisation de l'espace vont dans ce sens. Il nous semble pourtant que ces arguments ne brosent pas un tableau complet des possibilités d'examen de l'amour/désamour de la ville. Prenant pour point de départ un doute de type cartésien sur l'universalité qui serait celle de l'urbaphobie¹, puisque justement, nous, nous aimons la ville, il apparaît alors que la ville est, logiquement, aimable et que, étant aimable, elle peut donc être aimée, à condition que l'individu ait capacité à aimer un objet comme une ville, ce qui ne signifie pas que la ville soit obligatoirement considérée comme aimable pour chacun et, moins encore,

¹ Nous distinguons plus loin urbaphobie et urbanophobie, comme urbaphilie et urbanophilie.

aimée par chacun². Le fait qu'au moins un individu aime la ville suffit à justifier logiquement et méthodologiquement que l'on s'attarde à examiner sérieusement ce doute : au mieux il est fondé et l'on en tirera des enseignements, au pire il ne l'est pas mais aura fait œuvre de contrepoint à l'analyse de l'urbaphobie dans le débat alors instauré.

A plusieurs reprises, nous avons fait, fait faire et analysé des enquêtes visant, entre autres, à faire évaluer affectivement la ville par des individus. Les résultats, présentés par ailleurs (Martouzet, 2007a), ont montré que la moyenne de ces évaluations, les modes et les médianes dans les traitements statistiques effectués, étaient supérieurs à l'évaluation neutre séparant amour et désamour de la ville : d'une façon générale, la ville est plutôt aimée et ce doute serait donc fondé. Un point important pouvant expliquer ce décalage entre nos résultats et les discours sur l'urbaphobie réside dans le choix qui consiste à partir de l'individu. Ce positionnement épistémologique ne réfère pas nécessairement à un positionnement de type idéologique en vue de prendre parti pour l'individualisme méthodologique et contre le holisme mais découle de l'observation que, en optant pour cette position, les résultats auxquels nous parvenons sont, d'une part, cohérents entre eux et, d'autre part, différents de ceux d'approches plus globalisantes, ce qui a l'avantage de nourrir cette controverse scientifique porteuse d'avancées dans la connaissance de l'amour et du désamour vis-à-vis de la ville. Notre propos vise donc à offrir des pistes de compréhension des origines intimes du rapport à la ville, que ce rapport soit positif ou négatif. Par ailleurs, il y a aussi, de cette façon, concordance entre l'échelle méthodologique (l'individu) et le lieu de l'affectivité (l'individu), même si celle-ci s'exprime dans une relation qui dépasse cet individu. Eventuellement, dans un second temps, quand les résultats seront stabilisés, diverses formes de généralisation, voire de globalisation seront envisageables (Martouzet, 2006).

L'une des difficultés de départ d'un questionnaire portant sur le rapport affectif à la ville réside dans la clarification du vocabulaire utilisé. Nous commencerons donc, après un rapide état des lieux de la position du rapport affectif à la ville relativement à des positionnements de recherche, par exposer quelques jalons relatifs à ces précisions d'ordre sémantique qui, couplées avec l'analyse des dimensions temporelles de la construction du rapport affectif à la ville, nous donneront des indications en vue de l'élaboration d'une esquisse de méthodologie générale pour l'examen du rap-

² «Aimable» ne signifie pas «aimé», mais le précède (c'est une condition nécessaire mais non suffisante).

port affectif à la ville. En conclusion, nous esquisserons quelques éléments portant sur l'intérêt de ces questionnements vis-à-vis de l'amour/désamour de la ville pour la ville durable que nos sociétés cherchent à inventer.

Analyse critique de l'état de la question

Approches non individualistes

Il ne s'agit pas ici de faire une revue complète de la littérature portant directement ou indirectement sur le rapport affectif à la ville. On peut, en première approche, scinder cet état de l'art en deux grandes dimensions. On a tout d'abord des approches non individualistes, soit qu'elles abordent la question sous l'angle collectif, par une analyse des appartenances sociales comme si elles étaient homogènes, soit par une approche d'abord spatiale par ce qu'offre ou n'offre pas la ville, ce qu'elle donne ou refuse comme possibilités d'actions, de sensations..., soit sous l'angle de politiques publiques. Concernant les approches collectives, nous avons nous-mêmes pu faire l'interprétation du désamour de la ville dans le cas de Fort-de-France (Martouzet, 2002), ce désamour étant, selon cette analyse, principalement lié à des aspects sociohistoriques, sociopsychologiques ou d'ordre anthropologique. Sans entrer dans le détail de cette analyse, on ne peut que constater que ce type d'approche est valide, mais, négligeant l'individu, permet surtout la constitution de connaissances qui portent ainsi plutôt sur les conditions ou les possibilités d'émergence, de construction, de renforcement ou de désagrégation d'un rapport affectif à la ville, que celui-ci soit positif ou négatif, que sur la construction et l'évolution de ce rapport affectif à la ville.

Couplées à ce type d'approche, des analyses spatiales, en termes d'aménités urbaines ont pu être développées et c'est l'objet de la plupart des diagnostics territoriaux ou urbains. On parlera alors, par exemple, d'avantages et d'inconvénients. Mais pour aller jusqu'au rapport affectif à la ville qui suppose non seulement une représentation de la réalité mais aussi et surtout un jugement porté sur ce qui est représenté, il faudrait la possibilité d'associer au couple avantages/inconvénients (évaluation « objective »), les couples bon/mauvais (évaluation subjective), beau/laid (évaluation esthétique) ou bien/mal (évaluation morale) pour pouvoir envisager celui d'urbaphobie/urbaphilie (évaluation affective). Or, s'il apparaît que les aménités entrent dans l'évaluation affective qu'on peut faire d'une ville, elles n'en sont qu'un élément parmi d'autres et, de ce fait, partir du spatial,

de l'«existant urbain», comme partir de l'observation des comportements, pour en inférer un rapport affectif à la ville, que ce soit pour un individu ou un groupe, *a fortiori* l'ensemble des habitants, relève de l'approximation : ces aménités peuvent contribuer à qualifier la ville d'aimable ou de mal aimable, non d'aimée, de mal aimée ou de détestée.

L'entrée par les politiques publiques est tout aussi problématique, même si l'on ne peut que reconnaître la pertinence des analyses faites notamment par Joëlle Salomon Cavin (2003, 2005) et par Bernard Marchand (Marchand, Salomon Cavin, 2007). Il s'avère nécessaire, dans un schéma simplificateur opposant ville et campagne, de noter qu'une politique territoriale exclusivement tournée vers la campagne et qui peut avoir des répercussions négatives sur la ville ne peut pas amener à penser directement qu'il y ait volonté d'œuvrer contre la ville. Cependant, une systématisation d'une telle politique est effectivement l'indice que les acteurs qui la sous-tendent ont une préférence pour l'espace rural par rapport à l'espace urbain. Or, la notion de préférence n'est pas synonyme de celle d'amour : aimer quelque chose revient à la préférer à d'autres choses (qu'on aime moins) mais, *a contrario*, préférer une chose à une autre ne suppose pas qu'on l'aime davantage puisque l'on peut préférer sans dimension affective : je préfère 100 € à 50 € sans que pour autant j'aime l'un ou l'autre. Il n'y a pas forcément d'affectif dans la préférence.

Approches individualistes

On peut aborder les approches individualistes dans leur dimension méthodologique. L'expression «rapport affectif à la ville de l'individu» n'est pas ou peu utilisée alors qu'elle permet, notamment de dépasser la notion de représentation en évaluant celle-ci, d'englober la notion d'attachement dans un ensemble plus vaste dont il n'est qu'un cas particulier, enfin d'affirmer le rapport de soi à soi, l'ipséité (Ricœur, 1990) qui existe dans tout rapport affectif et de clarifier la notion d'identification.

La géographie des représentations (Paulet, 2002 ; Hoyaux, 2006) postule que le rapport à l'espace de l'individu, son «habiter», ne repose pas sur la connaissance de la réalité spatiale mais sur la représentation de l'espace, érigée comme connaissance. Il est indéniable que le contenu de nos représentations, qu'elles soient sensibles ou intellectuelles, immédiates ou construites, rejaillissent sur le traitement affectif que nous en faisons. Cependant la géographie des représentations traitent du contenu de ces représentations, de façon objective : comme si c'étaient des objets. Le rap-

port affectif à la ville traite du rapport qu'entretient l'individu avec ses propres représentations. Il se forge à partir de ses représentations spatiales, mêlées à d'autres types de représentations (idéologiques, sociales et surtout représentation(s) de soi). Cependant, le rapport affectif à la ville ne porte pas que sur la représentation de l'objet mais aussi sur la représentation des possibilités d'actions données ou refusées par cet objet : l'action représentée construit aussi le rapport affectif à la ville.

La question affective en lien avec la ville ou, de façon générale, avec tout espace sinon délimitable du moins identifiable/qualifiable et dénombrable, est parfois abordée par la notion d'attachement (Ramadier, 2007). On ne peut faire de l'attachement un synonyme d'affection dans la mesure où ce n'en est qu'une des modalités. Le fait d'être attaché à quelque chose révèle éventuellement un mode particulier de rapport affectif mais tous les types de rapports affectifs ne sont pas de l'ordre de l'attachement. Un contre-exemple suffit pour illustrer cela : dans le choix d'un nouveau logement, notamment dans le cadre d'une acquisition, les quelques premières minutes de visite du logement suffisent parfois pour qu'il soit adopté puis acheté. L'image du coup de foudre est ici adaptée et, par sa dimension temporelle, s'oppose à celle de lien longuement et lentement construit auquel réfère l'attachement. Cela dit, le « coup de foudre » comme son opposé (le rejet immédiat) peuvent néanmoins s'expliquer par un attachement non à l'objet lui-même (telle ville, tel logement), mais à certains aspects idéologiques (que ceux-ci portent sur le fonctionnement apparent, sur l'esthétique, sur l'organisation spatiale) avec lesquels composent les premières impressions qui, elles, relèvent d'abord du sensible.

D'autres approches abordent implicitement la notion de rapport affectif par le biais de celle d'identification à un espace. Cela pose de nombreux problèmes dans la mesure où l'identification d'un individu, dans ce cas, se fait envers un objet d'une tout autre nature. Cela suppose un niveau d'abstraction et/ou de symbolisme extrêmement important pour que l'espace en question puisse, au moins pour un certain nombre de critères, nécessairement explorés de façon intuitive et surtout inconsciente, être considéré dans un rapport d'identité. Dans un sens différent, non celui de l'identité de l'espace à la personne mais celui de l'identité de la personne à un espace, l'identification révèle alors le fait que l'espace référent est un prolongement de la personne, qu'il en fait partie (il y a alors identité par inclusion) et lui permet, par ce qu'il offre comme possibilités, d'exister véritablement. Cette approche par identification aborde indirectement le rapport affectif dans la mesure où l'on peut considérer que celui-ci est un rapport à soi-même : dire « *je t'aime* » signifie dans ce cas « *je m'aime à travers toi ou grâce à*

toi». Cependant, ces approches par identification de la personne à l'espace et/ou de l'espace à la personne, dans un rapport dialectique incessamment changeant, n'affrontent pas véritablement l'évaluation affective, car le rapport de soi à soi n'est pas que de l'ordre de l'affectif: il est aussi évalué de façon factuelle, morale...

De la nécessité de précisions sémantiques

L'habiter d'un individu (Lussault, Paquot, Younès, 2007 ; Collectif EHEA, 2008), son rapport à l'espace font l'objet de débats et de controverses ne serait-ce que sur l'extension sémantique des termes utilisés. Le rapport affectif à la ville, qui n'en est qu'une modalité (affective) parmi d'autres appliquée à un espace particulier (la ville), ne simplifie pas cette question de précision du vocabulaire utilisé.

Aimer

Au départ existe l'ambiguïté du terme «aimer». Son sens, différent selon la personne qui le prononce ou le pense, l'est aussi selon l'objet qui est pensé comme aimé. Il n'est pas sûr que ce verbe signifie la même chose quand on dit «*j'aime le chocolat*», «*j'aime mon travail*», «*j'aime telle personne*», «*j'aime Nantes*» ou «*j'aime être en ville*». Le verbe «aimer» sur un plan grammatical peut s'appliquer tout autant à un substantif qu'à un verbe (d'état ou d'action) et, sur un plan sémantique, tout autant à un objet matériel dans ce qu'il a d'unique qu'à des objets immatériels et à des catégories («*j'aime flâner*», «*j'aime la Ville*»), son champ d'application sémantique est particulièrement étendu. On peut au minimum faire une distinction entre aimer un objet et aimer faire quelque chose, ce qui nous amènerait à différencier un propos de type «*j'aime la ville*» d'avec «*j'aime être ou aller en ville*», même si l'un et l'autre interagissent. On peut aussi faire une distinction entre un objet qui est une totalité insécable (telle personne), sécable mais unique (Nantes ou Vesoul) et un objet dans le concept duquel on peut faire des nuances («*j'aime le chocolat, les villes en général mais pas celui-ci, celle-ci en particulier*»).

Il est plus difficile de dire «*j'aime unetelle*» mais pas tel trait de sa personne, sur le plan physique ou sur le plan moral. Dans ce cas-là, l'amour «ne fait pas dans le détail» mais considère l'objet dans son unité et devrait, logiquement, amener à dire non pas «*j'aime unetelle pour ses qualités*», ni «*j'aime unetelle malgré ses défauts*», mais «*j'aime unetelle du fait de ou avec ses qua-*

lités et ses défauts». Cependant, dans ce qui précède, l'amour est sans doute idéalisé, c'est l'amour qui rend aveugle et notamment aveugle aux défauts. Après tout, on peut aimer quelqu'un (dans un sens fort mais non idéalisé) sans pour autant aimer chacune de ses caractéristiques physiques ou morales. Mais aimer le tout et aimer la partie ne sont pas du même registre.

Qu'en est-il de la ville et de la phrase «*j'aime (ou je n'aime pas) la ville*»? On peut, premièrement, l'aimer comme le chocolat, c'est-à-dire affirmer aimer la ville en général mais pas celle-ci en particulier. Ce faisant, on se réfère à une idée de ville (une idéologie : ce qu'est la ville selon la représentation que je m'en fais et ce qu'elle doit être selon la représentation normative que je m'en fais), dans laquelle les exemples concrets, les cas particuliers entrent plus ou moins entièrement. On peut aussi, par ailleurs, aimer la ville comme on aime une personne, pour ce qu'elle est, mais peut-être aussi simplement comme on dit «*j'aime bien untel*» : «*j'aime bien Saint-Nazaire*». Les qualifications de la ville qui sont autant de justifications de l'amour ou du désamour de la ville montrent que l'on peut trouver, en faisant intervenir aussi certains aspects d'ordre psychologique que nous ne développerons pas ici, une réponse logico-sémantique du problème de l'origine d'une urbaphobie plus puissante, plus partagée ou simplement plus visible que l'urbophilie. En effet, et c'est là aussi une des difficultés méthodologiques auxquelles nous avons été confronté, poser la question « *aimez-vous la ville ?*» entraîne deux catégories de réponses (oui ou non) qui apparaissent ainsi parfaitement symétriques. En revanche, demander à la suite «*pourquoi ?*» conduit à une dissymétrie immédiate : dire ne pas aimer la ville parce qu'elle est bruyante, par exemple, est parfaitement recevable. Même si on peut ne pas être d'accord avec le fait que le bruit de la ville rend celle-ci mal aimable, la raison invoquée apparaît comme suffisante pour ne pas aimer la ville. *A contrario*, dire aimer la ville pour telle raison apparaît insuffisant pour l'auteur même de la réponse qui, alors, va tenter de justifier sa réponse, en en posant le pourquoi, parvenant ainsi à une autre réponse, elle-même insatisfaisante, etc. On ne peut pas, par le biais de réponses successives, découper mentalement un objet aimé, pour peu qu'il soit suffisamment complexe comme peuvent l'être une personne ou une ville et *a fortiori* l'idée que se fait un individu de la ville, et à mesure des réponses aux «*pourquoi ?*» successifs, on s'approche peut-être de la réponse mais finalement on s'éloigne du sens premier attendu dans la question. Pour s'en convaincre, le lecteur peut tenter l'exercice des «*pourquoi ?*» itératifs en pensant à un être détesté puis à un être aimé : il est facile de croire savoir pourquoi on déteste quelqu'un et beaucoup plus difficile de penser savoir pourquoi on aime quelqu'un.

Ce qui précède ne résisterait pas à une analyse d'ordre psychanalytique, notamment dans une approche freudienne. Cependant, lors des entretiens qui ont été menés pour analyser le rapport affectif à la ville, les personnes interviewées disant ne pas aimer la ville ne justifiait pas ou peu leur réponse, tandis que celles qui disaient l'aimer se perdaient dans les multiples tentatives de justifications toujours insatisfaisantes y compris à leurs propres yeux.

Urba/urbanophilie/phobie, aimer/ne pas aimer/détester la ville/être en ville

Les termes urbanophobie, urbanophilie, urbaphobie et urbaphilie commencent à être utilisés mais de façon assez indifférenciée. Lors du colloque de Cerisy-la-Salle *Ville mal-aimée, ville à aimer*, cette question d'utilisation de termes a sous-tendu une bonne partie des interventions qui ont eu lieu et des débats qui ont suivi, sans que pour autant un accord général ait pu voir le jour. Quelques éléments méritent d'être soulignés.

Il nous apparaît en premier point qu'il n'y a pas symétrie entre –phobie et –philie, dans la mesure où ce dernier correspond effectivement à l'acte ou à l'état d'aimer, d'apprécier, tandis que le premier réfère, en même temps, à l'idée contraire, celle de ne pas aimer ou de détester, et à l'idée de peur comme si c'était la peur qui contribuait au fait de ne pas aimer, voire de détester. Certes, peur et désamour sont liés mais il est évident qu'une part non négligeable de la population, quelle que soit l'échelle géographique choisie, quelles que soient les caractéristiques sociales et personnelles, n'aime pas la ville sans pour autant en avoir peur, ou en tout cas leur désamour de la ville et la peur qu'ils en ont ne sont pas de même niveau et n'ont pas strictement les mêmes causes. Bref, les termes urbaphobie et urbanophobie, qu'il conviendra de distinguer, semblent inadéquats car en décalage par rapport à détester et trop forts par rapport à ne pas aimer, contrairement à urbaphilie ou urbanophilie qui conviennent à l'idée d'amour de la ville. Il est nécessaire d'introduire ici un débat supplémentaire. Ce qui précède évoque la difficulté à résoudre la question suivante : « *Qu'est-ce que le contraire d'aimer ?* » Deux options sont possibles. Sur un strict plan logique, le contraire d'« aimer » est « ne pas aimer ». Mais, dans le langage courant, généralement ne pas aimer n'est pas l'indifférence mais peut, bien que moins fréquemment, correspondre à celle-ci. Je ne peux pas dire que j'aime Maubeuge ou Menton : je n'y ai jamais mis les pieds et n'en ai véritablement aucune représentation mentale héritée de ce que j'aurai pu

lire, voir ou entendre à leur propos. Mais je ne peux pas dire que je déteste ces villes, pour les mêmes raisons³.

Par ailleurs, il est nécessaire de préciser à quelle ville il est fait référence, non telle ville en particulier, mais quel niveau d'abstraction contenu dans le terme «ville» lorsque celui-ci est énoncé: «*j'aime Brest*», «*j'aime les villes de bord de mer*», «*j'aime la ville (en général)*» et l'on pourrait donner d'autres niveaux intermédiaires entre le cas particulier et la plus grande généralité.

Nous proposons la distinction suivante entre «urba» et «urbano»: l'urbaphile ou -phobe se réfère à l'idée de ville ou à la ville dans sa généralité («*j'aime ou n'aime pas la ville*») tandis que l'urbanophile ou -phobe aime ou n'aime pas être (ou avoir été) en ville. Celui-ci se réfère alors plutôt à des situations concrètes dans lesquelles il se place et qui correspondent donc plutôt à des cas particuliers de villes. Nuançons cependant: il n'y a pas exacte concordance entre cas particulier(s) et aimer être en ville (urbanophilie), ni entre idée de ville et aimer la ville (urbaphilie). Cependant, entre aimer la ville et aimer être en ville, il y a une différence fondamentale dans le rapport à soi: aimer être en ville se fonde d'abord sur soi, tandis qu'aimer la ville se fonde d'abord sur la ville. Il convient de considérer que cette distinction n'a pour objet que la clarification des termes, en tant qu'idéaux-types, puisqu'il est évident que: «*j'aime être en ville aussi parce que j'aime la ville*» et «*j'aime la ville en général parce que, dans la plupart des cas particuliers de ville, j'aime être en ville*».

Le rapport affectif à la ville

Nous proposons une définition du rapport affectif à la ville. C'est le rapport évolutif, qui est de l'ordre de l'intime et, en tant que tel, unique, qu'entretient un individu envers quelque chose qu'il appelle ville et conduisant

³ Cette distinction apparemment relativement simple soulève des débats et il est utile ici d'introduire la différence entre négation active et négation passive qui sont fréquemment confondues pour des raisons de manque de rigueur logique dans la pensée courante et pour des raisons lexicales et grammaticales. En toute logique, il n'y a pas identité entre «je ne veux pas x» et «je veux non-x», ou «je ne crois pas que x» et «je crois que non-x», sauf dans certains cas (les cas qui sont structurés de façon binaire: par exemple, «je ne crois pas que le Père Noël existe» est équivalent à «je crois que le Père Noël n'existe pas» car il n'y a que deux possibilités: l'existence ou la non-existence). En revanche, d'autres propositions et leurs composées sont structurées de façon ternaire: entre aimer et détester il y a l'indifférence, entre vouloir quelque chose, vouloir son contraire, il existe la possibilité de ne pas vouloir, entre dire x et dire non-x il y a la possibilité de se taire. Zinoviev montre bien comment l'utilisation des deux sortes de négation permet la manipulation politique et permet de déduire n'importe quelle proposition de n'importe quelle autre, au-delà de toute logique (Zinoviev, 1978).

à un jugement de valeur (souvent implicite, voire inconscient) envers cet objet. Il met en jeu l'individu lui-même. L'analyse de ce rapport se fait dans une optique non instrumentale (même si l'utilisation de la ville fait partie de la construction de ce rapport affectif à la ville). Il est le résultat de l'interaction entre expériences de villes (actes, pensées, actes manqués, émotions, projections, expériences sensibles, survenus en villes ou par la ville) et souvenirs, craintes et espérances (donc retraitement) de ces expériences de villes. La ville peut être alors décor, environnement de ces expériences ou acteur, déterminant, cause (ou simplement considérée comme tels) de ces expériences. Ce rapport conduit à la fabrication d'images mêlant ville(s) idéale(s) et expériences et peut cristalliser des émotions (peur, curiosité, répulsion, fascination, rejet, attirance...). En retour, ces images et ces émotions peuvent modifier le rapport affectif d'un individu à la ville.

Dire son rapport affectif à la ville revient donc à donner le résultat d'une évaluation que l'on fait de la représentation qu'on a de sa relation ville-individu. La seule représentation de la ville intervient dans le processus de jugement de la ville et dans le processus de jugement de la relation. Cependant dans ce cas-là, on ne peut prétendre que répondre à la question: «*En quoi cette ville est, pour cet individu, aimable?*» Or, la compréhension de la question passe aussi par le fait non pas d'aimer la ville mais d'aimer être en ville: dire j'aime être en ville correspond à dire je m'aime en ville. D'un autre côté, la seule représentation de soi évacue toute référence spatiale ou urbaine, voire sociale. Néanmoins, la représentation de soi ne peut pas être totalement disjointe de la représentation de la ville puisque celle-ci n'est pas seulement une entité abstraite mais s'éprouve par l'attente, par l'expérience (directe par la pratique ou indirecte par le récit d'autrui), par le souvenir (brut ou reconstruit). Il apparaît donc nécessaire de prendre en compte tant la représentation de la ville que la représentation de soi à travers la représentation de la relation entre les deux. Selon les réponses obtenues auprès des personnes qui évoqueront leur rapport affectif à la ville, la part de représentation de soi-même sera plus ou moins importante par rapport à la représentation qu'il se fait de la ville.

La dimension temporelle de la construction du rapport affectif à la ville

Le rapport affectif à la ville est un construit toujours en cours de construction. En termes de recherche, on peut considérer que sa construction se fait à l'intérieur d'une boîte noire et que seul compte le résultat de cette évalu-

tion affective. Il nous paraît plus prometteur d'ouvrir cette boîte noire pour en connaître les ressorts, c'est-à-dire les modalités de cette construction du rapport affectif à la ville. Dans le présent texte, il s'agit de mettre en avant la dimension temporelle de cette construction.

Aspects méthodologiques

Notre hypothèse de recherche s'est posée en ces termes : par des phénomènes qui seraient de l'ordre de l'apprentissage, plus on est en ville, plus on vit, habite en ville, plus on pratique celle-ci, alors plus on aime la ville. La construction d'un capital urbain, c'est-à-dire d'une capacité à lire la ville, à savoir l'utiliser efficacement et/ou de manière plus diversifiée était déclarée comme l'un des facteurs principaux de l'évaluation affective qu'en fait un individu. Ici, une ville et la ville sont résolument imbriquées puisque l'apprentissage de la ville en général passe par la connaissance de villes particulières. En bref, on aime ce qu'on connaît.

La recherche a été menée en deux temps majeurs complémentaires. Le premier est sous-tendu par une enquête quantitative par questionnaire visant simplement à mesurer le temps effectivement passé en ville à l'aide d'un tableau permettant à l'enquêté d'indiquer les lieux des différents logements qu'il a occupé durant sa vie jusqu'au moment de l'enquête. Bien que la localisation du logement ne soit qu'un aspect de la vie urbaine, elle permet une bonne approximation de la fréquentation de la ville, sur un plan quantitatif. En parallèle, est demandée une évaluation affective de la ville (sans préciser laquelle, en se référant plus à l'idée de ville ou à l'ensemble des villes fréquentées même potentiellement qu'à une ville en particulier) en proposant une graduation allant de -5 (je déteste la ville) à $+5$ (j'adore la ville) en passant par 0 (la ville m'est indifférente). Le dispositif est volontairement simple, de manière à ne pas projeter, par des questions plus précises, des modalités d'évaluation affectives qui ne seraient pas celles de l'enquêté. D'autre part, la question que l'on peut reformuler ici plus simplement : « *Aimez-vous la ville ? Et combien ?* » a finalement du sens pour la quasi-totalité des personnes ayant répondu à notre questionnaire. Le peu de temps laissé pour répondre a amené chaque personne à faire une synthèse intuitive de son rapport affectif à la ville et de ce fait écarté en partie les réponses post-rationalisantes contradictoires avec une approche visant l'affectif. Enfin, dans un second temps, ce questionnaire a été suivi d'un entretien long visant, à travers notamment des qualifications qu'ils faisaient de la ville, à capter des informations pouvant apparaître comme

des éléments d'explication ou, au moins, de justification, de l'évaluation affective produite précédemment.

Le principal résultat a été l'invalidation de l'hypothèse. Il n'apparaît pas de façon immédiate de corrélation entre la variable temporelle (capital urbain) et la variable affective (évaluation affective de la ville) à l'échelle de l'échantillon des personnes enquêtées. En revanche, cette hypothèse s'est révélée valide pour une petite part de la population enquêtée qui a finalement appris à connaître la ville et, de ce fait ou au moins parallèlement, à aimer la ville, en tout cas plus qu'avant. Les entretiens menés ont aussi révélé que la dimension temporelle, loin d'être absente, permet en partie d'avoir une compréhension de l'intérieur de cette boîte noire justement parce que certains moments interviennent plus que d'autres dans la construction du rapport affectif de l'individu à la ville et parce que la durée intervient elle aussi.

Les temporalités de la construction du rapport affectif à la ville de l'individu

Nous avons ainsi pu définir quatre éléments d'ordre temporel qui interviennent dans cette construction. Tout d'abord, la première image qu'offre une ville et la première impression qui s'ensuit, notamment lorsque celle-ci est très négative ou très positive, vont rejaillir sur l'évaluation affective que l'individu en fera, même bien plus tard. On peut bien sûr positionner temporellement cette première impression dans un parcours personnel mais elle ne survient pas de façon systématique et il va de soi qu'elle émane bien évidemment de la ville mais n'est réceptionnée qu'en fonction de l'état perceptif et émotif de l'individu à ce moment-là et, partant de là, interprétée et évaluée dans un sens et avec une intensité spécifiques. Le deuxième élément constructeur du rapport affectif à la ville peut se définir comme un ou des événements qui surviennent, marquants pour l'individu qui les vit et qui les associe à une ville simplement parce que c'est le lieu de déroulement de l'événement. On ne peut les dater *a priori*, ils peuvent survenir n'importe quand ou ne pas survenir. A noter que la première image est un cas particulier d'événement où la ville en question est prégnante mais que ce premier événement, comme tout autre événement, peut être par la suite masqué par d'autres. Un tel événement marquant peut aussi, après un certain délai, apparaître comme la première image de la ville dans le sens où les sentiments antérieurs sont occultés par l'événement. Troisièmement, il s'agit du moment de la première découverte de la ville, moment moins associé que dans

les deux cas précédents à une ville en particulier, plutôt à la ville en général, même si, nécessairement, ce moment se passe dans une ville en particulier. Ces moments peuvent être, chez l'enfant, la première fois qu'il va ou revient de l'école seul ou avec ses copains mais en tout cas sans adulte représentant une autorité; chez l'adolescent ce seront les premières sorties au cinéma avec les copains, les premières sorties *en ville*⁴. Plus tard, ce pourra être la découverte de la ville lors de la première décohabitation d'avec les parents, pour les études ou le premier emploi. Dans chacun de ces scénarios de découverte, ce qui prédomine est le sentiment de liberté ou d'atteinte d'une certaine autonomie, par l'éloignement de l'autorité, par les moyens que procure la ville, via un emploi et une rétribution, par la proximité d'aménités ainsi devenues accessibles. Enfin, pour ceux qui initialement n'aiment pas la ville, ils peuvent, par apprentissage et utilisation au départ plus ou moins contrainte de cette ville, par l'acquisition de connaissances sur ce qu'elle offre et donc des possibilités accrues d'utilisation, finir par aimer un peu plus la ville. Cette personne est finalement convaincue. Il n'y a là pas de moments particuliers mais une durée composée de multiples petits moments. Cela est possiblement accéléré par le côté pratique de la ville, par sa lisibilité formelle (Lynch, 1998), ce que montre aussi Frick (2007). Cet apprentissage reste valable aussi pour celui qui aime la ville et, peu à peu, l'aime de plus en plus. Il n'est pas nécessaire d'avoir un rejet *a priori* de la ville mais, dans ce cas, ce rôle de *convaincu* est plus aisé à déceler.

Ces quatre éléments ne sont bien sûr pas déconnectés les uns des autres : dans la vie urbaine d'un individu, ils composent, se renforcent ou s'annihilent.

Esquisse d'une méthode générale pour l'examen du rapport affectif à la ville et sa construction comme objet de recherche

Disciplines idéales-typiques

Ce qui précède relève de la recherche expérimentale puisque l'objet lui-même n'est pas encore clairement défini ni même stabilisé. Il apparaît néanmoins que quelques principes de recherche peuvent d'ores et déjà être

⁴ L'expression « en ville », qui tend à passer de mode, désigne en fait souvent dans les discours le centre-ville, voire l'hypercentre.

posés pour continuer dans cette direction en prenant en compte la nature des deux grandes dimensions de la temporalité que sont le moment et la durée. On ne peut certes pas les opposer de façon radicale dans la mesure où, de façon réaliste, le moment pur n'existe pas, il a une certaine durée et une durée peut n'être considérée que comme une addition par succession de moments. Cela dit, sur un plan d'ordre méthodologique nous utilisons moments et durées comme des idéaux-types quitte, dans la pratique, c'est-à-dire dans l'enquête et l'analyse des discours, à relativiser et nuancer, mais ce dans un second temps.

Ces deux dimensions temporelles supposent deux modes d'analyse qui mobilisent deux disciplines distinctes dans leurs méthodes. A la durée, qui permet l'apprentissage de la ville et donc certaines formes d'optimisation de l'utilisation de celle-ci, nous associons une méta-méthode de type économique. La connaissance pure et parfaite étant un idéal, ce qui s'en approche le plus est l'accumulation de connaissances grâce à l'expérience et la répétition, c'est-à-dire l'apprentissage, ce qui n'est permis que par la durée. La connaissance permet, en en étant le support, la rationalité, pour peu que soient fixés des objectifs. Il ne s'agit donc pas de considérer classiquement l'économie par son objet mais plutôt par ses postulats relatifs au comportement humain. L'économie, en tant que discipline, est une branche des Sciences sociales qui étudie l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, mais, on peut, avec Karl Polanyi (Berthoud, 1998), distinguer deux séries de définition de l'économie : un sens substantif (l'économie est une science empirique qui étudie des procès institutionnalisés) et le sens formel (l'économie est une science déductive qui étudie l'action rationnelle). C'est en ce deuxième sens que nous mobilisons cette discipline comme cadre méthodologique de référence. Notre question est de savoir quelles sont les raisons qui font qu'un individu aime la ville, autrement dit ce qu'elle peut lui apporter étant donné son niveau de connaissance de celle-ci. Cependant, il est nécessaire d'ouvrir la notion de rationalité, dans la mesure où avoir des raisons d'aimer la ville ne suppose pas nécessairement un objectif et il apparaît plus adéquat de parler, avec R. Boudon (2003), de «*bonnes raisons*» qui réfèrent à ce qu'il a nommé le Modèle rationnel général qui postule l'individualisme méthodologique, la compréhension et la rationalité, mais qui, surtout, exclut le conséquentialisme (agir pour, c'est-à-dire créer des causes en vue de conséquences recherchées), l'égoïsme et la maximisation. Ces trois derniers éléments, pour le MRG, ne sont pas nécessairement exclus de l'agir humain, mais ils ne sont pas posés comme postulats, ni comme éléments constitutifs de l'agir humain, ni comme préalable à la définition de l'agir rationnel.

La seconde discipline est celle de la psychologie relevant, elle, des Sciences humaines. Au-delà des bonnes raisons d'apprécier la ville, il y a des éléments qui ressortissent de l'individu qui font que, parallèlement au processus de réflexion ou en interaction avec lui, en contradiction ou en accord avec le résultat de la réflexion, il aime ou non la ville. La psychologie permet d'aborder les éléments participant à la construction du rapport affectif et qui n'apparaissent pas en fonction de la connaissance explicite de la ville mais plutôt de la réminiscence de moments idéalisés. La psychologie environnementale (Moles, Rohmer, 1977; Moser, Weiss, 2003; Weiss, Marchand, 2006), elle, insiste sur les aspects sociospatiaux qui interviennent dans cette construction.

L'opposition classique entre raison et passion et sa réduction

On peut considérer, très classiquement, que ces deux disciplines forment l'image moderne du débat ancien dont l'origine est l'opposition classique entre raison et passion ou, en termes plus actuels, entre rationalité et affectivité. Cette opposition a été traitée de multiples façons et l'on retiendra ici, à titre d'exemple, une approche descriptive quoique empreinte d'affectivité et d'idéologie, à la Rousseau : «L'homme n'est qu'un être sensible qui consulte uniquement ses passions pour agir, et à qui la raison ne sert qu'à pallier les sottises qu'elles lui font faire» (Rousseau, 1995). On peut citer aussi Hume qui propose, dans une approche normative, un rapport de subordination de la raison par la passion, déjà implicite chez Rousseau : «La raison n'est et ne doit être que l'esclave des passions; elle ne peut jamais prétendre à aucun autre office qu'à les servir et à leur obéir» (Hume, 1991). Rousseau répond par une approche éthique : «J'en ai tiré cette grande maxime de morale, la seule peut-être d'usage dans la pratique d'éviter les situations qui mettent nos devoirs en opposition avec nos intérêts, et qui nous montre notre bien dans le mal d'autrui, sûr que, dans de telles situations, quelque sincère amour de la vertu qu'on y porte, on faiblit tôt ou tard sans s'en apercevoir, et l'on devient injuste et méchant dans le fait, sans avoir cessé d'être juste et bon dans l'âme» (Rousseau, 1963 : 96). Plus tard, raison et passion seront non pas opposées mais indissolublement liées, chez Weber (1971), par exemple, avec la notion qu'il forge de rationalité affectuelle ou plus récemment, Livet (2002), Davidson (1991) ou Frankfurt (2006) avec ses *Raisons de l'amour*.

Il ne s'agit pas ici de prendre parti dans ce débat sans cesse renouvelé, par exemple par V. Vieira da Silva (2001) lorsqu'il oppose économistes comportementalistes et pseudo-comportementalistes : les seconds intègrent les données d'ordre comportemental et psychologique au modèle de l'économie standard tandis que les premiers récusent en bloc le modèle. Il ne s'agit pas non plus d'opérer un retour en arrière en prônant la vraisemblance d'une opposition radicale entre raison et passion, mais de poser que cette opposition est concevable et utile sur un plan intellectuel car, reposant sur des idéaux-types qui n'ont pas de valeur concrète, elle valide implicitement l'idée que toute action est de l'ordre à la fois de la rationalité et de l'affectivité, en proportions chaque fois variables.

Grille d'analyse

Nous pensons que cette opposition d'ordre intellectuel permet, sur un plan méthodologique, d'étayer une approche visant à dépasser le discours commun recueilli dans les entretiens. Mobiliser ces deux disciplines comme représentantes de deux catégories que sont raison et passion, et que nous opposons artificiellement mais volontairement, permet de se tenir dans une posture telle que l'on n'est jamais satisfait des réponses apportées par les méthodes d'entretien long (récit de vie, récit de vie spatialisé (Collectif EHEA, 2008), récit des lieux...⁵), ces réponses, dans les dispositifs mis en place, reposant d'abord sur la réflexion. Il s'agit donc de se procurer les moyens de dépasser les réponses données dans ce qu'elles ont de rationnel (raisons, justifications, rationalisations *a posteriori*) pour tendre vers l'affectif, en questionnant systématiquement les réponses données.

Tendre vers l'affectif rend inutile la recherche de l'éventuelle limite qui existerait soit pratiquement, soit théoriquement, entre rationalité et affectivité. L'opposition idéale-typique que nous faisons de ce couple n'a d'autre objectif que, sur un plan méthodologique, donner une direction permettant de s'éloigner des approches trop rationalisantes.

Cela se traduit par le croisement des affirmations de type «*j'aime*», «*je n'aime pas*», c'est-à-dire le résultat dit de l'évaluation affective de la ville et des affirmations de type «*j'ai de bonnes raisons d'apprécier, de ne pas apprécier...*» qui relèvent des sciences économiques et sociales. Devant considérer tant l'affirmation («*j'aime*») que la négation («*je n'aime pas*») et tant

⁵ Méthode mise au point par le groupe de recherche Modes d'habiter de l'UMR LADYSS.

la négation active («*je n'aime pas*» = «*je déteste*») que la négation passive («*je n'aime pas*» = «*je suis indifférent*»), de même qu'en ce qui concerne les bonnes raisons dont l'expression permet aussi la double négation («*je n'ai pas de bonnes raisons de ne pas apprécier*»), on a alors une grille qui se décompose de la façon suivante :

« <i>j'ai de bonnes raisons d'apprécier la ville</i> »	ET	« <i>je l'aime</i> »
« <i>j'ai de bonnes raisons d'apprécier la ville</i> »	MAIS	« <i>je ne l'aime pas</i> »
« <i>j'ai de bonnes raisons d'apprécier la ville</i> »	ET/MAIS	« <i>je suis indifférent</i> »
« <i>je n'ai pas de bonnes raisons d'apprécier la ville</i> »	ET	« <i>je ne l'aime pas</i> »
« <i>je n'ai pas de bonnes raisons d'apprécier la ville</i> »	MAIS	« <i>je l'aime</i> »
« <i>je n'ai pas de bonnes raisons d'apprécier la ville</i> »	ET/MAIS	« <i>je suis indifférent</i> »
« <i>j'ai de bonnes raisons de ne pas apprécier la ville</i> »	ET	« <i>je ne l'aime pas</i> »
« <i>j'ai de bonnes raisons de ne pas apprécier la ville</i> »	MAIS	« <i>je l'aime</i> »
« <i>j'ai de bonnes raisons de ne pas apprécier la ville</i> »	ET/MAIS	« <i>je suis indifférent</i> »
« <i>je n'ai pas de bonnes raisons de ne pas apprécier la ville</i> »	MAIS	« <i>je ne l'aime pas</i> »
« <i>je n'ai pas de bonnes raisons de ne pas apprécier la ville</i> »	ET	« <i>je l'aime</i> »
« <i>je n'ai pas de bonnes raisons de ne pas apprécier la ville</i> »	ET/MAIS	« <i>je suis indifférent</i> »

L'intérêt réside dans le ET et le MAIS, sachant que le MAIS, par l'opposition qu'il apporte, met en exergue le rapport affectif, tandis que le ET risque de le masquer. Il ne doit pas se comprendre comme un «*parce que*» ou en tout cas pas uniquement comme tel : «*Ce n'est pas forcément parce que j'ai de bonnes raisons d'aimer la ville que je l'aime.*»

Conclusion

On ne peut que constater l'importance croissante des recherches d'ordre psychologique ou psychanalytique dans des domaines relevant habituellement de l'économie, de la sociologie ou de la géographie et de l'urbanisme. Quelques indices montrent cela. C'est, par exemple, en 2002, l'attribution

du prix Nobel d'économie à Daniel Kahneman, professeur de psychologie expérimentale à l'Université de Princeton, c'est la tenue, les 5, 6 et 7 juin 2008, des Journées scientifiques de l'Association pour la recherche en psychologie environnementale (ARPEnv), organisées par l'Université de Nîmes. Le texte de l'appel à communication est clair : « Historiquement interdisciplinaire, la psychologie environnementale fait largement appel à des collaborations entre des chercheurs et praticiens de différents domaines : architectes, ingénieurs, urbanistes, paysagistes, géographes, sociologues, sciences politiques... » On pourrait multiplier les exemples et J. Elster généralise le propos : « Pour conclure, l'explication du comportement peut utiliser un vaste répertoire de théories. Premièrement, on trouve la théorie du choix rationnel classique. Deuxièmement, on dispose des diverses théories cognitives et les mécanismes identifiés par Tversky, Kahneman et d'autres. Troisièmement, on rencontre les mécanismes à base motivationnelle non émotionnels, tels que le désir d'agir pour de bonnes raisons. Et, finalement, il y a les émotions. Tandis que le dernier quart du XX^e siècle a vu une "révolution cognitive", je fais l'hypothèse que le premier quart du XXI^e siècle verra une "révolution émotionnelle" dans l'étude du comportement » (Elster 2003 : 179).

Que peut nous apporter la connaissance du rapport affectif de l'individu à la ville sur un plan pratique ? Il nous semble, et nous le présentons ici en guise de sujet de réflexion pour le lecteur, que le rapport affectif à la ville est aussi le résultat, quotidiennement remis en jeu et en cause, de modalités de conciliations qu'opère l'individu pour faire avec la ville. Ces conciliations, réussies ou ayant échoué, que chacun expérimente incessamment et qui permettent autant de microdécisions, sont celles qui portent sur des éléments tels que, par exemple, le long terme, le court terme, le quotidien et l'urgence ou bien la prise en compte de l'intérêt général et des intérêts particuliers, ou encore, de façon plus globalisante, l'environnemental, l'économique et le social. La recherche, tout autant utopique que nécessaire, de la ville durable passe, si l'on est convaincu qu'elle ne peut pas découler simplement d'une technicité, par la compréhension de ces conciliations individuelles d'éléments considérés comme socialement inconciliables. Aussi, notre approche individualiste apparaît comme un préalable nécessaire.

Bibliographie

Berthoud G., « L'économie en question, la position de Karl Polanyi », *Bulletin du MAUSS*, XVIII, ancienne série 1998, pp. 53-105.

Bochet B., *Le rapport affectif à la ville, essai de méthodologie en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif à la ville*, Université de Tours, CESA, 2000.

Bochet B., Racine J.-B., « Connaître et penser la ville: des formes aux affects et aux émotions, explorer ce qu'il nous reste à trouver. Manifeste pour une géographie sensible autant que rigoureuse », *Géocarrefour*, LIIIV, n° 2, 2002, pp. 117-132.

Boudon R., *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003.

Collectif EHEA, *Espaces habités, espaces anticipés*, rapport de recherche UMR CITERES pour le compte de l'Agence nationale de la recherche, 2008, pagination multiple.

Davidson D., *Paradoxes de l'irrationalité*, Combas, Editions de l'éclat, 1991.

Elster J., *Proverbes, maximes, émotions*, Paris, PUF, 2003.

Feildel B., *Le rapport affectif à la ville: construction cognitive du rapport affectif entre l'individu et la ville*, Université de Tours, CESA, 2004.

Frankfurt H. G., *Les raisons de l'amour*, Belval, Circé, 2006, 117 p.

Hoyaux A.-F., « Pragmatique phénoménologique des constructions territoriales et idéologiques dans les discours habitants », *L'Espace géographique*, vol. n° 3, 2006, pp. 271-285.

Hume D., *Traité de la nature humaine*, T. 2, Dissertation sur les passions, Paris, Flammarion, 1991, consultable sur http://pagesperso-orange.fr/philotra/tnhII_III.htm#II_III_IV

Livet P., *Emotions et rationalité morale*, Paris, PUF, 2002.

Lynch K., *L'image de la cité*, Paris, Dunod, 1998.

Marchand B., Salomon Cavin J., « Anti-urban ideologies and Planning in France: Jean-François Gravier et Armin Meili », *Planning Perspectives*, 22, 2007, pp. 29-53.

Martouzet D., « La perception de l'urbain par la population martiniquaise et conséquences urbaines et spatiales », *Annales de géographie*, n° 623, (janvier-février 2002), pp. 73-85.

Martouzet D., « Methodological Individualism and affective relationship to the city », communication au 2nd World Schools Congress, Planning for diversity and multiplicity, Mexico City, 12-16 juillet 2006.

Martouzet D., « Le rapport affectif à la ville: premiers résultats », in Paquot Th., Lussault M., Younès Ch., *Habiter, le propre de l'homme, Villes, territoires et philosophie*, Paris, la Découverte, 2007a, pp. 171-192.

Martouzet D., « Le rapport affectif à la ville: positionnement théorique et épistémologique », *Praxis Revue électronique en aménagement*, <http://www.revue-praxis.fr/document.php?id=117>, 2007b.

Martouzet D., «Le rapport affectif à la ville: discours et rationalisations», Séminaire *Individu et ville*, organisé par l'UMR CITERES, Tours, 19-20 mars 2007c.

Martouzet D., «Synthèse des travaux», Séminaire *Individu et ville*, organisé par l'UMR CITERES, Tours, 19-20 mars 2007d.

Martouzet D., Bailleul H., Feidel B., Gaignard L., «La carte: fonctionnalité transitionnelle et dépassement du récit de vie», *Nature, Sciences, Sociétés*, 2010.

Moles A., Rohmer E., *Psychologie de l'espace*, Casterman, Paris, 1977.

Moser G., Weiss K., *Espaces de vie: Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, A. Colin, Coll. Regards, 2003.

Paquot Th., Lussault M., Younès Ch., *Habiter, le propre de l'homme, Villes, territoires et philosophie*, Paris, la Découverte, 2007.

Paulet J.-P., *Les représentations mentales en géographie*, Economica, Paris, 2002.

Ramadier Th., *Mobilité quotidienne et attachement au quartier: une question de position?*, In Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guerin-Pace F. (dir.), *Le quartier: Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, La Découverte, Coll. Recherche, Chap. 10, 2007, pp. 127-138.

Ricœur P., *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990, 424 p.

Rousseau J.-J., *Confessions*, 2 tomes, Paris, Gallimard et la Librairie Générale Française, 1963.

Rousseau J.-J., *Du contrat social, suivi de Discours sur l'économie politique et de Fragments politiques*, Paris, Gallimard, Coll. Folio Essais, n° 233, 1995, Fragments politiques, XVI, 1.

Salomon Cavin J., *Représentations anti-urbaines et aménagement du territoire en Suisse. La ville: perpétuelle mal-aimée?*, Thèse de doctorat, Lausanne, EPFL, 2003.

Salomon Cavin J., *La ville, mal-aimée*, Lausanne, PPUR, 2005, 250 p.

Vieira da Silva V., *L'hypothèse de rationalité et ses prémisses: le défi comportementaliste, une investigation aux frontières de l'économie et de la psychologie*, Lyon, Université Louis Lumière, 2001, consultable sur http://demeter.univ-lyon2.fr:8080/sdx/theses/notice.xsp?id=lyon2.2001.vieira_v-principal&id_doc=lyon2.2001.vieira_v&isid=lyon2.2001.vieira_v&base=documents&dn=1

Weber M., *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.

Weiss K., Marchand D., *Psychologie sociale de l'environnement*, Presses universitaires de Rennes, 2006.

Zinoviev A., *L'avenir radieux*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1978.

Conclusion

Bernard Marchand

Cet ouvrage, préparé à la suite du colloque «Ville mal-aimée, ville à aimer», organisé à Cerisy-la Salle en juin 2007, ainsi que les textes publiés par Françoise Bourillon (Bourillon et Baubérot, 2009), entame une nouvelle voie de recherche: l'hostilité envers la grande ville, surtout envers Paris en France, constitue un thème capital qui est curieusement resté largement méconnu. Le lecteur aura sans doute été frappé par la diversité des thèmes et des auteurs: diversité des sujets, des méthodes d'approche, des pays étudiés. L'urbaphobie constitue en effet un domaine très vaste et très divers, ce qui le rend passionnant mais aussi fort difficile à traiter. La recherche y doit être pluridisciplinaire.

L'ambition de cet ouvrage était d'attirer l'attention du public, de commencer à débroussailler quelques voies de recherche, d'en indiquer les principales. Joëlle Salomon a bien indiqué, dans son introduction, les grands axes de cet ouvrage. S'il réussit à intéresser des chercheurs, essayons de leur proposer quelques voies de recherche à défricher.

Il faudrait d'abord mieux analyser les différents supports de l'urbaphobie. Citons les principaux: discours des hommes publics, textes littéraires, rôle des grands médias, des spectacles (théâtre, cinémas surtout), de la publicité. L'analyse linguistique des discours de présentation des grandes lois d'urbanisme est particulièrement éclairante: Laurette Wittner a montré la

voie. Il faudrait appliquer une méthode analogue à la loi Cornudet, à la loi Pasqua, ou à la loi Voynet. Plus important encore, l'influence des manuels scolaires, du primaire au supérieur : Anne-Marie Thiesse (Thiesse A.-M., 1997) comme Klaus Bergmann (Bergmann, 1970) les ont déjà abondamment cités, mais des analyses fouillées sont encore nécessaires.

L'attitude des forces politiques, en France, pose de nombreuses énigmes : que les mouvements conservateurs aient été urbaphobes n'étonnera pas, encore que cette attitude semble avoir changé récemment, à mesure que le rôle économique et prestigieux de la capitale était, depuis peu, mieux pris en considération. En revanche, que les forces qui se disent de gauche aient été très souvent urbaphobes et semblent n'avoir guère changé d'attitude fait problème. Joëlle Salomon a fort bien montré que les grandes agglomérations sont apparues comme le symbole de la Révolution industrielle et que les horreurs sociales qui l'ont accompagnée ont rejailli sur les grandes villes. Tout se passe comme si certaines forces conservatrices rêvaient de revenir «avant», dans une utopie ruraliste, tandis que les mouvements de gauche cherchaient à bondir vers l'avenir, au-delà de l'exploitation de l'homme dans les usines et les grandes villes. Mais la question est bien plus complexe : on oppose d'ordinaire le marxisme européen, urbain et ouvrier au marxisme asiatique, rural et paysan. Le contraste, en effet, entre la politique bolchévique favorable aux villes et la politique maoïste est frappant, sans parler du marxisme des Khmers rouges, caricatural dans sa violence paysanne. Les horreurs perpétrées par les Khmers rouges, bien présentées par Adeline Carlier, offrent l'exemple le plus atroce d'urbaphobie en action, de haine sanglante des campagnes envers la grande ville. Les grands mouvements politiques ne semblent pas avoir été étudiés de ce point de vue.

Les effets des politiques urbaphobes sont certainement considérables mais encore mal connus. Les travaux de Rémy Prud'homme (par exemple, Prud'homme *et al.*, 1994) et de Laurent Davezies (2009) ont commencé à préciser les dégâts importants que le graviérisme a fait subir à l'économie française. Le volume des flux induits est considérable. Il faudrait le préciser, en évaluant, par exemple, le montant des richesses produites par les grandes agglomérations et le déficit d'équipement dont souffrent leurs périphéries. Il serait bon de chiffrer ce qu'une nation perd en détournant systématiquement les investissements des régions les plus productives vers celles dont la productivité est la plus faible ; ou encore le surcoût de la vie causé par des prix agricoles garantis, très supérieurs aux prix mondiaux. Le système fiscal français, qui induit une redistribution considérable, devrait être discuté de ce nouveau point de vue. Que les régions les plus riches soient mises à contribution pour aider les plus pauvres à se dévelop-

per est indispensable : la solidarité est le propre d'un Etat bien géré. Mais quand ces flux durent plus d'un siècle, toujours dans le même sens, peut-on encore parler de «solidarité» et de «politique de développement»? Que penser d'une agriculture qui ne peut survivre qu'avec des flux constants de subventions, payées principalement par l'agglomération parisienne¹ ?

L'urbaphobie a produit deux grands effets sociologiques : elle a considérablement aggravé l'opposition villes/campagnes ou plutôt grandes agglomérations/province dont il faudrait mieux décrire les formes et évaluer les conséquences. Surtout, elle a causé, depuis la Commune, une *ostracisation* de toute une partie de la population française, celle qui habite les périphéries urbaines, les banlieues des grandes agglomérations. On leur oppose régulièrement, depuis un siècle, la «France d'en-bas», la «vraie France», comme si elles n'étaient ni françaises ni «authentiques». Mais ces banlieues logent les jeunes ménages qui font des enfants, produisent des richesses, alimentent le Trésor public et assurent l'avenir. Leur condamnation, au moins implicite mais régulièrement répétée, fait problème et mérite des études fouillées et précises.

Ce livre a montré que l'urbaphobie est, sous des formes différentes, un phénomène mondial. Les chapitres portant sur l'Allemagne, le Japon, l'Italie, les Etats-Unis, le Venezuela ou la Colombie le prouvent. Mais des pans entiers de la mappemonde sont encore vierges de recherche : quelle attitude envers les grandes métropoles en Chine, où elles semblent favorisées, en Inde, dans les pays musulmans, sur le continent africain? Les grandes villes y attirent fortement les ruraux, si l'on en juge par l'importance de l'exode rural. Les gouvernants voient manifestement avec inquiétude ces flux considérables. Il faudrait, pour aider ces migrants et que les nations en profitent, investir lourdement dans deux principaux domaines : le logement et la formation de cette main-d'œuvre disponible. Combien le font? Et comment? Rémy Prud'homme a ouvert ici la question.

La diversité même du sujet appelle des études comparatives, toujours difficiles mais tellement enrichissantes : comparaison entre des thèmes liés à l'urbaphobie, par exemple entre les flux fiscaux, l'évolution des prix fonciers et le contenu sociologique des périphéries urbaines et des campagnes avoisinantes... Comparaison entre des approches disciplinaires différentes : un travail critique en commun de sociologues, d'anthropologues et

¹ Le gros de ces subventions est versé, à vrai dire, par l'Union européenne, mais elle correspond à la contribution française. Ces subventions représentaient naguère la moitié, aujourd'hui un tiers des ressources de l'Union, qui ne peuvent servir aux investissements dont les grandes villes ont besoin.

d'économistes serait certainement très fructueux. Comparaison entre cultures et pays différents : quelles influences ont pu avoir, au-delà des mers, les écrits d'un Gravier (Gravier, 1947) ou d'un Méline (Méline, 1905)? On a vu quels effets importants le graviérisme a pu avoir en Colombie... Quant à Méline (auquel Augustin Berque, dans cet ouvrage, a trouvé un émule au Japon), son *Retour à la Terre* a été traduit en plusieurs langues et a eu un grand retentissement en Allemagne et en Autriche, par exemple, avec l'ouvrage de Fuss (Fuss, 1914), qui s'en inspirait directement. Il serait extrêmement utile de retracer ces liens, ces influences et de préciser comment les idées urbaphobes ont été reçues, modifiées, appliquées dans d'autres nations. Plus important encore, quel impact a connu l'œuvre remarquable d'Otto Spengler (Spengler, 1923) en Europe? Son influence sur Gravier, sur Pourrat ou sur Thibon est indéniable. Malheureusement, ces auteurs, selon leur mauvaise habitude, ne citent jamais leurs sources. Des comparaisons détaillées des textes permettraient certainement de mieux comprendre bien des affirmations bizarres et des contradictions.

Des comparaisons entre des époques différentes seraient aussi des plus utiles. On sait que les Américains ont été les premiers à étudier l'urbaphobie (e.g. les Wright, Nash, etc.) au cours des années 1960. Curieusement, ils semblent ne plus trop s'intéresser au sujet depuis une trentaine d'années, au moment où le thème apparaît en Europe avec Bergmann (Bergmann, 1970) ou Mariani (Mariani, 1976). Pourquoi ce décalage? Comment l'expliquer et quels en ont été les conséquences? Quelles influences ont traversé l'Atlantique?

Dernier axe de recherche, le plus délicat et le plus fascinant, l'analyse des fondements philosophiques et religieux de l'urbaphobie. J'ai tenté d'ouvrir le sujet mais il reste beaucoup à faire (Marchand, 2009, troisième partie). On a souvent cité le mot de Walt Whitman : « *God made Nature, man made the city* » qui condamnait sans appel la grande ville puisque l'homme est inférieur à Dieu et nécessairement coupable. Quelles que soient ses qualités ou ses défauts, la grande agglomération est intrinsèquement mauvaise en tant que création humaine. En effet, la grande ville est la meilleure expression du talent de l'homme, de ses capacités non seulement scientifiques et techniques mais aussi morales et politiques, puisqu'elle parvient à faire vivre ensemble à peu près harmonieusement et de façon prospère un grand nombre d'êtres humains sur une très faible surface.

Les doctrines qui voient dans l'homme un pécheur, un être coupable et condamné, ne peuvent que décrier la ville, son œuvre principale. Une partie (limitée à vrai dire) de l'écologie aujourd'hui ne tend-elle pas à remplacer Dieu par la Nature et à voir dans les grands investissements urbains

des œuvres néfastes, des défis dangereux, à l'instar de ces religieux qui reprochaient naguère à l'homme son orgueil excessif?

Cette approche pose le grand problème des relations entre Nature et Culture. Il faudrait d'abord définir ces concepts si souvent cités mais si imprécis. Il faudrait sans doute aborder de nouveau la question du point de vue du statut de la grande ville. On a plusieurs fois indiqué dans cet ouvrage que l'urbaphobie pouvait être considérée comme un immense effort pour arrêter le temps, éviter le changement. D'où la condamnation de la ville construite par l'homme : la Nature est éternelle, immuable, l'homme au contraire est le changement ; c'est là toute son imperfection².

La question est compliquée, en France, par une tendance curieuse mais profonde de l'opinion à appeler Nature les terres cultivées : le monde naturel doit être dompté, contrôlé, organisé par l'homme. Il s'agit peut-être d'un reste de la pensée classique, quand les sommets des Alpes faisaient horreur et que les rois ordonnaient leurs parcs comme les avenues d'une ville. On pourrait alors s'attendre à trouver beaucoup d'indulgence envers la grande métropole, elle aussi œuvre humaine. Mais la défense, depuis un siècle, de l'agriculture condamne la grande ville qui « dévore chaque année des terres arables ». Où est donc la « Nature » ? Dans un parc parisien dont la faune et la flore sont plus variées qu'on ne le pense ou dans les champs de la Beauce, labourés par des tracteurs guidés par GPS ? Lorsque des marées exceptionnelles ont érodé le pied des falaises du pays de Caux, en 2007, plusieurs maires ont demandé qu'on les bétonne « pour protéger ces monuments naturels » ! La confusion est à son comble.

Et quelles relations souhaiter entre Culture et Nature ? Quel rôle doit y jouer l'homme ? Travailler la terre pour parfaire la Nature et accompagner la Création, comme le prétendait Henri Pourrat (Pourrat, 1940), ou bien montrer ses talents et son sens social en construisant de grandes villes ? Tout dépend de la place que les idéologies lui reconnaissent dans l'Univers. On voit apparaître ainsi une grande opposition. D'un côté, ceux qui, suivant les trois grandes religions du Livre, dites d'Abraham, distinguent radicalement un Créateur et une Création. Quelle que soit la position de l'homme, condamné ou racheté, ses œuvres ne peuvent être que suspectes en face de la Nature créée par Dieu, donc parfaite.

Une autre conception affirme l'unité de l'Univers : la Nature et Dieu ne forment qu'une seule et même substance. Spinoza, avec son fameux

² « Beau ciel, vrai ciel, regarde-moi qui change » et plus loin, le poète s'adressant à la mer : « Tête complète et parfait diadème / Je suis en toi le secret changement » (P. Valéry, *Le cimetière marin*, Pléiade, pp. 148-149).

«*Deus sive Natura*», conçoit ainsi une substance unique qui est Dieu et dont l'homme fait partie, comme tous les autres objets (Spinoza, ed. 1965, partie IV, prop. IV, p. 224). Il peut certes commettre des erreurs et détruire maladroitement son environnement, mais son activité n'est pas nécessairement mauvaise, dans un Univers organisé par la Raison. De tous les êtres vivants, l'homme, exerçant sa raison, est le mieux à même de le comprendre et de l'aimer. Dieu est immanent à la Nature : la société et l'homme ne sont pas extérieurs à la Nature, mais en constituent une partie. On glisse ainsi vers un monde unique, organisé par des lois rationnelles où l'activité humaine, si elle est conduite adéquatement, assure le progrès. La grande ville peut être mal organisée ou polluée, mais elle ne peut être condamnée, en tant que telle, au nom d'une puissance supérieure, distincte de la Nature. Il n'existe plus de Juge suprême extérieur mais un ensemble de lois physico-chimiques. La grande ville, œuvre suprême de l'homme, n'est plus alors qu'un objet parmi d'autres, avec ses qualités et ses défauts.

Ces quelques indications sont loin d'être complètes. Mais on voit déjà quelles voies passionnantes de recherche ouvrent le sujet. Espérons qu'elles tenteront de nombreux chercheurs et que l'urbaphobie, dont on commence à peine à évaluer l'importance et les effets, deviendra le vaste domaine de recherche qu'elle doit être.

Bibliographie

Bergmann K., *Agrarromantik und Grossstadtfeindschaft*, Anton Hain Vlg, Meisbheim am Glan, Marburger Abhandlungen zur politischen Wissenschaft, Band 20, 1970.

Bourillon F., et Baubérot A., *Urbaphobie, la détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Ed Bière, 2009.

Davezies L., *La République et ses territoires*, Le Seuil, 2009.

Fuss M., *Die Landflucht, ihre Ursachen, ihre Wirkungen und ihre Bekämpfung*, Tyrolia, Brixen, 1914.

Gravier J.-F., *Paris et le désert français*, Le Portulan, 421 p., préface de Raoul Dautry, 1947.

Marchand B., *Les ennemis de Paris*, Presses de l'Université de Rennes, 2009.

Mariani R., *Fascismo e «Città nuove»*, Feltrinelli, Milan, 1976.

Méline J., *Le Retour à la Terre et la surproduction industrielle*, 3^e édition, Hachette, Paris, 1905.

Nash R., *Wilderness and the American Mind*, Yale University Press, 1967.

Pourrat H., *L'homme à la bêche*, Flammarion, Paris, 1940.

Prud'homme R., et Gilbert G., *Aménagement du territoire et fiscalité*, 1994.

Spengler O., (1923) *Der Untergang des Abendlandes*, (ré-édité 1991, Deutscher Taschenbuch Verlag); traduction française: (1976) *Le déclin de l'Occident*, NRF, Gallimard, 2 vol.

Spinoza B., *Ethique*, GF Flammarion, 1695.

Thiesse A-M., *Ils apprenaient la France, l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, MSH, 1997.

White M., et L., *The Intellectual versus the City: From Thomas Jefferson to Frank Lloyd Wright*, Harvard University Press, 1962.



Le Centre Culturel International de Cerisy organise, chaque année, de juin à septembre, dans le cadre accueillant d'un château construit au début du XVII^e siècle, monument historique, des colloques réunissant artistes, chercheurs, enseignants, étudiants, mais aussi un vaste public intéressé par les échanges culturels.

Une longue tradition culturelle

- Entre 1910 et 1939, Paul Desjardins organise à l'abbaye de Pontigny les célèbres **décades**, qui réunissent d'éminentes personnalités pour débattre de thèmes artistiques, littéraires, sociaux, politiques.
- En 1952, Anne Heurgon-Desjardins, remettant le château en état, crée le **Centre Culturel de Cerisy** et poursuit, en lui donnant sa marque personnelle, l'œuvre de son père.
- De 1977 à 2006, ses filles, Catherine Peyrou et Edith Heurgon, ont repris le flambeau et donné une nouvelle ampleur aux activités.
- Aujourd'hui, après la disparition de Catherine Peyrou, Cerisy continue sous la direction d'Edith Heurgon, grâce à l'action de Jacques Peyrou accompagné de ses enfants, avec le concours de toute l'équipe du Centre.

Un même projet original

- Accueillir dans un cadre prestigieux, éloigné des agitations urbaines, pendant une période assez longue, des personnes qu'anime un même attrait pour les échanges, afin que se nouent, dans la réflexion commune, des liens durables.
- Les propriétaires, qui assurent aussi la direction du **Centre**, mettent gracieusement les lieux à la disposition de l'**Association des Amis de Pontigny-Cerisy**, sans but lucratif et reconnue d'utilité publique, dont le conseil d'administration est présidé par Jacques Vistel, conseiller d'Etat.



Une régulière action soutenue

- Le **Centre Culturel** a organisé près de **500 colloques** abordant aussi bien les œuvres et la pensée d'autrefois que les mouvements intellectuels et les pratiques artistiques d'aujourd'hui, avec le concours de personnalités éminentes. Ces colloques ont donné lieu, chez divers éditeurs, à près de **350 ouvrages**.
- Le **Centre national du livre** assure une aide continue pour l'organisation et l'édition des colloques. Les **collectivités territoriales** (Conseil régional de Basse Normandie, Conseil général de la Manche, Communauté de Communes de Cerisy), ainsi que la **Direction régionale des affaires Culturelles**, apportent leur soutien au fonctionnement du Centre, qui organise en outre, dans le cadre de sa **coopération** avec l'**Université de Caen** au moins deux rencontres annuelles sur des thèmes concernant directement la Normandie.

Renseignements: CCIC, 27, rue de Boulainvilliers, F – 75016 PARIS

Paris (Tél. 01 45 20 42 03, le vendredi a.m.),

Cerisy (Tél. 02 33 46 91 66, Fax. 02 33 46 11 39)

Internet: www.ccic-cerisy.asso.fr; Courriel: info.cerisy@ccic-cerisy.asso.fr



COLLOQUES DE CERISY (Choix de publications)

- * **Aménagement du territoire**, PU Caen, 2008
- **Blanchot dans son siècle**, Sens Public – Parangon, 2009
- **Yves Bonnefoy. Poésie, recherche et savoirs**, Hermann, 2007
- **Le symbolique et le social (autour de Pierre Bourdieu)**, PU de Liège, 2005
- **Revoir Henri Cartier-Bresson**, Textuel, 2009
- **Communiquer/transmettre (autour de Régis Debray)**, Gallimard, 2001
- **Civilisations mondialisées? de l'éthologie à la prospective**, L'Aube, 2004
- **Connaissance, activité, organisation**, La Découverte, 2005
- **L'émergence des cosmopolitiques**, La Découverte, 2007
- **Auguste Comte aujourd'hui**, Kimé, 2002
- **Les nouveaux régimes de la conception**, Vuibert, 2008
- **Déterminismes et complexités (autour d'Henri Atlan)**, La Découverte, 2008
- **Le Développement durable, c'est enfin du bonheur**, L'Aube, 2006
- **L'économie des services pour un développement durable**, L'Harmattan, 2007
- **Jean-Pierre Dupuy, l'œil du cyclone**, Carnets Nord, 2008
- **Umberto Eco (au nom du Sens)**, Grasset, 2000
- **L'Ethnométhodologie, une sociologie radicale**, La Découverte, 2001
- **Michel Foucault, la littérature et l'art**, Kimé, 2004
- **André Green, enjeux pour une psychanalyse contemporaine**, PUF, 2005
- **L'Habiter dans sa poétique première**, Donner Lieu, 2008
- **Intelligence de la complexité: épistémologie et pragmatique**, L'Aube, 2007
- **Du dialogue au texte (autour de Francis Jacques)**, Kimé, 2003
- **Ouvrir la logique au monde**, Hermann, 2009
- **Logique de l'espace, esprit des lieux**, Belin, 2000
- **Henri Meschonnic, la pensée et le poème**, In Press, 2005
- **Modernité, la nouvelle carte du temps**, L'Aube, 2003
- **Expériences de la perte**, PUF, 2005
- **Prospective pour une gouvernance démocratique**, L'Aube, 2000

- **Les nouvelles raisons du savoir**, L'Aube, 2002
- **La philosophie déplacée: autour de Jacques Rancière**, Horlicu, 2006
- **Les limites de la Rationalité (I) et (II)**, La Découverte, 1997
- **Résistances au sujet – Résistance du sujet**, PU de Namur, 2004
- **L'actualité du saint-simonisme**, PUF, 2004
- **Sciences cognitives (Introduction aux)**, Gallimard, Folio, 1994, rééd. 2004
- **Sciences en campagne: regards croisés passés et à venir**, L'Aube, 2009
- **Les sens du mouvement**, Belin, 2005
- **Les Sentiments et le politique**, L'Harmattan, 2007
- **S.I.E.C.L.E., 100 ans de rencontres: Pontigny, Cerisy**, IMEC, 2005
- **Charles Taylor (l'identité moderne)**, PU Laval/Cerf, 1995
- **Alain Touraine (Penser le sujet)**, Fayard, 1995
- **L'Utopie de la santé parfaite**, PUF, 2001
- **La Ville insoutenable**, Belin, 2006